

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CITOYENNETÉ URBAINE ET STRATÉGIES D'APPROPRIATION DE LA
VILLE : EXPÉRIENCES INÉDITES DE JEUNES SANTIAGUINOS FACE À LA
CULTURE NÉOLIBÉRALE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
LÉA CHAMPAGNE

18 AOÛT 2016

REMERCIEMENTS

Dans ce mémoire résident plusieurs heures d’acharnement, de discipline, de curiosité intellectuelle, de jours ensoleillés et de nuits blanches, un long processus étalé sur près de trois années ponctuées de *va-et-vient* entre le monde pratique du travail et le riche univers théorique universitaire. Un projet que j’ai ardemment souhaité réaliser au Chili depuis le premier jour où j’y ai posé ma valise. De mon séjour de mobilité étudiante en 2009 à un stage dans un Institut d’études urbaines lors d’une année mouvementée *como una Santiaguina* en 2011 et 2012 en passant par un hiver austral comme géographe et chercheuse dans le cadre du présent mémoire, j’aurai parcouru le fascinant Chili du désert d’Atacama aux glaciers de la Patagonie, où des rencontres se seront enchainées et auront laissé des souvenirs impérissables.

Au terme de ce projet, mes premiers remerciements vont à mon directeur de maîtrise, Juan-Luis Klein. La souplesse de son encadrement, son ouverture d’esprit, sa rigueur et ses conseils éclairés ont largement contribué au succès de ma démarche. Je le remercie sincèrement d’avoir su me guider à travers le parcours, parfois périlleux, d’une expérience de recherche sans trop imposer ses vues, ce qui m’aura permis de bénéficier de ses savoirs tout en me sentant autonome face à mon projet. Sans oublier sa contribution à ma curiosité *infinie* pour son pays d’origine, le Chili, qu’il a dû quitter *par la force* comme des milliers d’autres. Également, que les autres membres du jury d’évaluation de ce mémoire reçoivent ici mes remerciements : **Isabel Orellana** (Professeure, Faculté des sciences de l’éducation, Université du Québec à Montréal), **Ricardo Zúñiga** (Professeur associé à l’École de travail social, Université de Montréal).

Cette recherche a été menée à bon port grâce à la précieuse collaboration de femmes et d’hommes qui ont su m’offrir leur temps, leurs connaissances et expériences, leurs

aspirations, leurs convictions et leurs peurs, par le biais d'entrevues, de discussions informelles, de marches exploratoires dans la métropole. Je pense d'abord à la chaleureuse Mimi Canales, à Patricia Boyco Chioino et Alfredo Rodríguez ainsi que tout le personnel de soutien de *SUR Corporación – Estudios sociales y de educación* qui m'ont accueillie entre juin et août 2014 pour ma collecte de données tout en me confiant un projet de recherche sur la négociation territoriale, aujourd'hui publié et diffusé au bénéfice de leaders urbains. Puis, Pancha pour la transcription des entrevues sans oublier la vingtaine d'hommes et de femmes qui ont participé à ma recherche avec un engagement et un sens de la rigueur indéfectibles, *reciben mil gracias y mi eternal gratitud*. Je remercie également les chercheurs et les responsables gouvernementaux qui ont accepté de me recevoir et de m'accorder une entrevue. S'ajoute à ces remerciements les amies et les amis, québécois.e.s, *chilen@s y latinoamerican@s*, qui ont su m'épauler lors des moments plus difficiles, me faire découvrir leur pays de contrastes et de beautés, me nourrir de leurs passions et de leurs convictions, en particulier Akza, Pablo, Maria, Antoine, Majo, Nelson, Cristhian, Rachel, Fernando, Camilo, Marianne, Jonathan, Thomas, Marianne, Olivier, Dago, Marie-Ève, Christian, François, Sérou, Marine, et avec toute mon admiration et sincère amitié, Samuel Briones. Je remercie affectueusement ma mère qui a toujours su m'encourager et créer le contexte idéal à la concentration et la discipline tout en m'inspirant amour et courage. Que ma sœur et mon père soient chaleureusement remerciés pour leurs encouragements constants et leur confiance. Ma gratitude va aussi à mes collègues *uqamiens* et partenaires de discussion, de joies et d'angoisses dont Leïla, Wilfredo, Annie et Anne. Enfin, je ne remercierai jamais assez mon amoureux et partenaire de vie, David, qui s'est glissé sur mon chemin au moment où je m'y attendais le moins. Je lui dois la persévérance, la générosité, la patience, la motivation autant que les *bons repas* et la douce ambiance. Il a été et sera ma principale source d'inspiration. *Avec tout mon amour*. C'est depuis Bruxelles, sa ville d'origine et ma nouvelle terre d'accueil que les dernières *virgules* ont été apposées à ce mémoire.

DÉDICACE

À mon fils à naître,
Que ce travail intellectuel
Puisse t'inspirer et te guider
Sur les abondants chemins que tu empruneras
Au cours de ton passage sur Terre, dans notre Monde.

À toutes les femmes et tous les hommes qui luttent et résistent au quotidien pour une pleine reconnaissance de leurs droits et de leurs aspirations à une vie meilleure, pour le bien commun, l'inclusion et l'émancipation.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
DÉDICACE.....	v
TABLE DES MATIÈRES	vi
LISTE DES FIGURES.....	x
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xii
RÉSUMÉ.....	xiii
RESUMEN	xiv
ABSTRACT	xv
 INTRODUCTION.....	1
 CHAPITRE I	
MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE, VILLE, CITOYENNETÉ	
ET PROTAGONISTES JEUNES	7
1.1. Objet de recherche : la citoyenneté active de jeunes Santiaguinos	7
1.2. La mondialisation néolibérale et la ville en Amérique latine : fragmentation et polarisation au sein des territoires.....	10
1.3. Les configurations socioéconomiques du Chili	14
1.4. La ville sous tension	22
1.4.1. Ségrégations au pluriel : classes et espaces.....	24
1.4.2. Cadre d'expression de nouvelles formes de citoyenneté	27
1.5. Conceptualisation et réflexivité sur les citoyennetés	28
1.5.1. La citoyenneté, un concept composite	29
1.5.2. Des expressions contemporaines d'une citoyenneté active émergente	32
1.5.3. La citoyenneté est urbaine	33
1.5.4. Savoirs et éducation en démocratie	35
1.6. Multiples regards sur les jeunes	37
1.6.1. Les jeunes dans la mondialisation	38
1.6.2. La jeunesse : l'étude émergente d'un groupe social qui a toujours existé	38
1.6.3. <i>Les situations</i> de la jeunesse santiaguinoise.....	41

1.6.4. L'éducation par la citoyenneté et le protagonisme urbain.....	44
1.7. Question de recherche et hypothèse principales	45
CHAPITRE II	
DÉVELOPPEMENT À L'ÉCHELLE HUMAINE : CADRES THÉORIQUE, CONCEPTUEL ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	
2.1. Réflexivité géographique : médiatrice des vies et des quotidiens	48
2.2. Modèle théorique de Manfred Max Neef : le développement à l'échelle humain..	51
2.2.1. Neuf besoins fondamentaux : processus et satisfacteurs	53
2.2.2. La matrice conceptuelle opérationnelle	56
2.3. Questions et hypothèses secondaires	58
2.4. Démarche méthodologique	61
2.4.1. Cadre opératoire : variables et indicateurs.....	62
2.4.2. Le type de recherche	65
2.4.3. Les limites de la recherche.....	66
2.4.4. Le cadre spatio-temporel	67
2.4.5. La collecte de données	70
2.6. Le mode d'échantillonnage des répondants.....	78
2.7. Analyse, mode de traitement des données et mode de rendu	80
CHAPITRE III	
LA QUESTION DE LA CITOYENNETÉ À SANTIAGO : LEGS DICTATORIAUX ET TRAJECTOIRES CONTEMPORAINES DE JEUNES FACE À LA <i>CULTURE NÉOLIBÉRALE</i>	
3.1. 1970-1989 : Santiago sous la dictature militaire de Pinochet.....	83
3.1.1. 1990 - aujourd'hui : transition post dictatoriale ou transition démocratique....	89
3.1.2. Les héritages et cicatrices de l'époque dictatoriale	94
3.2. Entre mémoire et actualité : jeunesse comme acteur urbain.....	97
3.2.1. Mouvements sociaux contemporains : les jeunes au cœur de l'action collective	99
3.2.2. Portrait sociodémographique des jeunes chiliens	105

3.3. Les espaces d'éducation à la citoyenneté : de consommateur à citoyen actif.	111
3.3.1. L'éducation à la citoyenneté en contexte santiaguinois	113
3.3.2. L'École de jeunes de <i>SUR Corporación</i>	115
CHAPITRE IV	
EXPRESSIONS CITADINES DES JEUNES : INTERACTIONS DE CONTACT ET DE TENSION ENTRE CITOYENNETÉ ET ESPACES.....	121
4.1. Interactions entre l'espace urbain et les jeunes : une quête de sens	123
4.1.1. L'espace comme assise du lien social et du sentiment d'appartenance	125
4.1.2. Perceptions sur les problèmes sociospatiaux à Santiago.....	131
4.1.3. Une ségrégation sociospatiale imbriquée	134
4.1.4. Legs dictatoriaux et mémoire dans l'espace urbain	137
4.2. La participation citoyenne : expression d'une citoyenneté urbaine <i>en construction</i>	140
4.2.1. Conceptualisations de la citoyenneté	141
4.2.2. Culture de la citoyenneté	147
4.2.3. Espaces de participation : une qualification inégale	151
4.2. Protagonisme de la jeunesse en mutation à Santiago	156
4.3.1. Des trajectoires différencierées	160
4.3.2. Jeunes et État : zones de contact et de tension	162
4.3.3. Stratégies d'expressions territorialisées et territorialisantes	166
4.3. Mobilisation des savoirs <i>citoyens</i>	171
4.5. <i>Empowerment</i> : avoir, vouloir, pouvoir	175
4.5.1. Les réseaux : mise en commun de l'action	177
CHAPITRE V	
MODES D'APPROPRIATION DE LA VILLE ET ÉMANCIPATION: DISCUSSION SUR LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE	182
5.1. L'habitat urbain : l'espace habité et déshabité	183
5.1.1. Une quête de reconnaissance dans l'espace urbain	185
5.2. Des modes d'appropriation pluriels pour la reconstitution de la citoyenneté ...	188
5.2.1. Modalité de construction de la citoyenneté : le droit de participer	189
5.2.2. Expérimentations protagoniques des jeunesse.....	193
5.2.3. L'engagement et la compétence citoyenne	196

5.3. Épistémès et empowerment	198
CONCLUSION.....	203
ANNEXE A GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ POUR LA POPULATION À L'ÉTUDE (VERSION ORIGINALE ESPAGNOLE).....	211
ANNEXE B GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ POUR LA POPULATION À L'ÉTUDE.....	217
ANNEXE C THÉMATIQUES D'ENTREVUE POUR LES INTERVENANTS-CLÉS	203
ANNEXE D QUESTIONNAIRE WEB PRÉ-ENTRETIEN.....	222
ANNEXE E FORMULAIRE D'ÉTHIQUE ET DE CONSENTEMENT (VERSION ORIGINALE ESPAGNOLE).....	225
ANNEXE F FORMULAIRE D'ÉTHIQUE ET DE CONSENTEMENT	229
APPENDICE A.....	232
BIBLIOGRAPHIE.....	234

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1: Carte géographique du Chili	15
Figure 1.2 : Les 37 communes de l'aire métropolitaine de Santiago	21
Figure 1.3 : Groupes socioéconomiques prédominants selon la localisation géographique, Santiago	26
Figure 3.1: Manifestation étudiante, 26 août 2011.....	102
Figure 3.2: Composition de la population jeune selon : sexe, âge, milieu de vie, niveau socioéconomique, origine ethnique et situation d'handicap.....	106
Figure 3.3 : Affiche officielle de l'école : <i>Escuela de jóvenes – territorio, genero, identidades y generaciones.</i>	117
Figure 4.1: Plaza Italia, Santiago. Point de convergence routier et frontière symbolique entre les communes aisées et les plus démunis.	128
Figure 4.2: Commune de <i>Santiago Centro</i> en plein <i>boom</i> immobilier. Habitations précaires côtoient les édifices modernes neufs	135
Figure 4.3: Affiche produite dans le cadre de la campagne pour le droit de femmes à décider de leur corps (projet de loi pour l'avortement), <i>Santiago Centro*</i>	149
Figure 4.4: Murale « Réforme éducationnelle ... avec le mouvement social »	154

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Évolution du produit intérieur brut (PIB) au Chili	17
Tableau 1.2 : Indice de Gini comparé entre le Chili et la moyenne de l'Amérique latine.....	18
Tableau 1.3: Groupes socioéconomiques de Santiago.....	25
Tableau 2.1: Satisfacteurs selon la grille de Max Neef	54
Tableau 2.2 : Matrice d'interprétation des interactions entre besoins	57
Tableau 2.3 : Variables et indicateurs du cadre opératoire de la recherche.....	62
Tableau 2.4: Résultats « Indice de qualité de vie urbaine (ICVU) du	69
Tableau 2.5: Échantillon des répondants à l'entretien semi-dirigé.....	73
Tableau 2.6: Entrevues avec les intervenants-clés.....	75
Tableau 2.7: Observation indirecte lors de conférences et séminaires à Santiago	77
Tableau 2.8 : Critères de sélection pour l'échantillonnage de la population.....	78
Tableau 2.9. : Caractérisation de l'échantillon	79
Tableau 3.1. : Intérêt pour la politique selon l'âge, le groupe socioéconomique	108
Tableau 3.2 : Raisons qui expliquent les intérêts des jeunes dans la politique (%). ..	110
Tableau 3. 3: Objectifs principaux de l'École de <i>SUR Corporación</i> 2014.....	119
Tableau 4.1: Grille de lecture des données issues des transcriptions d'entrevue.....	122
Tableau 4.2: Classes des répondants.....	124
Tableau 4.3: Principaux défis urbains de la ville de Santiago selon les répondants.	133
Tableau 6.1. Matrice synthèse des besoins selon quatre catégories existentielles ...	205

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AMS	Aire métropolitaine de Santiago (<i>Área metropolitana de Santiago</i>)
CEPAL	Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (<i>Comisión Económica para América Latina y el Caribe</i>)
INJUV	Institut national de la jeunesse (<i>Instituto nacional de la juventud</i>)
INE	Institut national de statistiques (<i>Instituto nacional de estadísticas</i>)
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OIJ	Organisation Ibéroaméricaine de la jeunesse (<i>Organización iberoamericana de la juventud</i>)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement (<i>Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo</i>)
RMS	Région Métropolitaine de Santiago (<i>Región metropolitana de Santiago</i>)
SCESE	<i>SUR Corporación Estudios sociales y de educación</i>

RÉSUMÉ

Notre recherche s'intéresse à la citoyenneté urbaine inédite de jeunes de la ville de Santiago (Santiaguinos) en tant que mode d'appropriation de la ville au sens d'une entité « coconstruite ». Cette nouvelle pratique de la citoyenneté est une réponse à la culture individualiste axée sur la concurrence et la performance imposée par la dictature de Pinochet et reconduite depuis la fin de celle-ci en 1990 par des politiques néolibérales appliquées par les gouvernements qui lui ont succédé. Un nouveau scénario se configurerait à Santiago en ce qui a trait aux destins et aspirations des jeunes, une resignification des interactions entre l'espace urbain et la citoyenneté. Comment les jeunes perçoivent-ils les réalités et les problèmes de la ville qu'ils habitent et façonnent? En quoi leurs savoirs, mobilisés dans des expressions citoyennes ancrées territorialement, leur permettent-ils d'assurer un protagonisme urbain effectif? Prenant en considération le discours et l'expérience de près d'une vingtaine de jeunes engagés dans leur communauté géographique d'appartenance, nous explorons la ville comme espace d'expression de nouvelles formes de citoyenneté allant au-delà du cadre institutionnel. Des entrevues semi-dirigées auprès de jeunes et d'informateurs-clés du milieu gouvernemental, académique et de la société civile, ainsi que l'observation du terrain ont été réalisées à Santiago entre le mois de mai et d'août 2014. Notre hypothèse principale soutient que différents types d'interactions sont nécessaires afin de consolider une citoyenneté urbaine active, durable et « transmissible » d'une génération à l'autre. Dans un contexte où la méfiance des jeunes envers les *institutions* et des conditions qui ne permettent que partiellement le développement des capacités réflexives, voire critiques, tout en générant une certaine homogénéisation des pratiques sociospatiales de la population, le mal-être social qui s'exprime dans l'espace public se veut articulé à des demandes des jeunes pour plus de pouvoir citoyen *dans* la ville. Le modèle théorique de Max Neef (1993), une matrice de sept besoins fondamentaux non hiérarchiques, à combler par des processus satisfacteurs synergiques, soutient l'analyse des résultats. Notre étude dévoile des vécus quotidiens en tension avec la ville ségrégée, des modes de participation mobilisant des principes de droits *citoyens*, des référentiels épistémiques modelés par différents types de savoirs. C'est en tentant de reconstituer la citoyenneté que la quête des jeunes prend forme, que l'exigence pour une émancipation sociospatiale se configurer, lentement.

Mots-clés : citoyenneté urbaine, jeunes et ville, protagonisme, savoirs, Santiago, besoins, réflexion critique.

RESUMEN

Nuestra investigación se interesa en la ciudadanía urbana *inédita* de los jóvenes de la ciudad de Santiago (Santiaguinos) como un modo de apropiación de la ciudad en el sentido de una entidad “coconstruida”. Esta nueva práctica de la ciudadanía es una respuesta a la cultura individualista competitiva y de rendimiento impuesta por la dictadura de Pinochet y reconducida desde su fin en 1990 por los gobiernos que la remplazaron. Un nuevo escenario se estaría configurando en Santiago en relación con los destinos y las aspiraciones de los jóvenes, una resignificación de las interacciones entre el espacio urbano y la ciudadanía. ¿Cómo perciben los jóvenes sus realidades y los problemas de la ciudad habitada y moldeada por ellos? ¿De qué manera, sus conocimientos, movilizados en el marco de expresiones ciudadanas ancladas territorialmente, permiten un protagonismo urbano efectivo? Considerando el discurso y la experiencia de una veintena de jóvenes comprometidos en su comunidad de origen, analizamos la ciudad como marco de expresión de nuevas formas de ciudadanía que desbordan el marco institucional. Realizamos entrevistas semi-estructuradas con jóvenes y informadores-claves del medio gubernamental, académico y de la sociedad civil, además de observaciones directas en la ciudad de Santiago entre el mes de mayo y agosto del 2014. Nuestra hipótesis principal, la cual verificamos con un estudio de caso, sostiene que diferentes tipos de interacciones son necesarias para consolidar una ciudadanía urbana activa, de largo plazo y transmisible de una generación a la otra. En el contexto de una desconfianza de los jóvenes frente a las instituciones y de condiciones que limitan el desarrollo de las capacidades reflexivas, un mal-estar social se genera en el espacio público articulado con las demandas juveniles acerca de más ciudadanía *dentro* de la ciudad. Utilizamos el modelo teórico de Max Neef (1993), una matriz de siete necesidades fundamentales no-jerárquicas respondidas por procesos satisfactores sinérgicos para el análisis de nuestros resultados. Nuestro estudio revela vivencias cotidianas en tensión con la ciudad segregada, modos de participación que movilizan principios de los derechos *ciudadanos*, referenciales epistémicos moldeados por distintos tipos de saberes. Es cuando intentan reconstituir la ciudadanía que el ejercicio de los jóvenes toma vida, que la exigencia por una emancipación socioespacial se configura, lentamente.

Palabras-clave : ciudadanía urbana, jóvenes y ciudad, protagonismo, conocimientos, Santiago, necesidades, reflexión crítica.

ABSTRACT

This research looks into the unprecedented model of urban citizenship in the youth population of the city of Santiago (Santiaguinos), as a means of appropriation of the city and giving it a sense of a 'coconstructed' entity. This new form of citizenship is a direct response to the individualistic culture, focused on performance and competition imposed by the Pinochet dictatorship and maintained throughout the 1990s, with the neo-liberal policies enforced by subsequent governments. A new scenario would arise in Santiago for the fate and aspirations of its youth, a re-organization of the interactions between urban space and citizen. How do young people perceive the realities and problems of the city they are inhabiting and moulding? How does their knowledge, mobilized in territorial expressions of citizenship, allow them to have a concrete impact on their city? While taking into consideration the discourse and experience of nearly twenty young people engaged in their community, we explore the city as a space of expression for new forms of citizenship, which go beyond the established institutional setting. Semi-structured interviews were carried out with young people, key informants from the government, academia and civil society, as well as field observations in Santiago between May and August of 2014. Our main hypothesis argues that different types of interactions are necessary in order to consolidate an active, urban citizenship that will endure on the long-term and be transmitted to future generations. In a context where youth are wary of institutions and in conditions, which allow only a partial development of reflective and even critical skills, and while contributing to a certain homogenization of socio-spatial practices of the population, the social unease reflects the demands of young people for a greater citizen power in the city. The theoretical framework of Max Neef (1993), a taxonomy of seven fundamental non-hierarchical human needs, to be met through synergistic satisfiers, supports the analysis of our results. Our study exposes daily lives encountering the tensions of a segregated city, modes of participation which mobilize civil rights principles and epistemic standards modelled by varied types of knowledge. It is by redefining citizenship that youth's quest will emerge, that the need for emancipation of sociological space will take form, slowly but surely.

Key words : urban citizenship, youth and city, protagonist, knowledge, Santiago, needs, critical thinking.

INTRODUCTION

Motivées par la fragmentation et l'individualisme de la société du XXI^e siècle, les demandes pour une formation et une réflexion qui servent à harmoniser et à construire de nouvelles possibilités d'interagir avec l'espace géographique se multiplient autant au Nord qu'au Sud (Santos, 2011; Mangabeira Unger, 2015). En effet, l'accès à l'information est devenu le fer de lance des nouvelles compétences citadines et la reconnaissance de la participation des citoyens urbains passe avant tout par une demande minimale de transparence sur les décisions, tant de leurs finalités que de leurs implications. La mondialisation est axée sur la dématérialisation et la financiarisation des économies, le développement de la sphère numérique et l'économie du savoir, et ayant entre autres pour corollaire le creusage des inégalités sociales et économiques dans le monde (Klein, 2011; Lévy, 2008; Bauman, 2011; Dimitrova, 2005; Canovas, 2008). En raison de la maîtrise renforcée des espaces, notamment par la vitesse, les réseaux, les technologies, le jeu entre distance et proximité est de plus en plus complexe (Swyngedouw, 2004; Lévy et Lussault, 2000). Parallèlement à ce *jeu*, un redécoupage des relations entre les processus globaux et locaux entraîne des conflits, des ruptures et de nouvelles formes de stratification et de segmentation (Giddens, 1987; Colleta et Cullen, 2000). Entre *globalisation* et *mondialisation*, nous pourrions dire qu'il existe des villes « globales », des métropoles soumises aux pressions des flux économiques (financiers, de personnes et de marchandises), mais que les conditions politiques et sociales pour ces villes, en ce qui concerne les espaces de démocratisation permettant l'accès aux richesses et aux conjonctures créées par la mondialisation, demeurent encore à bâtir (Klein et Champagne, 2011). Si les métropoles d'aujourd'hui concentrent la richesse, elles génèrent d'autant plus des inégalités sociales, économiques et sociospatiales

grandissantes, vécues sous différentes formes et degrés selon le groupe social en présence, notamment les jeunes, les migrants, les femmes (Sassen, 2007).

Après un peu plus de 25 ans de transition démocratique, le Chili se développe sous l'égide d'un modèle de gestion publique à caractère néolibéral, institutionnalisé durant la dictature (1973-1989) et qui se matérialise sous divers aménagements d'ordre social, économique et politique (Rodriguez et Rodriguez, 2009; Gaudichaud, 2014; Gómez, 2010; Coll, 2001). La néolibéralisation économique, caractérisée par le *pouvoir* du marché, par un État subsidiaire, par des services à la population privatisés (santé, éducation, parmi d'autres), entraîne une rupture au sein du tissu social, et laisse ainsi place à une individualisation des problèmes socio-urbains couplée d'une faible participation collective (action collective) dans l'espace public. La montée du néolibéralisme est bien plus qu'une idéologie ou une politique économique; elle constitue désormais la forme d'existence généralisée (Harvey, 2007; Hackworth, 2007). Et dans cette forme qui laisse une place importante à l'entreprise privée comme source de richesse et de croissance, les individus eux-mêmes sont appelés à agir comme des entreprises. Il est néanmoins utile de rappeler que la mondialisation a été la toile de fond tout qui a régi les processus de transformations post dictatoriales au Chili (1990 - aujourd'hui)¹. La décennie des années 1990 en a été une de consolidation des transformations néolibérales lancées à la fin des années 1970 et au début des années 1980 (Hojman, 1993; Rodriguez et Rodriguez, 2009). Dès lors, le Chili vit une période inédite, particulièrement sa capitale, Santiago. Il était pourtant le dernier pays de la région du cône sud où l'on se serait attendu à une telle effervescence en matière de mobilisation sociopolitique et de citoyenneté urbaine, d'autant plus portée principalement par la jeunesse (Gaudichaud, 2014). « La stabilité

¹ Le régime militaire de Pinochet avait ouvert la porte aux économistes néo-classiques, notamment ceux qui ont été formés à Chicago sous la pensée de Milton Friedman et Friedrich Von Hayek. En fait, dès le milieu des années 1970, la société chilienne commence à appliquer des mesures économiques qui seront communes à plusieurs États dans les décennies suivantes: austérité budgétaire, stabilité macro-économique, lutte à l'inflation, déréglementation, privatisations et plus tard, ouverture commerciale et libre-échange (Hay, 2007; Vergara, 1986).

politique y était assurée puisque la réalité y avait fini par éroder les mythes et les utopies de la gauche, la plaçant [...] sur le terrain de la réalité, douchant ses fureurs passées et la rendant raisonnable » (De la Fuente, 2011, *Le Monde Diplomatique*). Dans une métropole comme Santiago, où le développement demeure empreint d'inégalités sociospatiales, d'exclusions, de contrastes entre ses espaces de vie, les jeunes s'insurgent contre l'inexistence d'espaces politiques appropriés à leur participation et leur expression citoyennes. Il s'y manifeste des initiatives où des jeunes se mobilisent, *de corps et de tête*, engagent leurs quotidiens dans une réflexion sur la ville, dans des actions qui donnent à voir la quête du droit à la ville (Sandoval, 2001, 2007; Rodriguez Gonzalez, 2009; SUR Corporación, 2014).

Dans le contexte actuel, l'identité juvénile ne s'organise plus avec les éléments propres à la « *moratoria*² », c'est-à-dire la parenthèse lors de laquelle la construction de vies propres se réalise *a posteriori*, afin d'accumuler des capacités qui porteront leurs fruits dans le futur (Touraine, 2009; Sandoval, 2012; Blöss et Feroni, 1991; Duarte Quapper, 2011, 2005; Hart, 1993). Ainsi, à partir de quels éléments se définissent les jeunesse d'aujourd'hui, particulièrement celles urbaines? La réduction des identités collective et personnelle des jeunes à une série de traits empiriques, psychosociaux et statiques déterminés ne risque-t-elle pas de perpétuer ce que la mondialisation néolibérale a entamé, augmentant ainsi la maîtrise du rapport de force des individus détenant *déjà* le pouvoir? Il serait périlleux de cantonner le discours des jeunes comme étant « passager et incomplet », notamment en vertu de leurs capacités de critique et de renouvellement des horizons en matière de réflexion et d'action urbaines. Les jeunes constituent des sujets de transformation, porteurs de scénarios inédits en matière de citoyenneté urbaine (Bárcena et al., 2008; Sandoval, 2012, 2007; Waaub, 1999). Confrontés aux paradoxes de la vie moderne, entre individualisation dirigée sur les « besoins du marché » et autonomie critique aspirant

² La « *moratoria* » pourrait se traduire en français comme la période de « moratoire » entre la jeunesse et l'âge adulte.

à plus de justice, comment arrivent-ils à proposer des modes de représentation et d'agir qui reposent sur des fondements démocratiques renouvelés? Dans l'œil du jeune Santiaguino, les « nourritures de l'esprit » relatives au monde consumériste tanguent vers une formation orientée sur la finalité uniquement productive, soit une main-d'œuvre qualifiée pour les secteurs économiques en croissance. Également, la crise de la représentation et de la légitimité politique autant que les formes de gouvernement attenantes s'accompagnent d'une remise en question du pouvoir scientifique et technique à partir duquel sont aussi légitimées les politiques publiques (Swyngedouw, 2005; Aedo Finlez, 2011). Pendant que des mécanismes étatiques (politiques publiques) « d'intégration » des jeunes sont conçus, parfois palliatifs à leur situation de marginalisation ou d'exclusion, plus souvent d'assistance économique, mais rarement holistiques et axés sur leur participation à la *construction* de la ville, des jeunes mettent en place des initiatives et des cadres d'expressions citoyennes qui vont au-delà de l'intervention de l'État en visant l'autonomie dans l'exercice d'une pleine citoyenneté active et urbaine.

Si la notion de satisfaction des besoins de Max Neef (1993), plus particulièrement dans des espaces urbains vulnérables de par leur structuration historique, socioéconomique, géographique et culturelle, se résout par des politiques publiques de redistribution, elle ne transite que très rarement par les structures et les plates-formes d'actions et de réflexions de la société civile et des *simples* citoyens, des jeunes en particulier (Rojas Symmes, 2010; Krauskopf, 2004). À ce sujet, Sen (dans Monnet, 2007) et Max Neef (1993) définissent la justice au sein du développement comme les « capabilités » permettant de transformer les moyens dont disposent les individus en un résultat conforme à leurs attentes. Il ne suffit pas de penser en termes d'utilité et de ressources, mais aussi du point de vue de la capacité réelle de les mettre en œuvre.

C'est par la mobilisation des concepts de citoyenneté urbaine, de jeunesse, de ville et d'épistémès, parmi d'autres, que nous analyserons les expériences et les vécus urbains de jeunes. L'enquête-terrain qui a été menée révèle une jeunesse éveillée, alerte et informée, dont les aspirations d'émancipation sociospatiale sont parfois teintées d'ambiguités en matière *d'espoir* d'un futur plus démocratique. En cela, nous estimons que leurs rapports à la ville, parce que fondateurs et révélateurs de sens, doivent être investigués pour mieux comprendre les expérimentations citoyennes récentes forgées en réaction au diktat du marché. Par conséquent, nous cherchons à savoir jusqu'à quel point l'exercice de la citoyenneté urbaine influence la capacité des jeunes à s'approprier la ville.

Structuré en cinq chapitres, ce mémoire s'intéresse en outre à une question encore peu traitée par les géographes, du moins dans le contexte latino-américain, celle de la production de la ville par les jeunes (Duarte Quapper, 2013, 2005, 2000; Chaux et *al.*; Aitken, 2001; Olls et Horschelmann, 2009). Le premier chapitre sert d'abord à présenter notre problématique de recherche. Nous portons notre regard sur la mondialisation et le néolibéralisme en territoire chilien, et leurs impacts socioéconomiques sur Santiago, puis nous lorgnons du côté de notre objet de recherche, soit la ville, les jeunes, la citoyenneté.

Concrètement, les objectifs de notre recherche sont : décrire les modes et les stratégies d'appropriation de la ville par les jeunes; comprendre et expliquer les perceptions et le rapport des jeunes à la citoyenneté urbaine active et à leur propre condition en tant que construit social; dégager les modes et les codes d'expressions de la citoyenneté urbaine ainsi que les savoirs mobilisés au sein de celles-ci; vérifier comment la pratique de la citoyenneté urbaine permet l'*empowerment* individuel et collectif. C'est à la lumière de ces objectifs que nous tenterons d'évaluer la portée des pratiques et des discours des jeunes sur la question de [l'émergence] la citoyenneté urbaine à Santiago.

Lors du deuxième chapitre, nous exposons le cadre conceptuel et opérationnel de notre recherche. À la suite de la présentation de l'approche de la géographie du quotidien, sociale et urbaine, et du modèle théorique de Max Neef, nous formulons nos questions et nos hypothèses ainsi que les concepts opérationnels de la recherche. La démarche méthodologique vient clore le chapitre.

Au troisième chapitre, en opérant un bref retour sur le passé récent, nous explorons les *cicatrices* et héritages de la dictature qui s'inscrivent dans la structuration de l'espace urbain de Santiago, également dans la modélisation des rapports et des interactions des jeunes avec leur milieu de vie. Nous abordons les espaces non formels d'éducation, des lieux où les savoirs se *réinventent* au profit d'une appropriation plus *citoyenne* de la ville.

Puis, au chapitre 4, nous plongeons au cœur de la recherche en exposant en quatre temps et à travers la parole des jeunes, leurs perceptions de l'espace urbain, leur conceptualisation de la citoyenneté urbaine et de la participation citoyenne, leur quête de protagonisme³ social et les savoirs mobilisés à travers leurs expressions citoyennes.

³ Bien qu'il apparaisse tel une « entorse à la langue française », nous avons opté pour le néologisme « protagonisme » pour parler de l'action et « protagoniste » en guise de l'acteur qui agit. Le protagonisme permet de valoriser particulièrement les rôles individuels, en les inscrivant dans une dimension collective, sans pour autant les effacer ou les diluer : les potentialités de l'action individuelle sont ainsi exaltées, mais au sein d'une perspective d'action commune. Le protagonisme est une forme de comportement politique à part entière, une modalité de participation stimulée par les conjonctures, particulièrement dans ses moments traumatiques. Dans les milieux populaires, « protagonisme » et militantisme s'avèrent liés. C'est une conjugaison originale entre individuel et collectif. « Dès qu'un événement traumatique atteint un corps social et parvient à mobiliser l'attention collective, les individus deviennent non seulement ses témoins et ses spectateurs, mais ils ont aussi tendance à intervenir en tant que participants, à devenir en somme de véritables protagonistes de l'Histoire » (Burnstin, 2010 : 4).

Dans le cinquième et dernier chapitre, nous nous attardons à l'analyse des résultats par le truchement de nos concepts-clés et éléments théoriques. Des constats et des tendances générales se dégagent tout en montrant des particularités propres à notre étude.

Enfin, nous concluons sur deux fronts. Un premier qui dévoile et interprète les résultats selon la matrice de Max Neef, dans la forme d'une synthèse récapitulative. Un deuxième qui s'interroge sur la portée des nouvelles pratiques sociospatiales de la citoyenneté portées par les jeunesse santiaguinoises, les acteurs et les actrices du monde de demain.

CHAPITRE I

MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE, VILLE, CITOYENNETÉ ET PROTAGONISTES JEUNES

Les sociétés désormais globalisées sont aux prises avec une même tension qui les déchire : d'une part, l'emprise sans cesse renforcée de l'oligarchie politico-économique et d'autre part, la clamour soutenue des indignés qui revendiquent le « bien commun » (Bauman, 2011). Dès lors, dans l'environnement actuel d'une gouvernance axée sur les alliances politico-économiques et l'instrumentalisation de la démocratie, c'est bien souvent à la société civile que revient l'exigeante tâche d'exercer une vigile critique sur les décisions relatives aux affaires publiques et à la vie de la cité. C'est dans ce contexte que nous inscrivons notre recherche sur la citoyenneté des jeunes à Santiago dont nous présenterons les premiers jalons dans ce chapitre. Dans la première section, nous exposerons notre objet de recherche avant d'esquisser les principaux éléments de notre problématique. Puis, dans une troisième section, les thèmes centraux de notre questionnement, soit la ville (Santiago), la citoyenneté (urbaine et active) et les jeunes (protagonistes) seront présentés. Nos questions de recherche et nos hypothèses de travail feront l'objet de la dernière partie.

1.1. Objet de recherche : la citoyenneté active de jeunes Santiaguinos

Notre recherche porte sur la ville de Santiago, capitale du Chili, un pays bouleversé par l'émergence de mouvements sociaux aux revendications territoriales diverses, mais qui portent la même critique : les limites du modèle néolibéral implanté en sol chilien, visible ou rendu invisible par l'action de certains acteurs et phénomènes, lequel ayant généré une fracture sociale et spatiale majeure (Sabatini et Cáceres, 2004; Gomez, 2010; Ziccardi, 2015). Cette fracture s'est vue intensifiée par

l’incapacité du cadre institutionnel existant à canaliser les conflits sociaux et territoriaux qui ont cours dans le pays (Rojas Symnes, 2010; Lecannelier Bresciani, 2006; Aedo Finlez, 2011; De la Fuente, 2011; Gaudichaud, 2014).

Ainsi, nous choisissons une lecture de la ville qui, entendue comme l'espace d'expression de la société (Rodríguez Cely et Moreno Lache, 2007, 2008; Roncayolo, 1997), vécu, façonné et représenté par l'être humain (Lefebvre, 1968), donne à voir la complexité des dynamiques quotidiennes et des aspirations de ses habitants. La ville est aussi un lieu d'exercice des droits des usagers du milieu⁴ et de revendications de cesdits droits au sein des diverses instances institutionnelles et politiques autant que des espaces citoyens « non strictement régis par des règles de l'État » (Rodriguez Cely et Moreno Lache, 2007; Aedo Finlez, 2011; Carli et Ruiz, 2009). Ces espaces citoyens deviennent de plus en plus importants, notamment pour les jeunes.

En tant que sujet social de la ville, parfois agent ou acteur du territoire selon une catégorisation sociale normative basée notamment sur l'âge et le statut *transitoire ou de passage* (Duarte Quapper, 2001, 2007, 2013; Ruiz Aguilera, 2003, 2006; Noseda et Racine, 2001; Bergeret, 2005), les jeunes Santiaguinos ont perdu l'intérêt et la confiance dans les institutions qui représentent et défendent le pouvoir (Duarte Quapper, 2007; Aguilera Ruiz, 2003, 2006), tout en manifestant un certain nombre d'actions qui dévoilent leurs insatisfactions face à la prise en compte de leurs revendications, lesquelles sont spécifiques à leur situation sociale.

⁴ Du point de vue politique, le droit à la ville à travers les droits des usagers du milieu est avant tout la reconnaissance du droit de chacun (agissant isolément ou en groupement) de participer comme citadin (sans condition de citoyenneté donc de nationalité), comme usager de la ville, aux décisions d'aménagement et d'urbanisme. L'usager n'est ni le public (masse anonyme et non organisée), ni le représentant d'une association agréée par les pouvoirs publics afin de défendre un intérêt général ou pas (qui fait figure de lobbyiste patenté), ni le propriétaire foncier, ni le promoteur immobilier (Lefebvre, 1968).

Récemment, divers auteurs (INJUV, 2008; Garretón, 2001; Aguilera, 2006; Duarte Quapper Duarte, 2013, 2007; Fernandez Drogue, 2013b) ont abordé la faiblesse de l'intérêt et de la participation des jeunes en insistant sur la diminution de leur poids en tant que « clientèle politique ». D'autres justifient leur point de vue en abordant la faille structurelle de la démocratie chilienne qui s'exprime sous la forme d'un déficit de citoyenneté (Aguilera Ruiz, 2003, E-1, 2014; CEPAL, 2001). Duarte Quapper (2007) discute de la priorité symbolique des demandes juvéniles qui porte atteinte à la capacité pragmatique et la durabilité de leur mobilisation et Krauskopf (2004) aborde la marginalisation des jeunes de par leur discrimination et la répression des expressions citoyennes dans l'espace public. Les sources des manifestations citoyennes urbaines des jeunes sont diverses et transitent par une multitude de processus (Quapper Duarte, 2007; Aguilera Ruiz, 2006). Ceux-ci s'incarnent notamment à travers la mise en place d'instances et d'espaces « démocratiques et démocratisant », où le territoire entendu comme un *substrat* générateur de savoirs et d'apprentissages (Vulbeau, 2011; Waaub, 1999) est utilisé comme vecteur (et facilitateur) des interactions et des pratiques relationnelles, conflictuelles et harmonieuses, entre les jeunes et leur environnement.

Cette émergence de formes d'actions collectives organisées et dirigées vers le bien commun donne à voir les nouvelles pratiques politiques des jeunes (Aguilera Ruiz, 2006; Quapper Duarte, 2001, 2007; Krauskopf, 2004; Martinez, 2008) conduites pour l'amélioration de leurs conditions de vie dans une optique de pleine émancipation. Mais comment se forme et se déploie ce type d'actions et d'expressions citoyennes en milieu urbain? Sur cette question, Guell (2007) révèle que plusieurs jeunes sont obligés de travailler sur leur autonomie, leur affirmation, voire leurs transgressions, sans disposer d'un sens adéquat du temps, sans espaces publics inclusifs favorisant la reconnaissance de la pluralité juvénile dans leurs multiples formes de sociabilité, de revendications, voire de luttes pour une pleine reconnaissance de leur existence. Ce qui ancre notre recherche dans l'actualité réside dans le fait qu'il est impératif de

porter une attention spécifique aux formes dans lesquelles les jeunes soulèvent et nomment leurs besoins et aspirations, notamment parce qu'elles ne passent pas forcément par les voies traditionnelles et institutionnelles, mais bien par « une série de formules animées des intérêts collectifs et individuels via des modes de production du territoire et de l'agir hors des sentiers battus » (Quapper Duarte, 2007 : 45).

Afin de voir si la formation à la citoyenneté active permet de formuler une nouvelle problématisation des enjeux urbains propres à Santiago, nous proposons dans cette étude l'analyse des pratiques, des discours et des stratégies d'expression de jeunes, considérés comme étant leaders dans leur communauté locale d'appartenance. En nous intéressant à des leaders activement impliqués au sein de la ville et intégrés dans un processus d'acquisition de connaissances et de modes d'action axés sur le renforcement de la citoyenneté urbaine, nous observons les réalités de la population à l'étude dans un cadre en mouvement, en nous inspirant des principes de la recherche-action (voir chapitre II). Nous avons proposé à des jeunes âgés entre 18 et 30 ans et ayant démontré un leadership dans leur communauté, c'est-à-dire la communauté délimitée par le milieu de vie allant de l'échelle du quartier (local) à celle de la métropole, de participer à une recherche qui veut mettre en lumière leur langage et leur sens de l'expérience *de et dans* la ville, ceux-ci reflétant l'apprentissage de la citoyenneté urbaine à partir d'une resignification de la relation existant entre territoire et citoyenneté.

1.2. La mondialisation néolibérale et la ville en Amérique latine : fragmentation et polarisation au sein des territoires

L'histoire du Chili révèle une forte présence de l'État dans la plupart des secteurs de la vie jusqu'à l'avènement du système néolibéral, sous la dictature de Pinochet

(Harvey, 2007)⁵, qui a instauré un État minimal, laissant place au marché en tant que « régulateur social ». L'idéologie néolibérale est progressivement devenue hégémonique sur le territoire latino-américain (Canovas, 2008; Rodríguez et Rodríguez, 2009). Si le néolibéralisme a commencé à se diffuser au milieu des années 1970 lorsque le pouvoir s'est déplacé de manière éloquente vers le secteur financier, ce dernier est devenu l'agent principal, économique, s'emparant du contrôle du politique (Coll, 2001; Klein, 2011). Les villes sont aujourd'hui des lieux stratégiques sur lesquels s'appuie le néolibéralisme, entendu ici comme un processus de restructurations du capitalisme mondialisé qui repose sur des arrangements institutionnels et politiques s'articulant à différentes échelles (globale, nationale et locale) à travers lesquelles il se déploie (Swyngedouw, 2004; Klein 2008). En tant que déterminante des conditions socio spatiales actuelles, la mondialisation⁶ résulte d'une libéralisation économique, d'une extension des marchés, d'une dérégularisation des marchés financiers, d'une intensification des échanges de capitaux et des flux informationnels où domine le système économique capitaliste à l'échelle globale (Klein, 2011; Sassen, 2007, 2000). Ce processus engendre l'intégration des moteurs économiques nationaux dans une économie mondialisée (Klein, 2011; Bassand, 1996), en même temps qu'il génère, dans les territoires nationaux, plusieurs formes d'exclusion sociale, renforçant ainsi les inégalités sociales et économiques entre les territoires (Jouve, 2003; Klein, 2011). Paradoxalement, à l'heure où les métropoles s'intègrent dans un réseau global et accumulent la richesse (Sassen, 2000), des inégalités socio spatiales les fragmentent (Jouve, 2003; Sassen, 2000; Bassand, 1996).

⁵ David Harvey dans *A Brief History of Neoliberalism* (2007) signale qu'à l'échelle mondiale, les premières expressions des politiques néolibérales ont été imposées par la force au Chili après le coup d'État militaire de 1973.

⁶ Il existe plusieurs acceptations et approches posées sur la mondialisation. Nous en choisissons une lecture plutôt critique tout au long du mémoire. Ce sont principalement les travaux de Sassen (2000, 2007), de Lévy (2008) et de Klein (2011) et Bauman (2011) qui seront mis de l'avant.

Autant au Chili qu'ailleurs en Amérique latine, les dernières années de la décennie 1980 et le début des années 1990 se sont révélés comme l'étape ultime dans la chute des gouvernements militaires dictatoriaux ouvrant ainsi le pas à la refondation et la (*re*) *démocratisation* dans la majorité des pays latino-américains (Oxhorn, 1995; Subercaseaux, 2006). Les crises sociales découlant des dynamiques globales et locales, parfois *glocalisées*⁷ (Swyngedouw, 2004; Dimitrova, 2005), affectent de plus en plus d'individus. Certaines populations souffrent davantage de leurs effets négatifs, parmi lesquelles se retrouvent les jeunes, les femmes, les minorités ethnoculturelles, les personnes en situation de précarité et de vulnérabilité. Elles sont insérées dans des processus d'exclusion sociale et culturelle à partir d'une logique de marché qui favorise la concentration du pouvoir au sein des élites et des acteurs du milieu privé (Swyngedouw, 2004; Baudelle, 2006). Somme toute, le type de croissance urbaine qui a lieu, en particulier dans les pays en développement, implique une expansion territoriale parfois incontrôlable qui donne lieu à des villes fragmentées avec de bas niveaux de cohésion sociale, un accès réduit aux services sociaux et urbains, des valeurs et des processus de socialisation hétérogènes qui génèrent des tensions entre les groupes en présence (Cornejo Santillán, 2015; Sabatini et Cáceres, 2004). Un décryptage critique de la ville permettra d'éclaircir les zones d'ombre largement sous-exploitées.

La ville latino-américaine se caractérise par un processus de transformation dominé par de nouvelles modalités d'expansion métropolitaine, telles que la suburbanisation et la policentralisation, la fragmentation de sa structure tout comme la polarisation sociale et la ségrégation sociospatiale (De Mattos et al., 2004; Sabatini et Cáceres,

⁷ Pour illustrer l'interpénétration du global et du local, Roland Robertson (Swyngedouw, 2004; Dimitrova, 2005) propose le néologisme de « *glocalisation* » qui conjugue les deux termes en insistant sur le fait que le rapport entre eux est toujours une dialectique entre « *particularisation de l'universalisme* » et « *universalisation du particularisme* ». Le local et le global, en tant que catégories subjectives et soumises au jeu interprétatif et communicatif entre elles, façonnent une nouvelle interdépendance des enjeux respectifs au local et au global tout en obligeant les intellectuels à renouveler leur lecture de ces paysages maintenant « *glocalisés* ».

2004; Bassand, 1996; De Mattos, 1999). Une situation qui non seulement détériore la qualité de vie des populations, mais qui remet également en question le modèle urbain dominant dans le sous-continent. En ce sens, Augé (1993) dans Dammert (2004) nous dit qu'il est possible, à l'heure actuelle, que « nous soyons en train de construire la ville sans citoyens »⁸. Même si l'affirmation apparaît comme rhétorique, l'analyse des processus de production de la ville ainsi que leurs conséquences sur le discours et la pratique des résidents confirme ce danger (Augé, 1993; Dammert, 2004). Dans ce processus surgit ce qui a été nommé la non-ville (le « *no-ciudad* ») comme élément caractéristique du phénomène de la construction urbaine actuelle⁹. Ce concept fait référence à la définition d'Augé (1993) des non-lieux comme des espaces qui se caractérisent par leurs carences en matière d'identité, de relations et de contenu historique. À partir de ces constats, il est aisément de défendre la thèse selon laquelle les processus de production de la ville *néolibérale* ont consolidé un modèle caractérisé par la présence d'espaces de confluence anonyme (Dammert, 2004), si bien que les citoyens se convertissent en de simples éléments d'ensembles qui se forment et s'annulent au hasard et qu'à la fin, se convertissent en usagers qui maintiennent une relation essentiellement contractuelle, voire instrumentale (Dammert, 2003). Récemment, Ziccardi (2015) a rappelé l'iniquité dans la répartition des biens et services dans la ville, citant le cas de Mexico, un problème également fort répandu dans la métropole de Santiago.

“Las ciudades latinoamericanas no sólo son la expresión espacial de profundas desigualdades económicas y sociales sino que son producto de un intenso proceso de apropiación y uso del espacio urbano de corte neoliberal,

⁸ Traduction libre: « *De que estemos construyendo ciudad sin ciudadanos* ».

⁹ Ici, le terme construction ne réfère pas au cadre bâti ou à l'infrastructure en tant que tel, mais bien au développement d'un lien relationnel et d'une certaine forme d'appropriation en tant qu'objet au sein duquel et sur lequel, l'individu a une emprise en tant que citoyen appartenant à une communauté. Le terme « production » obtient dans ce contexte le même sens que construction. Ainsi, nous voulons amener l'espace de la ville vers l'idée de « co-construction » ou de « co-production ».

generador de nuevas y diferentes inequidades en el acceso a los bienes y servicios de la ciudad¹⁰” (Ziccardi, 2015).

Ce phénomène amène l'enracinement d'un modèle urbain caractérisé par la présence de plusieurs niveaux de fracture où est mis en évidence un recul de la ségrégation résidentielle à l'échelle métropolitaine et, en même temps, une intensification de la ségrégation à une échelle réduite, le quartier par exemple (Sabatini et Cáceres, 2004). De fait, les processus de métropolisation et d'ouverture à l'intérieur de la ville liés à la mondialisation néolibérale génèrent des logiques de séparation et de construction de nouvelles frontières urbaines (Smith et Williams, 1986). Cette situation se perçoit dans la majorité des métropoles latino-américaines, surtout là où les processus de reconstruction démocratiques et de croissance économique des dernières décennies, plus que de produire des villes, ont généré de la fragmentation au sein de leur territoire (Dammert, 2004). Ainsi, dans un contexte *capitaliste*, l'espace urbain n'est jamais fixé définitivement, il est continûment remodelé par l'affrontement constant entre forces sociales opposées privilégiant respectivement, les dimensions d'échange (profit) et d'usage (quotidienneté) des géographies urbaines (Harvey 1976; Lefebvre 1968, 1970).

1.3. Les configurations socioéconomiques du Chili

Le Chili, une longue et étroite bande de terre (figure 1.1.), est bordé à l'est par la Cordillère des Andes et à l'ouest par la Cordillère du littoral et l'Océan pacifique, il compte une population de 17 819 054 personnes (INE, 2014), ce qui le donne

¹⁰ Traduction libre : Les villes latino-américaines ne sont pas seulement l'expression spatiale de profondes inégalités économiques et sociales, mais un produit d'un intense processus d'appropriation et d'usage de l'espace urbain de tendance néolibérale, générateur de nouvelles et distinctes iniquités dans l'accès aux biens et aux services de la ville (Ziccardi, 2015).

septième pays le plus peuplé d'Amérique du Sud. Sa superficie continentale est de 756.096 km².

Figure 1.1 : Carte géographique du Chili

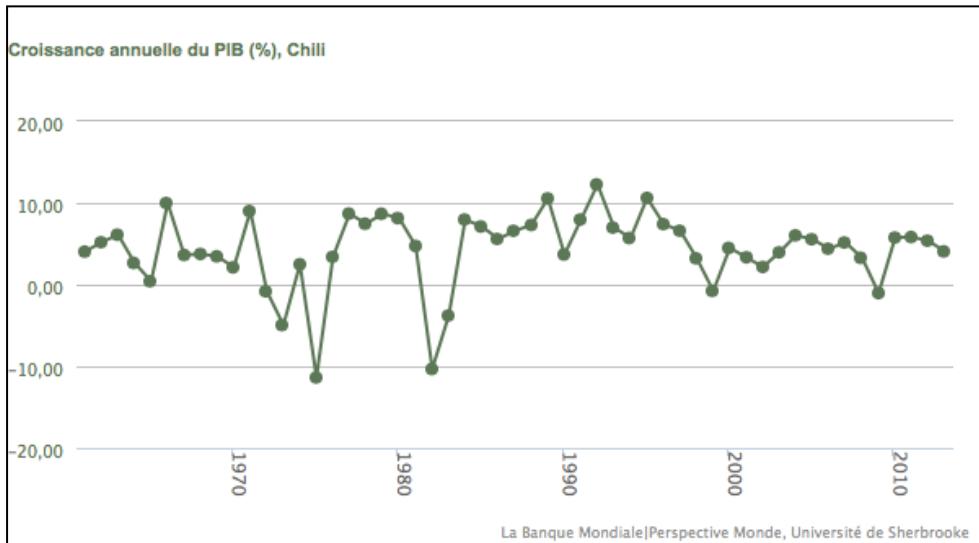


Source : Wikipédia Commons (2005), <http://bit.ly/1kgc7hb>

Il a été proclamé « pays pionnier » à l'échelle mondiale en ce qui a trait à l'implantation de l'idéologie néolibérale, ayant été le premier à expérimenter le nouveau modèle économique inspiré des théories monétaristes de Friedman. Il s'est alors mis en place une « société néolibérale triomphante » (Gómez, 2010) où prédominent une nouvelle rationalité¹¹ et une subjectivité individualistes, une vision du monde et des sens communs, propres à ce que Lipovetsky a nommé « l'ère du vide » (Lipovetsky, 1983). Ce caractère « *refundacional* » (en français, refondateur) assez précoce en comparaison avec les autres pays de la région a laissé ses empreintes sur ce qui allait s'appeler la « transition démocratique tardive » issue d'un pacte entre une gauche renouvelée et une droite autant civile que militaire, édifiant ainsi ce que Moulíán (1998) nomme un régime hybride. En ce qui concerne l'économie, après la crise de la dette et du système bancaire du début des années 1980, le pays a connu une expansion forte et continue de 1984 à 1997 (Organisation de coopération et de développement économique [OCDE], 2003). La croissance économique s'est ensuite ralentie, mais elle n'a été négative qu'en 1999 (OCDE, 2003). Le Chili a enregistré l'augmentation la plus soutenue du revenu par habitant en Amérique latine et se rapproche régulièrement de la moyenne de la zone de l'OCDE depuis le milieu des années 1980 (OCDE, 2003). En 2014, avec un taux annuel autour de 5 % (Banque mondiale, 2013), la croissance économique chilienne reste assez vigoureuse (tableau 1.1.).

¹¹ Rationalité est une traduction vers le français du terme en langue castillane « *racionalidad* ».

Tableau 1.1 : Évolution du produit intérieur brut (PIB) au Chili entre 1970 et 2010.

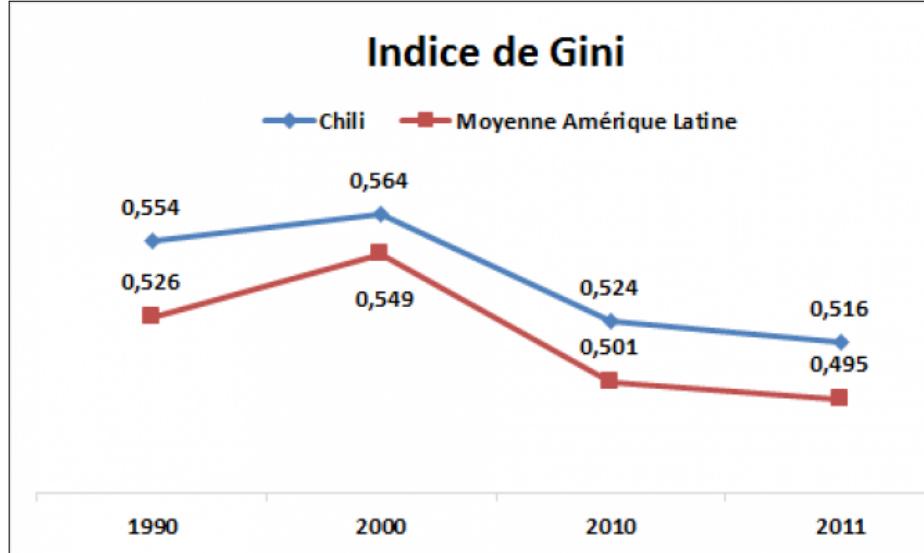


Source : Banque mondiale, 2010, <http://bit.ly/1HklhcB>.

Porté par les services aux entreprises, le commerce extérieur, le développement immobilier et le dynamisme des secteurs de l'eau, du gaz, de l'électricité et de l'extraction minière, le Chili s'est vu octroyer le statut de « Jaguar de l'Amérique du Sud » (Gárate Chateau, 2012). En dépit de cette vitalité, le modèle économique du Chili n'a pas changé depuis l'ère de Pinochet : le libéralisme demeure la règle. Ainsi, l'existence de profonds clivages socioéconomiques marque toujours le territoire et sa société de sorte qu'il demeure l'un des pays les plus inégaux d'Amérique du Sud (OCDE, 2011). L'indice de Gini¹² montre que le Chili, comparé à la moyenne de l'Amérique latine, est nettement au-dessus de la norme (tableau 1.2.).

¹² Le coefficient de Gini indique dans quelle mesure la répartition des revenus (ou, dans certains cas, les dépenses de consommation) entre les individus ou les ménages au sein d'une économie s'écarte de l'égalité parfaite. Il est compris entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité absolue) (Banque Mondiale, 2013).

Tableau 1.2 : Indice de Gini comparé entre le Chili et la moyenne de l'Amérique latine.



Source : Observatoire politique de l'Amérique latine et de la Caraïbe, SciencesPo, 2013, <http://bit.ly/1R7Pbqm>

Ajoutée aux caractéristiques socioéconomiques du pays, la société chilienne en est une de marché, tel que le rapporte explicitement Subercaseaux :

“La sociedad chilena de las últimas décadas, tal vez antes en el tiempo y de modo más radical que otros países de América Latina, se caracteriza por ser una sociedad de mercado. Se trata, en su formulación más extrema, de un modelo que desestimula las conductas asociativas y convierte en principal regulador de las relaciones sociales al mercado y a la integración del individuo a través del consumo. Una sociedad donde las dinámicas del mercado han incidido en la educación, en la salud, en la previsión, en la entretenimiento y en la elaboración artística, determinando también la conducta, las expectativas y preferencias de sectores mayoritarios de la población¹³” (Subercaseaux, 2008 : 198).

C'est l'autonomisation progressive du sous-système économique, éloigné des interférences provenant du domaine politique, qui constitue une autre manifestation des changements tout en répondant à des options idéologiques explicites. En ce sens, les accords commerciaux et les conseils qui, en matière économique, sont reçus de la part des agences financières externes et des organismes internationaux ne font que renforcer le chemin choisi en imposant des politiques qui poussent à la libéralisation de l'économie avant d'encourager la délibération des différents acteurs politico-sociaux sur ses effets distinctifs (Cerda et al., 2004; Rodriguez et Rodriguez, 2009). La faible capacité d'influence et d'incidence de la part des citoyens sur les décisions prises dans les différents secteurs n'est qu'une conséquence logique d'un mode de négociation et de prise de décisions fondamentalement fermé¹⁴.

¹³Traduction libre : La société chilienne des dernières décennies, peut-être avant dans le temps et de façon plus radicale que d'autres pays d'Amérique latine, se caractérise pour être une société de marché. Cela veut dire, dans sa formulation la plus extrême, d'un modèle qui décourage les conduites associatives et qui convertit le principal régulateur des relations sociales en un marché et l'intégration des individus à travers la consommation. Une société où les dynamiques du marché ont eu un impact sur l'éducation, la santé, les loisirs et divertissements et dans l'élaboration artistique, déterminant ainsi la conduite, les attentes et les préférences des secteurs majoritaires de la population (Subercaseaux, 2008: 198).

¹⁴ Au Chili, le centralisme est la règle et par conséquent le système de décision est plus vertical et administratif puisque les ministères sont les canaux sectoriels de transmission, de décision et d'exécution. Ce système de pouvoirs, qui répond aussi à des logiques de partis, n'ignore pas non plus les acteurs économiques privés. Ils sont associés de façon systématique dans les organes de prise de décision, avec la formation de commissions public-privé thématiques, généralement dans un cadre territorial donné (Velut, 2007: 181).

Brenner et Theodore dans « Cities and the Geographies of Actually » (2002) proposent une matrice d'interprétation de la forme dans laquelle se déploie le néolibéralisme au Chili. Ce dernier démantèle une forme déterminée de l'État, de la société, des villes, des modes du vivre ensemble, de l'organisation et des usages de l'espace urbain, à ses diverses échelles, tout en construisant par la conflictualité d'autres formes d'organisation afin de permettre au dit modèle de s'imposer et de s'exprimer sociospatialement. Qui plus est, les auteurs supposent la destruction de la « ville libérale du passé », c'est-à-dire, la ville des droits et des libertés politiques, et le remplacement par des villes néolibérales dans lesquelles s'illustrent bien la discrépance de l'État de « bien-être » et les asymétries sociospatiales engendrées par le *conflit idéologique* sous-jacent. En ce sens, le néolibéralisme réfère à un processus spécifique et complexe à travers lequel s'installent un modèle et un discours hégémonique, combinés à d'autres mécanismes qui détruisent et créent à la fois et qui, selon Hackworth (2007), se sustentent par une réaction négative à l'égalité.

Nous choisissons la ville de Santiago comme unité spatiale d'analyse de manière à soulever les manifestations sociospatiales les plus explicites en ce qui a trait à l'expression de la citoyenneté des jeunes dans l'espace urbain. Le Santiago d'aujourd'hui se caractérise par la présence de haut niveau de ségrégation résidentielle et de fragmentation de l'Aire métropolitaine (AMS), voire de la Région métropolitaine (RMS)¹⁵. La ségrégation montre la nette tendance au distancement entre les quartiers les plus aisés et les moins nantis (Rodríguez et Winchester, 2001; Dammert, 2004) tout en participant au maintien et à la reproduction de la société de

¹⁵ L'Aire métropolitaine de Santiago (AMS), aussi appelé le *Gran Santiago*, se compose de 37 communes qui forment l'aire urbaine la plus peuplée (près de 6 millions d'habitants) et la plus étendue (près de 870 km²) du pays. La Région métropolitaine de Santiago (RMS) est l'une des 15 régions administratives du Chili. Elle se divise en six provinces et en 52 communes dont la ville de Santiago, la capitale du pays. Dans la RMS vivent un peu plus de sept millions d'habitants, soit un peu moins de la moitié de la population totale du pays.

marché qui caractérise la donne chilienne. Avec ses 37 communes (figure 1.2.), la métropole de Santiago devient l'échelle géographique idéale pour approfondir notre objet de recherche.

Figure 1.2 : Les 37 communes de l'aire métropolitaine de Santiago



Source : Département d'Astronomie, Universidad de Chile, <http://bit.ly/1Ft325m> (Les couleurs ne représentent aucune catégorisation particulière, mais servent plutôt à distinguer les 37 communes.)

En ce sens, les questions urbaines sont particulièrement propices à la multiplication des espaces citoyens de contestation et d'anticipation des politiques publiques. La

densité et la dynamique des flux inhérents aux espaces urbains, mais également l'antagonisme entre la volonté de « vivre ici » et les logiques de développement ont toujours été favorables à des revendications spécifiquement urbaines touchant notamment la sphère de la quotidienneté, de la mobilité, du rapport au construit (Deboulet et Nez, 2013; Di Méo, 1999). L'espace urbain est formé par un ensemble indissoluble, solidaire et aussi contradictoire, de systèmes d'objets et de systèmes d'actions qui ne sont pas considérés comme isolés les uns des autres, mais bien comme le seul contexte au sein duquel se déploie l'histoire (Santos, 2000).

1.4. La ville sous tension

Les villes et les métropoles comprennent des institutions, des administrations, et des espaces intra et inter urbains, ce qui rend difficile la compréhension des territoires lorsque les espaces administratifs sont mis en relation avec les espaces vécus. Au Chili, depuis plus de quatre décennies, la néolibéralisation des politiques urbaines et des dispositifs de gouvernance des villes, spécialement à Santiago, transcende les dynamiques économiques et sociospatiales opérant à une plus grande échelle; la ville constitue alors, pour ainsi dire, l'échelle privilégiée pour observer et saisir la complexité de l'évidente conversion néolibérale des politiques publiques (Brenner *et al.*, 2009; Rodríguez et Rodríguez, 2009) qui a façonné un nouveau rapport société/territoire. Lefebvre (1970), Castells (1972), Harvey (1976) et plus récemment Brenner (2009), partagent la même idée au sujet des villes; elles agissent en tant que sites stratégiques du développement économique et constituent l'espace de déploiement des mécanismes de marchandisation. Ils vont encore plus loin en suggérant que les villes ne sont pas seulement le théâtre de la marchandisation, elles font elles-mêmes l'objet d'une marchandisation intense, dans le sens où leur structure sociospatiale est modelée et réorganisée en permanence pour optimiser la rentabilité du capital.

Or, elles sont aussi des terrains fertiles pour proposer et élaborer des alternatives, ces dynamiques étant portées autant par des acteurs publics que par la société civile (Mayer, Marcuse et Brenner, 2009). Et c'est spécifiquement le jeune qui en initie certaines [alternatives] par ses pratiques sociospatiales et discursives qui questionnent la transversalité de la pensée unique au sein des institutions *reproductrices de la société et s'identifiant comme émancipatrices* telles les écoles (universités), les instances de pouvoir locales (municipalités), les médias (Guell, 2007; Cerdà *et al.*, 2004). Force est de constater que nous devons opter pour une lecture critique de la ville, afin d'ainsi comprendre ses manifestations néolibérales, dont la ségrégation sociospatiale, la *cité* étant ce terreau fertile sur lequel de nouveaux cadres d'expression de la citoyenneté des jeunes prennent forme. Alors que l'urbanisation condense empiriquement le processus d'accumulation et les conflits qui y sont liés, la ville en tant que forme politique objective y est absente. Elle est par ailleurs le lieu central où se matérialisent des transformations dans la façon de conduire la gouvernance (Coll, 2012; Jouve, 2003). Si un besoin de « repolitisation » des enjeux de l'urbain se fait criant, il n'en demeure pas moins qu'une série de propositions (théoriques et pratiques) touchant le politique naissent ici et là et l'ébranle à différents niveaux et degrés (Swyngedouw, 2005; Purcell, 2003, Mujica, 2010). De plus, la ville constitue un lieu d'exercice des droits « d'usage du milieu » et de revendications de ces dits droits au sein des diverses instances et espaces de développement. Ainsi, en tant qu'espace géographique, elle affiche des aspects macro et micro structurels, c'est-à-dire des aspects qui, d'une part, reflètent le jeu de relations existant au sein de celle-ci, allant de l'architecture à la structure sociale et d'autre part, les perceptions que les habitants ont de la ville à travers la construction d'une conception individuelle de cette dernière. Pour repenser la ville comme espace démocratique et inclusif et ce, à partir du constat qu'elle est génératrice de tensions et d'inégalités sociospatiales, il importe de se pencher sur la question de la participation active et citoyenne des personnes citadines, en portant une attention spécifique aux différentes catégories

traditionnellement et historiquement exclues telles les femmes, les minorités ethniques, les jeunes, les aînés. Pour les jeunes, la ville constitue une possibilité de ressources et un lieu d'intervention et d'engagement civique (Boudreault et Parazelli, 2004; Krauskopf, 2005). Or, la segmentation en présence influence les modes d'appréhension du territoire en isolant des milieux de vie et des groupes sociaux, ce que l'on dénommera la ségrégation.

1.4.1. Ségrégations au pluriel : classes et espaces

L'image classique de la ville comme espace d'interactions, d'apprentissages et de célébration des différences, pour ne nommer que ceux-là, semble menacée (Dammert, 2004; Boudreault et Parazelli, 2004). Des visions plus contemporaines la montrent tel un espace de conflits, de désordre et d'insécurité où la différence se convertit en un facteur dangereux qui en commande son exclusion ou segmentation (Cornejo Santillán, 2015,). Ainsi, l'image de la ville qui se consolide est l'expression de la sensation de non-protection (menace) face à l'inconnu qui *inonde* la société dans l'actualité (Dammert, 2004; Cornejo Santillán, 2015), entraînant dans son sillage l'exclusion de populations indésirables (Cornejo Santillán, 2015).

Une récente étude de l'Organisation des Nations Unies – Habitat (ONU- Habitat) (2012) affirme que lorsque les processus d'inégalité de revenus s'accentuent, les riches « s'auto ségréguent » dans des condominiums et les personnes moins nanties, dans la périphérie. Quand cela se produit, tel qu'à Santiago, la condition de villes divisées, fragmentées et segmentées s'exacerbe et s'endurcit (Ziccardi, 2015). Le fait de reconnaître les différences qui existent entre les types de processus de ségrégation résidentielle amène à voir les éléments communs à ceux-ci, soit l'amplification des inégalités structurelles qui s'observent au sein du territoire santiaguinois. Toutefois, selon Rodriguez et Winchester (1998), la concentration de la pauvreté dans les villes

a modifié la géographie urbaine en exacerbant la traditionnelle ségrégation spatiale jusqu'au point où il est difficile de continuer de parler d'une seule ville maintenant que les groupes ségrégués ont des vies différentes, confinées – par option ou par la force – dans différentes unités spatiales. Tel qu'est illustré dans la figure 1.3., nous remarquons la prédominance des groupes socioéconomiques du segment bas, bas-moyen, moyen-bas¹⁶ dans l'ouest de Santiago, soit les groupes vivant dans une situation plus ou moins précaire (légende figure 1.3.). Le segment le plus aisé (haut niveau) se trouve principalement concentré dans le secteur est (oriental) de la métropole.

Tableau 1.3 : Groupes socioéconomiques de Santiago¹⁷ (légende figure 1.3)

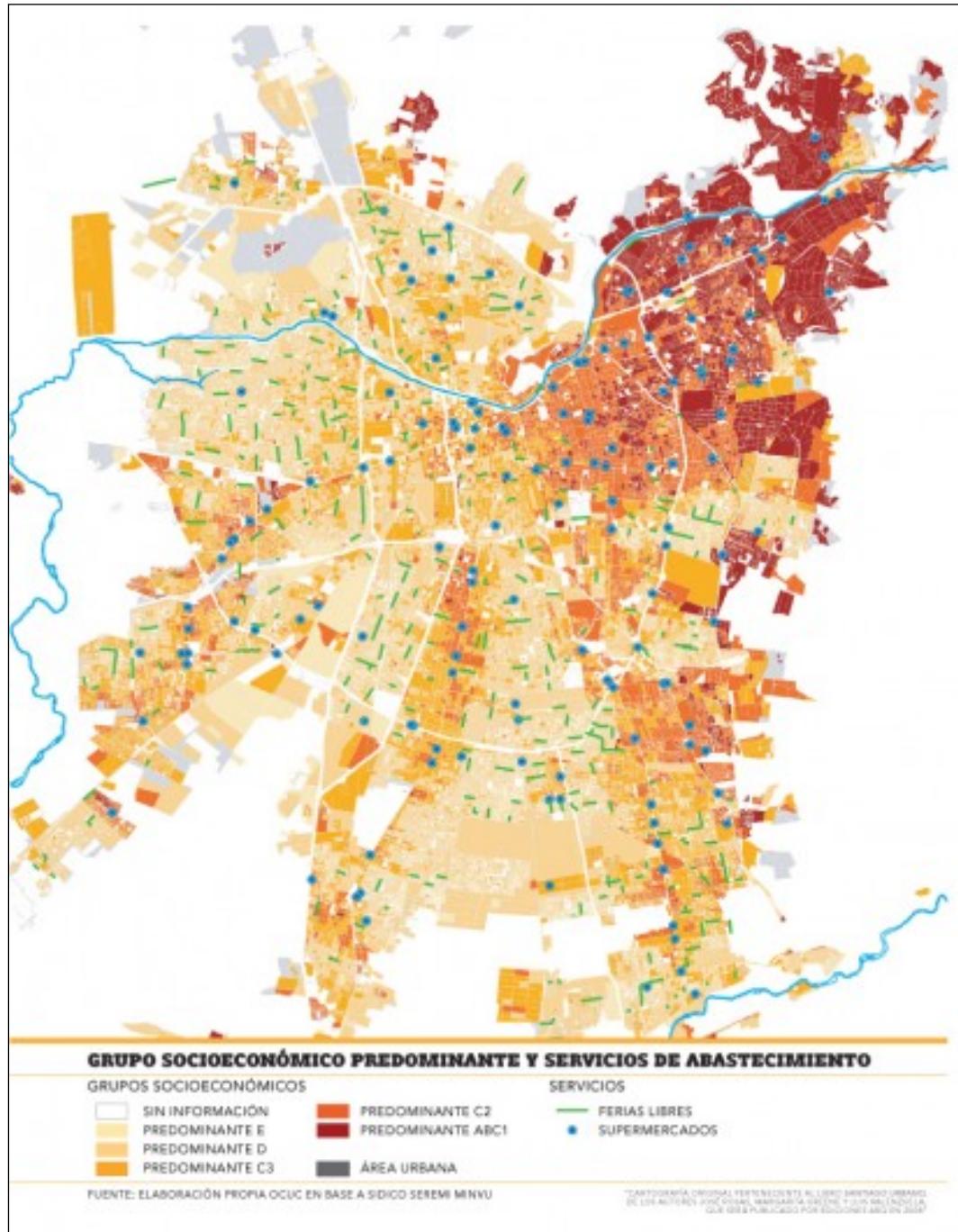
Groupes socioéconomiques et services d'approvisionnement				
Légende	Groupe socioéconomique	Niveau pesos chilien/CAD (salaire moyen mensuel)	%/pop.tot al	Classe
	Information non disponible	Non disponible (n.d.)		
	Prédominante E	120 000 pesos (235 \$)	8 %	Basse
	Prédominante D	240 000- 440 000 (430-860 \$)	30 %	Basse-moyenne
	Prédominante C3	540 000 - 670 000 (1050 \$- 1300 \$)	30 %	Moyenne-basse
	Prédominante C2	670 000 -1,8 millions (1050 \$- 3500 \$)	20 %	Moyenne
	Prédominante ABC1	1,8 millions - 9 millions (3500 \$-17 000 \$)	10 %	Haute

Source : Observatorio social. Ministerio de desarrollo social, Gobierno de Chile. (2012)

¹⁶ La classification socioéconomique au Chili correspond à une analyse statistique de la stratification sociale qui considère divers critères, principalement les revenus et le niveau d'études atteint (*Observatorio social, Ministerio de desarrollo social*, 2012).

¹⁷ Notre légende est une traduction libre de la légende disponible en espagnol avec la carte géographique (figure 1.3.). Les couleurs utilisées dans la légende pour représenter celles de la version originale ne sont pas nécessairement fidèles aux nuances de la figure 1.3. De plus, nous y avons ajouté des données socioéconomiques qui bonifient la compréhension des groupes économiques en présence.

Figure 1.3 : Groupes socioéconomiques prédominants selon la localisation géographique, Santiago.



Source : Plan de Santiago selon les groupes économiques prédominants. *Revue Foco* 76, no. 5, cartographie originale OCUC, 2012

La dématérialisation de la production industrielle et la transformation néolibérale de la gouvernance ont eu deux effets importants pour les habitants de la ville. D'une part, ils produisent une tendance à l'atomisation sociale où l'individualisme, l'angoisse, l'insécurité et la marginalisation des plus pauvres conspirent contre la création des identités collectives nécessaires à la constitution de la citoyenneté (Carrión, 1994). D'autre part, cela génère de l'atomisation spatiale où la peur et l'insécurité ont comme contrepartie spatiale urbaine, la perte des espaces publics et la création de zones résidentielles fermées (*Ibid.*). Si la segmentation du travail héritée de la dictature s'en est trouvée légitimée par les effets de la mondialisation, elle se trouve également à être une cause du maintien et de la consolidation des inégalités sociospatiales à Santiago. Et c'est à ce moment que nous pensons que le cadre à renouveler en est un autant politique et institutionnel que spatial.

1.4.2. Cadre d'expression de nouvelles formes de citoyenneté

C'est à partir de mouvements sociaux (récents ou inédits), formels, informels et non formels qu'émergent de nouvelles formes de citoyenneté (Purcell, 2003; Holston, 1999; Holston et Appadurai, 1996; Isin, 2000; Harvey, 2013; Cely Rodriguez et Moreno Lache, 2007), exploitées et exprimées dans des cadres spatiaux redéfinis. De cette façon, elles créent les nouveaux contours de droits basés sur les exigences de l'expérience vécue, extérieurs aux définitions normatives et institutionnelles de l'État et de ses codes légaux (Holston, 1999; Harvey, 2013). Dès lors se mettent en place des pratiques alternatives, de nouvelles formes de participation et d'expressions territoriales nommées par Holston (1999) et Friedman (2002), le « *insurgent citizenship* »¹⁸. Il induit au plan spatial un « *insurgent urbanism* » où des groupes

¹⁸ Friedman (2002) le définit comme suit: « *I define insurgent citizenship as a form of active participation in social movements or, as we may also call them, communities of political discourse and practice, that aim at either, or both, the defence of existing democratic principles and rights and the claiming of new rights that, if enacted, would lead to an expansion of the spaces of democracy,* »

sociaux dont les jeunes, façonnent l'espace urbain par leurs demandes et leurs pratiques quotidiennes, la ville devenant ainsi la scène de luttes pour l'obtention et la reconnaissance de droits et l'articulation de revendications sociales, politiques, spatiales et environnementales (Holston, 1999; Isin, 2000; Purcell, 2003, Harvey, 2013). La *polis*, comprise comme une entité politique et même comme le cadre de l'émergence du politique (Hoyaux, 2002), devient alors un socle « mondialisé » de pratiques citoyennes urbaines qui voit apparaître la citoyenneté, ne se restreignant plus uniquement à l'échelle nationale pour se définir et prendre place, mais bien à un niveau plus local, celui de la ville (Siino et Giband, 2013; Knudsen, 2007). Reprenant les lettres de « *space* » en tant qu'objet social, politique, esthétique, culturel et économique (Moreno, 2014)¹⁹, nous optons pour une analyse multifacette des nouvelles formes de citoyenneté des jeunes. L'étude des espaces fragmentés de la ville nous renseigne sur la myriade d'interstices possibles dans lesquelles se pense et se déploie une nouvelle forme d'appropriation de la ville et de la citoyenneté. Et ce sont les acceptations multiples, autant théoriques qu'empiriques, du concept de citoyenneté qui feront l'objet de la prochaine section.

1.5. Conceptualisation et réflexivité sur les citoyennetés

L'émergence du thème de la citoyenneté en Amérique latine révèle une demande pour plus d'égalité et d'équité de la part des citoyens face au système étatique. Cette

regardless of where these struggles take place ». Ce type de citoyenneté apparaît quand une opposition est vivement exprimée au moyen de tactiques spécifiques, dans l'action de s'insurger contre une situation causant préjudice ou exclusion sur une ou plusieurs personnes.

¹⁹ En anglais, l'acronyme *space* serait « *social* », « *politic* », « *aesthetic* », « *cultural* » et « *economic* ». Cette citation est extraite de la conférence « *Streets as Public Spaces and Drivers of Urban Prosperity* » d'Eduardo Moreno, directeur de la recherche et du développement des capacités à ONU-Habitat, à laquelle l'auteure du mémoire a participé à Buenos Aires. Le titre de l'événement est : « *Future of places : Streets as public spaces and drivers of urban prosperity* » la conférence de monsieur Moreno ayant eu lieu le 2 septembre 2014 en avant-midi.

demande est ancrée dans une aspiration de « démocratisation sociale » impliquant la réduction des inégalités et la mobilisation des acteurs sociaux pour faire respecter les droits citoyens (Garretón, 2001; Bárcena et al., 2008). Bien que la citoyenneté ait été abordée sous maints angles par plusieurs disciplines issues entre autres des sciences sociales, il n'en demeure pas moins que le débat autour de ce concept révèle des divergences considérables. Lorsque la citoyenneté est abordée, il est question de nouvelle ou de pleine citoyenneté et la crise dont les auteurs parlent est celle de la citoyenneté active et du vivre ensemble (Mujica, 2010; Siino et Giband, 2013). Pour Borja (2003), la citoyenneté est une conquête quotidienne, dans un contexte où les dynamiques ségrégatives et excluantes existent et se renouvèlent de façon permanente. « La vie sociale urbaine exige que le citoyen conquière constamment de nouveaux droits à la citoyenneté – à l'espace physique et social – ou qu'il rende effectifs les droits formellement possédés » (Borja, 2013 : 25). Cette conquête n'en est pas seulement une de l'espace public, mais également du droit à la ville (Lefebvre, 1976). Néanmoins, la citoyenneté fait référence à des qualités, des attitudes, des comportements qu'ont ou devraient avoir les individus. Mais il s'agit aussi d'un espace, l'espace civique, qui transcende ou devrait transcender les particularismes et être la base du fonctionnement démocratique (Holston, 1999; Perrineau et Rouanet, 2002; Schnapper, 2002). Nous tenterons d'explorer les acceptations du concept de citoyenneté et essayerons d'expliciter ses formes émergentes en démocratie et ce qui en constitue ses différentes facettes.

1.5.1. La citoyenneté, un concept composite

Une analyse comparée du sens accordé à la citoyenneté dans différents pays rappelle qu'elle est une notion située dans un cadre historique et spatial (Jutras, 2010; Touraut, 2005). Étymologiquement, le terme citoyenneté est dérivé du latin *civitas* qui renvoie à l'ensemble des citoyens composant la cité. Le mot recouvre par conséquent l'idée

que tous les citoyens de la cité ont un ensemble de droits qui leur sont garantis par l'État en raison de leur résidence sur le territoire de la cité (Jutras, 2010). Puis, il a été étendu au domaine social et à celui économique (Mujica, 2013; Jutras, 2010). Selon les époques et les sociétés, la citoyenneté se module en regard des conditions internes et externes :

Elle n'incarne pas la même relation politique au fil des siècles et la compréhension de même que l'utilisation qui en est faite se modifie au fil des siècles. Elle constitue en effet un outil d'intégration sociale, économique et politique et pour cette raison, elle se construit et se vit en fonction des caractéristiques propres à chaque société et à chaque époque (Jutras, 2010 : 101).

La citoyenneté comprend une dimension juridique qui regroupe l'ensemble des droits et des devoirs attachés aux citoyens (Leca, 1983). Selon T. H. Marshall (Marshall, 1950), la dimension juridique est composée de trois catégories de droits à savoir les droits civils, les droits politiques et les droits sociaux. À cette dimension s'ajoute une dimension effective correspondant à la traduction réelle de la dimension juridique de la citoyenneté (Hassenteufel, 1997). La mise en valeur de cette dernière dimension pointe l'écart existant entre la citoyenneté comme idéal ou comme idée et la réalité (Schnapper, 2000; Hassenteufel, 1997). Elle est, d'une part, une réalité d'ordre légal, politique et social, une manière distinctive d'organiser et de vivre l'appartenance sociale et politique. Elle est d'autre part une idée sinon un idéal, une manière de penser et d'évaluer cette appartenance. Un autre élément important à souligner : la citoyenneté est ancrée dans des liens sociaux. Et les liens qu'elle incarne sont ceux qui s'esquisse au sein d'une communauté politique, géographique, sociale, économique et juridique concrète (Jutras, 2010; Cerda et al., 2004).

Elle incarne en quelque sorte un lien virtuel plutôt qu'un objet ou un état de fait, ce qui nous pousse à revisiter constamment sa compréhension pour être en phase avec la

société et l'époque de référence (Jutras, 2010; Sacristán Gimeno, 2001). La version de la citoyenneté, entendue comme la structure de droits et de responsabilités des personnes dans leur relation avec l'État et la communauté politique, émerge comme un sujet faisant partie d'un processus à construire, intimement lié à une infinité d'intérêts souvent opposés. Autrement dit, la citoyenneté constitue un mécanisme d'inclusion et d'exclusion qui est partie intégrante d'une communauté déterminée, l'expression d'une construction collective qui organise les relations entre les sujets sociaux et est à la fois formée par ce même processus (Aedo Finlez, 2011; Lecannelier Bresciani, 2006).

De ce point de vue, la pratique de la citoyenneté est le lieu de confluence entre l'individu et la communauté; c'est là que devient possible la revendication de l'individualité et l'affirmation de l'appartenance au collectif, dans la mesure où la reconnaissance de la condition singulière dépend du destin de l'ensemble (Schnapper, 2000; Touraut, 2005). La citoyenneté est ainsi une construction historique qui se transforme au fil du temps et répond à des structures sociales diverses, voire à des rapports sociaux. En plus d'être liée à l'idée de droits individuels et de l'appartenance à une communauté, la citoyenneté amène la question des responsabilités inhérentes à cette appartenance (Schnapper, 2000; Putnam, 1993). Toutefois, il ne s'agit pas seulement de l'obtention et de l'exercice de droits sociaux, politiques, économiques et culturels, mais aussi de l'importance de renforcer les mécanismes d'action qui soutiennent la matérialité de la citoyenneté, soit par exemple la participation citoyenne et le développement du « capital social » (Carr, 2015; Mujica, 2010). Appréhender la citoyenneté conduit à déceler les paradoxes qui la composent parmi lesquels nous pouvons citer la tension entre le communautarisme et l'individualisme, l'opposition entre particularisme et universalisme, la dialectique de l'inclusion et de l'exclusion ainsi que l'ambivalence de la notion d'égalité sur laquelle elle prend appui (Schnapper, 2002).

Enfin, la citoyenneté correspond à un ensemble de « qualités morales » (Schnapper, 2000; Chaux et al., 2004; Cerdà et al. 2004) à travers lesquelles il est possible de définir le « bon citoyen ». Ces qualités désignent ce qui est communément appelé le civisme et elles renvoient à deux dimensions principales : le « dévouement » à la chose publique et le sens des devoirs collectifs, à savoir le devoir de voter, le devoir fiscal, le devoir de civisme envers l'espace et la société, c'est-à-dire tout ce qui traduit une participation de l'acteur (Cerdà et al., 2004 ; Waaub, 1999 ; Moreno Lache et Rodriguez Cely, 2008).

1.5.2. Des expressions contemporaines d'une citoyenneté active émergente

Le vaste terrain des alternatives sociales, politiques, économiques et culturelles qui fleurissent un peu partout dans le monde pousse les chercheurs et les décideurs à « reconceptualiser » les formes de citoyennetés (Siino et Giband, 2013 ; Moreno Lache et Rodriguez Cely, 2007, 2008). Leur principale caractéristique commune réside dans le fait qu'elles n'émanent pas de l'État ou de l'économie de marché, mais des individus et des communautés, particulièrement des jeunes et des femmes qui cherchent à répondre directement à leurs besoins en fonction de normes démocratiques, écologiques et éthiques (Mayol et Azócar, 2011; Verschuur, 2003).

Pour Moreno Lache et Rodriguez Cely (2007), la citoyenneté active part des caractéristiques que possèdent les êtres humains pour vivre en société et deviennent « évidentes » à l'intérieur des relations qu'ils établissent pour survivre et donner un sens à leur existence; la socialisation à l'origine se doit d'être en constante rétroalimentation. Et cette façon de penser la citoyenneté s'adapte, avec les arrangements nécessaires, aux transformations ayant cours au sein de la société sans quoi elle devient désuète (*Ibid.*, 2007). Chaux et al. (2004) caractérisent la citoyenneté active comme un minimum d'humanité partagée. « Quand nous exprimons qu'un individu est citoyen, nous pensons à celui qui respecte un minimum

de normes, qui génère une confiance minimale et rencontre une des formes de civisme social » (Chaux et al., 2004 : [s.p.]). Le nœud central pour être citoyen serait de penser à l’Autre; cela se construit autour du fait qu’il y a toujours un Autre, celui qui se retrouve dans une certaine proximité et celui inconnu, plus loin, telle la perspective de la génération future. L’idée de citoyenneté active réfère non seulement à la possession formelle et l’exercice légitime de droits, mais également à la production de capacités et d’habiletés qui permettent au citoyen de participer pleinement à la vie démocratique (Cerda et al., 2004; Sacristán Gimeno, 2001; Chaux et al., 2004). C’est le chemin que prend la société civile pour s’instaurer en position de protagonisme face aux logiques cachées et dépersonnalisées du pouvoir étatique, transcendant toute forme de pouvoir autoritaire au profit d’un pouvoir citoyen multilatéral (Rodriguez, 2009).

Au Chili, la notion de citoyenneté est usuellement restreinte aux droits contractuels de consommateur, en raison de l’importance que revêtent la consommation et les valeurs individualistes dans la vie collective et la formation des individus (Santos, 2000; Rodriguez; 2009; Mujica, 2010). Qui plus est, la désaffiliation, voire le désintérêt vis-à-vis des institutions publiques et de la politique n’a fait qu’entretenir cette rupture du lien de confiance entre citoyens et représentants élus. Rappelons qu’en dix-sept ans, la dictature a réussi à dépolitiser la société civile et à légitimer le nouvel état des *chooses*, à tel point que le retour à un régime de type démocratique en 1990 n’a pas apporté de changements cruciaux (Moulían, 2002; Gaudichaud, 2014), la mobilisation sociale ne s’étant réveillée qu’à la fin de la décennie.

1.5.3. La citoyenneté est urbaine

La citoyenneté dans les villes nourrit une abondante littérature depuis deux décennies (Jouve, 2005; Giband et Siino, 2013; Holston, 2002; Giband, 2011; Isin, 2000;

Harvey, 2013; Purcell, 2003; Wacquant, 2006; Sassen, 2000). La dimension urbaine de la citoyenneté est observée en tant que catégorie d’analyse à la fin du XX^e siècle (Donzelot, 2009; Giband et Siino, 2013). Sous l’effet de changements opérant à plusieurs échelles et aux impacts variés, entendons ici notamment la mondialisation, le néolibéralisme, l’affaiblissement de l’État-nation, la désaffiliation politique, la citoyenneté urbaine s’affirmerait comme « plus apte à refléter l’identité et l’expérience urbaine de l’habitat et l’habitant socialement et culturellement multiples » (Giband et Siino, 2013 : 646). Holston en fait un constat assez simple : la citoyenneté est urbaine, car le monde est urbain à plus de 50 % (Holston, 1999). C’est pourquoi Holston et Appadurai (1996) entrevoient à travers les métropoles la manifestation d’une reconstitution de la citoyenneté, « les plus grandes villes du monde rendant manifestes ces reconstitutions de la citoyenneté » (1996 : 196).

Les métropoles sont des lieux qui remettent en cause les nations (Klein et Lasserre, 2011), s’en écartent et vont même jusqu’à les remplacer comme espace important entre tous de la citoyenneté (Holston et Appadurai, 1996; Sassen, 2007). Dans cette perspective, nous croyons que le cadre de la ville permet d’aborder des questions relatives à l’engagement des jeunes à la construction d’une citoyenneté urbaine renouvelée, au moyen de nouveaux langages spatiaux. (Rodriguez Cely et Moreno Lache, 2008). Avoir recours à la notion de citoyenneté urbaine permet de mettre l’accent sur la pratique et l’exercice d’une citoyenneté dans la ville, puis sur des enjeux démocratiques liés à la considération des besoins et des intérêts spécifiques, individuels et collectifs. En ce sens, la notion de citoyenneté urbaine fait référence à « la capacité des milieux locaux et de leurs acteurs à changer les rapports sociaux à l’espace et à la ville » (Hamel, 2004 : 56). Elle est inscrite dans le temps long des mouvements démocratiques, elle est « établie dans un rapport privilégié aux espaces urbains de la part de ceux qui en ont été exclus » (Giband et Siino, 2013 : 645).

La citoyenneté implique une participation et une représentation dans l'espace public; elle se pratique et prend assise dans des expériences de la vie quotidienne (Vulbeau, 2011; Castro, 1997; Bresson, 2014). Par ailleurs, dans le cas de Santiago, au premier plan de ces transformations dans la manière de pratiquer la citoyenneté, nous retrouvons des jeunes, aux profils distincts : provenant de la périphérie paupérisée ou du centre composé des classes moyennes stables, mais aussi précaires ainsi que des semi-périphéries plus aisées, l'engagement citoyen territorial revêt des particularités dans ses formes d'expression selon le groupe socioéconomique dont sont issus ceux qui l'assument.

1.5.4. Savoirs et éducation en démocratie

Et si la possession et la diffusion des savoirs devenaient des conditions intrinsèques au développement et au maintien d'une citoyenneté active? Bien que très récente, la littérature sur le rapport entre savoirs et citoyenneté trouve un intérêt chez les chercheurs en sciences sociales et en administration publique (Nez et Deboulet, 2013 ; Sacristán Gimeno, 2000). Nez et Deboulet (2013) parlent des conditions à créer pour une démocratie urbaine effective où se retrouve entre autres la diffusion et la valorisation de la diversité des savoirs produits au sein des groupes formels et informels. Avec la pluralisation des formes d'expertise dans les démocraties contemporaines, ils interrogent l'effet de la prise en compte de savoirs issus de la société civile sur l'élaboration des politiques publiques.

Les savoirs individuels et collectifs présidant aux systèmes d'action de la société civile, en particulier ceux qui sont construits parmi les jeunes en tant que groupe social *marginalisé*, revêtent une importance particulière dans un contexte où la représentation et la participation des groupes traditionnellement exclus deviennent nécessaires à l'atteinte d'une pleine démocratie au sein de la ville (Nez et Deboulet,

2013; Lecannelier et Bresciani, 2006; Chaux *et al.*, 2004; Rodriguez Cely et Moreno Lache, 2007; 2008). « Les savoirs citoyens, qui ne se résument pas aux savoirs d’usage, mais englobent également des “savoirs négocier”, s’affirment dans la concertation comme des productions collectives avant tout issues des mobilisations » (Nez et Deboulet, 2013 : 19). De là, nous pouvons questionner la rupture entre savoirs experts et savoirs profanes, ces derniers largement utilisés pour décrire l’expérience et l’expertise des jeunes au sein des discours de nature publique. Du statut de savoirs crédibles à savoirs légitimes, les jeunes développent des stratégies à plusieurs niveaux, afin de faire valoir leurs connaissances et leurs expériences des lieux physiques, vécus et représentés (Krauskopf, 2004; Rodriguez Cely et Moreno Lache, 2008; Vulbeau, 2011).

Nous optons pour une approche qui présente la ville comme un espace et une scène éducatrice, à partir de l’exploration des perceptions et de l’imaginaire entourant la ville, la citoyenneté étant l’élément articulateur de ce processus (Rodriguez Cely et Moreno Lache, 2007, 2008; Charte des villes éducatrices, 1990).

Les grandes villes, voire les métropoles, disposent d’innombrables possibilités éducatrices, mais peuvent être également soumises à des forces et à des inerties contréducatrices. D’une manière ou d’une autre, la ville offre d’importants éléments de formation intégrale : il s’agit d’un système complexe en même temps que d’un agent éducatif permanent, plural et polyédrique, capable de contrer les facteurs contréducatifs (Charte des villes éducatrices, 1990 : 8).

C’est pourquoi nous portons notre regard sur les jeunes qui poursuivent un objectif commun, soit celui de contrer ces « inerties contréducatrices » dans le but de faire émerger d’une part une réflexion sur leur milieu de vie, la ville, et d’en saisir les opportunités orientées vers une meilleure prise en compte de leurs besoins et aspirations, mais aussi des femmes, des immigrants, des personnes marginalisées

(Verschuur, 2003). Cela dit, nous explorerons maintenant les contours du groupe social qui nous interpelle : les jeunes.

1.6. Multiples regards sur les jeunes

Les jeunes d'aujourd'hui vivent maintes expériences dans les domaines de l'éducation, de la famille, de l'emploi et de la ville qui sont bien distinctes de celles des jeunes des générations précédentes (Krauskopf, 2010). Les distances s'élargissent entre le monde juvénile et le monde adulte, se manifestant de façon plus ou moins structurée dans les familles, les écoles, les organisations de divers types et dans la ville comme telle (Guell, 2007 ; Nugent, 2008).

À coup sûr, l'individualisation des rapports sociaux est révélatrice de l'importance accrue que recouvrent l'identité et la subjectivité des jeunes dans l'analyse des faits sociaux. La vision des jeunes de la cité traduit-elle une aspiration, voire une anticipation de l'avenir? Et, au cœur de cette dernière, y a-t-il une aspiration, une certaine préséance de l'imagination sur l'idéalisme d'un monde utopique? Ainsi, notre regard sur les jeunes sous-entend qu'ils vivent des expériences distinctes de celles des adultes tout en manifestant des aspirations ancrées dans des réalités qui leur sont propres (Touraine, 1999; Simard, 2004). Ce pourquoi nous ferons ressortir les langages de la ville pratiqués par des jeunes de Santiago, les symboles et les images qui la représentent, le vécu du quotidien comme un des fragments constituant de la citoyenneté urbaine, des actes simples comme s'exprimer dans un espace public à ceux plus complexes comme participer à l'aménagement urbain ou au développement d'un projet local.

1.6.1. Les jeunes dans la mondialisation

Nous savons que la mondialisation a accentué, voire consolidé, les écarts de richesses entre les pays riches et les pays pauvres (Oxfam, 2015). La mondialisation néolibérale renforce également les écarts de richesses et de bien-être entre les sexes, entre les classes, entre les groupes d'âge (générations) et entre les groupes ethniques (Nugent, 2008; Verschuur, 2003; Lévy, 2008). Dans ce contexte, les jeunes doivent faire face à une série d'enjeux complexes.

« Young people are growing up in a world of globalization and inequality, taking part in a development process that is simultaneously bringing people closer together and widening the divisions between them. Globalization offers clear economic opportunities and benefits, but comes with substantial social costs that often appear to affect young people disproportionately, given their tenuous transitional status within an uncertain and rapidly evolving global context » (United Nations, *World Youth report*, 2003: 292).

Plus souvent associés à l'esprit rebelle et de révolte, les jeunes vivent une stigmatisation constante du fait « [qu'ils] n'auraient pas atteint une pleine maturité pour participer et agir légitimement dans leur milieu » (Simard, 2004 : 94); leurs problèmes et comportements impropre sont bien plus souvent mis en exergue que leurs forces, leurs expériences ou leur apport en matière de savoirs. Les jeunes semblent avoir perdu l'importance qu'ils avaient en tant que sujet social de la ville et de la politique publique, surtout lorsqu'il est question de leur rôle en tant qu'agent producteur de la ville (Rodriguez Gonzalez, 2009; Guell, 2007).

1.6.2. La jeunesse : l'étude émergente d'un groupe social qui a toujours existé

La jeunesse est une invitée récente dans l'histoire : elle acquiert un rang propre avec

l'allongement de la vie depuis le siècle dernier, dans un contexte où la période d'acquisition de compétences et d'aptitudes pour s'insérer dans le monde productif est plus longue, entre autres dû à la spécialisation du travail et aux changements dans les temps sociaux (Bárcena et al., 2008; Rodriguez Gonzalez, 2009; United Nations, 2003).

Dans le cadre de cette recherche, nous saisissons la jeunesse comme un acteur social porteur de critiques, de réflexions, de pratiques qui remettent en question l'ordre établi, notamment dans une ville en « reconstruction démocratique ». Un rappel important pour situer la pertinence de ce point de vue vient de l'ONU lorsqu'elle a proclamé l'année 1985 « l'année internationale de la jeunesse ». Cette donne a entraîné une impulsion significative au développement de la jeunesse (Krauskopf, 2010). Des pôles de recherche se sont créé en Amérique latine, ainsi que des réseaux de jeunes, des organismes officiels nationaux et internationaux de jeunesse, des ministères offrant des services à la jeunesse, des lieux qui n'existaient pas auparavant (Krauskopf, 2010; United Nations, 2003).

Est-ce par leur statut « transitoire », ou encore parce qu'ils constituent une variable intrinsèquement éphémère (devant nécessairement vieillir), que les jeunes sont autant *mis à mal*? Ils façonnent et construisent aussi, au même titre que d'autres catégories plus étudiées par les sciences sociales telles les femmes ou les communautés ethnoculturelles, une relation sociale et spatiale qui révèle un rapport particulier, voire singulier, au territoire (Moreno Lache et Rodriguez Cely, 2007, 2008; Krauskopf, 2004). La forme dans laquelle se produit et se planifie la ville marginalise les jeunes, à différents degrés, en les limitant à la condition de simples spectateurs et utilisateurs « passifs » (Giband et Siino, 2013). Le désaccord entre le construit et le vécu est une constante dans la perception de la ville chez les jeunes. Et c'est cette même distance qui rend difficiles l'identification et le sentiment d'appartenance –

psychologique, affectif, esthétique, politique et symbolique – au milieu urbain (Simard, 2004).

Une des caractéristiques du dynamique processus de réflexion au sujet de la jeunesse latino-américaine, spécialement durant les deux dernières décennies, est qu'il s'est produit une « certaine transition depuis des conceptions plutôt conservatrices et fonctionnalistes vers des acceptations plus intégrales et progressistes en ce qui a trait au complexe monde juvénile » (Duarte Quapper, 2001, s.p.]). De nouveaux espaces, autant dans les milieux académiques que de pratiques, se sont ouverts et permettent l'avènement d'un sens commun, réciproque, au sein des institutions et des organismes qui déploient des actions favorisant le renforcement de la participation des jeunes à la construction de la ville (Duarte Quapper, 2001, 2013, 2003; Chaux et al., 2005; Rodriguez Cely et Moreno Lache, 2008). La phase transitoire vécue ou perçue au sein de la jeunesse confère à ce groupe un intérêt particulier en ce qui concerne la production et la reproduction de la société dans une génération à venir (Bergeret, 1995) :

[Ces] jeunes sont dans une période de transition, la jeunesse, qui est un processus d'évolution entre la vie familiale comme enfant dépendant, entre l'école comme lieu d'apprentissage et d'instruction, d'apprentissage social, de socialisation et d'instruction, entre les groupes de copains où, avec le jeu, on exerce ses talents naissants et avec une première expérience de voisinage, une première expérience de vie sociale dans le quartier, dans son environnement. Tout cet univers généralement rassurant, généralement organisé, même dans les situations de famille un peu plus dissociées, on le perd au moment de la jeunesse pour aller vers l'inconnu, [...]. C'est une période d'accumulation de savoirs et de compétences (Bergeret, 1995 : 2).

Dans la littérature scientifique où les chercheurs s'intéressent aux discours et aux pratiques des jeunes, il est souvent question des paramètres et des références par lesquelles nous, en tant qu'individus et membres d'une société, définissons ce groupe

social. Ainsi, c'est l'approche « adultocentriste » en tant que référent premier qui teinte les définitions les plus largement utilisées (Duarte Quapper, 2001, 2011). Or, penser le social à partir de l'adulte risque de cantonner le monde juvénile dans une situation qui n'inclut que certains éléments de leur propre conformation.

Les jeunes sont des piliers dans la résolution des crises, car ils ont la capacité d'agir comme acteurs stratégiques de leur propre développement. Si les conditions ne leur sont pas données, les problèmes, voire les crises, ne seront pas conjoncturels, mais structurels puisqu'il est nécessaire de faire tomber ce qui ne fonctionne plus pour permettre à la nouveauté d'émerger (Krauskopf, 2010). Les jeunes cherchent à changer le présent, avec une autonomie et une identité propres. Cela a transformé leur exercice de la citoyenneté. Plus que de s'appuyer sur des idéologies et des partis, ils se manifestent à travers des expressions éthiques, esthétiques, citoyennes et par l'utilisation de l'espace public. Diverses illustrations de ces expressions contemporaines se retrouvent précisément dans les jeunesse santiaguinoises.

1.6.3. *Les situations* de la jeunesse santiaguinoise

À Santiago, il se configure un nouveau scénario de participation dans lequel le « personnel et l'intime » (Rodriguez Gonzalez, 2009 ; Fleet, 2011) sont des questions clés pour comprendre l'engagement des jeunes. Concrètement, vivre la jeunesse dans la dernière décennie permettrait d'avoir accès à différentes alternatives dans la construction d'une identité et d'une citoyenneté. Les conditions sociospatiales santiaguinoises ont subi de nombreuses transformations, laissant ainsi place à des aménagements identitaires dont le spectre s'est élargi.

« Dicha identidad se ha construido con mayor independencia de los ordenamientos culturales, espaciales y de las ideologías políticas de lo que lo hicieron nuestros padres y abuelos. Todo aquello ha abierto una fisura en lo que

respecta a la participación social y política de hombres y mujeres, en la que la ciudadanía se expresa de las más diversas formas, de manera congruente a los intereses, pero que tienen en común la predilección por la asociatividad y la conformación de redes, la sociabilidad y la confianza entre pares²⁰». (Rodríguez González, 2009 : 39).

Le fait de ne pas avoir vécu l'expérience de la dictature de façon directe ou indirecte différencie l'expérience existentielle de la population ayant aujourd'hui entre 18 et 27 ans de celle qui a vécu la perte des droits fondamentaux. Elle n'est donc pas soumise au « désespoir systémique » ressenti par les victimes directes de la dictature (Rodríguez González, 2009; Gutiérrez et Angelcos, 2013). Certes, les legs dictatoriaux imbriqués entre autres dans la Constitution de 1981 et du système économique néolibéral, se ressentent et se vivent dans le quotidien des jeunes, entraînant ainsi un rapport controversé, souvent conflictuel face aux institutions politiques actuelles, reproductrices de ces mêmes héritages (Gutiérrez et Angelcos, 2003; Sandoval, 2012). Mais, l'empreinte de l'autoritarisme a été largement réduite pour certains segments juvéniles, ouvrant ainsi le chemin à la croyance et à la possibilité tangibles du plein exercice citoyen. Les valeurs de la génération à l'étude sont celles qu'elle construit en retravaillant le passé à l'épreuve de sa propre expérience, la seule transmission n'y suffisant pas et le propre des valeurs étant de donner un sens éthique à l'expérience (Jedlicki, 2001).

La privatisation du « mode de vie », enfermé dans ses espaces communautaires et familiaux, dans le domaine de l'hyperconsumérisme et du mercantilisme individualisé, éloigné de la *polis* et de ses débats, est une donnée structurelle de la

²⁰ Traduction libre : Cette identité s'est construite avec plus d'indépendance des dispositions culturelles, spatiales et des idéologies politiques que ce que nos pères et nos grands-pères ont fait (sic). Tout cela a ouvert une fissure en ce qui concerne la participation social et politique des hommes et des femmes, dans laquelle la société civile s'exprime dans des formes diverses, de façon congruente aux intérêts, mais qui ont en commun la préférence pour l'associativité et la conformation de réseaux, la sociabilité et la confiance entre pairs (Rodríguez González, 2009: 39).

réalité spécifiquement santiaguinoise (Gaudichaud, 2014; Coll, 2001; De Mattos et al., 2004, Gómez, 2010). Toutefois, la conjoncture actuelle, teintée par de fortes mobilisations sociales portées principalement par les jeunes, permet d'anticiper l'émergence et le renforcement du protagonisme de ceux-ci dans l'espace urbain (Ruiz Aguilera, 2015; Gaudichaud, 2014). Pour Subercaseaux (2006), la question de la liberté est centrale à cette conjoncture et celle-ci est multiple : il n'y a pas seulement les libertés individuelles et politiques, telles que la création, l'expression, la mobilité, mais aussi celles qui regroupent les questions de genre, d'ethnie, de corps, de groupe social fondé sur l'âge (jeunes et ainés), sous le vocable de libertés collectives attribuées en fonction de l'affiliation sociale.

Dans les années 2010, les jeunes chiliens sont au centre de la consolidation de *l'idéal* des droits de la personne comme l'horizon éthique que consacre le principe d'égalité entre les personnes (Subercaseaux, 2006). Même si dans le Chili actuel, il est impossible de parler d'une pleine consolidation de ce principe, ce sont les jeunes des deux dernières décennies (début 1990) qui ont eu l'opportunité de le socialiser, voire de s'épanouir dans un contexte favorable au principe éthique de l'égalité et des droits de l'Homme (Guell, 2007). D'un autre côté, les transformations urbaines et socioculturelles des dernières décennies ont coïncidé avec l'émergence de nouvelles actions dont un des enjeux a été la mise en place de processus et de cadres pour la pleine réalisation des individus afin de renouveler, dans une optique d'émancipation, leur rapport à la société et à la ville :

« Dicha apuesta tiene su expresión en nuevas y novedosas formas de articulación política y de acciones colectivas, muchas de las cuales desafian algunas formas tradicionales de hacer política, al proponer nuevas temáticas, nuevas reflexiones, nuevas articulaciones y nuevas formas de involucramiento con lo social y político en la ciudad ²¹ ». (Astorga et Barrales, 2008 : s.p.]).

²¹ Traduction libre : Ce pari tient son expression dans des nouvelles et novatrices formes d'articulation politique et d'actions collectives, plusieurs d'entre elles mettant au défi certaines

En ce sens, leur sous-représentation politique actuelle montre que les intérêts et les préoccupations des jeunes ne sont pas pris en considération dans la gestion urbaine (Rojas Symmes, 2010; Rodríguez González, 2009). Somme toute, si les jeunes sont largement exclus des processus décisionnels qui les touchent, demandons-nous si leur présence accrue au sein des instances de production de la ville, c'est-à-dire au niveau de l'aménagement, de l'urbanisme, de la gouvernance, favoriserait une meilleure planification urbaine et par le fait même, une appropriation citoyenne pleine et entière de cette dernière.

1.6.4. L'éducation par la citoyenneté et le protagonisme urbain

Un protagoniste défend une position, étaye son point de vue, cherche des justifications et des argumentations, véhicule des enjeux et des problématiques, et pose des gestes concrets et des actions qui ont un impact sur un territoire donné (Noseda et Racine, 2001). S'émanciper, dans le contexte de la mondialisation, pourrait vouloir dire rétablir de façon permanente et continue le sujet du désir, le sujet de création, celui de participation, d'histoire et de dignité (Balbo et *al.*, 2003). Ce sujet est à la base du protagonisme des individus dans leur histoire; l'autonomie est alors considérée comme la possibilité de l'exercice du pouvoir (Rodríguez González, 2009; Noseda et Racine, 2001; Duarte Quapper, 2007; Muñoz Tamayo, 2003).

D'une certaine façon, rétablir l'autonomie est synonyme de restitution de l'action et de la praxis sociales. Ces dernières nous amènent à réfléchir aux processus à mettre en place pour rétablir le rôle protagoniste des jeunes Santiaguinos. La formation

façons traditionnelles de faire de la politique, en proposant de nouvelles thématiques, de nouvelles réflexions, articulations et formes d'engagement avec le social et le politique (Astorga et Barrales, 2008: s.p.].

ascendante (bottom-up) à la citoyenneté par la réactivation d'un lien intersubjectif permet dans une certaine mesure de réécrire la grammaire de la trame sociale urbaine (Isin, 2009 ; Rodríguez Cely et Moreno Lache, 2008). Autrement dit, le rétablissement du protagonisme aux individus en tant que sujet du développement exige nécessairement un effort partagé. Diverses voies et voix d'intervention dans l'espace public local deviennent des référents d'appartenance, des modes de cohésion esthétiques-éthiques et plus largement, des alternatives propres à ceux qui les lient aux « modèles globaux ou de globalisation » (Krauskopf, 2004).

Autant d'approches qui posent la question de l'injustice et des démarches que chacun entreprend pour obtenir réparation ou simplement pour se faire entendre. L'identité des jeunes n'est plus unique, ni monolithique, mais plurielle et largement construite par les interactions du quotidien avec l'espace urbain. Nous voulons aborder la question de la dynamique des rapports à la citoyenneté à partir de l'idée que l'expression active de cette dernière peut être un facteur de changement. Or, dans quelle mesure les jeunes sont-ils susceptibles de redéfinir leur rapport à la citoyenneté par le biais des expressions citoyennes du quotidien?

1.7. Question de recherche et hypothèse principales

Notre recherche part de la prémissse que les jeunes n'appréhendent pas la ville de la même manière que les générations précédentes en raison de leur rôle social, écartées de la production de la ville et de l'élaboration des politiques urbaines.

Dans une perspective exploratoire, comme nous l'avons précisé en introduction, nos objectifs sont : décrire les modes et les stratégies d'appropriation de la ville par les jeunes; comprendre et expliquer les perceptions et le rapport des jeunes à la citoyenneté urbaine active et à leur propre condition en tant que construit social;

dégager les modes et les codes d'expressions de la citoyenneté urbaine ainsi que les savoirs mobilisés au sein de celles-ci; vérifier comment la pratique de la citoyenneté urbaine permet l'*empowerment* individuel et collectif. C'est à la lumière de ces objectifs que nous tenterons d'évaluer la portée des pratiques et des discours des jeunes sur la question de [l'émergence] la citoyenneté urbaine à Santiago.

En souscrivant à une approche théorique basée sur le développement à l'échelle humaine, nous cherchons à mettre en évidence les expressions citoyennes de jeunes citadins et à mener une réflexion épistémologique sur les façons de lire la ville.

Ainsi, la question principale de notre recherche se formule comme suit : en quoi la citoyenneté urbaine active est-elle un mode d'expression territoriale qui transforme le rapport à la ville de jeunes Santiaguinos? La relation entre citoyenneté, ville et jeunes constitue une perspective d'analyse qui a le potentiel d'étudier et de mettre en lumière le rôle de la citoyenneté au sein des destins de la ville, la part des jeunes dans la fabrication d'une utopie, d'un projet commun, et leur capacité de générer des apprentissages (Chaux *et al.*, 2004; Vulbeau, 2011).

Notre posons l'hypothèse que la citoyenneté est un processus socialement et spatialement construit et non pas une réalité objective et prédéterminée (Chaux *et al.*, 2004; Rodriguez Cely et Moreno Lache, 2007; Cerda *et al.*, 2004). Elle est enseignée et vécue à partir de plusieurs agents « socialisateurs », et donc, plus d'un processus et d'une itération entre différents types d'interactions sont nécessaires afin de consolider une citoyenneté active, dans un temps long et « transmissible » d'un groupe (génération) à l'autre. Qui plus est, le contexte socioéconomique néolibéralisé du Chili, se décluant au sein de l'ensemble des services et des biens de nature publique tel que l'éducation et la santé, privatisées depuis le coup d'État, ne permet que partiellement le développement des capacités réflexives, voire critiques, de l'individu tout en générant une certaine homogénéisation des pratiques sociospatiales de la

population. Dans un contexte où la méfiance des jeunes envers les autres et particulièrement envers les institutions, le mal-être social qui s'exprime dans l'espace public se veut articulé à des demandes pour plus de citoyenneté dans la ville, en prenant ses racines dans une mouvance qui va au-delà des frontières nationales, se ralliant ainsi aux mouvements jeunesse internationaux pour plus de justice sociale tel que celui des « *indignados* ». En soi, l'émergence d'une citoyenneté active contribuerait à l'avènement d'un rapport harmonieux des jeunes à la ville, mais n'en modifierait pas nécessairement les fondements sous-jacents (Krauskopf, 2004). En l'occurrence, il s'agit de comprendre comment les conflits incitent les communautés à reconSIDéRer leur citoyenneté et à inventer de nouvelles pratiques qui lui sont liées. Or, la ville peut-elle être un espace d'émergence d'une nouvelle citoyenneté pour les jeunes? Car la citoyenneté moderne, tout compte fait, n'a pas garanti les droits de tous dont les jeunes. Ainsi, à la lumière de cette question et hypothèse principales, nous proposons une recherche qui nait, entre autres, d'une réflexion épistémologique sur les façons de lire la ville des jeunes Santiaguinos, protagonistes *émergents* de la scène publique urbaine.

À la lumière de notre recension des écrits au sujet notamment des effets de la mondialisation néolibérale sur la (dé) structuration des territoires urbains en Amérique du Sud, spécialement au Chili et dans sa capitale, nous avons mis de l'avant une lecture multiscalaire des enjeux urbains propres à l'ordre néolibéral, cette hégémonie culturelle qui s'inscrit dans les *chooses* et dans le *corps*. La ville de Santiago étant le théâtre d'une certaine vitalité en matière de renouvellement des modes d'expressions de la citoyenneté par des jeunes, ses espaces urbains sont largement mis à l'épreuve par la diversité de scénarios engageant des luttes individuelles et collectives qui portent en elles de nouveaux horizons en matière de participation et de citoyenneté urbaine. Dans le chapitre suivant, nous présenterons d'abord le cadre théorique et conceptuel avant d'expliquer la démarche

méthodologique employée afin de répondre au questionnement que nous avons précédemment posé et qui anime cette recherche.

CHAPITRE II

DÉVELOPPEMENT À L'ÉCHELLE HUMAINE : CADRES THÉORIQUE, CONCEPTUEL ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

« Cities are full of stories in time, some sedimented and catalogued; others spoorlike, vestigial and dispersed. Their narratives are epic and everyday; they tell of migration and production, law and laughter, revolution and art »
(Holston, 1999, 56).

Force est de constater que la ville, maître-lieu des pratiques démocratiques et citoyennes depuis l'antiquité — la *polis* — redevient l'échelle de prédilection de la citoyenneté. Si cette dernière est multiscalaire, elle est surtout forgée à partir de perceptions et d'actions en lien avec les appartenances territoriales. Ce deuxième chapitre aborde l'approche théorique de notre recherche : un retour sur le cadre géographique qui nous anime précède la présentation de la matrice théorique de Max Neef (1993), le guide d'interprétation de nos résultats. Puis, nous préciserons notre démarche méthodologique dont les modes de collecte des données, l'échantillonnage et l'unité spatiotemporelle.

2.1. Réflexivité²² géographique : médiatrice des vies et des quotidiens

Il y a un certain manque de connaissances épistémologiques et conceptuelles qui amènent à ce que la ville et la géographie soient entendues (selon plusieurs scénarios) comme un conglomérat de conflits et de problématiques. La recherche géographique,

²² La réflexivité est pour nous un processus transformateur, des représentations, des pratiques sociales, des savoirs. Elle englobe plusieurs niveaux d'analyse : celui du sujet, des groupes sociaux, des organisations, des institutions. Elle est une disposition personnelle, sociale, politique, épistémologique/méthodologique et pédagogique, comme un processus de travail et de réflexion active sur la pensée.

vue comme un capteur et un facilitateur de construction du sens et des perceptions du rapport dynamique et intersubjectif (interrelations) du citoyen à l'espace qu'il habite, s'avère être un choix éclairé pour approfondir le sujet qui nous intéresse. Le géographe est une sorte de médiateur puisqu'il connaît les relations qui s'imbriquent entre la société et l'espace, entre l'individu et son territoire.

La domination du positivisme en géographie jusque dans les années 1960 avait abouti à la conception de l'Homme comme simple objet présent au sein d'un « contenant spatial », où ses comportements se faisaient l'écho de facteurs stimulants externes, en étant observables par le biais de méthodes répétitives (Morissonneau et Sirois, 1985). La remise en question du positivisme au sein des sciences sociales s'est traduite en géographie par l'introduction de la phénoménologie. De ce nouvel angle, toute connaissance découle de celle subjective du Sujet, être conscient et en prise avec sa propre perception du monde (*Ibid.*). Ainsi, la phénoménologie est la science qui traite de la relation qu'entretient et/ou que construit l'homme avec ce (choses) et ceux (êtres) qui l'entourent. Et tant qu'ils se manifestent à lui, ces choses et ces êtres doivent être compris dans leur complexité dialectique. Tout phénomène serait en effet, soit ce qui apparaît à l'homme, soit ce que l'homme fait apparaître à lui, ou plus sûrement un mélange d'induction et de construction, de laisser être et de volonté, d'inné et d'acquis (Hoyaux, 2003 : 1). Il y a alors une interaction continue entre l'action et la réflexion : l'approche qui en découle peut être une *recherche-action* où les sujets sont les acteurs de leurs destinées et les auteurs de leurs histoires (Mias, 2003; Morin, 1985). En outre, la géographie sociale, par essence, cherche à démontrer l'existence d'inégalités sociales, principalement dans ses dimensions spatiales, afin d'ainsi contribuer à la documentation des causes et des impacts de celles-ci (Baudelle, 2004). Ce qui nous intéresse ici est l'attention qu'elle porte à la dimension spatiale de ces disparités.

Si dans les années 1970 et 1980, le phénomène urbain devait être analysé à partir des implications géographiques du régime fordiste de production, aujourd’hui, les dynamiques urbaines sont littéralement conditionnées par les nouvelles tendances engendrées par la globalisation (Klein, 2010; Coll, 2012; De Mattos *et al.*, 2004). De plus, si antérieurement, la centralité des dynamiques urbaines était liée à la localisation des industries et aux patrons d’établissement de la classe ouvrière traditionnelle, de nos jours, l’accent se retrouve sur les conséquences spatiales des avancées technologiques, de la localisation des services particuliers (avancés) et des phénomènes comme l’exclusion sociale et la géographie des groupes sociaux déconnectés des dynamiques multiscalaires (De Mattos *et al.*, 2004; Klein, 2012; Garcés, 2012).

Sur les sens de territoire, ils répondent à des besoins et des aspirations, tout en étant en grande partie hérités et liés à l’histoire immédiate. Parce qu’ils résultent de découpages et de réseaux, parce qu’ils sont l’expression de rapports de pouvoirs et de multiples engagements, parce qu’ils suscitent des représentations et des pratiques partagées ou critiquées, les territoires sont coconstruits (Klein, 2010, 2014; Baudelle, 2006,). De ce fait, le territoire est la scène où se transforment en permanence l’espace, la société, les pouvoirs et où se donnent à voir les ségrégations, les frontières, les effets du libéralisme, les incitations à la durabilité, les concentrations, les groupes sociaux en présence (De Koninck, 2001). Les travaux de Hägerstrand (1970) pour lesquels le point de départ de la « géographie de l’espace-temps » réside dans le caractère routinier de la vie quotidienne rendent compte du déroulement des rapports sociaux urbains. Il ajoute que la « corporalité » de l’être humain réduit ses capacités de mouvement et de perception. Ainsi, nous retenons l’idée que l’esprit *réflexif* sur la vie *dans* et *de* la cité nous aide à décoder les perceptions sur les comportements urbains des jeunes. En outre, la différence entre les schèmes mentaux des usagers (jeunes) et des fabricants (autorités compétentes) de la ville renseigne sur une forme de rupture latente entre les lieux géographiques ouverts et fermés.

La perspective géographique sur la structure (relationnelle) de la quotidienneté urbaine dont il est question dans notre mémoire, avancée par Raffestin en 1982, est « l'ensemble des relations qu'une société entretient non seulement avec elle-même, mais encore avec l'extériorité et l'altérité, à l'aide de médiateurs, pour satisfaire ses besoins dans la perspective d'acquérir la plus grande autonomie possible, compte tenu des ressources du système » (Raffestin, 1982 : 165). Les ressources du système, étant limitées et soumises aux contraintes du contrôle lié à la capacité de produire et de consommer selon divers facteurs d'ordre social, physique, spatial, politique et économique, entraînent des inégalités qui affectent les modes et les processus de satisfaction des besoins. Somme toute, une approche théorique nous aidera à comprendre les trajectoires empruntées par les jeunes pour conceptualiser, puis construire une citoyenneté active en tant que jalon important de leur émancipation.

2.2. Modèle théorique de Manfred Max Neef : le développement à l'échelle humaine

Comme nous nous intéressons, de manière globale, à la notion de développement, notre approche théorique interpelle un ensemble d'éléments qui permettent d'insérer notre sujet dans une perspective à plus grande échelle. La dynamique des besoins en général et des processus de satisfaction en particulier nous interpelle du fait qu'ils mobilisent un agent, le jeune, une aspiration (évolutive), la citoyenneté urbaine, et un processus qui en médiatise la finalité. Or, pour qu'il y ait pulsion, désir ou volonté de changement, il faut qu'en quelque manière l'état expérimenté par une personne ou un système vivant soit porteur d'insatisfactions et de revendications, ici face à des interactions sociourbaines complexes, génératrices de tensions. Et c'est à ce moment qu'il est possible de voir apparaître le rôle fondamental des besoins dans la dynamique d'évolution, voire d'autonomisation : au vrai, celle-ci résulte de la façon dont l'individu ou le système recherche et parvient à – ou choisit de — satisfaire les besoins qui se manifestent en eux. Comme ancrage théorique, nous adoptons

l'approche du développement à l'échelle humaine²³ de Manfred Max-Neef²⁴ (1993) et plus spécifiquement, ses applications en matière de processus de mobilisation des savoirs et des pratiques « émancipatrices » chez de jeunes Santiaguinos. Écrite et diffusée en 1986, dans un contexte de crise de légitimité des modes de développement occidentaux imposés aux pays en voie de développement (Mallard, 1995), cette matrice théorique veut modifier les *mondes des possibles* relatifs à l'émancipation des êtres humains en instaurant une dynamique à contrecourant du progrès classique capitaliste.

D'entrée de jeu, par une relecture du profond « malaise du progrès » dont souffrent les pays latino-américains, l'auteur souligne qu'il est difficile de voir dans les solutions habituellement préconisées, qu'elles soient « développementistes » ou bien inspirées par le libéralisme dogmatique en vogue, « la planche de salut attendue » (Mallard, 1995 : 476). Bien que la grille conceptuelle de Max Neef puisse être l'objet de critiques²⁵ et mériterait une révision congruente au contexte actuel, il est légitime de penser que sa matrice du développement humain constitue une assise d'actualité pertinente à l'analyse de nos données. L'économiste a déterminé neuf besoins

²³ Le développement à l'échelle humaine est notre traduction de l'espagnol au français de l'expression mise de l'avant par Max-Neef « *desarrollo a escala humana* ». En anglais, le terme *human scale development* est largement utilisé. La publication maître sur le développement à l'échelle humaine est diffusée en ligne : <http://bit.ly/1HkHWpf>.

²⁴ Manfred Max-Neef, économiste et environnementaliste chilien du Centre pour le Développement Alternatif (CEPAUR), prix Nobel alternatif en 1983 (pour « Barefoot economics »), a développé un modèle théorique qui tente d'ouvrir la notion de besoin à des dimensions non matérielles. Il est membre honoraire du Club de Rome.

²⁵ Les référents sur la notion de besoin sont multiples. Par exemple, dans le paradigme moderne occidental, le besoin de protection est réduit à celui d'habiter une maison (qu'on loue ou achète), la consommation d'un bien devenant la condition *sine qua non* pour satisfaire le dit besoin. Boulet (2006) critique la théorie sur le fait qu'elle semble, à première vue, une liste de besoins, non exhaustive, un peu mécaniste dans son approche. Elle rejette les besoins inconscients, elle tend malgré tout à regrouper au sein d'une même entité des désirs et aspirations génériques sans tenir compte de leurs spécificités liées au genre, à l'âge, à la localisation géographique. Ainsi, la grille doit être utilisée comme un cadre qui accompagne la réflexion, mais n'en détermine pas à l'avance le contenu.

fondamentaux, sans hiérarchie²⁶ « explicite », contrairement à la pyramide des besoins de Maslow, soit la théorie des besoins fondamentaux la plus répandue (Mallard, 1995). Une mise à distance du regard plus utilitariste de la modernité sur l'homme transformé en « faisceau de besoins » dont la société de consommation en propose un ersatz s'impose. Plutôt qu'un vide, un manque à combler, la dynamique des besoins révèle l'humanité et les potentialités autant que les aspirations de chaque « citoyen ».

2.2.1. Neuf besoins fondamentaux : processus et satisfacteurs

Pour Max-Neef, il existe neuf besoins humains incontournables : l'affection, la créativité, la compréhension, l'identité, la liberté, la participation, l'oisiveté/les loisirs, la protection et la subsistance. Pour déterminer si un besoin a été satisfait ou non, il a défini une série de « satisfacteurs ». Or, selon Max-Neef, tous les satisfacteurs ne sont pas forcément adéquats et sont inégalement répartis, entre les pays, les générations, les sexes et les groupes ethnoculturels, ce qui signifie qu'un besoin peut être rempli au détriment d'un autre, entre deux régions géographiques par exemple (Max-Neef, 1993 : 37). Les cinq satisfacteurs déterminés par Max Neef (tableau 2.1.) se divisent par la suite en quatre catégories existentielles : « être », « avoir », « faire » et « interagir » (Max-Neef, 1993). Comme les besoins sont en interrelations, certains satisfacteurs peuvent être destructeurs, répresseurs et constituer des pseudo-réponses. Le tableau ci-dessous présente les types de réponses selon le satisfacteur en présence.

²⁶ Mis à part le besoin de subsistance qui, à l'extrême de son insatisfaction, conditionne l'existence même du sujet, les autres besoins ne sont pas en relation hiérarchique les uns envers les autres et tous se trouvent, selon Max-Neef, en interaction systémique. Cela signifie, d'une part, qu'aucun besoin n'est intrinsèquement plus important qu'un autre et, d'autre part, qu'il n'existe aucun ordre imposé d'apparition des besoins. Les besoins humains se caractérisent par la simultanéité et la complémentarité ainsi que par les transactions qui peuvent se faire au sein du système qu'ils forment.

Tableau 2.1 : Satisfacteurs selon la grille de Max Neef

Satisfacteur	Type de réponse
Destructeur Répresseur	Satisfacteur aux effets paradoxaux. Tout en satisfaisant un besoin, il fait obstacle à la satisfaction d'autres besoins. Par les effets collatéraux produits par la satisfaction d'un besoin donné, il est rare de pouvoir combler aussi adéquatement le besoin qui en ressort. Par exemple, l'armement se veut une réponse au besoin de protection. Pourtant, la volonté d'armement d'un pays entraîne au niveau international une course aux armements, ce qui rend la sécurité plus précaire.
Singulier	Le singulier vise la satisfaction d'une seule nécessité tout en étant neutre face à l'assouvissement d'un autre besoin. Il est caractérisé par les plans et les programmes de développement, de coopération et d'assistance. Il est souvent institutionnalisé ou lié directement à un organe public ou privé qui propose de le satisfaire.
Inhibiteur	Le satisfacteur inhibiteur est celui qui, par son mode de satisfaction généralement associé à la « surstimulation », rend difficile la possibilité de satisfaire d'autres nécessités. Il ressort et se renforce par des habitudes enracinées chez l'individu.
Pseudo-réponse	Il donne une fausse sensation de satisfaction d'un besoin déterminé. Sans l'agressivité d'un satisfacteur destructeur, il peut anéantir d'une façon immédiate la possibilité de satisfaire la nécessité à laquelle il est destiné. Il est généralement induit, voire dissimulé par des outils de persuasion telles la publicité ou la propagande. Il est caractérisé par le fait que le besoin est rempli de manière incomplète et pour une très courte période de temps.
Synergique	Le synergique est celui qui par sa formule de satisfaction, stimule et contribue à l'agrément d'autres besoins. Son principal attribut est celui d'être contre-hégémonique dans le sens où il représente les rationalités dominantes telles que sont les compétences et la coaction.

Source : Max Neef, Manfred. 1993. « Desarrollo a escala humana : Conceptos, aplicaciones y algunas reflexiones » (Traduction libre)

Afin qu'un satisfacteur réponde correctement à un besoin, il doit être synergique. Autrement dit, le satisfacteur répond à un besoin tout en satisfaisant d'autres exigences par la même occasion. Ces satisfacteurs sont déterminés par la société civile ou générés par un État, et interpellent entre autres la démocratie participative et

une approche « écosystémique » des problèmes rencontrés par un individu ou un système. Toute l'originalité de la théorie se trouve dans le processus de détermination de ces dits satisfacteurs, leur combinaison et agencement avec d'autres et la « durabilité des résultats ». Or, le modèle proposé n'est pas là pour fournir les éléments propices à l'implantation du développement humain au sein de l'appareil étatique, mais plutôt pour faire ressortir les exigences nécessaires à la satisfaction des besoins, pour et à partir de la société civile.

Sur les quatre catégories existentielles, la colonne de l'« être » réfère à des attributs, personnels ou collectifs qui s'expriment comme substantifs. La section « avoir » contient les institutions, les normes, les mécanismes, les outils, les lois, etc., qui peuvent être exprimés en un ou des mots. Puis, pour le « faire », il est question d'actions, individuelles ou collectives, qui peuvent être déployées comme des verbes d'action, d'intervention, d'opération. Quant à elle, la colonne « interagir » fait référence aux espaces, aux ambiances et aux environnements où ont lieu des interactions et interrelations entre différentes catégories existentielles.

De cette façon, nous voyons le rôle fondamental des besoins dans la dynamique d'évolution : celle-ci résulte de la façon dont l'individu ou le système parvient à, ou choisit de satisfaire les besoins qui se manifestent en lui (Max Neef, 1993). Toutefois, selon l'auteur, il faut rappeler que des facteurs objectifs et subjectifs, tous deux internes et externes à l'individu, influencent la définition entendue par l'habitat urbain et qu'ils ne conduisent pas nécessairement à construire un milieu de vie dans lequel chacun se sent bien (au même degré), vu l'hétérogénéité des groupes sociaux qui accèdent à ces ensembles. Ce constat entraîne un autre questionnement sur les dispositions et les capacités de l'individu à couvrir ses besoins, ses désirs et ses aspirations en tant qu'acteur de son propre développement. C'est cette dernière catégorie d'analyse qui nous intéresse dans le cadre de notre étude. Ainsi, tenter de bien saisir le modèle de Max-Neef, c'est en quelque sorte opter pour une analyse

globale, holistique et critique de la société, c'est-à-dire qui intègre des préoccupations économiques, politiques, culturelles, sociales et environnementale et situe la satisfaction des besoins dans une perspective plus large que la dimension matérielle ou la simple consommation.

En outre, Nussbaum et son approche des « capacités » nous guident dans la compréhension de la dynamique des besoins en ce qui a trait aux ressources du jeune (individu) et du système (environnement). Pour elle, il s'agit des réponses à la question : « Qu'est-ce que cette personne est capable de faire et d'être? » (Nussbaum, 2012 : 39), c'est-à-dire un ensemble de possibilités, de libertés de choisir et d'agir. Il ne s'agit donc pas simplement des capacités dont une personne est dotée, mais des libertés ou des possibilités créées par une combinaison de capacités personnelles et d'un environnement politique, social et économique propice à leur mise en œuvre²⁷.

2.2.2. La matrice conceptuelle opérationnelle

Dès lors, nous cherchons à voir comment les besoins, particulièrement celui de participation et d'identité, tout en intégrant les sept autres besoins comme piliers dans la dynamique de satisfaction de l'habitant et d'amélioration de l'habitat urbain, peuvent interagir sur le plan de la construction de la citoyenneté et comment leurs interactions se manifestent-elles dans l'espace urbain. Bien que l'acceptation des neuf besoins de Max-Neef nous interpelle, nous ne nous attardons pas au décryptage des sens entendus pour chaque nécessité. En utilisant la conception plutôt universelle de

²⁷ En complément, pour éclairer cette définition, Nussbaum distingue les capacités internes (les caractéristiques d'une personne, qui ont trait à sa personnalité, ses capacités tant motrices que perceptives ou intellectuelles - qu'il ne faut pas confondre avec les caractères innés d'une personne), des capacités combinées, c'est-à-dire des capacités internes « auxquelles s'ajoutent les conditions sociales, politiques et économiques dont le fonctionnement correspondant peut effectivement être choisi (2012: 43)».

l'auteur, nous associons les réponses des jeunes à une catégorie de besoin. Dans le cadre de la conclusion de cette recherche, nous utiliserons la matrice de Max Neef pour formuler une *synthèse* interprétative des résultats sous forme de mots-clés (tableau 2.2.). Concrètement, nous appliquerons la matrice sur l'ensemble des données, triées et catégorisées selon nos variables et indicateurs, et en tirerons une série de mots-clés qui sont ensuite réorganisés (deuxième tri, élimination et conservation des plus fréquents et frappants) et distribués en accord avec les catégories d'existence et de besoin.

Tableau 2.2 : Matrice d'interprétation des interactions entre besoins et catégories existentielles

Besoin	Être	Avoir	Faire	Interagir
Subsistance				
Protection				
Affection				
Compréhension				
Participation				
Identité				
Liberté				
Temps pour soi				
Création				

Source : Adaptation par l'auteur de la grille de Max Neef (1993)

Cela dit, nous n'avons pas explicitement attribué un indicateur opérationnel (pour l'observation sur le terrain) à chacun des besoins et des catégories existentielles de la matrice; c'est par le truchement de nos variables et indicateurs (tableau 2.3. cadre opératoire) que nous serons en mesure de fournir des réponses à chacune des situations. Donc, nous rendons compte, par l'utilisation de ce modèle théorique, de sa portée et de sa pertinence pour interpréter les expériences des jeunes interviewés. Ce choix de modélisation du social est délibéré; nous testons un modèle sur des réalités bien concrètes tandis qu'il en existe une panoplie plus conventionnels, possiblement

moins *à risque*. En cela, nous considérons que notre approche des vécus est originale tout en sachant que nous ne pouvons avoir l'assurance de sa « réussite », d'autant plus dans le cadre d'un travail de mémoire.

Enfin, mentionnons qu'avant l'exposé de notre synthèse, nous aurons discuté (chapitre 5) des résultats autour des idées suggérant la réaffirmation des identités et des appartenances socioculturelles des jeunes en tant que protagonistes des transformations sociales pour une meilleure appropriation de la ville comme milieu de vie (Carli et Ruiz, 2009; Balbo et *al.*, 2003; Alvarado et *al.*, 2014; Martinez, 2008). Avant de présenter le cadre opératoire qui sert de pont entre la matrice d'interprétation, les concepts opérationnels et les variables, nous exposerons les questions et hypothèses secondaires.

2.3. Questions et hypothèses secondaires

Maintenant que nous avons présenté le contexte théorique, nous reviendrons sur notre problématique de recherche en proposant les questionnements secondaires qui inspireront notre recherche empirique.

Au préalable, rappelons notre objectif principal : nous cherchons à décrire comment les jeunes s'approprient la ville au moyen de stratégies organisées dans l'optique de s'émanciper des modes de pensée et d'agir imposés par le contexte néolibéral. Dans ce contexte, ils semblent incarner un statut de consommateur au détriment de celui citoyen. Nous cherchons à comprendre les perceptions et le rapport des jeunes à la citoyenneté active et à leur propre condition en tant que sujet jeune. Notre première question secondaire se lit comme suit : dans un contexte de participation à un processus d'éducation à la citoyenneté non formel, de quelle façon se conceptualise la citoyenneté urbaine active chez les jeunes participants? Si le besoin d'expression

citoyenne dans l'espace public nait de la mise en interaction de plus d'un constat sur le présent, il n'en demeure pas moins qu'il s'est construit à partir d'une fabrication conceptuelle d'un état idéal dans lequel la citoyenneté est vécue et exprimée. Ainsi, notre hypothèse est que l'acquisition d'une citoyenneté active peut contribuer à la restitution de la confiance des jeunes dans leurs capacités individuelles et collectives (Rodriguez Cely et Moreno Lache, 2005; Alvarado et al., 2014). Inspirée par Santos (2011), nous faisons l'hypothèse que le développement d'espaces et d'instances qui mettent de l'avant un cadre éducatif *alternatif*, incluant des modes d'apprentissages et de mobilisation des savoirs issus d'une interrelation entre le monde de la science (théorique) et celui de la pratique (terrain), génère un rapport renouvelé du sujet jeune à son milieu de vie.

Puis, pour mieux cerner les modes et les codes d'expressions de la citoyenneté urbaine, nous posons une deuxième question secondaire : comment les jeunes mobilisent-ils des savoirs afin de faire entendre leur voix en tant qu'acteur? En d'autres mots, de quelle(s) façon(s) se construit et se reproduit d'une part le capital cognitif, regroupant les notions de savoirs et de compétences (Krauskopf, 2004), et d'autre part, l'activation tangible et la mobilisation de celles-ci? Notre hypothèse veut que la mobilisation des savoirs (et ultérieurement des compétences) individuels et collectifs transite nécessairement par une prise de conscience mettant en relation la subjectivité du jeune avec l'environnement dans lequel il construit ce savoir. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les propos de Krauskopf (2004) : « il existe parmi les jeunes un capital cognitif qui ne circule pas et n'est pas reconnu, tandis que dans les systèmes éducatifs prévaut un capital culturel désactualisé qui se reproduit et bloque les formes émergentes dans lesquelles les jeunes construisent leurs savoirs » (2004 : 175). De là, l'importance d'habiliter des espaces et des options de participation des jeunes dans la production de leur propre épistémè (Knorr Cetina, 1998), soit être des sujets de la connaissance plutôt que seulement des objets de celle-ci, ce que Krauskopf (2004, 1998) appelle des « agents de réflexivité ». La *conflictualité* sociale

présente au sein de l'espace public (ou des espaces publics) à Santiago, héritage laissé entre autres par la dictature et préservé par les appareils de contrôle, de répression et de sécurité en découlant, n'entraîne que très peu d'interactions positives, en ce sens génératrices d'un certain bien-être subjectif, entendu au sens de Max-Neef (1993), essentiel à un rôle actif (protagonisme) au sein de la ville.

En guise de troisième question secondaire, nous nous demandons en quoi la pratique active de la citoyenneté urbaine permet-elle aux jeunes d'acquérir un certain pouvoir collectif, voire un *empowerment*? Plus largement, de quelle façon ces expressions citoyennes, en tant que groupe social, permettent-elles de modifier les structures sociales, économiques et politiques qui maintiennent les jeunes dans des positions d'exclusion? Nous émettons l'hypothèse que la prise en charge citoyenne (*empowerment*) comme une des conséquences de la pratique extensive de la citoyenneté urbaine, renforce certaines aptitudes et compétences civiques des jeunes tout en leur octroyant une légitimité plus effective, leur retirant ainsi, dans un lent processus, leur position d'exclus dans la ville et plus largement, dans la société. Lorsque ce processus est animé par des interventions citoyennes visibles dans l'espace, portées par des protagonistes sociaux reconnus comme légitimes, les milieux de vie s'activent, ce qui permet la mobilisation, les échanges et une meilleure réciprocité entre les décideurs et les membres de la communauté (Jouve, 2003). L'idée de rendre les lieux politiques²⁸ par la citoyenneté active des jeunes pourrait permettre, à terme, de dessiner de nouvelles formes de participation démocratique d'où pourraient émerger des espaces ayant pour effet la prise en charge collective. C'est à la lumière de ce dernier objectif que nous tenterons d'évaluer la portée des pratiques et des discours des jeunes sur la question de l'émergence de la citoyenneté urbaine à Santiago.

²⁸ Voir *Politics of space*, Moreno, 2014.

Maintenant, comment rendre opérationnelles les questions susmentionnées sur le terrain de recherche désigné? La démarche méthodologique permettra d'y répondre à dans la prochaine section.

2.4. Démarche méthodologique

Nos choix méthodologiques découlent d'une vision de la recherche, de nombreuses lectures et d'une préparation de terrain rigoureuse dans le but d'identifier le processus adéquat pour mener à terme notre collecte de données et par la suite, notre analyse. Ainsi, le cœur de la méthodologie de la recherche sociale est l'acte d'observation qui est lié à un cycle de théorisation; c'est la confrontation des idées, issues à la fois de l'expérience et de l'imagination (Gauthier, 1997). Tout au long de notre travail sur le terrain, l'organisme *SUR Corporación – Estudios Sociales y de Educación*²⁹ nous a appuyée dans l'atteinte de nos objectifs en nous fournissant les éléments facilitateurs³⁰. Nous présenterons dans cette section nos variables et indicateurs, le cadre spatiotemporel, le type de recherche et d'approche retenu. Nous décrirons par la suite les modalités de la collecte de données, l'échantillonnage, les techniques et les modes d'analyse, de traitement et de présentation des résultats.

La perspective que nous adoptons est principalement géographique, mais de façon non exclusive puisque nous empruntons à différentes disciplines pertinentes à l'étude « holistique » de notre sujet. Parmi celles-ci, notons la sociologie urbaine, la politique au sens des conditions sociopolitiques essentielles à la démocratie, l'anthropologie

²⁹ Voir le descriptif complet de l'organisme à l'appendice A.

³⁰ En guise de collaboration, nous avons agi à titre d'auteure et de chercheuse pour un projet de guide de négociation socioterritoriale. Le titre du guide qui a été publié sur le site web est *Prepararse para el dialogo territorial: herramientas para la negociación social*. Il peut être consulté ici : <http://elci.sitiosur.cl/prepararse-para-el-dialogo-territorial-constituye-una-guia-de-apoyo-a-procesos-de-negociacion-socioterritorial/>.

culturelle et quelques notions empruntées aux sciences cognitives. Nous associons notre champ de recherche à celui de la géographie sociale, urbaine et humaine tout en interpellant un questionnement typique de la géographie critique.

2.4.1. Cadre opératoire : variables et indicateurs

Le cadre opératoire est l'outil qui permet de réaliser une analyse conceptuelle, c'est-à-dire d'opérationnaliser les concepts choisis afin d'analyser les données recueillies lors de la collecte (Bédard et Trudelle, 2014). De cet exercice deviennent observables et identifiables les concepts au moyen de variables et d'indicateurs qui qualifient et précisent les dimensions du concept. Couplé à la matrice d'interprétation des données précédemment présentée, le cadre opératoire (tableau 2.3) précise les aspects conceptuels qui ont servi au déploiement du terrain réel de la recherche.

Tableau 2.3 : Variables et indicateurs du cadre opératoire de la recherche.

Concepts opératoires	Variables	Indicateurs
Citoyenneté urbaine active	Droit(s)	Prise de conscience de ses droits
		Prise de conscience de ses responsabilités
		Reconnaissance institutionnelle des droits
	Participation	Pouvoir de participer
		Pouvoir d'incidence
		Accessibilité aux espaces de participation
		Stratégies de participation
	Appropriation de la ville	Sentiment d'appartenance à la ville
		Accès et jouissance des espaces publics de la ville
		Engagement (territorial)
Éducation à la citoyenneté	Compétences citoyennes	Capacité à argumenter
		Capacité de critique
		Capacité d'influence par la prise de parole
		Capacité à intégrer un réseau
		Capacité à utiliser différentes sources d'information
Savoirs	Stratégies de mobilisation	Type de mode de production des savoirs
		Type de stratégies de mobilisation
		Type de savoirs mobilisés
		Type de contribution à la production de savoirs
Empowerment (Prise en charge)	Protagonisme	Type de revendications
		Rôle (présence/absence) du leadership
		Pouvoir de transformation de son milieu
	Acquisition de pouvoir collectif	Capacité à mettre en commun
		Apprentissages collectifs en matière de citoyenneté
		Prise de conscience de la force du nombre

D'abord, au concept de citoyenneté urbaine active, nous avons attribué la variable du « droit » que nous décryptons par la présence ou l'absence d'une prise de conscience sur le fait de posséder des droits et des responsabilités. Puis, nous vérifions si les droits sont reconnus par un mécanisme institutionnel, condition *sine qua non* entérinant la *possession*, dans un contexte où « le cadre institutionnel et politique [est] des plus défavorables à l'énonciation même de l'exigence de justice, entre autres par la faiblesse de l'État de droit » (Doran, 2014 : 3). S'y ajoute ensuite la variable de la participation pour laquelle nous étudions les capacités à participer tout comme l'accès aux espaces qui le permettent, les stratégies pour y parvenir et les pouvoirs d'incidence qui se résument à la capacité d'influencer la prise de décision quant à un objet urbain déterminé. Puis, l'appropriation de la ville vue sous le type et le degré de « sentiment d'appartenance », « l'accès et la jouissance des espaces publics » que la ville peut procurer et enfin, à savoir si l'appropriation encourage une forme ou l'autre « d'engagement ». Nous allons plus loin que ce premier concept en mobilisant les compétences citoyennes associées à l'éducation à la citoyenneté en nous inspirant des travaux de Gimeno Sacristán (2001), de Moreno Lache et Cely Rodriguez (2007) et dans une moindre mesure, de Bárcena (1997). Pour rendre opératoire la notion d'éducation à la citoyenneté, nous l'observons à l'échelle locale de la ville de Santiago puisqu'il s'agit du lieu politique privilégié d'où foisonnent de multiples initiatives organisées ou non, de la part des groupes sociaux en présence, mais aussi parce que le local constitue le niveau le plus proche du jeune qui appréhende et réfléchit son rapport à la ville. Ainsi, nous tentons de mesurer si l'émergence de la capacité à argumenter, la capacité de critique, la capacité d'influence par la prise de parole, la capacité à intégrer un réseau ainsi que la capacité à utiliser différentes sources d'information, encouragent un engagement accru envers la citoyenneté et la ville. Ces dernières nous permettent d'accéder aux formes d'actions et aux stratégies employées pour acquérir et diffuser ces mêmes compétences.

Ensuite, nous associons à notre troisième concept, celui de savoirs, la variable de stratégies de mobilisation. De cette façon, nous examinerons les « modes de production », soit les espaces de construction des savoirs utilisés par les jeunes pour faire valoir leurs demandes autant que nous essayerons de voir si le groupe social à l'étude contribue d'une façon ou d'une autre à leur production. Également seront mis à l'examen les « types de stratégies de mobilisation » et les « types de savoirs mobilisés » pour répondre adéquatement à notre deuxième question secondaire. Pour opérationnaliser le dernier concept, l'*empowerment*, nous faisons appel à la variable du « protagonisme » tel un moyen d'expression de la prise en charge citoyenne et du processus qui le [*empowerment*] sous-tend, soit « l'acquisition de pouvoir collectif ». Pour la première variable, nous lui attribuerons les « types de revendications » qui caractérisent le protagonisme, le rôle et la présence de « leadership ». Ultimement, la deuxième variable sera décryptée par l'analyse de la « capacité à mettre en commun », des « apprentissages collectifs en matière de citoyenneté » et de la présence ou l'absence de la « prise de conscience de la force du nombre ».

Au sujet du dernier concept, l'*empowerment* est souvent utilisée par les géographes qui s'intéressent aux groupes défavorisés (Klein et Champagne, 2011), ainsi que par les chercheuses « féministes » (Marques Pereira, 2005), mais a aussi été largement critiqué du fait de son instrumentalisation par certaines grandes institutions internationales ou carrément par des gouvernements (Ninacs, 2008). Il représente un concept associé aux rapports de pouvoir qui prennent racine dans les relations classiques de domination au sein d'un même état, voire à une échelle globale. En nous inspirant de la « *pedagogía del oprimido*³¹ » de Freire (1970) et plus récemment de Ninacs (2008), nous pensons que l'*empowerment* indique un processus à la fois individuel, collectif et politique par lequel un individu, un groupe ou un système

³¹ La pédagogie des opprimés popularisée par Freire.

acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, de s'émanciper, d'exercer différemment un pouvoir et des changements dans différentes sphères de la société. Cet autre pouvoir aurait l'avantage de permettre le développement de connaissances, de savoir-faire et de savoir-être critique des modes et des rapports de force en présence. De là l'importance d'étudier les mouvements et les processus entamés en ce sens, récemment, par de jeunes Santiaguinos pour tenter de renverser une des formes de domination dont ils sont otages (Doran, 2014).

2.4.2. Le type de recherche

Notre recherche est essentiellement exploratoire (Fèvre, Gumuchian et Marois, 2000; Bédard et Trudelle, 2014). De nature fondamentale empirique, nous nous employons à récolter un grand nombre de données sur un phénomène peu connu. La logique inductive propre à l'étude exploratoire servira à produire des connaissances qui mettront à l'épreuve notre cadre théorique et qui serviront à documenter nos hypothèses. Nous avons donc eu besoin d'un matériel capable de rendre compte des expériences vécues par les jeunes, ce pourquoi nous avons opté pour des données de nature essentiellement qualitative. Ajoutons que le caractère exploratoire de la recherche nous permettra de décrire et d'expliquer comment les jeunes s'approprient le territoire urbain à des fins d'expressions citoyennes et d'*empowerment*.

Nous nous appuyons sur une étude de cas qui nous permettra de dégager des généralisations afin de vérifier la pertinence de nos hypothèses. Nous avons emprunté quelques principes à la recherche participative³², dans la préparation du guide d'entretien et de la grille d'analyse puisque nous avons participé activement aux deux

³² Les principes sous-jacents à la recherche participative ont pour corollaire la valorisation du savoir des citoyens, la mise en évidence des potentialités des participants et le renforcement, chez les personnes engagées, d'une prise de conscience de leurs propres capacités à déclencher et à contrôler l'action.

premiers ateliers de l'École de citoyenneté de *SUR Corporación* tout en faisant appel aux expériences, aux valeurs, à la culture et aux opinions des jeunes pour bâtir notre questionnement et ainsi répondre, dans une certaine mesure, à leurs propres interrogations et cheminements réflexifs.

2.4.3. Les limites de la recherche

Comme toute recherche scientifique, la portée de celle-ci a des limites, lesquelles, dans notre cas, sont largement dues à la méthode que nous avons choisie. Comme nous l'avons spécifié, en optant pour l'approche exploratoire, nous ne pouvons pas conduire notre recherche de façon prévue et linéaire. Plus qu'un système de démarches d'investigation, nos hypothèses et même nos questions ont évolué au fur et à mesure de la recherche. En retour, notre travail empirique s'est régulièrement réorienté en fonction des approfondissements successifs du cadre théorique. La construction théorique et l'étude empirique ne se situent dès lors plus dans un ordre séquentiel; les opérations se combinent, rétroagissent, plus qu'elles ne s'enchaînent. De plus, il n'a pas suffit de déterminer et de mettre en œuvre les méthodes appropriées en fonction des contraintes du terrain, mais il a fallu également relativiser ces méthodes les unes par rapport aux autres.

Néanmoins, nous avons pu structurer la preuve afin de réaliser une démonstration rigoureuse (Bédard et Trudelle, 2014). Dans une certaine mesure, notre étude de cas a subi les effets induits par sa circonscription dans le temps, ce que nous appelons « l'effet de maturation » qui influe sur la recherche en raison de la maturation des groupes étudiés, de l'évolution de leurs expériences et de leurs connaissances par rapport aux sujets traités lors de la cueillette sur le terrain (Bédard et Trudelle, 2014). En ce sens, nos résultats ainsi que les éléments de contexte qui orientent notre analyse s'inscrivent dans une période donnée, relativement figée, tandis que les pratiques

urbaines des jeunes découlent d'un processus évolutif, en mouvement, qui le précèdent et qui la débordent.

Le fait que la sélection des individus n'était pas aléatoire a pu entraîner des biais sur notre analyse, dont le plus important demeure les relations ou interrelations causales ambiguës puisque certains facteurs explicatifs de la situation ont nécessairement été mis de côté. Comme l'attention aura été portée sur plusieurs traitements simultanés aux mêmes sujets, il a été difficile de déterminer quelles généralisations en tirer.

En somme, notre construction du terrain s'est opérée à la fois dans le sens où la théorie éclaire la pratique mais aussi, à l'inverse, dans celui où c'est le terrain qui éclaire et produit les concepts. Par là, nous avons plus eu l'impression de suivre un « fil d'Ariane » que d'appliquer un plan de recherche prédéterminé.

2.4.4. Le cadre spatio-temporel

D'abord, en ce qui a trait au cadre spatial, il est circonscrit dans la capitale du Chili, Santiago. Elle est notre unité spatiale même si nous n'aborderons pas l'ensemble des conditions et des découpages de cette même unité. La problématique touche la ville comme un tout, mais dû au fait qu'il y a eu un échantillonnage « des personnes et des réalités », il y a nécessairement eu un choix d'unités ou de micro-unités à l'intérieur de l'entité globale. Les participants de la recherche proviennent de différentes communes situées à l'intérieur des limites du *Gran Santiago* regroupant les 34 communes de l'agglomération. Parmi les communes de provenance des répondants, nous retrouvons les onze communes suivantes : Santiago (4 répondants), Las Condes (2), Quilicura (1), Independencia (1), Ñuñoa (2), Peñalolén (1), San Joaquín (1), La Florida (2), Lo Espejo (1), Pedro Aguirre Cerda (1) et Colina (1). Le *Gran Santiago* ou aire métropolitaine de Santiago (AMS) fait partie de la Région métropolitaine de

Santiago (RMS), une des quinze régions du Chili et de la Province de Santiago située dans ladite Vallée centrale³³, au creux de la cordillère des Andes et de la cordillère de la Côte. La capitale est le centre culturel, politique et financier du pays (CEPAL, 2001).

En regardant de plus près le tableau 2.4, nous verrons que l'aire métropolitaine de Santiago (AMS) affiche un fort déséquilibre en matière de qualité de vie entre les communes, ainsi que des différences préoccupantes en ce qui concerne l'accessibilité à l'emploi, l'associativité, la connectivité, les conditions de santé et environnementales, l'éducation, le logement et le milieu de vie (Orellana et al., 2011).

³³ Ce qui est appelé la Vallée Centrale, en réalité, n'est pas une vallée au sens géographique du terme. Elle n'est pas à proprement parlé une vallée car les fleuves (*rio del Maipu* par exemple) coulant des Andes vers le Pacifique traversent de façon perpendiculaire la dépression encadrée par la Cordillère des Andes à l'est et la Cordillère la Côte à l'ouest.

Tableau 2.4 : Résultats « Indice de qualité de vie urbaine (ICVU) du *Gran Santiago* »

CIUDAD	CL	AN	CS	CM	SM	VE	ICVU
Gran Santiago	41,30	22,30	43,64	55,02	56,62	40,66	43,26
Comuna	CL	AN	CS	CM	SM	VE	ICVU
Vitacura	81,29	61,38	90,42	72,14	84,09	94,07	80,56
Las Condes	74,58	41,74	67,72	79,58	75,02	80,58	69,87
Providencia	77,71	51,18	76,33	76,60	45,53	70,73	66,35
Lo Barnechea	49,96	37,74	58,04	69,18	66,29	75,97	59,53
La Reina	59,34	29,36	67,28	60,92	59,90	70,26	57,84
Santiago	72,16	62,47	53,80	44,39	46,45	54,45	55,62
San Miguel	56,98	21,57	36,97	61,03	64,75	57,81	49,85
Ñuñoa	60,08	25,02	53,89	52,83	49,25	57,30	49,73
Maipú	45,92	14,46	60,53	62,17	64,33	47,94	49,23
La Florida	45,36	21,44	38,33	54,85	58,21	49,91	44,68
La Cisterna	36,80	17,57	41,51	49,56	59,40	55,94	43,46
Quilicura	45,34	20,19	36,97	53,70	56,47	46,59	43,21
Cerrillos	32,11	20,19	32,31	62,97	60,95	41,67	41,70
Peñalolén	35,35	22,80	34,92	59,31	63,29	33,15	41,47
Estación Central	30,92	37,10	35,35	46,00	49,08	47,02	40,91
Macul	27,53	19,24	51,78	47,16	62,04	32,47	40,04
Independencia	36,83	29,30	26,20	58,32	53,68	34,24	39,76
Renca	28,24	23,04	30,53	50,95	55,91	46,88	39,26
San Bernardo	20,56	23,40	36,66	51,42	56,06	45,41	38,92
Pudahuel	45,35	23,61	36,88	48,93	55,53	22,09	38,73
Conchalí	38,47	13,44	31,98	56,32	49,71	40,72	38,44
Puente Alto	45,13	18,42	40,35	50,88	55,57	11,32	36,94
Huechuraba	25,57	9,75	35,30	46,45	62,05	41,44	36,76
Pedro Aguirre Cerda	22,89	9,04	35,54	52,17	64,53	35,02	36,53
San Joaquín	40,56	20,83	45,76	40,82	35,23	35,97	36,53
Lo Espejo	30,92	12,97	27,62	42,74	58,83	43,14	36,04
Recoleta	31,58	13,14	28,13	53,22	53,07	34,79	35,65
Lo Prado	23,58	15,66	36,18	49,09	50,48	33,80	34,80
La Granja	18,76	14,92	38,96	54,44	63,25	16,96	34,55
El Bosque	23,14	10,67	35,96	59,37	49,10	19,21	32,91
Quinta Normal	28,01	19,01	26,98	41,77	42,46	26,08	30,72
Cerro Navia	15,43	15,46	31,02	41,21	52,89	20,23	29,37
San Ramón	19,84	0,95	28,04	39,69	18,89	30,81	23,04
La Pintana	11,62	8,64	4,00	37,67	18,04	15,99	16,00
PROMEDIO NACIONAL	38,33	23,14	44,80	54,63	56,09	41,01	43,00

Source : *Instituto de estudios urbanos y territoriales*. 2011. Orellana et al.

(Voir légende en note de bas de page)

Le rapport final « *Informe final : Indicador de calidad de vida urbana (ICVU)* », produit par l'*Instituto de estudios urbanos y territoriales*, a été utilisé à des fins de caractérisation (sociodémographique et urbaine) des communes de provenance des répondants. Les indicateurs qui ont été retenus pour produire cet indice de mesure de la qualité de vie en milieu urbain sont les suivants : Conditions de travail (CL),

environnement d'affaire et commercial (AN), conditions socioculturelles (CS), connectivité et mobilité (CM), santé et environnement (SM), logement et milieu de vie (VE). La moyenne nationale de l'ICVU est de 43,00 (sur 100). Les nombres surlignés en orange sont les résultats les plus bas par indicateur et les nombres surlignés en violet sont les résultats les plus élevés selon l'indice en présence. En ce qui a trait à l'unité temporelle, pour situer le questionnement à partir d'une lecture ancrée dans l'actualité, il a été nécessaire d'opérer un ricochet sur le passé par la consultation de la littérature abordant la construction sociospatiale de la jeunesse chilienne avant, pendant et après la dictature, ainsi que les éléments relatifs à la structuration économique, sociale et politique du pays et de la ville de Santiago. Dans le but de comprendre les interactions et les expériences des jeunes à l'époque de notre séjour terrain, soit entre le début du mois de juin et la fin du mois d'août 2014, nous avons dû remonter au début du XX^e siècle pour ainsi retracer les trajectoires socio urbaines des jeunes. Nous avons consulté une abondante quantité d'écrits scientifiques pour comprendre cette trajectoire, ainsi que des publications et ouvrages de nature littéraire qui abordent ces questions sous un angle convergent avec la recherche scientifique.

2.4.5. La collecte de données

Notre collecte de données a été réalisée en suivant trois méthodes : l'observation participante, l'entretien semi-dirigé et la recherche documentaire. Le fait de combiner plusieurs méthodes se nomme la triangulation. Ce procédé permet de vérifier la cohérence, la validité et la stabilité des résultats tout comme il approfondit la compréhension de la réalité étudiée (Bédard et Trudelle, 2014). Il consolide également la structure de l'analyse et permet de vérifier que les données ont été bien interprétées (*Ibid.*). Parmi les sources documentaires dont nous avons fait usage, nous comptons des documents officiels (gouvernementaux), des ouvrages et des articles

scientifiques, sur lesquels nous nous sommes appuyé pour l’élaboration de nos cadres théorique, conceptuel et opératoire puis des contenus tirés de la presse. Nous avons dans ce cas procédé selon le principe de la saturation des données, c’est-à-dire que nous avons puisé l’information que nous jugeons nécessaire et pertinente jusqu’à ce que nos diverses sources se recoupent. Outre ces sources écrites, nous avons tout spécialement eu recours, pour notre étude de cas, à des entrevues semi-dirigées auprès de jeunes participantes et participants (17) de l’École de citoyenneté de *SUR Corporación*, de chercheurs universitaires (2), d’acteurs-clés du milieu gouvernemental (1) et d’informateurs-clés issus de la société civile (2). Typique d’une étude de cas s’intéressant aux représentations, aux perceptions et au vécu, le choix de réaliser pareilles entrevues visait à favoriser le point de vue accordé par les individus à leurs conduites ou à leur existence, redonnant ainsi à la perspective et à la perception de l’autre tout le sens qui leur revient. Ainsi, nous avons retenu l’entrevue semi-dirigée³⁴. Précédemment à l’exécution de l’entrevue, nous avons invité les personnes ayant accepté de participer à la recherche à répondre à un court questionnaire web, afin de caractériser l’échantillon qui allait être le nôtre. Également, nous avons réalisé de l’observation directe et participante lors de deux activités prévues à l’horaire de l’École de citoyenneté. La première séance d’observation s’est déroulée le samedi 5 juillet 2014 dans le cadre d’une journée de formation portant sur les questions de jeunesse, de trajectoires et d’espaces liés au développement de la citoyenneté, de l’émancipation et du protagonisme des jeunes. Puis, la fin de semaine du 8 au 10 août 2014, lors des ateliers théoriques et pratiques sur la ville et ses constituantes, le territoire et la citoyenneté urbaine, nous avons poursuivi de manière active notre observation du groupe de participants.

³⁴ Ce type d’entrevue invite le chercheur à se laisser guider par le rythme et le contenu unique de l’échange dans le but d’aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu’il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Elle est par ailleurs à l’image d’un monde en perpétuel changement et, en cela, autorise la compréhension de sujets délicats, intimes et complexes (Savoie-Zajc, 2006).

2.4.5.1. Les entretiens semi-dirigés : population et intervenants-clés

L'entretien semi-dirigé consiste en un exercice qui permet au chercheur de prendre connaissance des représentations du monde des répondants, de comprendre leurs idées et leurs stratégies. Il s'agit d'une technique menée à partir d'un guide souple³⁵ comportant des questions fermées et ouvertes, centrées autour de l'objet principal de l'étude et qui permettent aux répondants d'expliquer leur propre expérience (Fèvre *et al.*, 2000). Cette technique nous a permis d'établir une interaction humaine et sociale dense avec chacun des participants, nous donnant ainsi accès à leurs vécus et à leurs perceptions. En deux parties, nous décrivons le volet entretien auprès de la population et celui auprès des intervenants-clés.

2.4.5.2. Population à l'étude

Les entrevues ont été enregistrées sur support audio et tous les interviewés ont signé un formulaire de consentement éthique (annexe E et F). Nous leur avons fait part du projet, de ses objectifs, des thèmes du guide ainsi que des conditions de consentement éthique lors de la première séance de l'École (samedi 5 juillet). Toutes les personnes participantes qui avaient entre 18 et 30 ans ont été invitées à devenir répondants. Sur un groupe de 32 personnes, 17 ont manifesté leur intérêt à participer à la recherche (tableau 2.5.). Elles ont accepté de se rendre disponibles pour répondre aux trois volets de la cueillette de données, soit un questionnaire ouvert diffusé sur le web, un

³⁵ Le questionnaire utilisé pour les entretiens semi-dirigés se trouvent en annexe A (version espagnole) et à l'annexe B (version française). Il est divisé en, quatre sections : une première portant sur le rapport à la ville, une deuxième sur la citoyenneté et la participation, une troisième sur les protagonistes jeunes et sur la jeunesse et une dernière sur l'éducation et les savoirs pour l'*empowerment*. Ajoutons que le caractère compréhensif de l'entrevue définit en quelque sorte une modalité très spécifique de la rupture, progressive, en opposition non pas absolue, mais relative avec le sens commun, dans un aller-retour permanent entre compréhension, écoute attentive et prise de distance (Kaufmann, 1996).

entretien semi-dirigé et une activité de cartographie collective sur la ville.

Tableau 2.5 : Échantillon des répondants à l'entretien semi-dirigé.

Répondant	Genre	Âge	Indice ICVU/100 ³⁶	Durée	Date
1	Féminin	24	43,21	48	2014-07-15
2	Féminin	25	55,62	79	2014-07-15
3	Féminin	25	41,47	49	2014-07-15
4	Féminin	23	36,04	57	2014-07-18
5	Féminin	25	49,73	65	2014-07-18
6	Masculin	26	39,76	64	2014-07-18
7	Masculin	21	69,87	66	2014-07-22
8	Masculin	23	44,68	62	2014-07-23
9	Féminin	23	43,26	67	2014-08-06
10	Transgenre	22	36,53	72	2014-08-04
11	Féminin	24	69,87	53	2014-07-24
12	Masculin	27	36,53	32	2014-08-01
13	Masculin	28	55,62	40	2014-07-23
14	Féminin	23	44,68	57	2014-07-24
15	Féminin	28	55,62	84	2014-08-04
16	Non défini	24	49,73	50	2014-08-21
17	Masculin	22	55,62	75	2014-08-24

Le questionnaire web (annexe D) administré en amont du processus de recherche visait deux objectifs : caractériser l'échantillon par la collecte de données sociodémographiques telles que l'âge, le lieu de vie, le genre, le niveau d'études, et recueillir des impressions générales sur leur vécu urbain. Puis, selon un calendrier de disponibilités préétablies, nous avons réalisé 17 entretiens semi-dirigés à partir d'un questionnaire à réponses ouvertes (annexe A et B). Ces entretiens se sont déroulés, pour la plupart, dans les locaux de *SUR Corporación* et leur durée a oscillé entre 45 et

³⁶ Voir le tableau 2.4. sur l'indice de qualité de vie en milieu urbain (ICVU). Nous avons associé chaque répondant à l'ICVU de sa commune.

90 minutes. Enfin, nous avons organisé une activité de cartographie collective (« en trois dimensions ») qui allait servir à recueillir les représentations mentales et imagées des jeunes sur les zones de tensions/conflits et les zones harmonieuses dans la ville de Santiago, sans toutefois prétendre à une utilisation exhaustive des données récoltées. Plutôt que déchiffrer le sens des cartes illustrées lors de l'activité, nous voulions faire vivre une expérience originale, concrètes, sur les référentiels et les parcours biographiques de chacun au sein des espaces urbains dans l'optique de croiser les vécus plutôt que les confiner à un ancrage uniquement individuel.

2.4.5.3. Validation du sujet : les intervenants-clé

En ce qui a trait aux intervenants-clés, ils constituent des informateurs stratégiques qui orientent notre réflexion (sans la déterminer), étayent notre questionnement et ajoutent une perspective réflexive à nos travaux. Comme cela a été le cas pour la population à l'étude, nous avons procédé à une écoute des entrevues semi-dirigées et avons relevé les extraits frappants qui amenaient une compréhension élargie de notre problématique. Bien que nous ayons établi une liste assez exhaustive des intervenants-clés potentiels, nous avons été en mesure d'en rejoindre seulement un petit nombre (6 sur 15), ce qui nous a poussé à réduire la durée de nos entretiens et à diversifier les modes de collecte de données. Tel que nous le présentons dans le tableau 2.6 (thèmes d'entrevue en annexe C), nous avons réalisé des entrevues (3) avec des chercheurs et professeurs universitaires ainsi qu'avec des représentants gouvernementaux et avons eu des échanges avec les deux personnes responsables de l'École de citoyenneté de *SUR Corporación*.

Tableau 2.6 : Entrevues avec les intervenants-clés.

Entrevue	Nom	Titre/Fonction	Activité	Date	Durée (min)
1	Oscar Aguilera Ruiz	Anthropologue, professeur et chercheur, Universidad de Chile	Entretien semi-dirigé	2014-08-11	64
2	Claudio Duarte Quapper	Sociologue, professeur de sociologie, Universidad de Chile	Entretien semi-dirigé	2014-08-13	45
3	Patricia Boyco Chinoi	Anthropologue. Présidente de SUR Corporación — Estudios sociales y de educación	Entretien informel	2014-08-10	60
4	Francisco Sotto	Juriste spécialisé dans les mécanismes de participation publique et la citoyenneté	Partage de documentation Échanges par courriel	2014-07-01	
5	Carmen Canales	Coordonnatrice, Escuela de Jovenes 2014, SUR Corporación — Estudios sociales y de educación	Entretien informel	2014-08-11	120
6	Francisca Lobos Juan Acevedo	Sociologue et chercheuse. Instituto nacional de la juventud (INJUV); Sociologue et chercheur. Instituto nacional de la juventud (INJUV)	Entretien semi-dirigé	2014-08-08	45

Somme toute, ces échanges avec des « spécialistes » ont permis de confirmer la pertinence de notre questionnement et de raffiner notre réflexion.

2.4.5.4. L'observation : participante et indirecte

Dérivée des méthodes utilisées en anthropologie et en ethnologie (Savoie-Zajc, 2006), l'observation participante est une variante de l'observation directe (Bédard et Trudelle, 2014). Cette dernière vise à recueillir des données et à décrire des situations par le biais de l'observation tandis que l'observation participante implique une immersion totale (Bédard et Trudelle, 2014) où l'observateur participe et est accepté

au point d'intégrer le groupe, de se faire presque oublier en tant qu'observateur, mais en restant présent en tant qu'individu. Un élément important à signaler est que cette méthode donne une place importante à la subjectivité de la personne qui mène la recherche (Laperrière, 1990). Ainsi, notre démarche de recherche s'est inscrite et a été appliquée dans un territoire étranger, dans un contexte culturel différent du nôtre. Bien que notre culture de référence nous appuie dans la structuration de la recherche, il a été important d'en identifier les valeurs et les intentions qui la cimentent afin de saisir les mécanismes qui influencent nos façons d'agir et de penser et d'ainsi comprendre les codes culturels et sociaux propres à la population à l'étude. Cette méthode a demandé un rapprochement avec les participants, la création d'un climat de confiance et d'échanges essentiel au processus de recherche. L'observation participante a débuté dès la première séance de formation de l'École. Même si nous avons préféré être en retrait lors de cette incursion, nous avons activement écouté les échanges entre les participants et les intervenants tout en prenant minutieusement des notes, entre autres sur les points de convergence et de divergence des propos et sur l'ambiance générale de l'activité. Puis, c'est lors de la séance de formation répartie sur deux jours (8 au 10 août) que nous avons effectué trois périodes d'observation participante portant respectivement sur les territoires, les identités et la ville, dans une perspective théorique d'abord, puis sous la forme d'activités interactives. C'est lors du samedi soir (9 août) qu'a été organisée, en collaboration avec la coordonnatrice de la session, une activité de cartographie collective portant sur la caractérisation d'un quartier, d'une zone, d'un axe, d'un secteur thématique de la ville de Santiago, à partir de la trajectoire des participants et de leurs vécus relatifs au lieu, indépendamment de la nature des interprétations apposées sur l'espace.

D'autre part, nous avons assisté à des séminaires, des ateliers et des conférences (tableau 2.7.) en lien avec notre objet de recherche. Comme nous avons systématiquement enregistré le contenu des activités (après l'approbation des présentateurs et présentatrices), lors de notre retour à Montréal, nous avons réécouté

les enregistrements et soulevé les passages marquants, denses en matière et contenu relatifs à notre objet d'étude. Ces enregistrements ont servi à préciser des éléments qui auraient pu nous échapper tout en clarifiant certaines réalités entourant notre recherche.

Tableau 2.7 : Observation indirecte lors de conférences et séminaires à Santiago

Nom	Titre	Activité	Date	Durée (min)
Manuel Antonio Garreton	Historien et sociologue.	Séminaire « La Chile piensa en Chile. Nueva constitución y democracia participativa »	2014-08-05	25
Sebastián Aylwin	Étudiant en droit, vice-président de la Federación de estudiantes de la Universidad de Chile (FECH).	Séminaire « La Chile piensa en Chile. Nueva constitución y democracia participativa »	2014-08-05	25
Marco Santelices Werchez	Historien, spécialiste en études et recherches participatives; Enseignant et chercheur sur les stratégies territoriales et culturelles des jeunes.	Atelier théorique et pratique sur les questions de jeunesse, de trajectoires et de politiques publiques, Escuela de jóvenes de SÜR Corporación.	2014-07-05	Une journée
Oscar Aguilera Ruiz	Sociologue, professeur de sociologie, Universidad de Chile	Conférence « La juventudes de hoy en Chile »	2014-07-10	94
Patricia Boyco Chinoi	Anthropologue. Présidente de SUR Corporación — Estudios sociales y de educación	Séminaire « Territorios e identidades »	2014-08-09	120
Manuel Delgado	Anthropologue (espagnol). Invité de la Universidad Diego Portales	Conférence « Ciudades Movedizas; la ciudad practicada ».	2014-08-21	60
Manuel Delgado	Anthropologue (espagnol). Invité de la Universidad Diego Portales	Conférence « Yo pisaré las calles nuevamente. El espacio público como escenario para el conflicto a principios del siglo XXI ».	2014-08-25	75
Francesco Tonucci	Psychopédagogue. Auteur d'ouvrages sur le rôle et la place des jeunes dans l'écosystème urbain.	Séminaire « Ciudad, niñez y derechos: Niños, niñas y adolescentes, protagonistas de la ciudad »	2014-08-08	75
Juan Cristóbal Beytía, Daniel Jadue, Felipe Kast, Francisca Márquez, Francisco Sabatini	Table-ronde dont les invités sont (dans l'ordre) : un évêque, un député municipal, un architecte, une anthropologue, un sociologue.	Table-ronde « Mesas hurtadianas: exclusión socioespacial en Chile ».	2014-08-25	95

2.6. Le mode d'échantillonnage des répondants

Comme notre recherche s'est réalisée en collaboration avec une organisation locale, ce qui nous a amenée à bénéficier d'un appui considérable pour le recrutement des répondants, nous avons privilégié un mode d'échantillonnage de type non probabiliste puisqu'il ne repose pas sur le fruit du hasard : l'échantillon est choisi de façon raisonnée (Bédard et Trudelle, 2014). L'objectif n'était pas d'obtenir la représentativité de la population à l'étude, vu le temps et les ressources financières restreintes dont nous disposions. Les critères de sélection sont présentés au tableau 2.8. : ils sont largement inspirés de ceux mis de l'avant par *SUR Corporación* lors de l'appel à candidatures lancé pour participer à l'École de citoyenneté.

Tableau 2.8 : Critères de sélection pour l'échantillonnage de la population

Être âgé(e) entre 18 et 35 ans
Résider dans l'une des 34 communes de la Région métropolitaine de Santiago (RMS).
Être actif dans sa communauté, c'est-à-dire occuper une fonction de leader ou de représentant au sein d'une organisation, d'un regroupement, d'une association ou tout autre type d'organisme ou de groupe organisé, qui veillent au bien commun de la société.
Accepter de participer volontairement aux activités de recherche prévues par l'étudiante, soit un court questionnaire en ligne (avant l'entrevue), un entretien semi-dirigé (40-60 minutes), une activité de cartographie collective (intégrée au programme de l'École) et ce, avec l'obligation d'accepter les conditions d'éthique de la recherche par la signature d'un formulaire de consentement et de participation.
Démontrer un intérêt à participer à l'ensemble des activités proposées dans le cadre de l'École de citoyenneté <i>SUR Corporación</i> .

L'échantillon exposé a été construit de façon à représenter la diversité de jeunes, catégorisés notamment selon l'âge, le logement, le niveau d'étude et le milieu d'engagement.

Tableau 2.9 : Caractéristiques des répondants.

No	Genre	Âge	Domaine de participation	Situation logement	Niveau d'étude terminé	Occupation actuelle
1	Féminin	24	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; à l'échelle métropolitaine (Santiago)	J'habite dans une maison avec ma famille.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre professionnel)	Professionnel à temps partiel
2	Féminin	25	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; à l'échelle métropolitaine (Santiago)	J'habite dans un appartement avec ma famille.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre professionnel)	Professionnel à temps partiel
3	Féminin	25	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; à l'échelle métropolitaine (Santiago)	J'habite dans une maison avec ma famille.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre professionnel)	Sans emploi
4	Féminin	23	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; à l'échelle locale (quartier)	J'habite dans un appartement avec ma famille (grand-mère).	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre de licence)	Étudiante à temps complet
5	Féminin	25	Milieu politique; parti politique à l'échelle nationale (Chili)	Je vis dans un appartement en colocation.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre professionnel)	Professionnel à temps partiel
6	Masculin	26	Milieu des ONG; arts et sports; au niveau local (quartier)	J'habite dans une maison avec ma famille.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre professionnel)	Étudiant(e) à temps partiel
7	Masculin	21	Milieu politique; parti politique à l'échelle nationale (Chili)	Je vis dans une maison partagée.	Niveau secondaire	Étudiant(e) à temps partiel
8	Masculin	23	Milieu des ONG; arts et sports; au niveau local (quartier)	J'habite dans une maison avec ma famille.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre professionnel)	Sans emploi
9	Féminin	23	Milieu des ONG; écologiste; à l'échelle métropolitaine (Santiago)	Je vis dans un appartement en colocation.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre de licence)	Étudiant(e) à temps complet
10	Non précisé	22	Milieu des ONG; droits et diversité sexuelle; à l'échelle métropolitaine	J'habite dans une maison avec ma famille.	Niveau technique	Étudiant(e) à temps partiel
11	Féminin	24	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; migration; au niveau national (Chili)	J'habite dans une maison avec ma famille.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre de licence)	Étudiant(e) à temps partiel
12	Masculin	27	Milieu de l'église à l'échelle locale (quartier)	Je vis dans une maison partagée.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre de licence)	Professionnel à temps complet
13	Masculin	28	Milieu des ONG; droits et diversité sexuelle; à l'échelle métropolitaine	J'habite seul(e) dans un appartement.	Niveau technique	Professionnel à temps complet
14	Féminin	23	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; à l'échelle locale (quartier)	J'habite dans une maison avec ma famille.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre de licence)	Professionnel à temps partiel; Étudiant(e) à temps partiel

15	Féminin	28	Milieu de l'entrepreneuriat au féminin; à l'échelle locale (quartier)	J'habite seul(e) dans une maison (avec un enfant).	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre professionnel)	À la maison, travailleuse autonome
16	Non précisé	24	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; écologiste; au niveau métropolitain (Santiago)	Je vis dans un appartement en colocation.	Niveau secondaire	Professionnel à temps partiel; Étudiant(e) à temps partiel
17	Masculin	22	Milieu des ONG; droits et diversité sexuelle; à l'échelle métropolitaine	Je vis dans un appartement en colocation.	Niveau universitaire – 1 ^{er} cycle (titre de licence)	Étudiant(e) à temps complet

Le choix de passer par l'entremise de *SUR Corporación* pour le recrutement des jeunes explique certaines limites. La plus importante concerne les exclusions inhérentes à une telle méthode : en recrutant les répondants de notre étude parmi les jeunes qui participent à l'École de citoyenneté, nous avons écarté de facto les jeunes qui ne fréquentent pas ce type de lieu et d'activité, ce qui a réduit substantiellement les possibilités de dresser un portrait représentatif de l'ensemble des jeunes. Un autre biais réside dans le risque de réponses orientées par souci de désirabilité sociale. Ce biais survient lorsque les participants d'une étude répondent en fonction de ce qui est jugé socialement acceptable, ou de ce qu'ils croient être la réponse attendue. Pour réduire au maximum les effets de ce comportement, il nous a fallu questionner les répondants de différentes manières pour tenter de dégager les éléments de réponses les plus véridiques possible. Bien qu'il soit impossible de déterminer avec certitude si les témoignages sont altérés par ce phénomène, la lecture des transcriptions d'entrevues laisse croire que les questions posées et le climat créé lors des entrevues ont permis un échange plutôt authentique.

2.7. Analyse, mode de traitement des données et mode de rendu

Le caractère qualitatif de notre recherche nous a amenée à retenir des modes d'analyse susceptibles de conduire à des explications globales pouvant valider notre schéma conceptuel, lui-même basé sur les perceptions et les représentations des

individus, des éléments qui ne sont pas de prime abord aisément mesurables. La construction d'explications nous a semblé une forme d'analyse probante, puisque basée sur cette idée de concordance entre une explication logique articulée en amont, c'est-à-dire la formulation initiale d'une proposition, et notre étude empirique, tout en favorisant une certaine souplesse dans la cueillette et le traitement des données. Il pourrait en effet s'avérer périlleux d'analyser des données interdépendantes d'une culture et d'un mode de penser qui nous sont en partie étrangers en tant que chercheuse. C'est pourquoi, malgré une démarche logique clairement arrêtée, nous avons cherché à demeurer flexible devant les découvertes réalisées suite aux rencontres avec les jeunes afin de plus aisément faire valoir leurs idées et leurs modes d'expression. La recension des écrits nous a été particulièrement utile pour interpréter les données obtenues par le truchement de nos entrevues en les reliant aux analyses proposées par divers auteurs sur les thèmes retenus. Par ailleurs, si nous avons procédé à un certain traitement quantitatif des données obtenues lors des entretiens pour en dégager diverses tendances utiles à notre compréhension, ce sont surtout les méthodes qualitatives³⁷ qui ont été privilégiées.

Notre matériel principal est le discours et fait l'objet d'un examen satisfaisant, à partir une grille d'analyse nous permettant de repérer de façon systématique des termes sémantiques, des répétitions (saturations), des convergences, des divergences, des points de contact et des points d'éloignement. C'est donc la méthode de l'analyse de discours et de contenu qui guide l'interprétation des données — au départ des faits que nous catégorisons selon les référents empiriques de notre cadre opératoire — et nous permet « [de] décrire d'interpréter de manière systématique le contenu manifeste des communications » (Bédard et Trudelle, 2014:102). La démarche implique

³⁷ L'analyse qualitative consiste à l'aide des seules ressources de la langue, à porter un matériau qualitatif dense et plus ou moins explicite à un niveau de compréhension ou de théorisation satisfaisant et « clarifié » tout en impliquant une démarche de reformulation matérielle du récit de l'expérience (Paillé et Mucchielli, 2008).

également une période de reformulation, d'explication, voire de théorisation sur les témoignages, les expériences et le vécu des participants. Ainsi, d'une lecture attentive, nous avons procédé à une analyse thématique des verbatims, en créant des catégories générales, fidèles à nos indicateurs et variables (voir cadre opératoire), dans lesquelles nous avons noté les thèmes, tant ceux récurrents que notoires de par leur spécificité, par une méthode simple de prise de notes dans la marge des textes. Nous avons tenu compte de l'avis de Paillé et Mucchielli (2008) qui indiquent que « très souvent, en analyse thématique, comme en analyse qualitative en général, la signification d'une donnée n'est pas tant une question de nombre que de statuts de l'information » (2009 : 189). Une deuxième lecture nous a permis de reformuler, de préciser les thèmes en les rendant plus exhaustifs et explicites pendant qu'en parallèle, nous avons consigné les idées qui germaient lors de l'examen du matériau dans un document annexé. S'en est suivi un travail de codage, soit l'opération par laquelle le discours des interviewés est traduit en de courtes expressions qui constituent les thèmes. Comportant un faible niveau d'inférence, les thèmes produits reprenaient souvent les mots des interviewés, et reflétaient le plus fidèlement possible la teneur de leurs propos. Il est à noter que les verbatims ont été rédigés dans la langue de l'entrevue, soit l'espagnol, et que les extraits qui documentent l'analyse présentée dans ce mémoire ont été recopiés intégralement dans la langue d'origine tout en obtenant une traduction libre vers le français en note de bas de page (par l'auteure). À la suite du codage de quelques entretiens, de grands ensembles thématiques ont commencé à émerger, ce qui nous a poussée à créer des rubriques afin d'organiser le matériau, pour ensuite agencer et fusionner des thèmes, fractionner et rejeter d'autres ensembles. Comme dernière étape, nous avons ramené chaque thème (huit au total) par classe de répondant, puis en attribuant un ensemble général et un spécifique à chaque thème, nous avons sélectionné une ou des citations-clés pour illustrer empiriquement ledit thème, celles qui apparaissaient plus importantes en regard de notre objet d'étude. Cette méthode que nous appellerons ascendante de réduction des données présente l'avantage d'être fidèle au discours des répondants.

Au départ fortement descriptifs, les thèmes ont graduellement évolué vers une forme interprétative et hiérarchisée; celle-ci nous amenant par la suite au processus d'aller-retour entre les données et la théorie. Cela étant, le mode de rendu en est principalement sous forme de textes analytiques, explicatifs et descriptifs de la réalité étudiée, en continu et en cohérence. Les résultats qui s'y prêtent sont présentés sous forme de tableaux et de figures tels que la description de notre échantillon ou encore les portraits des communes auxquelles appartiennent les jeunes ayant participé à notre étude. En dernier lieu, nous utilisons des cartes thématiques pour illustrer notamment la ségrégation socio spatiale de la ville de Santiago.

En bref, ce chapitre nous a permis d'une part de poser nos questions et hypothèses secondaires. Le cadre conceptuel et théorique ainsi que les stratégies méthodologiques étant maintenant expliqués et détaillés, nous pouvons dès lors entrer dans le cœur de notre sujet de recherche afin d'approfondir le terrain qui est le nôtre.

CHAPITRE III

LA QUESTION DE LA CITOYENNETÉ À SANTIAGO : LEGS DICTATORIAUX ET TRAJECTOIRES CONTEMPORAINES DE JEUNES FACE À LA *CULTURE* NÉOLIBÉRALE

Si la mondialisation néolibérale a accru les inégalités urbaines, les villes deviennent des espaces de contestation où plusieurs groupes minoritaires et marginalisés articulent et reformulent des demandes, des droits et des pratiques alternatives au modèle de développement urbain dominant (Isin, 2000; Purcell, 2003; Holston, 1999). La fin de la dictature chilienne au tournant des années 1990 a été accompagnée de grandes attentes en ce qui a trait à la vie en démocratie : un scénario complexe pour le système politique devenu démocratique à l'aube des années 1990, qui devait affronter de nombreuses demandes sociales accumulées et sans réponse (Cerda et al., 2004; CEPAL, 2002; Gárate, 2012).

Dans ce chapitre, nous débuterons par une brève exploration des héritages laissés par la dictature militaire du général Augusto Pinochet. Autant sur les plans économique, politique et social, les dix-sept années sous le régime dictatorial influencent encore aujourd’hui le mode de vie des chiliens. Les *cicatrices* et autres formes de legs ont structuré la construction et le développement de l'espace urbain. Puis, nous aborderons les effets de cet héritage sur le groupe social qui nous intéresse, les jeunes Santiaguinos. Ce sont les terrains des nouvelles pratiques citoyennes des jeunes qui attireront notre attention en dernier lieu.

3.1. 1970-1989 : Santiago sous la dictature militaire de Pinochet

Il apparaît fondamental et incontournable pour une pleine compréhension des enjeux soulevés dans ce mémoire de passer en revue, bien que de manière synthétique, les

étapes structurantes de la période dictatoriale. Plus qu'un simple évènement historique³⁸, l'époque du régime militaire de Pinochet et de ses acolytes a marqué, et continue encore de le faire, plusieurs générations (Guttiérrez et Angelcos, 2013; Moulián, 2002; Jedlicki, 2001). En quatre parties, nous décortiquerons l'avènement et la chute de la dictature et ses conséquences sur la structuration du territoire, plus spécifiquement celui de sa capitale, Santiago.

En 1970, Salvador Allende est élu à la présidence du Chili : un socialiste qui propose des mutations importantes sur les plans économiques, politiques et sociaux (Oxhorn, 1995). Sous la coalition de partis *Unidad Popular*³⁹, il se lance entre autres dans la nationalisation de certaines ressources naturelles dont le cuivre, et des grandes institutions financières, il met en œuvre une réforme agraire exigeant l'expropriation de grands domaines agricoles privés et leur partage au profit des petits agriculteurs, et renforce l'accessibilité aux soins de santé et à l'éducation (Moulián, 1997). Galeano (1981 : 398) parle du programme politique de Salvador Allende en ces termes : « Pour l'Amérique latine et même pour le Chili, son programme est tout à fait banal : réforme agraire et nationalisation du secteur minier. Cette fois, cependant, un gouvernement est décidé à l'appliquer. Pour le Chili, c'est une révolution ». Les expériences de participation politique vécues sous Allende ont été significatives et ont donné aux *pobladores*⁴⁰ et à d'autres groupes de la société civile (syndicats,

³⁸ La littérature sur le sujet est plus qu'abondante et traitée sous différentes perspectives disciplinaires. Les choix argumentaires n'ont pas été aléatoires, mais ont plutôt suivi la logique de notre sujet de recherche, avec en premier lieu comme point focal, la ville de Santiago. Nous avons identifié un certain nombre d'articles et de recherches, autant d'auteurs reconnus tels que Moulián, Salazar et Rodriguez, mais également des chercheurs plus marginaux qui ont écrit plus récemment sur les conséquences de la dictature sur la structuration de la ville et sur la question de la mémoire chez les jeunes d'aujourd'hui (nés au début des années 1990).

³⁹ *Unidad Popular* – en français, le titre de cette coalition est traduit par Unité Populaire. Cette coalition électorale de partis politiques de gauche a porté Salvador Allende à la présidence de la République en 1970.

⁴⁰ *Pobladores*, est un concept qui apparaît au Chili en guise de référence à l'habitant d'une *población*, soit une zone habitable localisée en milieu urbain, et qui s'étend bien au-delà des frontières de celle-ci. *Población*, est un terme utilisé pour décrire un établissement humain officiellement reconnu, produit de la « prise de terrain » ou d'urbanisation provenant de l'État, principalement des logements

associations de citoyens) un pouvoir sociopolitique qu'ils n'avaient pas eu auparavant (Salman, 1994; Guttiérrez et Angelcos, 2013).

Le Chili vient de donner la preuve au monde entier de son haut niveau de conscience et de développement politique. Il permet à un mouvement anticapitaliste d'assumer le pouvoir par le libre exercice des droits civiques. [...] Nous en finirons avec les monopoles qui livrent à quelques familles le contrôle de l'économie. [...] Nous allons mettre en œuvre une authentique réforme agraire. Nous en terminerons avec le processus de dénationalisation de nos industries qui nous soumet à l'exploitation étrangère. Nous allons restituer à notre peuple les grandes mines de cuivre, de charbon et de salpêtre (Thomas, 1998, *Libération*).

Cette nouvelle ère politique n'aura duré que trois ans : un coup d'État, orchestré entre autres par la plus grande puissance mondiale de l'époque, les États-Unis, a mis fin à l'expérience. Sous la dictature prend forme ce qui a été le premier « laboratoire d'implantation de politiques néolibérales » (Oxhorn, 1995; Rodriguez et Rodriguez, 2009; Silva, 1991). Les bombes qui pilonnent le palais présidentiel de « *La Moneda* »⁴¹, lors du coup d'État du 11 septembre 1973, mené par les quatre commandants des forces armées Chiliennes avec le soutien actif de la droite conservatrice et des États-Unis, enterrant sous les gravats le gouvernement de la « *Unidad Popular* » (Guttiérrez et Angelcos, 2013).

Le 11 septembre 1973 au matin, l'armée chilienne menée par le général Augusto

sociaux où vivent les personnes à faible revenu. Le *poblador* se distingue des autres habitants « pauvres » urbains, car au Chili, à partir des années 20 et spécialement avec la prise de terrain (*toma de terreno*) de La Victoria en 1957, il arrive à se constituer et à se consolider en tant que sujet social qui se définit par l'action de *poblar* (peupler) un espace. L'essence du *poblador* devient alors de « produire de l'espace urbain ». Le terme *poblador*, entendu comme celui qui « ajoute au concept de l'habitant » une connotation sociale et parfois politique, commence à être utilisé à la fin des années 80 pour faire référence aux collectifs d'établissements populaires qui luttent pour l'espace, le quartier, la rue et les droits à la ville (Couve, 2014).

⁴¹ Le « *Palacio de La Moneda* », Palais de la Monnaie en français, à Santiago, est le siège de la présidence du Chili. Actuellement, il accueille le ministère de l'intérieur, le Secrétariat général de la Présidence et le Secrétariat général du Gouvernement.

Ugarte Pinochet bombarde *La Moneda* où se sont réfugiés le Président et ses proches collaborateurs. Le coup d'État qui déloge Salvador Allende fonctionne; ce dernier meurt peu après s'être adressé une dernière fois à *son peuple*⁴². Au commencement de 1973, le pays est soumis, voire contraint, à ce qui allait se proclamer sur les lèvres de toutes les bouches, une dictature militaire. Dans les jours qui suivent le coup d'État, le pays se voit transformé; des dizaines de milliers de gens sont arrêtés, emprisonnés, torturés ou assassinés pour avoir appuyé le gouvernement de Salvador Allende (ou pour avoir été soupçonnés de l'avoir fait) (Rapport Rettig, 1991). Les syndicats sont interdits, les partis politiques dissolus et les médias réduits au silence (Oxhorn, 1995; Hojman, 1993). Selon le rapport de la commission nationale vérité et réconciliation, dit Rapport Rettig (1991), il y aurait eu près de 1200 cas de « disparitions » et un peu plus de 3000 personnes exécutées entre 1973 et 1989⁴³. Ceci sans compter les milliers de personnes qui ont dû s'exiler en demandant l'asile⁴⁴ dans un ou l'autre des pays occidentaux qui ouvraient leurs portes tels la Suisse, le Canada, la France et la Suède. Un contexte politique comme celui-ci, à cause de sa durée et de sa violence, a disloqué les communautés et rompu la cohésion sociale qui caractérisait la société chilienne. S'étendant sur plusieurs années et couplé à une

⁴² La version officielle la plus récente sur les circonstances dans lesquelles serait décédé Salvador Allende, porte au suicide la cause de sa mort.

⁴³ Ces statistiques ont été contestées par les principales organisations de défense des droits de la personne. Elles sont considérées comme étant très conservatrices (Agrupación de Familiares de detenidos-Desaparecidos, 1990).

⁴⁴ Malgré la difficulté à comptabiliser de façon exacte le nombre d'exilés et leur pays d'exil, l'on tend à estimer qu'entre cinq cents mille et un million de Chiliens auraient quitté, plus ou moins volontairement, le pays, entre 1973 et 1989. L'Europe de l'ouest (essentiellement la Suède, l'Angleterre et la France) ainsi que le Canada ont massivement accueilli ces réfugiés. Donner un chiffre précis s'avère une tâche presqu'impossible : les Chiliens qui quittent le pays sous la dictature sont répertoriés sous différents statuts (réfugiés politiques, migrants « ordinaires », personnes bénéficiant du regroupement familial) et il faut en outre tenir compte de l'hétérogénéité des modes de décompte élaborés par les diverses administrations des nombreux pays ayant accueilli les réfugiés. Ces derniers sont majoritairement issus des couches moyennes chiliennes, et présentent un fort niveau d'instruction ; la présence d'ouvriers et d'employés est certainement moins importante, dans la mesure où, disposant de capitaux économiques, sociaux et culturels moins élevés, ils ont plutôt rejoint les pays du continent latino-américain (Jedlicki, 2001).

économie capitaliste qui exclut des milliers de gens, il force les citoyens à trouver des solutions inédites pour maintenir ou améliorer leurs conditions de vie. Scheider (1991) avance que les quartiers où la résistance a été la plus forte ont été ceux qui avaient été les mieux organisés dans les années précédant le coup d'État. La cohésion sociale relativement forte de l'époque pré-Pinochet permettait aux Chiliens de sortir de la clandestinité pour aménager une résistance à plus grande échelle (Schneider, 1991; Ovhorn, 1995). D'ailleurs, les quartiers où la cohésion sociale était plus faible devenaient sujets d'infiltrations de la part des services secrets du gouvernement et risquaient davantage d'être le théâtre d'actes de violence et de répression. En effet, les quartiers populaires (*poblaciones*) les moins bien organisés enregistraient un plus grand nombre d'arrestations, de disparitions ou d'assassinats commis par les forces de l'ordre. C'est en 1983 que des manifestations de grande envergure ont eu lieu aux quatre coins du Chili (Ovhorn, 1995; Guttiérrez et Angelcos, 2013); elles étaient menées en grande partie par des résidents des quartiers pauvres (*pobladores*). Ces manifestations ont eu lieu dans les quartiers où les partis de gauche, en particulier le Parti communiste, avaient une influence forte et des bases sociales solides (Scheider, 1991). Il est donc clair que les organisations de base servaient à ouvrir ou à élargir l'espace public (Ovhorn, 1995; Subercaseaux, 2006). Cela dit, parce que les frontières géographiques des quartiers populaires étaient très marquées, ils étaient plus vulnérables aux attaques perpétrées par la police ou l'armée. En ce qui a trait à la rupture du lien social, cela s'est fait de manière perfide; le langage insidieux de la *Junta* n'est pas anodin, mais plutôt assez stratégique. Dans un contexte de répression, il y a allusion au notoire « ennemi interne » qui est accusé d'être le responsable des problèmes que traverse le pays. En public, ce sont des « communistes », ou des « subversifs » (Beristain et Riera, 1992), le but de cet exercice étant de séparer la société en deux groupes d'opposants. L'adversaire est « démonisé » justifiant ainsi des actes de répression, de torture, de harcèlement, voire de disparitions ou d'exécutions extrajudiciaires (Rettig, 1991). L'échelle de la gestion de la torture et de la terreur dépassait les frontières du Chili, comme le montre l'opération *Condor* (en

espagnol : *Operación Cóndor*), une campagne d'assassinats et de lutte antiguérilla conduite conjointement par les services secrets du Chili, de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay au milieu des années 1970. Diverses techniques de terreur étaient alors employées par les services secrets, allant de la noyade jusqu'à la transmission d'enregistrements sonores de cris de proches torturés aux « vols de la mort » au-dessus du « *Rio de la Plata* » en Argentine (Gómez Leyton, 2010). La terreur d'État visait explicitement les militants des partis et des groupes d'orientation marxiste au nom de la « doctrine de sécurité nationale », bien qu'elle ait en réalité touché n'importe quel « dissident potentiel » ainsi que leurs proches (famille et amis).

La terreur n'était pas seulement adressée à ceux qui luttaient ouvertement pour la fin du régime de Pinochet, mais à toute personne qui pouvait éventuellement le faire; les rumeurs étaient alors un excellent moyen de contrôle social (Beristain et Riera, 2002). À cette étape, les mouvements sociaux tels les syndicats, les groupes de femmes, les mouvements étudiants et la jeunesse sont dans la ligne de mire; tous les lieux de rassemblement deviennent suspects. Le fait d'étiqueter les opposants au régime fait en sorte que les familles vivent un sentiment de culpabilité et s'isolent graduellement. Cela a par ailleurs un effet direct sur les quartiers et les communautés locales : il y a alors une évidente perte de confiance des uns envers les autres et le tissu social s'effrite (Oxhorn, 1995; Beristain et Riera, 2002), l'idée étant de faire peur aux opposants, mais aussi à leur famille et idéalement, à leur communauté. Selon Beristain et Riera (2002), la peur est la meilleure arme stratégique qu'un gouvernement peut adopter; la violence matérialise l'arme de peur, par la torture, la mort, par l'exposition de corps sur la place publique. Il y a alors ce qui pourrait s'appeler une paralysie sociospatiale : autant les individus que les groupes n'osent plus « apparaître » dans l'espace public (Subercaseaux, 2006). L'impunité entache aussi la cohésion sociale; les victimes et leurs familles développent un sentiment d'impuissance qui les décourage d'agir (Beristain et Riera, 2002) et fait apparaître un

risque de perte de pouvoir sur leur propre vie, le *disenpowering*.

La dictature militaire, en même temps qu'elle a soumis le pays à une contre-révolution capitaliste et conservatrice, a implanté un nouveau patron d'accumulation, articulé à ce qui a été appelé un « État subsidiaire » (Gaudichaud, 2014; Águila, 2013). Dans le cas chilien, en considérant le poids qu'ont eu les dimensions politiques et sociales dans la construction de l'identité nationale, tout pointe vers la recherche de réponses à travers ces zones, afin d'approfondir la démocratie en tant que moyen de convergence des diversités, leur intégration vers une cohésion sociale solide (Subercaseaux, 2006). Actuellement, certains parlent de l'articulation de trois espaces : celui de la régionalisation et de la décentralisation du pays, celui d'une citoyenneté démocratique, active et émancipée, et celui de la diversité culturelle et sociale (Subercaseaux, 2006; Fleet, 2011; Gaudichaud, 2014). Enfin, il est ici clair que le contexte sociopolitique dictatorial n'a pas été sans effets à moyen et long terme sur la société chilienne. Ce qui nous amène à aborder, bien que de façon résumée, la période post-dictature, celles des aspirations libérées et des espoirs d'une démocratie à consolider collectivement.

3.1.1. 1990 - aujourd'hui : transition post dictoriale ou transition démocratique

Il ne faut plus aujourd'hui parler du Chili comme un modèle de « retour à la démocratie »; c'est plutôt un pays en « post-dictature » qui devrait être évoqué, à sa juste définition afin d'éviter un glissement de sens significatif (Gomez Leyton, 2010). Quant à lui, le concept de transition politique⁴⁵ fait référence entre autres au contexte

⁴⁵ Dans le cadre de la transition politique vers la démocratie au Chili, il y a certainement eu des valeurs universelles qui ont été au cœur de la transition: la création d'un système juridique garantissant les droits de l'homme ; l'organisation d'élections compétitives et transparentes sur une base régulière ; l'assurance de la plus grande liberté d'information possible ; la garantie de la liberté d'association, de réunion, et de formation des partis politiques. Il existe plusieurs approches de la transition politique chilienne, dont les versions ne concordent pas toutes en ce qui concerne la

de dépolitisation voire de disparition du politique dans lequel a été plongé le pays durant les 17 années de dictature (Silva, 1991). Le parcours politique du Chili depuis l'avènement du processus de démocratisation, principalement depuis la chute du gouvernement autoritaire, a été fortement marqué par l'ouverture économique, le(s) marché(s) et la mondialisation (Aedo Finlez, 2011; Gaudichaud, 2014; Garretón et Garretón, 2010). Les politiques sociales ont dès lors été associées au développement économique de la personne plutôt que de solutionner les problèmes criants (certains de subsistance, d'autres de développement) tels le logement, l'accès à l'éducation et à la santé, la sécurité alimentaire, la formation du capital social (CEPAL, 2001, 2002). Le processus a été lent au Chili [avant de voir monter une grogne contre Pinochet] (Doran, 2014). Dans les années 90, les premiers mouvements populaires qui ont demandé justice après la dictature n'avaient qu'un faible écho dans l'espace public. Mais ce sont eux qui ont tout de même permis de remettre en circulation l'idée de justice (Doran, 2014). Récemment, des mouvements sociaux ont culminé par de grandes manifestations étudiantes en 2011 et 2012 et se sont réapproprié le combat pour la démocratie et la justice (Doran, 2014; Fernandez Drouett, 2013). Trois thèmes nous interpellent particulièrement dans cette période post-dictature, soit le retour de l'idéal de justice sociale intégrant la dimension de l'espace urbain, la réactivation de la société civile en tant que protagoniste social et la construction d'un paysage politique *renouvelé*.

D'abord, à partir des années 1990, la situation de la société civile au Chili s'est lentement modifiée : elle a été déterminée par les conditions politiques de la transition démocratique et des profondes modifications socioéconomiques ayant débuté dans les années 1980 et s'étant accélérées depuis. Colletta et Cullen (2000) soutiennent que le processus de « terreur » s'est apparenté à ce qu'ils nomment la destruction du capital social, dans lequel est inclus la vision du monde, la confiance, la réciprocité, les

période de réalisation et l'aboutissement de celle-ci. Voir à ce sujet, entre autres, Silva, E. 1991 et 2006.

échanges formels et informels et les associations⁴⁶. Le capital social signifie également la présence de forts liens à l'intérieur des foyers et entre les familles et le voisinage, ce que ces auteurs nomment le capital social horizontal. Il dépend aussi des liens qu'entretient la communauté avec l'extérieur, de la présence de réseaux et de collaborations, de la présence et du bon fonctionnement des institutions politiques et judiciaires et enfin, des liens entre communauté et État. En fait, la rupture des liens sociaux et l'affaiblissement de la société civile ont fait en sorte que la récupération et la reconstruction du tissu social suite à la dictature ont été plus longues et complexes (Colletta et Cullen, 2000; PNUD, 1998). Welch (2001) nous dit que le retour à la *paix sociale* doit nécessairement passer par le renforcement de la société civile, durement mise à l'épreuve durant les années de dictature.

En deuxième lieu, le régime non-autoritaire qui a remplacé la dictature a contribué à renforcer, voire à consolider le néolibéralisme, d'où l'idée de présenter le Chili comme « territoire mature » du point de vue de l'imbrication de ce qui a introduit l'idéologie néolibérale dans la majorité des sphères de la vie (Gaudichaud, 2014). La coalition politique qui a gouverné le Chili pendant 20 ans (1990-2010), la dénommée « *Concertación de partidos por la democracia* »⁴⁷, a intégré et postérieurement a

⁴⁶ Une autre définition à prendre en compte ici est celle de Putnam (1993). Le concept de capital social réfère aux relations de devoirs et d'obligations qu'entretient un individu avec un groupe, lui donnant accès à des ressources matérielles ou financières. Il réfère à l'organisation « autonome » de la société civile et à la bonne gouvernance. La société civile, dans l'idéologie libérale, est identifiée à toutes les organisations intermédiaires entre l'État et la famille, mais autonomes de tout intérêt partisan (exit les partis politiques). De plus, le concept de capital social se conjugue bien avec le concept de capital humain, développé par les économistes de Chicago. Le capital humain représente le potentiel productif d'un individu sur le marché de l'emploi, dans lequel on peut investir, par la formation par exemple, en vue d'un rendement, c'est-à-dire l'emploi (Putnam, 1993).

⁴⁷ La Concertation de Partis pour la Démocratie a été fondée en 1988 comme une coalition de 17 partis politiques de droite, du centre et du centre-gauche, qui s'opposaient à la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990). Elle regroupait des secteurs politiques qui allaient du Parti socialiste, de la Démocratie-chrétienne, en passant par des petites organisations sociales-démocrates comme le Parti pour la démocratie (PPD). Les présidents successifs de la « *Concertación* » ont été Patricio Aylwin (1990-1994), Eduardo Frei Ruiz Tagle (1994- 2000), Ricardo Lagos (2000-2006) et Michelle Bachelet (2006-2010). En 2011, c'est le gouvernement de droite de Sebastián Piñera qui a été élu, un

légitimé ce modèle, en suivant une logique d'adaptation pragmatique à l'ordre hégémonique qui prévalait – et qui prévaut toujours aujourd'hui (Silva, 1991; Gárate Chateau, 2012; Gaudichaud, 2014; Silva, 2007). Pendant la transition démocratique se sont maintenues de nombreuses « enclaves autoritaires ⁴⁸ » (Garretón et Garretón, 2010) aussi importantes que la Charte constitutionnelle de 1980, le régime électoral, le Code du travail, plusieurs lois organiques qui ont validé la privatisation et la mercantilisation de l'éducation, de la santé, des pensions de vieillesse, les lois antiterroristes qui permettaient la criminalisation des manifestations sociales, la loi d'amnistie de 1978 qui protégeait les « violateurs » des Droits de l'Homme, parmi d'autres.

Dans les années 1990, la modernisation et la lutte contre la pauvreté ont été les deux concepts chers à la coalition politique qui gouvernait le pays (Bengoa, 1995; PNUD, 2004b). Le premier était alors entendu en termes génériques comme l'objectif de rendre l'économie du pays égale à celle des économies occidentales par la rationalisation de l'appareil bureaucratique, l'ouverture de l'économie vers l'extérieur, afin de permettre aux forces du marché de s'imposer de manière fluide sur le système économique en place (Bengoa, 1995). Le deuxième renvoyait à la notion *cépalienne*⁴⁹ d'équité dans la modernisation et la croissance, qui doit inclure les plus pauvres et marginaux dans cette même modernisation, dans le but que l'ensemble de la population en profite de façon égalitaire. Dans les faits, le discours de surpassement de la pauvreté en appelait à l'intégration sociale par définition tandis que le discours modernisateur encourageait la compétitivité, l'exclusion, en

entrepreneur millionnaire qui prétendait former une « nouvelle droite » plus libérale et moderne (Gaudichaud, 2014).

⁴⁸ Le sociologue Manuel Antonio Garretón a insisté sur l'existence « d'enclaves autoritaires », faisant ainsi allusion à la présence d'éléments institutionnels, éthiques, symboliques et culturels, qui sont propres à un régime autoritaire, mais qui sont restés incrustés dans le régime démocratique, donnant ainsi le caractère de démocratie incomplète (Garretón et Garretón, 2010).

⁴⁹ *Cépalienne* renvoie aux concepts développés par la Commission économique de l'Amérique Latine et des Caraïbes, la CEPAL, un organe régional des Nations Unies.

privilégiant ceux qui possédaient une majorité des ressources et des opportunités (Bengoa, 1995; Rodriguez et Rodriguez, 2009). La « *Concertación* » n'a guère contribué à réconcilier la société avec sa vision modernisatrice, ni de (re) normaliser la vie et la participation des citoyens à la vie de la cité, malgré certaines avancées sous la présidente Michelle Bachelet lors de son premier mandat, de 2006 à 2010 (Rojas Symmes, 2010; Aedo Finlez, 2011).

Durant la dictature, il y a eu une forme de panne culturelle : le contrôle des espaces publics et, par le fait même, des expressions citoyennes diverses était total, particulièrement dans la capitale (Subercaseaux, 2006; Ovhorn, 1995). Un contrôle qui a toutefois manifesté des effets contradictoires. D'un côté, la période dictatoriale a inhibé la vie culturelle et sociopolitique du pays, et de l'autre, elle l'a stimulée dans la mesure où elle a donné lieu à une imagination contestataire et à un horizon culturel fort d'idéaux démocratiques et libertaires (Subercaseaux, 2006). Il n'est donc pas surprenant que le document « *Bases programmatiques de la Concertation de partis pour la démocratie* », élaboré par le premier gouvernement élu démocratiquement, le Président Aylwin, débute par des principes d'orientation d'une culture démocratique, soit la liberté, le pluralisme, le dialogue et l'ouverture (Subercaseaux, 2006; Gaudichaud, 2014). En 1989, lors du Plébiscite qui allait mettre fin à la dictature par un vote populaire, il était nécessaire de faire ressortir ces valeurs; elles marquaient une nette différence avec le passé de censure et d'interventions administratives à caractère restrictif (Subercaseaux, 2006). En parlant des ethnies, des genres, des groupes d'âges ou d'autres catégories sociales, le thème de la liberté ne faisait pas simplement référence à une décision ou un droit qui relèvent de chaque individu : la préservation de la culture en tant que référent identitaire nécessitait l'interaction avec autrui, dans la mesure où elle dépend de l'existence d'une communauté qui la soutient et l'alimente (Subercaseaux, 2006). Les défis ont alors été d'harmoniser les libertés et les droits individuels avec les libertés et les droits collectifs, d'articuler les droits à l'égalité avec les droits à la différence (Subercaseaux, 2006; PNUD, 2004).

3.1.2. Les héritages et cicatrices de l'époque dictatoriale

En 1990, avec le premier gouvernement de la « *Concertación* » s'entame une importante étape durant laquelle s'amenuisent, voire disparaissent, les systèmes de contrôle. Par contre, il serait faux de penser que toutes les « amarres » et « les armes de contrôle » mises en place par la dictature (Subercaseaux, 2006, [s.p.]) se sont *ipso facto* renversées. La dictature a profondément marqué la structuration de l'espace public, spécialement à Santiago et l'exercice démocratique n'a pas été en mesure d'en effacer les traces (Subercaseaux, 2006; Rodriguez et Rodriguez, 2009). À ce sujet, Subercaseaux souligne la notion de contrôle de l'espace :

Durant le gouvernement de Pinochet, entre 1973 et 1989, la principale caractéristique de la vie culturelle a été le contrôle et l'administration de l'espace public. La dynamique de contrôle s'est manifestée sous forme de désarticulation et d'exclusion des espaces sociaux existant antérieurement, qu'ils soient culturels, institutionnels, politiques ou « communicationnels ». Tout ceci dans un contexte d'autoritarisme et d'une dictature qui s'est profilée depuis ses débuts comme étant « réactive » à la culture politique du passé et aux secteurs sociaux qui l'ont alimentée, cette avenue politique entre la social-démocratie et le socialisme (Subercaseaux, 2006, [s.p.]).

Il ajoute que, couplé à la disposition de contrôle et de négation, il s'est donné durant la dictature une dynamique d'affirmation culturelle alimentée par trois courants de pensée : un courant nationaliste autoritaire, un autre intégriste spirituel et un troisième néolibéral, ce dernier ayant été prédominant. Si le contrôle de l'espace en a été un culturel, il en a également déterminé le rapport au territoire (Garcés, 2012); celui-ci tend à stagner autour d'un rapport teinté de tensions et d'appréhensions, également de préjugés, face à un territoire longtemps sous le joug des forces de l'ordre. À travers ce

rapport, l'état de *bien-être*⁵⁰ altéré a désarticulé le lien social au sein des bases populaires et de la classe moyenne (Garcés, 2012), en fomentant la convergence spatiale de l'ensemble des ressources de l'urbain, des savoirs aux moyens financiers en passant par l'environnement, la mobilité pendulaire, l'accès à la propriété, etc., ce que Sabatini et Brain (2008) ainsi que Marquez (2003) nomment la ségrégation sociospatiale.

Santiago, une ville constituée de ruptures et de continuités dans sa trame morphologique urbaine n'a pas échappé au processus de concentration des agglomérations urbaines (Sabatini et Brain, 2008; De Mattos *et al.*, 2004). La ségrégation, plus particulièrement celle socioéconomique (Rodriguez et Arriagada, 2004), a entraîné la construction d'environnements distincts et des conditions de vie différentes du point de vue économique, environnemental, social et culturel. Une des principales ruptures vécues par les habitants, résultat du système mercantile et ultralibéral, est la spéculation de l'espace urbain et la difficulté d'accéder à des services de qualité, notamment en éducation et en santé (Sabatini et Brain, 2008). Ceci nous amène à considérer cette situation comme une contradiction entre la logique de la production spatiale (rentabilité économique) et la logique de son appropriation, soit l'usage et la valeur de la ville comme construction sociale et lieu de rencontres sociales (Harvey, 2010; Holston et Appadurai, 1996). Au sortir de l'austère période dictatoriale, le mal-être exprimé par les citoyens oblige à réfléchir sur le sens qu'obtiennent l'ordre démocratique et la politique dans le nouveau contexte [post-dictatorial]. D'une part, la politique s'insère dans le processus de

⁵⁰ Le bien-être réfère ici à la notion développée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et son rapport 2002 sur le développement humain au Chili où est abordé le *bienestar subjetivo* (bien-être subjectif). Il représente l'état des personnes qui ont une évaluation positive d'eux-mêmes (se sentir satisfait de sa propre vie) et de la société dans laquelle elles vivent, c'est-à-dire quand il est possible de combiner subjectivité et société. La subjectivité est entendue comme l'espace et le processus dans lequel les individus construisent une image propre, des autres et du monde dans le contexte de leurs expériences sociales. Ce domaine est formé par leurs émotions, leurs désirs, leurs évaluations, notamment (PNUD, 2002).

modernisation et opère (en mode analogue aux autres systèmes fonctionnels) comme un « système politique » relativement tourné sur lui-même et montrant une logique fonctionnelle spécifique (PNUD, 1998). D'autre part, la politique invoque, bien que de façon diffuse, la constitution de sujets individuels et collectifs au sein d'une « communauté de citoyens ». Le rapport sur le développement humain produit en 1998 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) démontre formellement le besoin de transition vers une reconnaissance du politique au sein de la société civile, voire de la population générale :

“A la luz del Informe, dicha distancia revela la necesidad de que la « política ciudadana » encuentre formas de nombrar e interpretar sus motivaciones e intenciones; que desarrolle cauces para expresar sus vivencias prácticas; que logre, en definitiva, traducir al código funcional de la política institucionalizada, los sentidos implícitos de la vida cotidiana de las personas. Implica, en definitiva, que la política asuma la difícil tarea de dotar al proceso de desarrollo de un « proyecto » y un horizonte de futuro que haga sentido. La construcción de una « sociedad ciudadana » parece ser uno de los grandes desafíos del Desarrollo Humano en Chile⁵¹”. (PNUD, 1998 : [s.p.])

Les partis de la « Concertación » pour la démocratie ont continué, dans une certaine mesure, à imposer des conditions de gestion de la conflictualité sociale de type répressives et de contrôle en soumettant les Santiaguinos à d'importantes restrictions dans l'usage de l'espace public à des fins de mobilisation (Opazo, 2009). Pour Opazo (2009), la dissolution et la suspension prolongée de nombreux espaces dédiés à la collectivité et au collectif a généré une transformation radicale des formes du politique. Ce qui était « public » devait se réinventer à partir du domicile (domaine

⁵¹ Traduction libre : À la lumière de ce rapport, cette dite distance révèle la nécessité que la « politique citoyenne » trouve des formes de se nommer (montrer) et d'interpréter ses motivations et intentions, qu'elle développe des voies pour exprimer ses vécus pratiques, qu'elle tente de traduire le code fonctionnel de la politique institutionnalisée, les sens implicites de la vie quotidienne des personnes. Cela implique, en définitive, que la politique assume la complexe tâche de doter le processus de développement d'un projet et d'un horizon futurs qui aurait du sens. La construction d'une « société citoyenne » en constitue un des défis principaux (PNUD, 1998: [s.p.]).

privé) et les identités politiques, se reconstruire depuis ce qui était le plus « précaire chez les individus, depuis leur matérialité à leur corporalité menacée par la violence de l’État » (Opazo, 2009 : 100).

Afin de saisir l’ampleur des legs historiques, mais également contextuels dans la mesure où ils reflètent à la fois le passé et les impacts spécifiques de la mondialisation dans les villes, nous abordons la ségrégation sociospatiale comme un symptôme hérité de la dictature et une conséquence de la néolibéralisation de la ville de Santiago. À son tour, elle influence les modes relationnelles envers l’urbain tout comme elle joue un rôle sur l’engagement territorial des jeunes dont il est question dans notre recherche.

3.2. Entre mémoire et actualité : jeunesse comme acteur urbain

D’une certaine façon, les jeunes déambulent dans un espace au sein duquel ils sont « insérés » plutôt qu’intégrés : ils ne participent pas, malgré leur capacité et intérêt, à la production de l’espace, ni du discours, ayant en quelque sorte perdu les références symboliques, affectives et cognitives de l’espace urbain comme espace vécu qui leur permettaient de s’orienter, de reconnaître et de s’identifier avec lui et « au sein de celui-ci » (Martinez, 2008; Krauskopf, 2004; Bergeret, 1995). Face à un climat plutôt cynique, des jeunes Santiaguinos développent des stratégies individuelles et collectives qui rompent avec les patrons traditionnels de compréhension du politique et qui contribuent de manière significative, mais inégale, à l’émergence de nouvelles formes de citoyenneté plus inclusives et démocratiques, les contours flous se définissant dans l’ancrage intrinsèquement urbain (Duarte Quapper, 2007; Aguilera Ruiz, 2003; Boudreault et Parazelli, 2004; Simard; 2004; Fernández Drogue, 2013 a, 2013 b).

Pour certains auteurs qui s'intéressent à la jeunesse chilienne (Duarte Quapper, 2007; Aguilera Ruiz, 2003, 2009; Fernandez Drogue, 2013a; Gutiérrez et Angelcos, 2013), l'impunité serait en fait une façon de nier le passé couplé à l'acte de maintenir vivante la mémoire collective : cela pourrait contribuer à la reconstruction du tissu social et d'une certaine citoyenneté pleinement consciente du passé. Les jeunes se seraient dissociés du passé et de la dictature; ils répondraient ainsi au contexte dans lequel ils se trouvent actuellement en s'étant libérées des traumatismes associés aux deux générations passées, principalement celles de la dictature, pour mener leurs propres luttes (Fernandez, 2013; Gutiérrez et Angelcos, 2013). Sandoval (2007) rappelle qu'il existe une diversité de jeunesse, chacune ayant une expérience avec les héritages de la dictature : la plupart naviguent entre le devoir de mémoire et l'aspiration à un futur qui serait exempt de réminiscences constantes des conflits du passé. Un sociologue de l'Université du Chili affirme que :

« *El hecho de que los jóvenes de ahora vivan de manera menos traumática lo que ocurrió en Chile no debe ser visto como algo malo, ya que la distancia temporal les genera también un nivel de distancia crítica que les permite actuar* »⁵² (Aguilera Ruiz, 2008 : [s.p.]).

L'apparente « paix sociale » qui prédomine jusqu'aux années 2000 s'accompagne du gel des conflits autour de la mémoire collective de la dictature (Stern 1998; Salazar et Pinto, 1999; Moulán, 2002). En effet, la légitimité du nouvel ordre dépend de la capacité des « vaincus » et des « vainqueurs » de minimiser les querelles sur la portée et la valeur de la violence qui caractérisaient le régime précédent. L'obéissance repose alors sur la capacité des Chiliens à donner un sens aux expériences de leur passé d'une façon inoffensive, sans haine et sans trop d'attachements émotionnels (Gutiérrez et Angelcos, 2013). Afin d'éviter les conflits, les autorités ont voulu

⁵² Traduction libre : Le fait que les jeunes d'aujourd'hui vivent de manière moins traumatisante ce qui s'est passé au Chili [pendant la dictature militaire] ne doit pas être vu comme quelque chose de mal, maintenant que la distance temporelle peut aussi générer chez eux une distance critique qui leur permet d'agir d'une autre façon (Aguilera Ruiz, 2008 : [s.p.]).

imposer aux nouvelles générations l'indifférence par rapport à cette période austère, en soulignant les possibilités que leur offre le présent. Pourtant, sous certaines conditions, les jeunes parviennent à se confronter à ce « régime de mémoire héritée » (Gutiérrez et Angelcos, 2013).

D'autre part, parmi les facteurs qui ont conduit à une dépolitisation des jeunes et à une faible participation, notons la culture individualiste de compétition, la faible estime de soi, la dépendance politique et économique des institutions centrales et des agents externes, le manque de confiance dans la capacité de gestion communautaire, la perte des identités socioculturelles locales (Rojas Symmes, 2010; Rodriguez, 2009; Duarte Quapper, 2013, 2007). Une réponse partielle et de nature précaire et instable, consisterait alors au déploiement de petites formes de *résistance*, à partir d'un usage « non conformiste », du marquage et d'une appropriation singulière de la ville et de ses espaces (Alvarado, Gómez et León, 2013). C'est ce que nous abordons dans la prochaine section avant de terminer sur un portrait sociodémographique des jeunes chiliennes d'aujourd'hui.

3.2.1. Mouvements sociaux contemporains : les jeunes au cœur de l'action collective

Une nouvelle citoyenneté serait en train de remplacer le type de citoyenneté imposée dans les deux dernières décennies dans le modèle culturel que Fernandez (2013) a nommé « *reconciliación nacional* »⁵³, caractérisé par son éloignement de la conflictualité sociale et de la ville comme espace d'expression politique. Les récentes

⁵³ En français, nous pouvons parler de réconciliation nationale. La période de réconciliation nationale a été caractérisée par une reconnaissance des droits des victimes de la dictature. Les premières mesures qui ont été prises par les différents gouvernements ont été la commutation des peines et des amnisties en faveur des victimes. Puis, a été recherché le retour des exilés politiques. Certaines lois de grâce ont ensuite été implantées, incluant des subventions aux ex-policiers et ex-militaires. Des mesures de réparation symbolique ont été prises en faveur des victimes. Finalement, tout au long de l'histoire politique chilienne, il y a eu certaines reconfigurations politiques au niveau gouvernemental qui ont permis de prendre en compte les exigences contraires de « perte juridique » d'un côté et de reconnaissance des droits des victimes de l'autre côté.

manifestations sociales permettent de penser que la citoyenneté passive est remplacée par une citoyenneté de plus en plus active, critique du système économique et politique, orienté vers une démocratisation plus effective tout autant qu'une justice sociale renforcée, qui se construit et se constitue par un usage intensif de l'espace public (Fernandez, 2013). Face au modèle néolibéral qui maintient les espaces d'exclusion à l'intérieur d'un territoire plus vaste, de nouvelles voix, des actions et des pratiques surgissent à Santiago (Alvarado, Gómez et León, 2013).

Comme l'ont démontré certaines analyses (Deboulet et Nez, 2013; Krauskopf, 2004; Fernandez, 2013; Alvarado, Gómez et León, 2013), des citoyens, jeunes et moins jeunes, et des associations ont tendance à cumuler une action au sein et en dehors des dispositifs dits participatifs, de telle sorte qu'il semble nécessaire d'étudier de pair la concertation institutionnelle et les mobilisations collectives. Bien que ces actions ne soient pas exclusivement portées par des jeunes, il n'en demeure pas moins que les groupes autant que les individus jeunes occupent une position enviable en ce qui a trait au protagonisme dans l'espace public urbain. Les jeunes chiliens, à partir de leurs vécus et leur quotidienneté⁵⁴, tentent à leur façon de proposer à la société une lecture critique des faits culturels et territoriaux, donnant ainsi à voir une nouvelle génération porteuse d'une myriade de façons de voir, de sentir, de penser, de vivre et de faire, qui la différencient – en certains points – des générations passées (Sandoval, 2007; Duarte Quapper, 2003; Aguilera Ruiz, 2009, 2005; Cornejo et al. 2013). En ce sens, la situation des jeunes Chiliens constitue une préoccupation centrale pour plusieurs secteurs de la société; ils constituent un groupe composé d'individus faisant l'objet d'intérêt pour les autorités politiques, sociales, culturelles, religieuses, environnementales et économiques (Sandoval, 2007).

Un exemple récent est celui de la mobilisation étudiante lancée au printemps 2006,

⁵⁴ Le terme quotidienneté réfère ici au mot en castillan « *cotidianeidad* ».

renommée « *revolución de los pingüinos* »⁵⁵ par les étudiants et les médias (Duarte Quapper, 2007; Fernandez, 2013). En effet, ce mouvement survient quelques jours après l'entrée en fonction de la première femme présidente du Chili, Michèle Bachelet, qui avait fait campagne autour du thème de la participation citoyenne (Silva, 2007). En restreignant la participation à une simple contribution à des « Conseils techniques et d'assistance », nommés par la présidente et réservés à des représentants de haut niveau censés représenter toutes les visions de la société, le discours consensualiste de la présidente sur la participation citoyenne laissait à l'extérieur de la participation et de la citoyenneté la plupart des citoyens et, en première instance ceux qui se mobilisent pour exiger de participer au débat public malgré (ou du fait de) leur exclusion (Peñafiel, 2012).

⁵⁵ La Révolte des pingouins – qui se distingue d'ailleurs pour avoir été une des premières « révoltes 2.0 » – se caractérise également par l'apparition d'un acteur social inattendu et « secondaire » sur la scène politique et l'espace public chilien: les lycéens. En effet, bien que l'on trouve la présence des jeunes du secondaire dans l'histoire du mouvement étudiant ainsi que dans celui des *Protestas*, pour la première fois dans l'histoire, ces acteurs mineurs assumaient seuls, un mouvement majeur de grèves, manifestations et occupations d'écoles qui a paralysé le pays pendant trois mois, jusqu'à ce que le gouvernement concède un processus de réforme de la Loi organique constitutionnelle de l'éducation (héritée de la dictature) où les étudiants autant que les professeurs et les employés ont acquis une importante participation, envers et contre le type de participation qui leur était dévolue dans la conception consensuelle de la participation citoyenne (Peñafiel, 2012, [s.p.]).

Figure 3.1 : Manifestation étudiante, 26 août 2011
Santiago, Chili.



Source : « Chile : Multitudinaria manifestación en Santiago durante segunda jornada de paro », Librered. <http://bit.ly/1zABCEy>

Puis, c'est en 2011 que plusieurs milliers d'étudiants, cette fois-ci de niveau universitaire, ont pris d'assaut les artères de la capitale pour réclamer une éducation libre, publique, gratuite (Fernandez, 2013; Fernández Drogue, 2013). Il y a eu à ce moment une rupture significative avec les mobilisations déployées durant les gouvernements post-dictoriaux dans la mesure où elles ont reçu un appui d'une partie significative de la population, autant pour son contenu que ses stratégies d'action (Fernandez, 2013). Mayol et Azócar (2011) ajoutent à cette spécificité en signalant que :

« Entiendo que fundamentalmente el método de movilización fueron la protesta callejera, la performance en los espacios públicos, el paro de actividades docentes y la toma de establecimientos educacionales; se puede asumir que el dato representa un cambio significativo en la visión sobre la

expresión pública del desacuerdo y la reivindicación de derechos ciudadanos⁵⁶». (Mayol et Azocar, 2011: 172)

Les récentes expériences dans la capitale se sont caractérisées par des mobilisations massives et le « consensuel » mécontentement des étudiants et des citoyens qui exigent des changements substantiels en termes politiques et sociaux. Il est maintenant plutôt usuel et commun de voir les principales avenues de Santiago, pensons entre autres à l'avenue Bernardo O'Higgins, *La Alameda*, bondée de milliers d'étudiants de niveau secondaire et universitaire, de professeurs et autres travailleurs du milieu de l'enseignement supérieur, de *dueñas de casas*⁵⁷, d'écologistes, de féministes, de travailleurs du cuivre, parmi d'autres, exigeant des solutions « claires, concrètes et complètes » (Gaudichaud, 2014; Mira, 2011). La nouveauté attribuée à ces actions collectives réside dans le fait qu'elles tendent à impacter non seulement le champ politique gouvernemental et partisan, mais également l'opinion publique (Gómez, 2010; Mira, 2011). Le retour de la conflictualité et d'irruptions sociales massives « depuis le bas », symboliques d'un désenchantement social après des décennies de peur, d'autorégulation et de contrôle répressif, met en évidence la crise grandissante de légitimité et la fissure de l'hégémonie du néolibéralisme chilien (Gaudichaud, 2014; Fleet, 2011). Ce « réveil de la société » a accéléré le processus d'usure de la démocratie néolibérale et protégée (Gómez, 2010) et de l'image des deux coalitions de partis qui dominent la politique du pays. Garcés (2012) renchérit en parlant de crise de légitimité et de crédibilité :

⁵⁶ Traduction libre : Nous comprenons que fondamentalement, les méthodes de mobilisation ont été la manifestation (protestation) dans la rue, la performance dans les espaces publics, la grève ponctuelle des activités des professeurs et des enseignants et la prise de possession des établissement éducatifs. À partir de cela, nous pouvons assumer qu'il y a eu un changement significatif dans la vision de l'expression publique du « désaccord » et de la revendication de droits citoyens. (Mayol et Azocar, 2011: 172)

⁵⁷ Les « *dueñas de casas* » sont les femmes qui ont comme occupation principale le travail au foyer incluant les travaux domestiques et tout autre tâche reliée au maintien du foyer. En français, nous pourrions traduire cette expression par « femme au foyer ».

« Crisis de credibilidad – y crisis de legitimidad⁵⁸ puede ser la mejor manera de nombrar la actual coyuntura política en relación al gobierno, pero si se atiende al tiempo largo de los movimientos sociales, y ya no solo a los estudiantes, sino las demandas de los mapuche, los ecologistas, las minorías sexuales, la perspectiva de análisis varía y se puede sugerir que estamos en medio de un asunto más complejo y de fondo: el de la legitimidad del sistema político⁵⁹». (Garcés, 2012 : 16)

Il est reconnu que les contextes historiques contribuent à la conformation du mode expérientiel de la jeunesse, c'est-à-dire que celui-ci ne peut être abordé à partir d'une seule dimension; il est alors nécessaire de reconnaître que le phénomène – jeunesse – est multidimensionnel (Muñoz Tamayo, 2003). Pour cela, il est pertinent de relire la réflexion de Touraine (1999) dans laquelle il fait allusion à deux images sur la jeunesse chilienne. La première pose un regard sur la jeunesse en tant qu'instrument de modernisation, et la seconde la considère à titre d'individu marginal, dangereux et sans expérience. Cette dernière image rend compte, pour ainsi dire, de deux types de jeunesse, toujours selon Touraine (1999) : une correspondant à une strate sociale capable de générer des changements en occupant une forme ou l'autre de protagonisme et une deuxième plutôt marginale, difficilement capable de s'intégrer socialement⁶⁰.

⁵⁸ Le sociologue Nicolas Fleet (2011) rappelle que dans les termes de Max Weber, celui qui a donné naissance au concept, la crise de légitimité soulève une fracture dans le schéma de domination dans son ensemble, produite par un groupe social émergent qui modifie l'identité de la société, à la fois en faisant pression pour plus de participation dans la distribution du pouvoir (et à travers le pouvoir) et de reconnaissance sociale, conduisant ainsi à l'ouverture de ce schéma, soit de sa démocratisation ou sa fermeture, c'est-à-dire son exclusion.

⁵⁹ Traduction libre : Une crise de crédibilité et de légitimité, pourrait être la meilleure façon de nommer la conjoncture politique actuelle en ce qui a trait aux relations avec le gouvernement. Mais, en regardant dans le temps long des mouvements sociaux, non seulement celui des étudiants, mais également ceux des mapuches, des écologistes, des minorités sexuelles, la perspective d'analyse varie et nous pourrions suggérer que nous sommes au milieu d'un sujet plus complexe, qui aborde le fond de la question: celui de la légitimité du système politique (Garcés, 2012 :16).

⁶⁰ Lire aussi Muñoz Tamayo, 2003, au sujet de la construction sociale de la jeunesse chilienne entre 1967 et 2003.

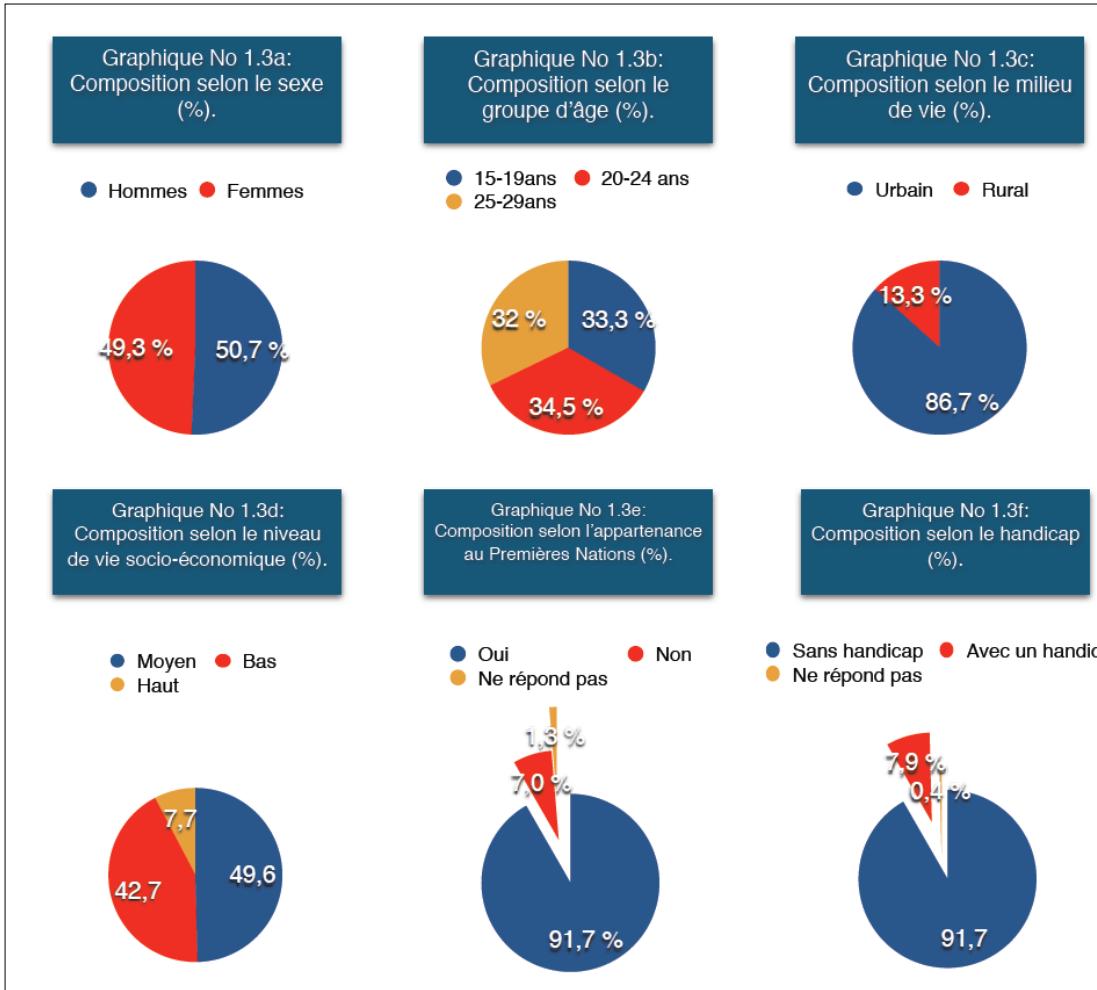
3.2.2. Portrait sociodémographique des jeunes chiliens

Au Chili⁶¹, un peu moins de 20 % des jeunes s'identifie comme intéressé ou très intéressé à la politique (INJUV, 2012)⁶². Avec une population d'un peu plus de quatre millions d'individus âgés entre 15 et 29 ans⁶³, ils représentent près d'un quart de la population totale du Chili. La composition se divise comme suit (tableau 3.1.) : 49,3 % sont des femmes tandis que 50,7 % sont des hommes, 34,5 % sont âgés entre 20 et 24 ans, 32,2 % ont entre 25 et 29 ans et le pourcentage restant a entre 15 et 19 ans. Près de 87 % des jeunes vivent dans un milieu urbain tandis qu'un peu moins de 15 % vivent en zone rurale. En ce qui a trait à la catégorie socioéconomique, un peu moins de 50 % des jeunes appartiennent à la classe moyenne tandis que près de 45 % vivent dans les foyers les plus précaires, voire pauvres. En 2012, la moitié de la population jeune étudie tandis que 40 % de celle-ci occupe un emploi (type de travail non spécifié); 75 % de ces jeunes vivent dans leur foyer d'origine, c'est-à-dire leur famille. Le mode fonctionnel dans lequel les jeunes s'insèrent dans la société dépend d'une série de facteurs, autant individuels que sociétaux, et génère des trajectoires de vie diversifiées (INJUV, 2012).

⁶¹ Les données statistiques démographiques utilisées dans cette section sont issues du dernier recensement national réalisé en 2012 par « *Instituto nacional de estadísticas* » (Institut national de statistiques, INE).

⁶² La dernière enquête nationale sur la jeunesse produite par « *Instituto nacional de la juventud* » (INJUV) (Institut national de la jeunesse), a été publiée à l'automne 2012. L'enquête nationale est la publication la plus importante de l'Institut ; elle regroupe, analyse et diffuse de l'information en ce qui concerne les caractéristiques de la jeunesse chilienne, en reconnaissant les différents contextes dans lesquels elle évolue. Cette septième enquête nationale permet également de poser un diagnostic sur les besoins et les aspirations des jeunes. L'échantillon est de 8352 répondants.

Figure 3.2 : Composition de la population jeune selon : sexe, âge, milieu de vie, niveau socioéconomique, origine ethnique et situation d'handicap.



Source : *Instituto Nacional de la Juventud* (INJUV) (2012). 7^e Enquête nationale sur la jeunesse. (Échantillon : 8352) Adaptation en français par l'auteure.

Il est à noter qu'un peu plus de 45 % des jeunes s'impliquent dans une organisation, qu'elle soit communautaire, politique, sociale, religieuse, sportive ou artistique. Une tendance qui caractérise la génération de jeunes en 2012 est celle du développement accru de formes non-conventionnelles de participation sociale, citoyenne et politique. Ceci correspond à un trait commun et croissant de l'action politique et collective dans les démocraties modernes (Dalton, 2006). De plus, 61 % des jeunes sont d'accord

avec le fait que les réseaux sociaux tels Facebook et Twitter sont des meilleurs outils pour exprimer leurs besoins et leurs demandes que l'action de voter lors d'élections. Ceci s'inscrit comme le remplacement de la participation au sein des institutions, ce que Wattenberg (2012) nomme les « *conductas institucionales* »⁶⁴, tels la militance, la syndicalisation, le vote. En parallèle, d'autres modes informels de participation se mettent en place, des manifestations, campagnes web, déclarations et chartes de principes. Ces nouveaux modes de participation sont entre autres porteurs de revendications pour une meilleure qualité de vie en milieu urbain. Si bien que même si la participation conventionnelle des jeunes a décliné, en cohérence avec la baisse de confiance envers les acteurs institutionnels, les jeunes chiliens manifestent leur engagement (*compromiso*⁶⁵) pour un nouveau *style* de citoyenneté plus directe et spontanée; la légitimation tout comme le renforcement de la démocratie entre les nouvelles générations font l'unanimité (INJUV, 2012 : 53). En ce sens, les expériences portées par la jeunesse deviennent centrales à la (re) génération du capital social qui a des conséquences positives au niveau individuel, tout en contribuant au bien-être général quand il opère au sein de réseaux d'engagement civique et citoyen⁶⁶. En ce qui a trait à l'analyse des facteurs qui influencent l'intérêt des jeunes à participer sur la scène politique, l'enquête de l'INJUV révèle que plus le jeune provient d'un milieu vulnérable, plus il est enclin à ne pas s'intéresser à la chose publique (tableau 3.1).

⁶⁴ La traduction en français de « *conductas institucionales* » est conduites ou trajets institutionnels.

⁶⁵ Le « *compromiso* », que nous avons traduit vers le français par le mot « engagement », pourrait également trouver une équivalence française par le terme compromis.

⁶⁶ Voir à cet égard Putnam (1993).

Tableau 3.1 : Intérêt pour la politique selon l'âge, le groupe socioéconomique et la localité (%).

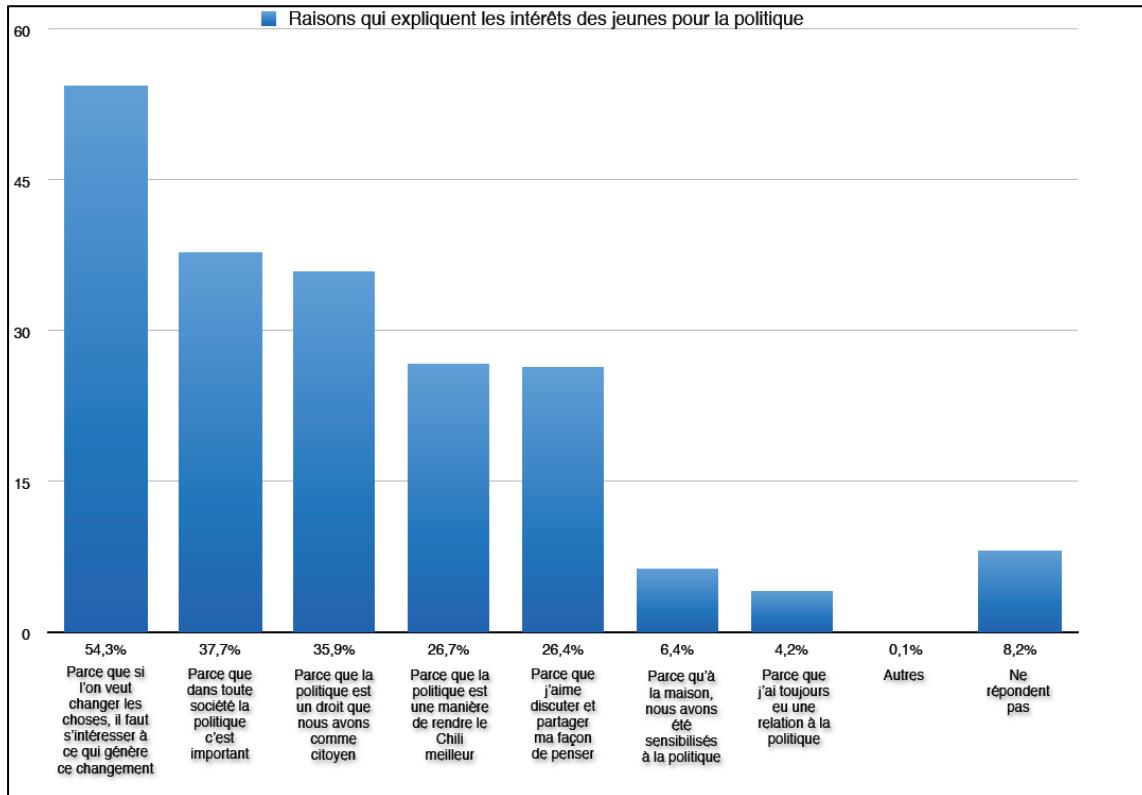
	Âge	Âge	Âge	Groupe socioéco nomique	Localité	Localité					
	Total	15-19	20-24	25-29	ABC1	C2	C3	D	E	Urbanne	Rurale
Pas/ Peu intéressés	80,6 %	83,9 %	81,5 %	76,1 %	65,1 %	71 %	81 %	87,3 %	88,8 %	79,5%	87,6 %
Intéressés/ Très intéressés	18,7 %	15 %	17,9 %	23,2 %	34,8 %	28,2 %	18,1 %	12 %	8,8 %	19,8 %	11,1 %
Ne répondent pas	0,8 %	1,1 %	0,6 %	0,7 %	0,1 %	0,8 %	0,8 %	0,7 %	2,4 %	0,7 %	1,2 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100%
	8352	3732	2790	1830	499	1617	2561	3315	360	7317	1035

Source : *Instituto Nacional de la Juventud* (INJUV) (2012). 7^e Enquête nationale sur la jeunesse. (Échantillon 8352). Adaptation en français par l'auteure

Il a été demandé au 20 % de jeunes intéressés ou très intéressés par le domaine politique d'identifier les raisons qui les poussent à participer. Le résultat a été que plus de 50 % affirme que « si tu veux que les choses changent, il faut que tu t'intéresses au fait de provoquer un changement » (tableau 3.2.). À ceci s'ajoute la préoccupation claire pour le devenir de la société et la conscience de la responsabilité individuelle à participer, comprendre et prendre part aux processus politiques actuels et futurs. Au Chili, la méfiance ou le désenchantement politique chez les jeunes est entre autres relié aux nombreuses failles visibles par la (dés) intégration politique, sociale et territoriale de l'ensemble de la population (Corporación Latinobarómetro, 2011). Ce mécontentement est enraciné dans des attentes non comblées en termes socioéconomiques et dans un système politique très peu ouvert à dialoguer avec la

société civile (Doran, 2014; Fernandez, 2013). De plus, le taux très faible, soit 8 %, de jeunes intéressés à s'impliquer dans un parti politique confirme la tendance au déplacement de l'intérêt citoyen vers un engagement territorial à l'extérieur des institutions traditionnelles, tels les partis politiques (INJUV, 2012). Il a été constaté que la diminution de la participation dans les processus électoraux et partisans s'est vue accompagnée de la multiplication d'autres formes de participation moins structurées telle la participation au sein d'organismes locaux ou à des mobilisations citoyennes ciblées, celles-ci recherchant une influence plus directe sur les processus sociaux, spatiaux et politiques. Dalton (2006) révèle également que ces modes non conventionnels de participation permettent aux jeunes citoyens de définir leurs propres thèmes d'intérêt, les méthodes d'influence ainsi les temps de cette dernière.

Tableau 3.2 : Raisons qui expliquent les intérêts des jeunes dans la politique.



Source : *Instituto Nacional de la Juventud* (INJUV) (2012). 7^e Enquête nationale sur la jeunesse. Échantillon : Jeunes intéressés ou très intéressés par la politique (1533). Adaptation en français par l'auteure

Somme toute, ce décodage sociodémographique nous a permis de décortiquer certaines caractéristiques de la jeunesse chilienne. Même si le Chili n'échappe pas à la tendance mondiale de désaffection des jeunes du politique, les pratiques contemporaines d'une citoyenneté non-conventionnelle portent à penser que la marginalité de ces actions a tendance à se transformer. Afin d'approfondir la question des terrains de ces nouvelles pratiques, nous abordons dans la prochaine section les espaces et les dimensions de l'éducation à la citoyenneté propres au contexte santiaguinois. L'École de citoyenneté de *SUR Corporación* fait l'objet de l'ultime section.

3.3. Les espaces d'éducation à la citoyenneté : de consommateur à citoyen actif

Dans la dernière décennie, la question du type de citoyenneté à promouvoir pour rompre avec la période post-dictature a été récurrente (Cerda et al. 2004; Gimeno Sacristán, 2001; INJUV, 2012). Comment créer une citoyenneté plus démocratique à partir de l'institution formelle, mais également depuis les espaces populaires et non formels dédiés à une éducation *citoyenne*, à la citoyenneté et à un regard civique sur la ville habitée? Considérant la démocratie comme une éthique du vivre-ensemble, une valeur ou une finalité, il ne peut y avoir une pleine démocratie sans une éducation aux valeurs et aux comportements démocratiques (Touraine, 1999; Cerda et al. 2004; Gimeno Sacristán, 2001; Bárcena, 1997). Mais comment l'éducation à la citoyenneté⁶⁷ et aux valeurs démocratiques peut-elle être étudiée à partir de la géographie et dans le contexte de la ville de Santiago? Le concept d'éducation couplé à celui de citoyenneté complexifie le processus d'acquisition de connaissances et de compétences, encourageant alors le développement d'une citoyenneté émancipatrice (Cerda et al. 2004; Pagé et al. 2001). Celle-ci en question, comme forme alternative d'engagement et d'appartenance à la ville (Giband et Siino, 2013), transite par une série voies formelles et non-formelles (Freire, 1969, 1970; Cerda et al. 2004). L'éducation à ce type de citoyenneté peut être vue comme un processus générateur de paix (sociale, individuelle, collective) et qui contribue au vivre-ensemble démocratique ainsi qu'à la cohésion sociale (Gimeno Sacristán, 2001; Freire, 1970; Bárcena, 1997). À ce sujet, Cerda et al. (2004) propose deux acceptations du concept de citoyenneté dans un contexte éducatif. Il parle d'une part, d'une citoyenneté qui a

⁶⁷ Dans le cadre de cette recherche, nous avons délibérément choisi de ne pas approfondir les questions entourant l'éducation et les institutions qui y sont reliées puisqu'elles pourraient constituer un objet de recherche en tant que tel. Par contre, nous faisons référence à l'éducation en tant qu'une des institutions responsables de l'avènement de la citoyenneté, rôle sur lequel elles ont pour la plupart des cas, échoué.

à voir avec la formation d'un consommateur informé et doté d'une capacité de critique développée permettant de faire des choix éclairés. D'autre part, il fait référence à une forme qui possède comme point focal l'acquisition et le déploiement d'habiletés (compétences) et de connaissances en lien avec la participation politique, le vivre-ensemble et le protagonisme social. Ceci va à l'encontre de la citoyenneté néolibérale, laquelle, selon Lechner (2002), vise l'élimination de la politique. Par la réduction des institutions publiques dans le contexte santiaguinois, l'espace de la société civile s'en est trouvé *de facto* affecté⁶⁸. La citoyenneté s'est alors donnée en tant que consommateur, non seulement dans la sphère du marché économique, mais également dans celle politique, culturelle et dans chacun des domaines de la vie sociale qui sont régis par le dit marché. La participation des citoyens se voit alors affaiblie et limitée par ce que nous pourrions appeler « l'absence d'horizons utopiques », un concept équivalent à celui de « projet pays » utilisé durant la transition vers la démocratie (Cerda et al. 2004).

La carence d'un horizon de transformation sociale est un des facteurs qui détermine le faible développement d'une citoyenneté effective, résultat d'un processus systématique de désaffection de la société envers l'État. Des questionnements touchant les identités et l'appartenance à une communauté, par exemple, cherchent à être résolus à travers la consommation de biens et de services et non par la participation à l'espace et la vie publique (Garcia Canclini, 1995). Dans cette optique, le sujet dans la société de marché se constitue en citoyen seulement en fonction de sa capacité de consommer. Or, l'intégration via la consommation ne génère pas de cohésion sociale et amène en son propre sein le « germe » de l'exclusion. En ce sens, l'occupation accrue de l'espace public depuis 2006 jusqu'à aujourd'hui (Mayol et Azócar, 2011; Fernández, 2013) constitue la négation d'un modèle urbain caractérisé par une citoyenneté passive, quasi uniquement soumise aux logiques de

⁶⁸Carlos Ruiz (1993) nous dit que le néolibéralisme a radicalisé la conformation de la politique tel un marché, dans lequel les élites entrent en compétition entre elles pour gagner la faveur des électeurs.

consommation, et le remplacement de celle-ci par une citoyenneté active, urbaine et critique. Ce pourquoi nous voulons voir si les récents balbutiements d'une citoyenneté urbaine et active protagonisée principalement par les jeunes, remettent en question cette conception pragmatique et acceptée du citoyen. Si la base de la morale moderne tente de se tisser à partir de la promotion et de la valorisation de la démocratie et du pluralisme, de l'égalité entre les genres, du respect des droits humains et de la « revalorisation des sujets » (Cerda *et al.* 2004; Fernandez, 2013), l'éducation à la citoyenneté en devient un de ses vecteurs, à la fois en tant que processus transformateur et générateur de savoirs et de compétences d'ordre civiques, et contributeur au renforcement de la démocratie (Chaux, 2005; Fernandez, 2013; Vulbeau, 2011; Bárcena, 1997) :

La démocratie n'est pas un produit fini dont il suffirait de faire la promotion ou de diffuser le mode d'emploi. [...] La démocratie se fait et se défait à chaque instant, elle se nourrit, s'enrichit d'une pratique et d'une réflexion permanente qu'elle permet et suscite elle-même (Waaub, 1999 : 22).

Somme toute, notre intérêt d'aborder l'éducation comme l'une des constituantes de la citoyenneté active et urbaine se trouve dans le type de formation « civique », cohérent avec un modèle de citoyenneté stimulant les pratiques et les valeurs sociales et qui entrevoit comme objectif ultime une société participative où les espaces de délibérations sont largement présents et permettent au sujet de jouir de ses droits et d'assumer ses responsabilités. Dans la prochaine section, nous dressons un bref portrait de l'éducation à la citoyenneté en contexte santiaguinois avant d'exposer le cas de l'école de citoyenneté de *SUR Corporación*.

3.3.1. L'éducation à la citoyenneté en contexte santiaguinois

L'école n'est plus le lieu éducatif unique, voire central pour le développement d'une

citoyenneté active. À Santiago, les espaces non formels et informels d'éducation se multiplient et visent le partage de connaissances dans un esprit démocratique, d'ouverture et de mobilité (Cerda et al., 2004; Vulbeau, 2011; SUR Corporación, 2014a). Comme le souligne Schnapper (2000), le thème de l'éducation à la citoyenneté resurgit chaque fois que la société est incertaine de ses fondements, qu'elle est confrontée à des problèmes qui menacent son existence et qui la conduisent à s'interroger sur sa légitimité. Dans cette perspective et selon Cerda et al., (2004), le jeune est perçu comme faisant partie d'une communauté, celle à laquelle il fera éventuellement une contribution. L'éducation à la citoyenneté en constituerait le mécanisme prévu afin de consolider la socialisation du jeune dans son milieu de vie et d'exhorter le citoyen sur l'importance de son implication sociopolitique et de la valorisation de ses racines identitaires. Ce qui est au cœur du besoin de socialisation intrinsèque à la citoyenneté, c'est la formation du citoyen capable d'insérer ses intérêts personnels dans l'intérêt du bien commun (Jutras, 2010), voire d'élever les aspirations collectives au-delà de celles individuelles.

Lors des premiers gouvernements de la « *Concertación* », trois axes avaient été formulés en ce qui a trait aux changements à apporter aux politiques en éducation : actualiser le curriculum scolaire selon les transformations de l'époque, améliorer la qualité d'une éducation inéquitable et appauvrie et réinstaller les valeurs démocratiques après 17 ans de dictature (Hopenhayn, 1995). « La consolidation démocratique a besoin de citoyens formés et avertis », nous rappelle Touraine (1999 : 3). De nombreux investissements dans les infrastructures scolaires, des réformes du curriculum incluant des mesures et des programmes adaptés au contexte local et global, la création de programmes spécifiques pour les plus démunis, pour ne nommer que ces changements, ont été déployés durant les années de la *Concertación* (Silva, 2007). Ce processus choisi par les gouvernements de la transition, bien que prometteur et garant d'une certaine démocratisation de l'éducation, a évacué de façon intégrale la formation à la citoyenneté au sein de l'institution éducative formelle

(Cerda et al., 2004; Fernández, 2001). La finalité du processus éducatif devait ressembler à ceci selon Hopenhayn :

Un sujet capable de s'insérer en temps utile dans la globalisation économique et dans les intenses processus de changements productifs, capable de dialoguer activement dans des espaces décisionnels (en plus de créer ces dits espaces), et capable d'exercer ses droits politiques et citoyens dans une démocratie où la participation en serait un des premiers vecteurs (Hopenhayn, 1995 : 63).

Plusieurs auteurs (Cerda et al., 2004; Hopenhayn, 1995; Gimeno Sacristán, 2001; Fernández, 2001) s'entendent pour dire que les transformations du système d'éducation susmentionnées n'ont pas eu lieu dégageant ainsi le reflet d'une société hautement inégale qui reproduit ces mêmes inégalités à travers son système d'éducation. Forcément, l'éducation formelle ne peut se porter garante de l'ensemble des aspirations d'une société (Hopenhayn, 1995), mais elle peut y jouer un rôle fondamental dans la transmission de valeurs, de connaissances, de compétences et d'habiletés qui encouragent le développement d'une citoyenneté active. Vu ce « vide » éducatif au sein du système d'éducation, les initiatives qui émergent en parallèle trouvent un écho chez des jeunes, principalement ceux qui présentent une certaine sensibilité aux questions de citoyenneté et de participation, tout en créant une forme de « déresponsabilisation » du propre système (Cerda et al., 2004; Fernandez, 2001). C'est pourquoi nous avons trouvé pertinent de porter notre attention aux espaces non formels qui esquisSENT des processus de formation en éducation à la citoyenneté.

3.3.2. L'École de jeunes de *SUR Corporación*

Tel qu'exposé au chapitre II, les participants de la recherche ont été sélectionnés dû au fait de leur participation à l'École de jeunes de *SUR Corporación*. Bien que l'École comme telle ne soit pas notre objet de recherche, la compréhension de ses tenants et aboutissants constitue un élément essentiel au processus de recherche. Nous présenterons l'École de *SUR Corporación* tout en mettant en exergue le contexte de sa naissance et de son évolution.

*Escuela de jóvenes – territorio, genero, identidades y generaciones*⁶⁹ (figure 3.2.), soit le titre officiel de l'École dans la version que nous avons connue à l'été 2014, existe sous différentes formes depuis 1988. À l'époque de sa création, elle était sous la coordination de la Fondation IDEAS⁷⁰ et visait la promotion de l'éducation et de la participation citoyenne des secteurs les plus discriminés et vulnérables du Chili et plus largement, de l'Amérique du Sud. Lors de ses premières années d'existence, elle a servi d'appui au processus de « récupération de la démocratie » en cours (*SUR Corporación*, 2014a). Puis, ses activités se sont focalisées sur le renforcement de la démocratie participative et de divers thèmes relatifs à la discrimination, aux inégalités sociales et à la ségrégation sociospatiale. C'est au début de l'année 2010 que *SUR Corporación* reprend le flambeau de la coordination des Écoles; dès lors, une réflexion sur ses visées et ses méthodes s'entame au même rythme que d'autres projets s'y ajoutent. Par exemple, le projet « *En todo mi derecho* »⁷¹ financé par l'Union européenne voit le jour, avec comme objectif la promotion de la citoyenneté et des droits chez les jeunes. En parallèle se développent des « *Escuelas de formación*

⁶⁹ L'ensemble de l'information qui décrit les écoles de citoyenneté et de jeunes a été extrait du document « *De la formación a la acción ciudadana : evaluación de impacto, proyecto de Escuela de líderes 2011-2014* », du programme pour l'année 2014 (non publié), du site internet de *SUR Corporación* et de discussions informelles avec la coordonnatrice de l'École. Notre traduction vers le français du titre officiel de l'École 2014 est « École de jeunes – territoire, genre, identités et générations ».

⁷⁰ La fondation IDEAS a fermé ses portes en 2010 pour cause d'arrêt de son financement principal et à divers problèmes d'ordre organisationnel.

⁷¹ Traduction libre : Dans tout mon droit.

en ciudadanía y derechos juveniles »⁷² dans les régions de Valparaiso, O'Higgins et de l'Araucanie (SUR Corporación, 2014a). Les apprentissages tirés des écoles précédentes ont été déterminants dans la structuration des écoles suivantes, particulièrement celles qui ont eu lieu à partir de 2013.

Figure 3.3 : Affiche officielle de l'école : *Escuela de jóvenes – territorio, genero, identidades y generaciones*.



Source : SUR Corporación, <http://escuela-joveneslideres.blogspot.be>.

Deux éléments importants sont à souligner suite à ces expériences : la nécessité de construire des réseaux de travail et de collaboration entre les différentes instances associatives juvéniles et le besoin de renforcer les processus de formation, d'acquisition et de socialisation des savoirs et des compétences propres aux jeunes. La singularité des écoles de citoyenneté réside dans le fait qu'elles montrent une grande flexibilité méthodologique puisque les processus d'apprentissage sont structurés en collaboration avec les jeunes, donnant ainsi lieu à la co-construction des contenus (et contenus). L'exigence accrue de promotion d'un dialogue

⁷² Traduction libre : Écoles de formation en citoyenneté et en droits juvéniles.

intergénérationnel et inter-genre se manifeste progressivement. En 2014, elle offre un programme de formation qui a pour but de promouvoir la participation d'organisations, de réseaux et de territoires dans lesquels les jeunes exercent une certaine « incidence », afin de problématiser les enjeux urbains et de générer une conscience active sur les situations de discrimination et d'inégalités sociospatiales que vivent les femmes, les jeunes, les LGBT et d'autres groupes ou secteurs marginalisés. Elle propose le transfert de connaissances et de compétences à partir d'une approche d'équité entre les genres et d'une perspective générationnelle, interculturelle et territoriale. L'École se décrit comme un espace de rencontres entre les différents groupes socioéconomiques (*pluriclasistas*) qui, dans l'actualité, sont niés par le caractère ségrégué de la vie (coexistence) sociale à Santiago. Également, cet espace veut renforcer les réseaux sociaux des jeunes dans une acception double, soit des liens affectifs entre individus et collectivités et des liens en matière de ressources et de savoirs.

Le contexte dans lequel se conçoit le projet 2011-2014⁷³ en est un où, malgré le progrès économique et social du pays, les jeunes ont perdu l'importance qu'ils avaient en tant que sujet social et leur image est fortement stigmatisée dans les médias et les espaces publics, rendant ainsi invisibles leurs apports et rapports à la société et à la ville (*SUR Corporación*, 2014a). De plus, l'intégration de la dimension genre dans ses espaces de formation est devenue cruciale pour rendre visibles des inégalités très présentes au sein de la population jeune, mais souvent occultées.

⁷³ Les projets de formation *SUR Corporación* 2011-2014 se divisent en plusieurs sections et rejoignent divers publics. Il existe une école de formation pour les leaders urbains, une autre qui porte sur le leadership et l'équité entre les genres et une dernière axée sur le développement du leadership et de la gestion participative en contexte rural. Leur objectif commun se trouve dans la formation et l'action, toutes deux dirigées au développement d'une citoyenneté active au sein d'une communauté locale, qu'elle soit urbaine ou rurale.

Tableau 3.3 : Objectifs principaux de l'École de *SUR Corporación* 2014.

Développer et renforcer les capacités des jeunes afin qu'ils puissent s'identifier et s'intégrer à la société en tant qu'acteurs du développement.
Développer la citoyenneté active par l'apprentissage de ses dimensions et de ses illustrations et stratégies dans la ville.
Générer des connaissances et des pratiques qui appuient le renouvellement du corpus relatif à la formation à la citoyenneté, à partir de l'expérience générée par l'École.
Appuyer la réalisation d'actions collectives dans les territoires de provenance des jeunes.

Source : *SUR Corporación*, document de travail, 2014.

L'École opère à travers des espaces de formation et d'actions. Le premier cycle de formation s'appuie sur un travail théorique et pratique adressé à un maximum de 30 jeunes (entre 18 et 30 ans) où il existe une certaine représentativité des genres, des provenances territoriales santiaguinoises, des secteurs et des modes d'engagement. Le travail est divisé en ateliers et en sessions de travail ayant lieu au moins une fois par mois, soit sur une journée de huit heures ou une fin de semaine complète. Les thèmes de ce premier niveau sont le territoire, les identités plurielles, les mouvements sociaux, la construction sociale du jeune et du genre, les trajectoires de vie et le rapport à la ville. Le deuxième cycle, accessible aux jeunes ayant complété le premier niveau, est axé sur le renforcement des capacités théoriques, techniques et pratiques à travers l'application de celles-ci sur des projets et des activités concrets ayant une incidence et une visibilité au sein d'espaces locaux spécifiques, dans la ville de Santiago. Les initiatives cherchent à renforcer le travail en réseau avec divers acteurs locaux et à favoriser le rapprochement entre les organisations et les territoires de provenance des participants (SUR Corporación, 2014a). Prenant diverses formes d'expression telles des foires d'information, des « musées ouverts », des discussions

et délibérations publiques, des expositions photo, des projections documentaires, les projets cherchent à donner un nouveau ton à la citoyenneté urbaine, celle qui ne se manifesterait pas naturellement dans la rue.

CHAPITRE IV

EXPRESSIONS CITADINES DES JEUNES : INTERACTIONS DE CONTACT ET DE TENSION ENTRE CITOYENNETÉ ET ESPACES.

« J'avais fait erreur en associant l'inaction à un manque de réflexion et à l'indifférence. Celle-ci était plutôt liée à l'absence d'occasion de débouché, d'exemples à suivre, de groupes auxquels se joindre; dès qu'il en est apparu, le silence s'est mué en vagues protestations. » (Howard Zinn)

Depuis 2011, Santiago est le théâtre d'un fait historique : on y trouve la première génération post dictature qui semble en position de dire qu'elle a dépassé le traumatisme de l'époque dictatoriale. Au cours de ce chapitre, nous présenterons les résultats de notre recherche. Au préalable, quelques rappels d'ordre méthodologique s'imposent. À partir d'une grille d'analyse (tableau 4.1.), les informations recueillies ont été traitées à l'aide des indicateurs, des variables et des concepts clés identifiés au chapitre II.

Tableau 4.1 : Grille de lecture des données issues des transcriptions d'entrevue.

Grille de lecture de données			
Catégorie principale	Perceptions	Expressions	Tensions/Contacts
Santiago [rapport ville]	Quotidien/Vécu	Appartenance/Identité/Rapport	Présence/Absence; Type/Réurrence
État [rapport à l'État]	Comportements/Attitudes	Autonomie/Dépendance	Présence/Absence; Type/Réurrence
Citoyenneté [urbaine]	Définition objective/subjective	Formes/modes/tendances/ exemples	Obstacles/Accès; Acteurs/agents
Citoyenneté [active]	Absence/existence	Formes/modes/tendances/ exemples	Obstacles/Accès; Acteurs/agents
Participation [citoyenne]	Définition objective/subjective	Formelle/non-formelle/informelle/de facto	Obstacles/qualification des espaces
Incidence [impact]	Absence/existence	Légal/illégal; canaux encadrés/canaux autonomes	Obstacles/Accès; Légitimité Acteurs/agents
Espaces [expressions]	Public/privé/communautaire	Lieux stratégiques/Lieux symboliques	Obstacles/Accès; Acteurs/agents
Groupe social [jeunes]	Individuelles/collectives depuis l'adulte/depuis l'État	Conditions socioéconomiques	Inclusion/exclusion

Source : Grille développée par l'auteure du mémoire.

Ces diverses opérations ont toutefois été délicates alors que certaines questions comportaient plus d'un indicateur. Ainsi, les questions posées étant généralement ouvertes et variables, non pas dans l'objectif, mais dans la façon de les poser d'une personne à l'autre, un répondant pouvait évoquer et lier plusieurs des informations, idées ou opinions recherchées, ce qui a parfois rendu le travail de décodage et d'interprétation plus difficile. C'est pourquoi nous tenons à indiquer d'entrée de jeu que la stratégie d'enquête employée a pu nous amener à catégoriser et interpréter d'une manière passablement moins nuancée que ce qu'auraient prescrit, en d'autres circonstances, certains des propos qui nous ont été tenus. Cela dit, nous nous y sommes adaptés en faisant ressortir les idées les plus persistantes et les constats les plus significatifs dans chacun des cas. Aborder les résultats sous forme d'exposé descriptif des données récoltées sur le terrain repose sur une approche holistique des réalités vécues. Notre souci premier est de rapporter la parole des jeunes interviewés sous forme de citations extraites des transcriptions, en mettant en relation leur

contenu avec les variables et les indicateurs retenus (voir chapitre II). Pour rendre compte des résultats, nous procéderons en quatre étapes à leur exposition. Nous débuterons par une lecture qui met en relation l'espace urbain santiagino avec le vécu et les perceptions des participants avant de poursuivre sur les questions de conceptualisation de la citoyenneté urbaine et de la participation citoyenne que nous décortiquons sous ses différents formes, modes et obstacles. Puis, l'attention sera portée sur les jeunes en tant que sujet et objet et leur protagonisme social. Nous conclurons en dévoilant certains constats relatifs à la mobilisation des savoirs et à l'éducation.

4.1. Interactions entre l'espace urbain et les jeunes : une quête de sens

Bien que les perceptions se définissent à partir d'une interrelation subjective du jeune avec l'environnement urbain, il s'est dégagé de notre recherche une tendance opposant le vécu quotidien face à la ville et celui relié aux aspirations et aux destins à renouveler au sein de la ville. Ainsi, nous présentons les résultats obtenus suite aux dix-sept entrevues réalisées sur le terrain, afin de rendre compte des exigences du quotidien qui engendrent une diversité d'interactions entre le jeune et la ville. Pour l'ensemble du chapitre 4, nous utiliserons les classes de répondants exposées dans le tableau 4.2.

Tableau 4.2 : Types de répondants

Répondant	Genre	Âge	Indice ICVU/100 ⁷⁴	Domaine de participation	Occupation actuelle
1	Féminin	24	43,21	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir au niveau métropolitain (Santiago)	Professionnel à temps partiel
2	Féminin	25	55,62	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; à l'échelle métropolitaine (Santiago)	Professionnel à temps partiel
3	Féminin	25	41,47	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir au niveau métropolitain (Santiago)	Sans emploi
4	Féminin	23	36,04	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir au niveau local (quartier)	Étudiant(e) à temps complet
5	Féminin	25	49,73	Milieu politique; parti politique à l'échelle nationale (Chili)	Professionnel à temps partiel
6	Masculin	26	39,76	Milieu des ONG; arts et sports; au niveau local (quartier)	Étudiant(e) à temps partiel
7	Masculin	21	69,87	Milieu politique; parti politique à l'échelle nationale (Chili)	Étudiant(e) à temps partiel
8	Masculin	23	44,68	Milieu des ONG; arts et sports; au niveau local (quartier)	Sans emploi
9	Féminin	23	43,26	Milieu des ONG; écologiste; à l'échelle métropolitaine (Santiago)	Étudiant(e) à temps complet
10	Transgenre	22	36,53	Milieu des ONG; droits et diversité sexuelle; à l'échelle métropolitaine	Étudiant(e) à temps partiel
11	Féminin	24	69,87	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; migration; au niveau national (Chili)	Étudiant(e) à temps partiel
12	Masculin	27	36,53	Milieu de l'église à l'échelle local (quartier)	Professionnel à temps complet
13	Masculin	28	55,62	Milieu des ONG; droits et diversité sexuelle; à l'échelle métropolitaine	Professionnel à temps complet
14	Féminin	23	44,68	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir au niveau local (quartier)	Professionnel à temps partiel; Étudiant(e) à temps partiel
15	Féminin	28	55,62	Milieu de l'entrepreneuriat au féminin; à l'échelle locale (quartier)	À la maison, travailleur autonome
16	Non défini	24	49,73	Milieu des ONG; femme, genre et pouvoir; écologiste; au niveau métropolitain (Santiago)	Professionnel à temps partiel; Étudiant(e) à temps partiel
17	Masculin	22	55,62	Milieu des ONG; droits et diversité sexuelle; à l'échelle métropolitaine	Étudiant(e) à temps complet

⁷⁴Se référer au tableau 2.3. du chapitre II pour connaître les détails de l'ICVU.

4.1.1. L'espace comme assise du lien social et du sentiment d'appartenance

Pour les jeunes participants⁷⁵, la ville est avant tout une réalité vécue, une succession d'ambiances et de territoires au sein desquels est déployée une série d'actions réflexives et pratiques plutôt qu'un domaine à délimiter formellement. Une forme évidente et primaire d'expérimenter l'espace urbain est de le parcourir : la mobilité fait partie du processus d'apprentissage et de socialisation des jeunes. Dans certains cas, elle peut être vue comme une source de déstabilisation et d'incertitude, voire de conflit, tout en maintenant son axe central de socialisation dans la complexité de la vie urbaine moderne. Afin de recueillir les impressions sur le vécu des jeunes à Santiago, il était pertinent d'amorcer l'entretien par une question d'ordre général posant la caractérisation du sentiment dans la ville comme assise de la relation dialectique entre ville et jeune. Une opposition forte se dresse : « *entre amor y odio vivo Santiago. Es complicado, tengo una relación de amor y odio* » (Entrevue 14⁷⁶, jeune étudiante engagée auprès des femmes)⁷⁷. Huit répondants sur dix-sept ont d'entrée de jeu opté pour une réponse de type métaphorique, celle des antagoniques « amour » et « haine » pour illustrer ce qu'il ressentait « instinctivement » sur la ville de leur quotidien. Une manifestation propre à la ville réfère à la relation antagonique et empreinte de tensions, essentielle à la mise en circuit des idées et des relations définissant alors ses propres contours et ses frontières. Il ne s'agit pas de la qualifier à un degré précis, mais de savoir en soulever les nuances, les nœuds autant que les continuités, tel que le rapporte un jeune impliqué pour l'égalité femme-homme :

⁷⁵ Pour identifier les personnes correspondantes à notre échantillon, nous avons opté la plupart du temps pour le terme participant ou répondant. À chaque fois que nous citons le discours d'un répondant, nous l'identifions par le numéro de l'entrevue correspondante, le genre du jeune et son domaine d'engagement citoyen.

⁷⁶ Pour ne pas alourdir la citation des libellés de chaque répondant, nous allons réduire l'appellation Entrevue-numéro à E-numéro. Par exemple, Entrevue 14 devient E-14, et ainsi de suite.

⁷⁷ Traduction libre: Amour et haine. La formulation « amour et haine » s'est répétée à huit reprises lors des entrevues, en manifestant une certaine nuance dans le choix des mots, de leur intensité et degré d'opposition, d'un entretien à l'autre. (Entrevue 14, jeune étudiante engagée auprès des femmes)

« Es que no creo que sea positiva o negativa, sino que es tensión, es tensional, es como la dialéctica constitutiva de cualquier relación en sí [...] si no hay conflicto [...] si todo es como neutro, no hay relación, entonces lo encuentro como parte constitutiva del ser ciudadano [...]»⁷⁸. (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

La division symbolique de la ville en deux pôles par la *Plaza Italia*⁷⁹ teint les propos des répondants. Quelques extraits d'entrevue viennent ici appuyer une vision polarisée, expliquée à partir de plusieurs arguments ou repères, dont celui de l'appartenance à une classe sociale donnée dans l'espace métropolitain de Santiago :

« Ya, como de Plaza Italia hacia abajo más que nada, como que ahí conozco harto. Hacia como el Barrio Alto, por decirlo así, un poco, no me muevo mucho, cuando trabajaba como que conocí más, pero no, no me interesa mucho en verdad ir para allá⁸⁰». (E-4, avec une jeune engagée auprès d'un groupe de femmes)

C'est un des adages les plus courants à Santiago celui de lire la ville en deux pôles avec comme lieu de référence la *Plaza Italia* :

⁷⁸ Traduction libre : Je ne crois pas qu'elle soit ni positive ni négative, elle [relation] est plutôt sous tension, « *tensional* », c'est en quelque sorte la dialectique constitutive de n'importe quelle relation. S'il n'y a pas de conflit [...] si tout est neutre, il n'y a pas de relation. Ce pourquoi je trouve que la tension est une partie constitutive de l'être citadin, tel que de [...]. (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

⁷⁹ La forme de la *Plaza Italia* est ovale, elle est point de convergence des avenues *Avenida Providencia*, au sud de l'avenue *Vicuña Mackenna*, à l'est le prolongement naturel de *Avenida Providencia* et la principale artère de la capitale, soit la *Alameda del Libertador Bernardo O'Higgins*, à l'ouest et au nord se trouve un accès souterrain à l'autoroute *Costanera Norte*.

⁸⁰ Traduction libre : Alors, de la *Plaza Italia* vers le bas, c'est le secteur que je connais le plus. Du côté des quartiers aisés, pour ainsi dire, je ne vais pas vraiment, par là-bas. Quand j'y ai travaillé, j'ai pu connaître un peu plus, mais cela ne m'intéresse pas vraiment d'y aller. (E-4, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

« Está ese dicho de Plaza Italia pa' arriba, Plaza Italia pa' abajo, es la hueá más característica que podí escuchar en Santiago. De hecho, yo vivo en el lado que es como lo ideal de Santiago, en un lado donde toda la gente pasa y mira pa' afuera y te produce como un sentimiento paradójico⁸¹ ». (E-7, avec un jeune militant dans un mouvement politique)

La figure 4.1 illustre la *Plaza Italia* (ou *Plaza Baquedano*), point de convergence routier et sorte de carrefour marquant la centralité de la ville, bien que le centre ne s'y trouve pas géographiquement. Dans l'imaginaire des Santiaguinos, son ampleur réside dans le fait qu'elle constitue un lieu historique, voire mythique, un passage obligé. Selon un jeune impliqué dans un mouvement sociopolitique, elle agit à titre de frontière à l'intérieur de la ville en générant des « *muros invisibles entre comunas pobres y comunas ricas, lo que polariza de cierta forma el espacio urbano* »⁸² (E-5, avec une jeune militante dans un mouvement sociopolitique).

⁸¹Traduction libre : Il existe ce dire de *Plaza Italia* vers le haut et *Plaza Italia* vers le bas, c'est la façon la plus caractéristique de décrire la division présente à Santiago. De fait, je vis dans le secteur qui représente un idéal à Santiago, dans un secteur où tous les gens passent et regardent autour d'eux, et cela me produit une sorte de sentiment paradoxal. (E-7, un jeune militant dans un mouvement politique)

⁸² Traduction libre : Des murs invisibles entre les communes pauvres et les communes riches, ce qui polarise d'une certaine façon l'espace urbain. (E-5, avec une jeune militante dans un mouvement sociopolitique).

Figure 4.1 : Plaza Italia, Santiago. Point de convergence routier et frontière symbolique entre les communes aisées et les plus démunies.



Source : *Comisión Económica para América Latina y el Caribe* (CEPAL), 2014,
<http://bit.ly/1Et0fKV>

De plus, la référence à l'appropriation symbolique de Santiago en tant que partie intégrante de sa constitution, passe par l'idée de « co-construction » d'une entité à laquelle le citoyen appartient, collectivement, comme le souligne le propos suivant :

« La construyo o que la construimos entre todos, la co-construimos, entonces me parece como importante eso, como el sentirse y apropiarse de ella como para sentirse bien⁸³ ». (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

Lors du questionnaire web⁸⁴, dix répondants ont affirmé avoir un sentiment d'appartenance fort envers la ville, malgré les nombreuses failles qu'ils peuvent y

⁸³ Traduction libre : Je la [ville] construis ou nous la construisons avec tous, alors, cela m'apparaît important, comme ce sentiment et cette appropriation vis-à-vis elle, pour se sentir bien au sein de celle-ci. (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

⁸⁴ L'échantillon total pour le questionnaire web s'élève à 21 répondants. Les répondants du questionnaire diffèrent quelque peu de ceux qui ont pris part aux entrevues semi-dirigées. Certains

relever et dénoncer, autant à partir de leur expérience que d'éléments théoriques et pratiques : le devenir de la métropole les intéresse « parce qu'ils sentent qu'elle [la métropole] leur appartient ». D'un autre point de vue, les voies publiques telles les rues, les espaces de type *Plaza*, les parcs, notamment, sont peu nombreux selon plusieurs répondants (Entrevues 7, 12, 14, 17), la rue étant davantage un espace de consommation privé qu'un lieu de mise en commun du collectif. Puis, toujours à l'étape de la caractérisation du rapport avec la ville, la question de la planification territoriale a émergé à travers l'énonciation d'une série d'exposés touchant l'aménagement urbain « concentrateur » de biens et de services dans des zones exclusives, une planification de type totalisante qui n'encourage que très partiellement les spécificités locales :

« Yo creo que es de ordenamiento territorial más que nada, el generar como estas políticas universales y totalizantes, creo que no es la vía, porque como te digo, hay problemas particulares de cada territorio y cada territorio tiene sus relaciones particulares⁸⁵ ». (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

Toutefois, il y aurait des facteurs transversaux qui permettent l'identification de points de convergence entre les différentes communes, tel que rapporté par une jeune étudiante féministe :

« Pero no dejan de haber factores como transversales que cruzan la ciudad, o sea, cada lugar tiene su particularidad, pero también está inmerso dentro de esta

ont répondu au questionnaire web (7), mais n'étaient pas disponibles pour participer aux autres activités de recherche.

⁸⁵ Traduction libre : Je crois que cela en est un [problème] d'aménagement territorial plus que tout autre. Le fait de générer des politiques universelles et totalisantes, je crois que cela n'est pas la voie, parce que comme je te disais, il y a des problèmes particuliers dans chaque territoire et chaque territoire a ses relations particulières. (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

masa... de esta ciudad grandota, que claro, hay factores como de identificación comunes⁸⁶. (E-16, avec une jeune étudiante féministe)

Connaître la diversité de la ville par l’itération des interactions quotidiennes façonne « la permanence au sein du territoire et avec celui-ci » :

« La conexión y la permanencia con el territorio, el conocerlo todos los días, todos los días cambia las relaciones, entonces eso es como una labor, una tarea. entonces eso hace que los sentidos los ponga al servicio constante de esa relación⁸⁷. (E-11, avec une jeune étudiante engagée auprès des immigrants)

Également, un jeune militant dans un mouvement politique (E-7) décrit ses interactions avec Santiago comme « étant purement instrumentales et pour atteindre ses fins », en reléguant le statut de citoyen à celui de consommateur. Malgré cela, son style de vie en est un foncièrement urbain, « *un estilo de vida comprendido en la ciudad*⁸⁸ » (E-7). En dernier lieu, la dimension spatiale permet de repérer les transitions dans la relation quotidienne à la ville et d'en suivre les dynamiques teintées de ruptures et de continuités au sein de cette interaction qui se tisse continûment. La relation existentielle avec l'espace forcément subjective tissée par le sujet jeune s'ancre indubitablement dans les contours de la ville. À la suite de ces premiers propos, nous abordons les perceptions sur les enjeux propres à la ville de Santiago.

⁸⁶ Traduction libre : Mais, il continue d'avoir des facteurs transversaux qui traversent la ville. Chaque lieu possède une particularité, mais aussi, il est immergé dans cette masse... de cette grande ville, qui montre aussi clairement des facteurs d'identification commune. (E-16, avec une jeune étudiante féministe)

⁸⁷ Traduction libre : La connexion et la permanence avec le territoire, le fait de le connaître à tous les jours, qu'à chaque jour il change les relations. Alors, ceci est comme un travail, un devoir, ce qui fait que les sens sont constamment mis au service de cette relation. (E-11, avec une jeune étudiante engagée auprès des immigrants)

⁸⁸ Traduction libre : Un style de vie qui est compris dans la ville. (E-7, avec un jeune militant dans un mouvement politique)

4.1.2. Perceptions sur les problèmes sociospatiaux à Santiago

« *Me gusta sentirme de la ciudad porque algunas partes expresan la complejidad del ser humano. Aquí en Santiago hay de todo, de grupo anarquista hasta gente que se apropiá de los espacios públicos para expresarse* ⁸⁹ » (E-17, avec un jeune étudiant en droit). Les trajectoires quotidiennes des jeunes s'accompagnent de contradictions dans l'idée qu'ils se font de ce que nous appellerons l'émancipation spatiale urbain⁹⁰. S'épanouir et s'émanciper, c'est se déplacer spatialement et temporellement par des sentiers qui débouchent parfois sur des bifurcations ou de nouveaux chemins; l'espace n'a pas uniquement une dimension spatiale, sinon qu'il en possède une culturelle et sociale donnant la possibilité de progresser et de construire des points de vue différents, d'entamer un déplacement continu de la perspective et l'appréhension de l'espace vécu.

Le sens du collectif au sein de la société aurait fondu au cours des années de politiques autoritaires; le Santiaguinos vit *sa* ville de façon individuelle, rigide, « très carrée » et ordonnée, selon les répondants. Bien que Santiago soit considérée comme une ville où la qualité de vie y est assez élevée quoiqu'inégalement répartie sur le territoire, il n'est pas rare d'entendre parler de problèmes en matière de satisfaction des besoins fondamentaux tels que le logement et l'alimentation. Un jeune chômeur le dit de façon explicite :

« *Es urgente implementar políticas públicas que den abasto en las condiciones mínimas para garantizar condiciones mínimas, dignas a su sociedad. En eso me*

⁸⁹ Traduction libre: J'aime sentir que je fais partie de la ville parce qu'il y a certaines parties qui expriment la complexité de l'être humain. Ici, à Santiago, il y a de tout, des groupes anarchistes jusqu'à des personnes qui s'approprient les espaces publics pour s'exprimer. (E-17, avec un jeune étudiant en droit)

⁹⁰ Nous comprenons l'émancipation spatiale comme l'action de s'affranchir d'un lien, d'une entrave, d'un état de dépendance, d'une domination, d'un préjugé, envers un espace donné.

refiero a otorgar salud, educación y básicamente viviendas que sean dignas para las personas. Estoy hablando como el piso mínimo que en verdad se tiene que solucionar en la ciudad, pero es un tema que está pendiente porque Santiago es una ciudad que sigue creciendo, pero que no se desarrolla de manera simétrica⁹¹». (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé)

Cet extrait montre que les processus de satisfaction des besoins de base sont asymétriques et participent au creusement du fossé entre les mieux et les moins bien nantis. Ayant opéré de larges interventions d'éradication de la pauvreté extrême, et servant aujourd'hui de modèle aux pays voisins en ce qui a trait aux politiques publiques touchant entre autres le logement, la sécurité alimentaire, les gouvernements de *Concertación* qui se sont succédés dans les années 1990 ont occulté la façon dont ces besoins étaient comblés tout en cessant de mesurer à l'aide d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs les niveaux de pauvreté, s'en remettant à des mesures de type *macro*.

Les contraintes présentes dans l'espace urbain, ininterrompues et fonctionnant comme des frontières, limitent les conduites des jeunes dans l'espace et le temps. En nommant les contraintes des trajectoires rencontrées à l'échelle métropolitaine et celles locale du quartier, les répondants ont naturellement désigné les enjeux les plus préoccupants et les défis à relever (tableau 4.3).

⁹¹ Traduction libre : Il est urgent d'implanter des politiques publiques qui comblent les conditions minimum permettant de garantir la satisfaction des besoins de base et rendant ainsi la dignité à la société. En ceci, je me réfère à fournir la santé, l'éducation et le logement qui soient dans l'ensemble, dignes pour les personnes. Je parle du plancher minimum qui en vérité doit être solutionné dans la ville, mais c'est encore un thème en attente parce que Santiago est une ville qui croit, mais qui ne se développe pas de manière symétrique. (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé)

Tableau 4.3 : Principaux défis urbains de la ville de Santiago selon les répondants

Défis urbains selon deux perspectives scalaires		
	Aire métropolitaine de Santiago	Commune locale d'appartenance
Vécu	Sécurité	Sécurité
	Éloignement	Proximité avec la diversité locale
	Rue comme extension de la maison	Appartenance déterminante
	Individualisme	Appartenance à un groupe socioéconomique déterminé
	Discrimination envers la femme	Discrimination envers la femme
	Perte du lien social	Perte du lien social
Matériel	Services publics centralisés	Accès aux services
	Contamination de l'air	Existence/Inexistence d'espaces collectifs
	Mouvements pendulaires complexes	Existence/Inexistence d'espaces publics
	Transports collectifs déficients	Organisation locale déficiente
	Délinquance et trafic de drogues	Délinquance et trafic de drogues

Source : Verbatim des dix-sept entrevues semi-dirigées, juillet et août 2014

La *construction* de Santiago n'a pas seulement à voir avec ses récents développements, mais s'inscrit dans une vision de l'espace traduite par un aménagement ségrégué, segmenté, inégal et polarisé, comme l'affirme un jeune étudiant interviewé :

« La ciudad de Santiago fue construida de esa manera, también a partir de la dictadura militar, hubo una reestructuración de la ciudad, en donde se marginó y expulsó a los pobladores y pobres de la ciudad hacia las periferias, y se empezó a construir barrios para personas de cierto nivel en los mejores sectores de la ciudad⁹² ». (E-9, avec une jeune engagée dans un mouvement écologiste)

Les politiques publiques sont orientées par une vision homogénéisante du citoyen, qu'elles voient uniquement comme un consommateur de biens et de services et pour

⁹² Traduction libre : La ville de Santiago a été construite de cette façon, également à partir de la dictature militaire, il y a eu une restructuration de la ville, où des *pobladores* et des pauvres de la ville ont été marginalisés vers les périphéries. Et c'est là qu'a débuté la construction de quartiers pour des personnes ayant un bon niveau de vie, dans les meilleurs secteurs de la ville. (E-9, avec une jeune engagée dans un mouvement écologiste)

lequel le gouvernement en mesure les bénéfices par l'application d'indicateurs axés sur un résultat à atteindre (ex. nombre de cliniques de santé par commune, nombre d'accès au transport collectif par bus), où les variables qualitatives ont été mises de côté (E-8, avec un jeune sans-emploi récemment diplômé). Qui plus est, pour plus de la moitié des répondants, les nombreux débats ayant cours à Santiago sur des sujets aussi diversifiés que l'éducation, le logement pour tous ou l'accès au transport métropolitain, bien qu'étant légitimes et nécessaires, masquent le dilemme le plus criant du Chili : « *Para mí el dilema del Chileno hoy en día, es un dilema ético, es un dilema de vivir en sociedad* » (E-5, avec une jeune militante dans un mouvement sociopolitique)⁹³. Enfin, le conditionnement à la vie moderne passe non seulement par et dans les relations urbaines, mais aussi par le fait de « *tomar conciencia de este condicionamiento social del sujeto urbano* »⁹⁴.

4.1.3. Une ségrégation sociospatiale imbriquée

« *Santiago es una ciudad muy segmentada, muy, muy, muy segmentada. Tienes una línea que está un poquito más arriba que marca la división [...]* »⁹⁵ (E-7, avec un jeune militant pour un mouvement politique). Telle est la perspective mentionnée par la totalité des répondants, plus souvent de manière indirecte en tant que cause des conflits urbains et symptôme de l'individualisation des rapports sociaux, mais aussi comme une conséquence de la concentration de la richesse et du pouvoir au sein d'entités géographiques fixes dans la ville de Santiago. Il y a manifestement une

⁹³ Traduction libre : Pour moi, le dilemme du chilien d'aujourd'hui, c'est un dilemme éthique, c'est un dilemme qui concerne la vie en société. (E-5, avec une jeune militante dans un mouvement sociopolitique)

⁹⁴ Traduction libre : Par le fait de prendre conscience de ce conditionnement social du sujet urbain. (E-7, avec un jeune militant dans un mouvement politique)

⁹⁵ Traduction libre : Santiago, c'est une ville très segmentée, très, très, très segmentée. Tu vois une ligne un peu plus en haut qui marque la division [...]. (E-7, avec un jeune militant dans un mouvement politique)

démarcation représentée par des aspects tangibles, facilement identifiables de par leur caractère ostensible (figure 4.2.) :

« También el tema de la desigualdad, como la división de la ciudad, las partes como más pobres, por decirlo, como las poblaciones, los lugares más excluidos y este otro lugar [...]. Las grandes diferencias como visuales, ni siquiera necesitas interactuar con alguien, sino que...los parques, el tema de lo verde, las calles, la iluminación. Son diferencias marcadísimas [...]»⁹⁶. (E-4, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme).

Figure 4.2 : Commune de *Santiago Centro* en plein *boom* immobilier. Habitations précaires côtoient les édifices modernes neufs.



Source : Cliché de Léa Champagne, juillet 2014

⁹⁶ Traduction libre : Également, il y a le thème de l'inégalité, comme la division de la ville, les parties qui sont plus pauvres, pour le dire ainsi, comme les *poblaciones*, les lieux plus exclus et d'autres lieux [...]. Les grandes différences telles que celles visuelles, tu n'as même pas besoin d'interagir avec quelqu'un pour le savoir, mais... les parcs, le thème du verdissement, les rues, l'éclairage. Ce sont des différences qui très marquées [...]. (E-4, une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

D'une certaine façon, en ne fréquentant pas les zones que le Santiaguino a stigmatisées, voire retirées de son imaginaire, il nie l'existence de la ségrégation en naturalisant son existence.

« Yo creo que sabe pero la niega, así como casi una cuestión de salud mental, como que niega todo, y vive su espacio, vive sus cosas, trabaja, paga lo que tiene que pagar, compra lo que tiene que comprar, interactúa con la gente que tiene interactuar⁹⁷ ». (E-4, une étudiante engagée pour l'égalité femme-homme).

Plus que matérialisée dans l'espace urbain, la ségrégation se traduit dans les rapports sociaux empreints parfois de préjugés favorables à un groupe social donné vivant dans les hauteurs (nord-est) de Santiago (secteurs aisés) ou défavorables, plus fréquents, envers les zones paupérisées ou reliées à la classe moyenne. Également, le fait de discuter de l'approche territoriale préconisée dans la résolution des problèmes urbains marque un souci pour un enjeu qui va au-delà de la tension elle-même; c'est un appel à une problématisation des enjeux dans une perspective intégrale, voire holiste, comme le mentionne un jeune engagé dans le domaine culturel (E-6) :

« Tienen que ver con la totalidad, o sea no son ni problemas puntuales ni individuales, ni tampoco universales y totalizantes, sino que son relacionales. El poder identificar la multiplicidad de factores influyentes en la particularidad, el que los fenómenos estén cruzados, no sólo por un eje problemático, sino que están cruzados por un montón de cosas que influyen...⁹⁸ ». (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

⁹⁷ Traduction libre : Je pense qu'il sait, mais qu'il la [ségrégation] nie, presque comme une question de santé mentale, comme s'il voulait tout nier, et vivre son espace, vivre ses histoires, travailler, payer ce qu'il doit payer, acheter ce qu'il doit acheter, interagir avec les gens avec lesquels il doit interagir. (E-4, une étudiante engagée pour l'égalité femme-homme)

⁹⁸ Traduction libre : Ils [problèmes] ont à voir avec la totalité, ce que je veux dire par là c'est que ce ne sont ni des problèmes ponctuels, ni individuels, non plus universels ou totalisants, mais qu'ils sont relationnels. Le fait de pouvoir identifier la multiplicité de facteurs d'influence sur la particularité, le fait de reconnaître que les phénomènes sont croisés, pas seulement par un axe problématique, mais qu'ils sont influencés par plusieurs éléments et qu'ils répondent à plusieurs logiques. (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

Selon Sabbatini et Cáceres (2004), les fonctions et les raisons de la construction des rapports sociaux qui seraient mis en place entre le cadre de vie des habitants et la façon qu'ils ont de le vivre, de s'y fondre, mais aussi de lui donner du sens, permettraient de mieux comprendre les environnements ségrégés. Pour ce faire, il est de mise de comprendre notamment ce que l'époque dictatoriale a laissé comme héritages dans l'espace urbain.

4.1.4. Legs dictatoriaux et mémoire dans l'espace urbain

Bien que seulement une question de notre guide d'entretien fût dédiée au rapport entretenu avec la période de dictature militaire, les références aux effets de celle-ci et à ses représentations dans l'espace et au sein des rapports sociaux ont été fréquentes. « *Yo creo que hay mucha herencia de la dictadura. O sea después de la dictadura, [...] si bien yo no viví antes, como por los antecedentes que he podido estudiar, hay un antes y un después* ⁹⁹ » (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme). L'espace-temps est donc divisé en deux moments, avant la dictature et après la dictature; ce qui se déroule entre les deux est d'une certaine façon relégué au domaine de la mémoire et de l'histoire. Si les participants n'ont pas *physiquement* vécu la dictature puisqu'ils sont nés à la fin des années 1980 ou au début des années 1990, 15 répondants ont naturellement orienté leur propos sur la dictature en tant que période-clé permettant de saisir le cadre sociopolitique et économique actuellement en vigueur.

⁹⁹ Traduction libre : Je pense qu'il y a plusieurs héritages de la dictature. C'est-à-dire après la dictature [...], même si je n'ai pas vécu le avant, à partir des antécédents que j'ai pu étudiés, il y a un avant et un après. (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

En ce qui a trait à la relation entre l'expression citoyenne et l'espace public, cinq répondants mentionnent que les signes de l'époque dictatoriale restent tangibles dans l'environnement, même s'ils se sont amenuisés :

« La ciudadanía quedó con mucho miedo y las fuerzas especiales muy empoderadas. Entonces la represión está súper presente y de un tiempo a esta parte, yo he podido observar que la ciudadanía está perdiendo un poco ese miedo y esa pasividad que la caracterizaba post dictadura, y es lo que se ha visto con tantas manifestaciones estudiantiles, de trabajadores, medioambientales, y eso también crea una contraparte¹⁰⁰». (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

Toutefois, bien qu'il y ait davantage de modes d'occupation de l'espace public par la société civile, couplé à une diminution du sentiment de peur face aux autorités publiques, la logique de répression perdure et parfois, se renforce :

« El estado está ya acostumbrado a funcionar con esa máquina autoritaria y es lo que crean las represiones. Se puede notar como que los gobiernos de Concertación, que supuestamente salían de la dictadura, mantuvieron esa lógica, se agudizaron con el gobierno de Piñera y ahora la misma concertación que apoyaba a los estudiantes, ahora igual sigue sacando a los carabineros y las máquinas de represión en las manifestaciones, entonces es una lógica que se mantiene¹⁰¹». (E-15, une jeune travaillant en entrepreneuriat au féminin).

¹⁰⁰ Traduction libre : La société civile (traduction de *ciudadanía*) en est ressortie avec beaucoup de peur et les forces spéciales encore plus fortes (plus de pouvoir). Alors, la répression est très présente et d'un jour à l'autre, j'ai pu observer que la société civile a perdu un peu de cette peur et de cette passivité qui la caractérisaient durant la période post dictature, et c'est ce qui est observé avec toutes les manifestations récentes des étudiants, des travailleurs, des écologistes. Cela crée une sorte de contrepartie. (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

¹⁰¹ Traduction libre : L'État est déjà habitué à fonctionner avec cette machine autoritaire et c'est ce qui crée les répressions. Il est possible de noter que les gouvernements de *Concertación*, qui sortaient supposément de la dictature, ont maintenu cette logique, dont les répressions se sont aggravées sous le gouvernement de Piñera. Maintenant, la même *Concertación* qui appuyait les étudiants continue de sortir les policiers et les machines de répression dans les manifestations, alors c'est une logique qui se maintient. (E-15, une jeune travaillant en entrepreneuriat au féminin)

Comme le suggère l'extrait précédent, si la peur a constitué une « arme systématique de contrôle social », la définition des identités urbaines, autant individuelles que collectives, est passée par une remise en question de certaine des bases de cette peur, considérant les charges sociales et historiques comme des entraves au plein épanouissement. C'est une lutte culturelle constante qui devient nécessaire en de pareilles circonstances :

« Nos han metido miedo sistemáticamente o nos han creado concepciones o imágenes que claro, van en contra de un bienestar compartido y que ahí está la peligrosidad de que nos demos cuenta, entonces, claro es como una lucha cultural constante que hay que estar dando por el reconocerse en uno, esa carga histórica o esa carga social, entonces [...]»¹⁰². (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

Le fait que l'appareil dictatorial ait réprimé, voire aboli l'exercice des droits citoyens tels que le droit à s'organiser ou celui de s'exprimer en tant que citoyen, se lit encore aujourd'hui sur les lèvres et les corps des membres de la société civile qui cherchent à se réapproprier leur citoyenneté. Par un positionnement depuis les bases (*bottom-up*) jusqu'à une revendication auprès des institutions, c'est une reconstruction de la confiance qui est en cours :

« De vuelta a la democracia, básicamente el nivel de participación de la sociedad civil y del ciudadano era nulo. Fue como el mayor éxito que tuvo en ese sentido la dictadura de destruir las relaciones sociales de los ciudadanos. El derecho a organizarse, el derecho a tener su espacio, el derecho a construir desde la ciudadanía, no existía. Entonces ha habido una reivindicación y se ha hecho desde una manera desde la base y de lo institucional. Es una

¹⁰²Traduction libre : Ils nous ont inculqué de la peur, systématiquement, ou nous ont laissé des conceptions ou des images qui vont clairement contre un bien-être partagé dans lequel réside la possibilité que nous ne réalisons pas le danger, alors c'est comme une lutte culturelle constante qui doit être menée pour se reconnaître entre nous, cette charge historique ou cette charge sociale, alors...[...]. (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

reconstrucción de la confianza que está en marcha¹⁰³». (E-12, avec un jeune professionnel)

Nous pouvons dire que la mémoire chez les jeunes Santiaguinos est tendue entre le poids traumatique du passé et la nécessité de l'oubli, c'est-à-dire du refoulement. Envisager cette mémoire dans ses aspects les plus traumatiques mène à supposer une influence déterminante du passé sur les souvenirs. Nonobstant, la mémoire, inscrite dans le temps, devient nettement un acte du présent. Se souvenir ce n'est pas revivre, mais c'est reconstruire un passé à partir des cadres sociaux du présent. La mémoire ne constitue donc pas un phénomène figé, elle est au contraire un processus dynamique en perpétuelle élaboration. Somme toute, la résilience, c'est-à-dire la capacité de rebondir de manière créative après un choc ou une importante perturbation (psychique, collective ou écosystémique) afin de retrouver un fonctionnement normal ou plutôt un nouvel équilibre viable, constitue une des capacités et attitudes à développer pour faire face à l'ordre social en place. Celle-ci actualise une vision traumatique de l'époque dictatoriale à partir de laquelle il est capital de rebondir par une diversité de trajectoires et de modalités propres à la collectivité touchée.

4.2. La participation citoyenne : expression d'une citoyenneté urbaine *en construction*

Un jeune mobilisé pour les droits de la diversité sexuelle résume de façon assez rigoureuse ce qu'il entend par participation citoyenne :

¹⁰³ Traduction libre : De retour à la démocratie, le niveau de participation de la société civile et des citoyens était nul. Cela a été en quelque sorte le plus grand «succès» qu'a eu dictature, soit détruire les relations sociales entre les citoyens. Le droit à s'organiser, le droit de posséder un espace, le droit de construire à partir de la citoyenneté, n'existe pas. Alors, il y a eu une revendication et elle s'est faite depuis la base et au niveau institutionnel. (E-12, avec un jeune professionnel)

« Yo siento que la participación ciudadana es cuando la sociedad civil se hace dueña de una opinión y defiende sus ideas delante de algo, referente a un tema X. Por ejemplo, nosotros como sociedad de tal lugar o de tal agrupación, de tal organización, defendemos esta postura frente a este tema puntual. Para mí esa es la participación ciudadana, cuando la sociedad civil también se incluye en las decisiones que se toman a nivel país, de la ciudad¹⁰⁴». (E-10, avec un jeune impliqué dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

Après avoir abordé les interactions entre l'espace urbain et les jeunes, nous nous intéresserons aux façons d'accéder à et de manifester la citoyenneté par la participation. Ces propos ont été recueillis dans l'intention de mieux saisir la dimension de la perception individuelle sur les modes d'expressions et d'appréhension des réalités urbaines. En inventoriant leur représentation mentale d'un objet abstrait, c'est un recul face au vécu qui est mis de l'avant. La participation citoyenne, à la fois comme trajectoire et modalité, est l'objet de cette section. Elle sera abordée sous trois angles distincts : celui des conceptualisations de la citoyenneté, celui des formes et stratégies d'expression, puis celui des obstacles rencontrés.

4.2.1. Conceptualisations de la citoyenneté

En optant pour une cueillette des perceptions sur le concept de citoyenneté, notamment de la citoyenneté urbaine, force est de reconnaître que celle-ci annonce un processus d'évaluation, d'analyse, de réflexion : elle invite à réfléchir sur la citoyenneté à « l'état brut », puis à la conceptualiser à partir de l'urbain. Lors des

¹⁰⁴ Traduction libre : Je pense que la participation citoyenne c'est quand la société civile se rend participante active, voire partie prenante d'une opinion et qu'elle défend ses idées devant quelque chose, en référence à un thème X. Par exemple, nous comme société de tel lieu ou de tel regroupement, de telle organisation, nous défendons cette position face à ce thème ponctuel. Pour moi, c'est ça la participation citoyenne, quand la société civile s'inclut également dans les décisions qui se prennent au niveau du pays, de la ville. (E-10, avec un jeune impliqué dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

entretiens, nous avons recueilli les perceptions sur le concept de citoyenneté, à la fois telle une notion omniprésente dans le langage courant, et plus largement, celle discutée, couverte et historiquement interpellée dans la constitution de la démocratie et de ses institutions. La citoyenneté devient en soi une des métaphores les plus puissantes pour comprendre l'articulation entre les responsabilités que le jeune possède en tant que membre de la société et le développement de la liberté et de l'autonomie individuelles. « *La ciudadanía es un proceso de construcción social y no una realidad objetiva (objetivada) y predeterminada: las personas de una sociedad requieren ser formadas como ciudadanos* »¹⁰⁵ (E-16, avec une jeune écologiste féministe). De la réalité à l'observation subjective, nous constatons que la destruction du sens de la citoyenneté durant la dictature militaire tout comme la lente transition démocratique, est un des éléments qui revient fréquemment chez les répondants (7/17)) :

« Yo creo que toda esta generación de los noventa, o la gente que fue adolescente en los noventas. Yo era niña en los noventas, no son muy politizados porque hay un miedo a la política, de meterse y que puede terminar en lo que pasó con el golpe, que eso se está afortunadamente, creo yo, no sé si perdiendo, pero por lo menos reconfigurando con las generaciones de ahora. Yo creo que se destruyó el sentido de ciudadanía con la dictadura militar y no interesa recuperarlo, una, a la gente porque tiene miedo y otra a la élite porque le conviene mantener el statu quo¹⁰⁶ ». (E-2, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

¹⁰⁵ Traduction libre : La citoyenneté est un processus de construction sociale et non une réalité objective (objectivée) et prédéterminée : les personnes d'une société devraient être formées comme des citoyens. (E-16, avec une jeune écologiste féministe)

¹⁰⁶ Traduction libre : Je crois que toute cette génération des années 1990 ou les gens qui ont été adolescents dans les années 1990, j'étais une enfant à cette époque, ne sont pas très politisés parce qu'il existe une certaine peur face à la politique, de s'y impliquer et le risque que cela puisse se terminer sous la forme d'un coup d'État, ce dernier se perdant peu à peu ou à tout le moins, se reconfigurant avec les générations d'aujourd'hui. Je crois que le sens de la citoyenneté s'est détruit avec la dictature militaire et cela ne nous intéresse pas de le récupérer, d'une part parce que les gens ont peur et d'autre part, parce que cela convient à l'élite de maintenir le statut quo. (E-2, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

Puis, en ordre d'importance, d'une part selon la fréquence de répétition des termes et d'autre part, en fonction des particularités de certaines définitions, nous avons relevé au moins quatre façons de nommer la citoyenneté, d'en analyser ses assises et ses expressions, ses visions passées et actuelles. Dans un premier temps, le vote, la participation électorale en d'autres mots¹⁰⁷, ressort comme la condition *sine qua non* à observer pour atteindre une citoyenneté reconnue et légitimée par l'État :

« Yo creo que en primer lugar, ciudadanía se entiende como votar, tú te inscribes, votas y eres ciudadano – ciudadana y la visión sobre todo más conservadora, por decirlo, si tú no votas, no tienes derecho a reclamar. Ya, eso es super, super típico de acá¹⁰⁸. » (E-2, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme).

La délibération ne se donne que très peu et les personnes ne sont tout simplement pas disposées ou outillées pour le faire. Un jeune militant dans un mouvement pour la diversité sexuelle (E-17) a ainsi rappelé un dicton sur le vote : si voter changeait quelque chose, ce serait illégal :

« La participación ciudadana por lo menos que sea deliberativa, es casi nula o marginal. Porque en realidad, así como ha dicho gente, si votar cambiara algo, sería ilegal, como dicen por ahí¹⁰⁹. » (E-17, jeune militant dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

¹⁰⁷ La participation électorale est une forme de participation citoyenne, au même titre que la participation publique et la participation sociale. La participation électorale concerne la participation aux élections. Nous pouvons inclure dans cette catégorie autant le fait de voter que celui de se porter candidat aux élections.

¹⁰⁸ Traduction libre : Je pense en premier lieu que la citoyenneté se comprend comme le fait de voter, tu t'inscris, tu votes et tu deviens un citoyen, une citoyenne. Et la vision plus conservatrice pour ainsi dire, est le fait de ne pas avoir de droit à « demander ou réclamer» si tu ne votes pas. (E-2, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme).

¹⁰⁹ Traduction libre : La participation citoyenne, à tout le moins celle délibérative, est presque nulle ou marginale. Parce qu'en réalité, comme j'ai déjà entendu, si voter changerait quelque chose, cela serait illégal. (E-17, jeune militant dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

Lors des dernières élections en 2013, le vote obligatoire étant aboli depuis 2011¹¹⁰, le taux de participation électorale des jeunes s'est réduit à 25 %. À l'acception classique de la citoyenneté s'y joignent les devoirs, droits et obligations : « *también por un tema legal, es como la adscripción a ciertas normas que derivan en deber, derechos y obligaciones "X", o privilegios* ¹¹¹» (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel). Le fait d'être citoyen n'assure d'aucune façon que la citoyenneté exercée formellement par le vote ne soit garantie de façon active. Un de nos interviewés va plus loin, en caractérisant la citoyenneté comme un pouvoir partagé, exprimé par des actions concrètes du quotidien :

« Yo creo que la ciudadanía es como ese poder que existe entre todos nosotros, entre los chilenos, el que sale a manifestarse, el que trabaja, el que paga sus impuestos, el que critica, el que reflexiona, el que tampoco lo hace, como que todos somos ciudadanos pero para mí todos son ciudadanos, todos tienen el derecho de hacer o no hacer dentro de la ciudad¹¹²». (E-4, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

Le statut de client ou d'usager avec comme vocation le droit de demander ou de réclamer détermine un certain nombre de rapports entre les droits d'usage et les droits de production de l'espace urbain. Autrement dit, la citoyenneté a troqué son sens

¹¹⁰ Le parlement chilien a adopté en décembre 2011 deux mesures électorales qualifiées d'historiques contre la désaffection politique chronique : l'inscription automatique sur les listes et le vote non obligatoire. Le Sénat, après la Chambre des députés, a approuvé par une large majorité un projet de loi visant à combattre la non-participation politique des jeunes, un trait marquant de la démocratie chilienne depuis la fin de la dictature en 1990. Jusqu'à 2011, les Chiliens majeurs qui souhaitaient voter devaient effectuer une démarche administrative, puis une fois inscrits, se voyaient obligés de voter sous peine d'amende pouvant atteindre 200 dollars.

¹¹¹ Traduction libre : Elle est aussi, par le fait qu'elle est associée au thème légal, c'est comme l'obéissance à certaines normes qui sont dérivées ensuite en devoirs et en obligations «X», ou priviléges. (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

¹¹² Traduction libre : Je crois que la citoyenneté, c'est comme ce pouvoir qui existe parmi nous, parmi les chiliens, celui qui sort manifester, celui qui travaille, celui qui paie ses impôts, celui qui critique, celui qui réfléchit, celui qui en fait rien de tout ça. Nous sommes tous citoyens, tous ont le droit de faire ou de ne pas faire dans la ville. (E-4, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

conceptuel pour une prescription d'ordre transactionnel (client), tel que nous le dit un jeune étudiant engagé auprès des femmes :

« Entonces siento que se ha perdido el término como de ciudadanía como concepto, sólo se asocia al tema de votar. Y lo otro es, o eres cliente o eres usuario, y en base a eso tienes ciertos... no sé si derecho, como que los derechos un poco se compran, cachay? No es como que yo por ser "Ser humano" en primer lugar, ser chilena en segundo, tengo derechos como inmanente, no! No, tienes que comprar tus derechos y tienes derechos a ciertos derechos, depende de dónde naces, si naces en tal parte no se te ocurra reclamar por otra cosa porque esa es tu posición¹¹³». (E-14, une jeune étudiante engagée auprès des femmes).

Une quête d'émancipation proclamée à partir d'une configuration originale de la citoyenneté devient un besoin dans un contexte où les jeunes sont plus habitués de recevoir que de produire (leur propre définition) :

« Sin embargo, para evitar que las personas se pongan ingeniosas y creativas y ellas mismas hagan una configuración de ciudadanía, te entregan una, siento yo, ligada al voluntariado, ligada al peticionismo, al tema como de... hacer leyes para nosotros sin nosotros¹¹⁴». (E-2, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

¹¹³Traduction : Alors, je sens que le sens de la citoyenneté en tant que concept s'est perdu; il est seulement associé au thème de voter. Et d'un autre côté, ou tu es un client ou un usager, et en raison de ce statut, tu as certains... je ne sais pas si ce sont des droits, c'est comme si les droits, nous devons les acheter, tu comprends? Ce n'est pas en tant qu'Être Humain en premier lieu, chilienne en deuxième, que j'ai des droits immanents, non ! Tu dois acheter tes droits, tu as accès à certains droits, selon ton lieu de naissance, si tu nais dans telle ou telle partie de la ville, tu ne dois pas réclamer pour autre chose que le statut qui représente ta position. (E-14, une jeune étudiante engagée auprès des femmes)

¹¹⁴Traduction libre : Cependant, pour éviter que les personnes se mettent à être « ingénieuses et créatives » et que celles-ci développent leur propre configuration de citoyenneté, il [gouvernement] t'en donne une, celle que je sens liée au bénévolat, au volontariat, au « pétitionisme », au thème comme celui de ... faire des lois pour nous sans nous. (E-2, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

Puis, la citoyenneté urbaine revêt aussi la conception d'habiter le territoire urbain à partir de l'expérience cognitive et émotive de l'espace, dans ce cas, parfois instrumentale ou issue de l'intention telle qu'un jeune étudiant les décrit :

« Te da cierto derecho y ciertas responsabilidades. Pero también puede ser visto o lo veo por el habitar, o sea por ese sentir que es la puesta en relación e intención ese espacio de la ciudad específicamente en este caso, de tus emociones, de tus pensares, de tus ideas... es como vista por esos dos lados, encuentro yo. Como una doble lectura, si bien podría llegar a ser ocupado de manera instrumental, también hay un dejo de sentir e intención también¹¹⁵». (E-6, avec un jeune étudiant engagé dans le domaine culturel)

Le même jeune renchérit sur cette question : l'octroi d'un statut formel de citoyenneté devient un mode de reconnaissance balisé et normalisé qui risque de diminuer l'autonomie du citoyen :

« Por eso lo veo como un arma de doble filo al final, porque te da un status “X” o herramientas tales para moverte en ella, pa’ relacionarte, pero a la misma vez te quita y te despoja de esa autonomía o de las herramientas tales como para poder cambiar las cosas, de poder cuestionarlas, de poner la intención¹¹⁶». (E-6, avec un jeune étudiant engagé dans le domaine culturel)

Les frontières entre la subjectivité et le politique, entre le culturel et le politique, ne sont pas si claires ni strictes; leurs contours flous laissent place à des angles multiples

¹¹⁵ Traduction libre : Cela te donne des droits et certaines responsabilités. Mais, cela peut aussi être vu (ou moi, je le vois comme ça) par le fait d'habiter, en lien avec ce sentiment qui est la mise en relation et en intention de cet espace de la ville, spécifiquement dans ce cas-ci. De tes émotions, de tes pensées, de tes idées... je la vois comme de ces deux côtés. Comme une double lecture, même si elle peut en arriver à être utilisée de manière instrumentale, il y a aussi une envie de foncer et une intention aussi. (E-6, avec un jeune étudiant engagé dans le domaine culturel)

¹¹⁶ Traduction libre : C'est pour cela que je le vois comme une arme à double tranchant, finalement, parce que cela te donne un statut «X» ou tels outils pour te mouvoir en elle [citoyenneté], pour entrer en relation avec, mais en même temps, elle t'enlève et te vide de cette autonomie ou des outils qui peuvent t'aider à changer les choses, à les questionner, à les mettre en intention. (E-6, avec un jeune étudiant engagé dans le domaine culturel)

quant à la matérialisation des manifestations spatiales de la jeunesse voulant s'adresser à l'expert et ainsi remettre en question le modèle de gouvernance. Un jeune engagé dans un parti politique (E-7) dit que la notion autant que l'action de participer part du principe de l'identification individuelle à un espace, de la responsabilité développée par l'individu à son égard :

« La participación es parte de la identificación tuya con un espacio y la responsabilidad tuya con ese espacio, y la idea de que lo vives [...] y el respeto hacia ese espacio, o sea y ese respeto te lleva a tratar de sentir orgullo por tu espacio, entendí ¹¹⁷ ». (E-7, avec un jeune militant dans un mouvement politique)

Pour cinq répondants, la notion de citoyenneté urbaine critique s'inscrit dans la discussion sur le développement du pays : pour eux, le Chili, bien que montrant des avancées considérables dans la région en matière de développement humain et économique, trône loin derrière pour ce qui est de la citoyenneté active dotée de vases communicants entre la société civile et les décideurs publics.

4.2.2. Culture de la citoyenneté

Pour les jeunes interviewés, l'importance de participer à la vie de la cité ne fait pas de doute : « *porque así se van haciendo cambios reales y se van generando también nuevas cosas, nuevas ideas, nuevas trayectorias urbanas* ¹¹⁸ » (E-15, avec une jeune travaillant en entrepreneuriat des femmes). Ainsi, quelle forme de participation

¹¹⁷ Traduction libre : La participation est une partie de ta propre identification avec un espace et la responsabilité que tu as avec cet espace, et l'idée que tu y vis [...] et que le respect envers cet espace, t'amène à essayer de vivre une certaine fierté pour ton espace. (E-7 avec un jeune militant dans un mouvement politique)

¹¹⁸ Traduction libre : Parce que de cette façon, de vrais changements se réalisent et cela génère aussi des nouvelles idées, des nouveaux projets. (E-15, une jeune travaillant en entrepreneuriat des femmes)

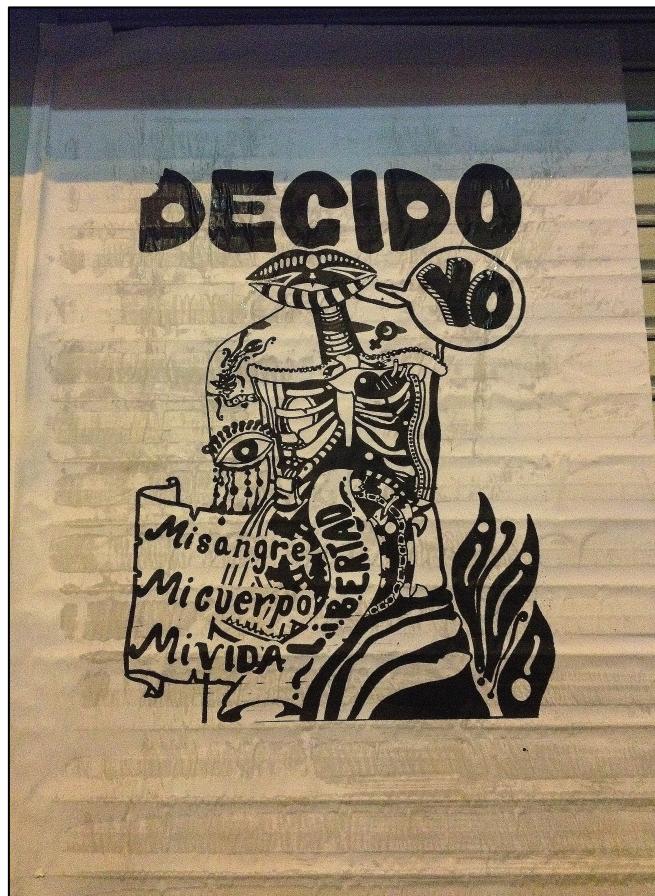
reconnaître, valoriser et intégrer à l'architecture des institutions démocratiques? La moitié des répondants (9/17) concourent à dire que la participation institutionnelle n'a actuellement que très peu de poids sur les instances décisionnelles, malgré le fait que certains mécanismes locaux « contraignants » se mettent lentement en place.

Par l'exposition succincte des formes et des tendances en matière de participation citoyenne, tracées dans les contenus des entrevues, nous montrerons que la participation constitue une voie d'engagement territorial qui peut aboutir sur une appropriation accrue de la ville. Une expression de plus en plus répandue dans le discours des jeunes selon Duarte Quapper (E-2, 2014) est celle-ci : « *sacar el cuerpo a la calle* », soit, de façon littérale « faire jaillir le corps dans la rue ». On peut interpréter cette phrase comme une façon « d'assurer une présence citoyenne visible ». Elle fait ainsi appel à la corporalité du jeune qui, d'une certaine façon, influence ses capacités de mouvement et de perception. Il n'est pas suffisant de stimuler l'esprit critique, de réfléchir de façon intégrale ou de proposer par le biais d'un discours argumenté, il importe aussi de faire jaillir le corps et sa corporalité dans l'espace public à travers les actes du quotidien, spontanés et inattendus (figure 4.3.) : cet acte « politique » cherche à condenser tout le reste, peu importe l'échelle à laquelle le jeune se trouve :

« Hay que sacar el cuerpo a la calle, como sea, a lo mejor no necesariamente en las marchas, en las protestas, que es como lo más común, lo primero que se puede venir a la mente, pero ejercer ciudadanía todos los días, todo el día, adónde uno vaya... en los actos cotidianos, en no sé, como en cualquier... desde lo más micro hasta las cosas ya más grandes¹¹⁹. (E-2, avec une jeune militante pour l'égalité femme-homme)

¹¹⁹ Traduction libre : Il faut sortir le corps à la rue, autant que possible, pas nécessairement dans les marches, dans les protestations, qui est le plus commun et la première façon de faire qui nous vient à l'esprit. Mais, exercer la citoyenneté tous les jours, toute la journée, partout où tu vas... dans les actes quotidiens, dans chaque geste... depuis la plus petite échelle jusqu'à celle la plus grande. (E-2, avec une jeune militante pour l'égalité femme-homme)

Figure 4.3 : Affiche produite dans le cadre de la campagne pour le droit de femmes à décider de leur corps (projet de loi pour l'avortement), *Santiago Centro**



*Dans l'affiche on lit : « Je décide. Mon sang. Mon corps. Ma vie. » Source : Cliché de Léa Champagne, juillet 2014

Nous le répétons, pour nos dix-sept répondants, la participation citoyenne n'est pas exclusivement vécue et exercée par le vote : il faut voir la participation qui s'est déployée dans la rue, le socle historique des expressions territoriales citoyennes. Puis, c'est la participation, entendue comme un « moteur amenant à l'action », qui se déploie par le travail des agents à produire la ville. Et c'est là qu'une opposition

ressort entre la participation pratiquée à travers une fonction institutionnelle et celle qui émerge de la société civile de façon sporadique, ponctuelle, organisée ou non.

« Yo veo a la ciudadanía como la gente que vive en la ciudad, pero con este motor un poco de acción, cachay. Como un agente que vive en la ciudad y está haciendo algo. Y de participación ciudadana, lo veo también un poco desde ahí, desde como esta ciudadanía que hace cosas, que busca quizá métodos de hacer patente su visión en una ciudad. Tanto en un sentido como más institucional si tú lo quieras [...] como de no sé, junta de vecinos, cachay, de repente hay gente que participa en las municipalidades o también en los mismos CESFAM, en los consultorios¹²⁰». (E-14, une jeune étudiante engagée auprès des femmes)

Même si les jeunes s'organisent, choisissent l'action pour exprimer leurs besoins et aspirations, il demeure que la répétition d'un type d'action similaire dans les mêmes espaces de la ville peut entraîner une « délégitimation » de l'acte posé. Toutefois, *faire du bruit* constamment maintient la demande de transformation sociale vivante selon un jeune sans emploi récemment diplômé :

« lo que pasa ahora con la organización ciudadana son los movimientos sociales particularistas que se organizan por objetivos más trascendentales, ya es un método ya como casi, o sea es ultra legítimo, pero ya es como casi cotidiano utilizar la protesta o la movilización para ganar espacios que antes no existían y que... porque aquí lamentablemente si uno no grita o no hace ruido es difícil cambiar las cosas¹²¹». (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé)

¹²⁰ Traduction libre : Je vois la citoyenneté comme les gens qui vivent dans la ville, mais avec ce moteur qu'est l'action. Comme un agent qui vit dans la ville et qui fait quelque chose. Et sur la participation citoyenne, je le vois aussi un peu depuis cette vision, celle où les citoyens font des choses et cherchent à rendre visible leur vision dans la ville. Autant dans un sens plutôt institutionnel si tu veux [...] comme par exemple, la *junta de vecinos* (regroupement des voisins), les gens qui participent au sein de la municipalité ou dans les CESFAM, dans les cliniques, il y en a. (E-14, une jeune étudiante engagée auprès des femmes)

¹²¹ Traduction libre : Ce qui se passe aujourd'hui avec les organisations citoyennes, ce sont les mouvements sociaux «particularistes» qui s'organisent pour des objectifs plutôt transcendantaux, maintenant que cela est une méthode quasiment légitime, mais aussi quotidienne en utilisant la protestation ou la mobilisation pour gagner des espaces qui n'existaient pas auparavant... et parce qu'ici, lamentablement, si tu ne cries pas ou ne fais pas de bruit, il est difficile de changer les choses. (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé)

Toutefois, comme les espaces de participation ne sont accessibles qu'à une frange de la population, celle entre autres éduquée, ayant du temps et la motivation pour le faire, il est dès lors clair qu'il y a une certaine reproduction des inégalités d'origine spatiale et sociale au sein des lieux d'actions.

4.2.3. Espaces de participation : une qualification inégale

Le fait d'exprimer publiquement par divers moyens ce que le citoyen *ordinaire* pense constitue un pas vers l'émancipation des Santiaguinos, particulièrement de sa frange jeunesse. Encore faut-il mentionner que les espaces de participation s'attribuent à partir d'un programme spécifique depuis le haut (*top-down*), sans nécessairement accorder sous la forme de mesures facilitatrices encadrant la pratique, des espaces où la société civile peut mettre de l'avant une vision, des projets (E-3). Une double approche pourrait être mise en place, soit légiférer afin de créer une loi qui encadre la participation et, de ce fait, transposer la participation au niveau institutionnel, ce qui alimenterait la citoyenneté sociale urbaine en tant qu'outil d'autonomisation individuelle et collective.

« [...]claro, meter aquí otro tema, que es con respecto al espacio. La ocupación de los espacios... El tipo de la ocupación de espacio, el espacio público generalmente no está habitado, no está ocupado por la ciudadanía, por a quien supuestamente está dirigido ese espacio, según mi análisis... creo que generalmente con fines privados o con otro tipos de fines, no de una relación pública del convivir, del habitar en un mismo espacio, entonces creo que ese es un problema importante, la recuperación de los espacios públicos, la ocupación

de ellos, es un fenómeno que está volviendo encuentro yo, post dictadura [...] ¹²²». (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

Cela dépendra de l'occupation (ou non) de chaque espace et territoire, mais la façon de l'employer peut déterminer les arrangements relationnels et de mise en œuvre de propositions qui en émergent. Également, les modes de questionnements, les idéaux autant que les tensions ou les rejets vont définir l'espace, ses réalités et ses modes d'appropriation du vivre ensemble (E-16). La participation est conditionnée par une série d'exigences préalables. Par l'action politique, il s'agit de faire en sorte que la demande (du jeune) puisse avoir une certaine influence sur la prise de décision, sur une alternative ou tout autre problème de la société :

« Yo creo que en las sociedades capitalistas neoliberales, el tiempo con la que cuentan las personas es super escaso. Si no estás estudiando, o sea... en términos de jóvenes, la jornada completa escolar, en verdad le quita el sueño a los niños, creo que es una cita de Galeano¹²³». (E-9, avec une jeune engagée dans un mouvement écologiste)

Il y a un sentiment d'attente à l'égard de l'État concernant des mécanismes reconnus de participation dont l'incidence serait garantie. Mais en quoi cette garantie augmenterait-elle l'intérêt des jeunes à s'exprimer? La reconnaissance institutionnelle

¹²² Traduction libre : Il faut insérer ici un autre thème au sujet de l'espace. L'occupation des espaces... Le type d'occupation de l'espace, l'espace public n'est généralement pas habité, n'est pas occupé par la société civile, par le public à qui est dirigé cet espace, selon mon analyse...je crois qu'à des fins privés ou à d'autres types de finalités, et non pour une relation publique du vivre-ensemble, de l'habiter dans un même espace. Je crois alors que cela est un problème important, soit la récupération des espaces publics et l'occupation de ceux-ci. C'est un phénomène qui, selon moi, est en train de revenir, post-dictature (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

¹²³ Traduction libre : Je crois que dans les sociétés néolibérales, le temps sur lequel comptent les personnes est très réduit. Bien que cela ne soit pas surprenant, le temps alloué à l'implication est de plus en plus restreint. Pour les jeunes, la journée complète à l'école, en réalité, cela enlève les rêves aux enfants, je crois que c'est une citation de Galeano. (E-9, avec une jeune engagée dans un mouvement écologiste)

doit nécessairement permettre de générer un changement substantiel sans quoi elle ne resterait que symbolique, voire instrumentale :

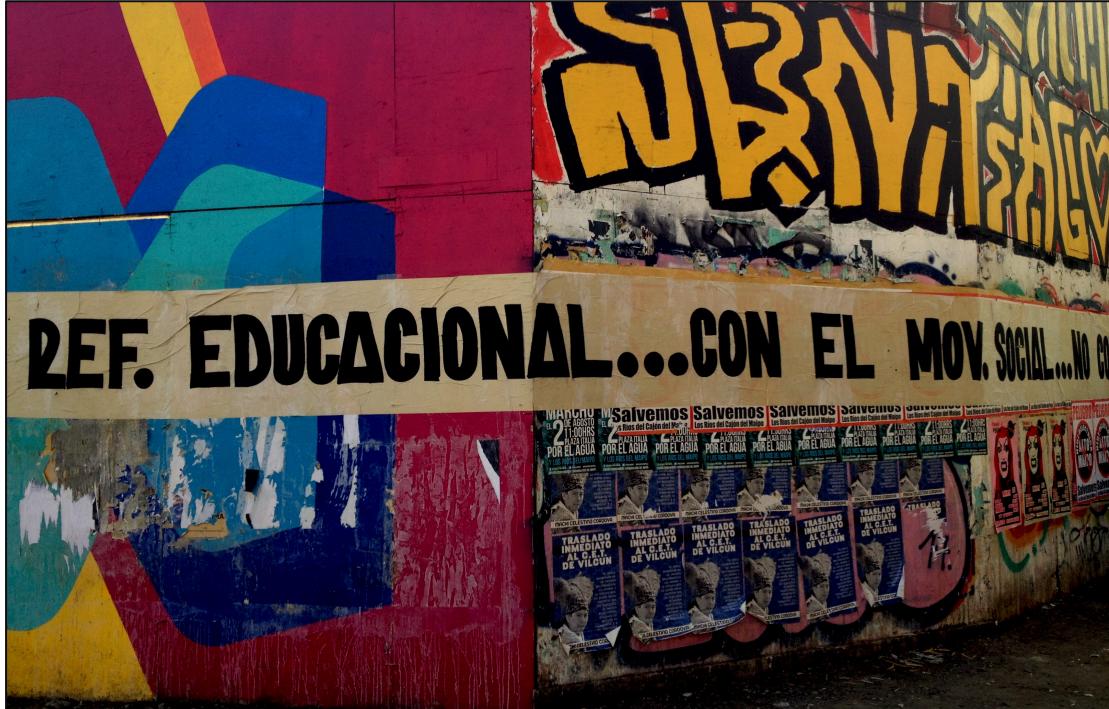
« También hay una deslegitimación o desvalorización con respecto a esas iniciativas otras, a esas dinámicas otras que... de cambio, de posibilidad de cambio, creo... Entonces creo, claro, por lo mismo el no reconocer esas instancias, porque tampoco son validadas por este tipo de procesos institucionales y que a la vez también generan esas imágenes o iconografías válidas. No son por nada vinculante¹²⁴, entonces la validación de esas actividades, claro, no es mucho¹²⁵». (E-13, avec un jeune impliqué dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

Les acteurs veulent que la participation soit reconnue, mais les institutions s'y opposent, en partie. Oui, elles acceptent le dialogue, mais sans s'engager à lui donner du poids lors de la prise de décision (E-7). Un exemple récent soulevé par cinq répondants au sujet de l'éducation (figure 4.2.), pourrait changer la donne en ce qui concerne la reconnaissance de la participation. Ce sont des luttes à répétition, qui se sont succédées au fil des dix dernières années, qui ont forcé les acteurs du milieu à « s'assoir à la même table ».

¹²⁴ *Vinculante* est traduit en français par contraignant ou incident. La participation *vinculante* fait ici référence au type de participation dont l'incidence est assurée par un mécanisme législatif ou normatif qui garantit la prise en compte des résultats issus du mécanisme de participation empruntée. Elle est juridiquement contraignante.

¹²⁵ Traduction libre : Également, il y a une délégitimation ou une dévalorisation en lien avec ces initiatives autres, à ces dynamiques autres qui... de changement, de possibilité de changement, je crois que... Alors, je crois que le fait de ne pas reconnaître ces instances parce qu'elles ne sont pas validées par ce type de processus institutionnel et qui en même temps génèrent des images ou des iconographies valides. Ainsi, la validation de ces activités n'est pas si élevée. (E-13, avec un jeune impliqué dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

Figure 4.4 : Murale « Réforme éducationnelle... avec le mouvement social »
Santiago Centro.



Source : Cliché de Léa Champagne, juillet 2014

La difficulté à devenir partie prenante d'une organisation et à y développer un sentiment d'appartenance fort et durable dans le temps revient à plusieurs reprises dans les propos des interviewés. La cause? Trop peu d'organismes abordent la jeunesse comme un acteur social qui requiert plus que du divertissement. De plus, si nous appliquons la « matrice adultocentré » (terme employé par Duarte Quapper, 2014) sur la participation des jeunes, il est fréquent d'entendre qu'ils n'ont pas encore les capacités requises pour obtenir un niveau acceptable de crédibilité et de légitimité dans la prise de décision ou la constitution d'un projet. Un jeune étudiant (E-9) souligne qu'il y a un risque de « démobilisation » suite à une participation circonscrite à un besoin individuel sans incidence directe sur la collectivité et les aspirations collectives.

Néanmoins, est-ce qu'il subsiste une vertu éducative inhérente à un mécanisme de participation? Une discussion informelle avec des membres de l'organisme *SUR Corporación* nous a amené une piste intéressante : la participation est un mécanisme de surveillance apparenté à ce qui est dénommé en droit le *watch dog* (chien de garde). Serait-ce dès lors un outil et un objet de contrôle social? Cette vigilance est adaptée aux besoins de l'État néolibéral et pourrait grandement lui servir si la société civile et les acteurs concernés n'entament pas une réflexion critique en ce sens. Pour conclure cette section, nous aborderons les droits citoyens comme catégorie d'analyse. Si nous examinons les aspects juridiques relatifs à l'encadrement législatif et institutionnel de la participation, il faut mentionner la loi 20.500¹²⁶ - participation citoyenne dans la gestion publique. Cette disposition juridique en place depuis la fin de l'année 2010 appelle à ce que l'État reconnaissse aux personnes le droit de participer à la définition de ses politiques, ses plans, ses programmes et ses actions. Elle incite donc les organes de l'administration de l'État à établir des modalités formelles et spécifiques pour la participation des personnes et des organisations sociales dans le domaine de leurs compétences spécifiques. Les mécanismes de participation au sein de la gestion publique locale exigés par cette loi sont : l'accès à

¹²⁶ La *Ley 20.500 – Participación Ciudadana en la Gestión Pública* (Loi 20.500 – Participation citoyenne dans la gestion publique) encadre deux activités. D'abord, les associations entre les personnes, sur lesquelles la loi établit le cadre de droit, ses limites et le rôle de l'État dans l'appui à l'associativité. L'idée centrale est de faciliter l'associativité des citoyens en rendant plus accessible et rapide le processus d'obtention d'une personnalité juridique. En deuxième lieu, elle encadre la participation citoyenne dans la gestion publique en modifiant la loi 18.575 organique constitutionnelle des bases générales de l'administration de l'État. Enfin, la loi 20.500 établit un nouvel organe : les conseils communaux d'organisations de la société civile dont la base est créée et située dans la commune d'appartenance. Cet organe en est un de type consultatif, présidé par le maire, afin d'assurer la participation de la communauté locale au progrès de la commune. Toutes les personnes ont le droit de s'associer librement entre elles dans le but d'atteindre les fins qu'ils estiment pertinentes, à condition qu'elles soient licites. La loi souligne aussi que le devoir de l'État est de promouvoir et appuyer les initiatives associatives de la société civile, ce qui commande aux organes administratifs de garantir la pleine autonomie des associations (*Gobierno Abierto, Preguntas frecuentes : Ley 20.500*, 2010, <http://bit.ly/1Jgekus>).

l'information, le « compte public participatif¹²⁷», les consultations citoyennes et les conseils de la société civile. Cette loi est connue par la plupart des jeunes rencontrés (12/17). Mais, disent-ils, même si elle est appliquée dans les communes, par exemple, les espaces qu'elle permet sont contrôlés par la municipalité et sont très orientés politiquement, voire parfois instrumentalisés à des fins électoralistes (E-5). Enfin, nous avons pu constater les usages pluriels du concept de participation, que ce soit de l'avis des acteurs ou des agents. Ces usages soulèvent un enjeu commun : comment mettre en œuvre l'idéal démocratique participatif à l'échelle urbaine? C'est un changement dans la culture civique et politique qui devient prégnant. Au sujet de la culture civique, nous présenterons en troisième partie les discours et les pratiques des jeunes qui créent constamment de nouvelles formes de participation à la vie de la cité et à la problématisation de ses enjeux.

4.3. Protagonisme de la jeunesse en mutation à Santiago

Il faut situer l'expérience spatiale comme une succession complexe, pas toujours linéaire, de moments et de situations dont la portée cognitive, affective et créative oblige à redéfinir sans cesse les significations sociales de l'espace prenant leurs origines dans des situations antérieures. Dans la mesure où les jeunes interviewés ne participent pas ou peu au processus de production de l'espace urbain, réservé aux gestionnaires, aux spécialistes ou et aux agents économiques (ou ceux qui s'identifient comme « vendeurs »), ils se concentrent sur l'usage, y laissant leur empreinte, le marquant, en se l'appropriant par un usage conformiste ou non

¹²⁷ Le compte public participatif est une traduction libre de l'espagnol « *cuenta pública participativa* ». C'est un processus qui met à disposition des espaces de dialogue et d'échange d'avis entre les institutions, ses autorités respectives et la communauté dans le but de faire connaître la gestion publique et de l'évaluer. De générer de la transparence, des conditions de confiance, garantir le contrôle citoyen sur l'administration publique. Ce mécanisme permet de connaître et de consulter les planifications budgétaires, politiques, les plans et les programmes des services de l'État.

conformiste des lieux¹²⁸ (Krauskopf, 2004). À travers divers modes d'habiter la ville, se définissent les contours du protagonisme entendu comme une personne qui défend une position, étaye son point de vue, cherche des justifications et des argumentations, véhicule des enjeux et des problématiques, et pose des gestes concrets et des actions qui ont un impact sur un territoire donné (Duarte Quapper, E-2, 2014). Les jeunes répondants sont unanimes sur le fait qu'ils doivent affronter divers paradoxes : ils ont un meilleur accès à l'éducation, mais pas nécessairement au marché de l'emploi, une ouverture sur l'information plus grande, mais des portes fermées en ce qui a trait à l'accès au pouvoir, ils ont davantage d'attentes en matière d'autonomie, mais moins d'options pour la matérialiser. Ils sont à la fois récepteurs de politiques et protagonistes du changement. Ils agissent avec plus d'autodétermination, mais dans des conditions de précarité.

Bien que tangible et concrète pour les participants, la question de la jeunesse en tant que construction sociale, au même titre que d'autres catégories sociales n'est pas comprise de la même façon : « *[la gente] se autolimita, pero no es por culpa de ellos, si aquí tenemos que entender que los jóvenes estamos construidos socialmente*¹²⁹ » (E-7, avec un jeune militant dans un mouvement politique). Cela dit, la reconnaissance de ce construit passe par l'auto-identification du sujet à la jeunesse et en tant que « projection du futur » comme le dit un jeune militant dans un mouvement politique :

« Yo creo que la gente está empezando a entender de a poco el poder transformador del sujeto joven. No creo que algo que se vaya a dar, ya. Yo creo

¹²⁸ Le lieu y est défini comme une unité spatiale élémentaire dont la position est à la fois, repérable dans un système de coordonnées et dépendante des relations avec d'autres lieux dans le cadre d'interactions.

¹²⁹ Traduction libre : [Les gens] s'autolimitent, mais ce n'est pas de leur faute, si ici nous devons comprendre que nous sommes construits socialement. (E-7, avec un jeune militant dans un mouvement politique)

que algo que se va a pelear, y algo que se va a pelear, y se va a pelear y que nosotros vamos a pelear, porque aquí el sujeto joven no te da nada, nosotros nos regimos por la meritocracia por todos lados. Como sujeto, o sea tú tienes que abrirte espacios y abrirte espacios y abrirte espacios a codazos pa' todos lados, pero eso no pasa por un reconocimiento de la sociedad hacia la juventud como base de los estudiantes, pasa por un autoreconocimiento de ti como proyección de futuro¹³⁰. (E-7, avec un jeune militant dans un mouvement politique)

Le passage par « l'autoreconnaissance » de soi comme sujet, comme jeune en quête d'émancipation individuelle et collective, est crucial selon la plupart des répondants. Il marque l'importance de la reconnaissance dans la constitution du jeune et de son protagonisme. S'il obtient et s'octroie une reconnaissance adéquate pour s'épanouir, c'est bien par la convocation d'une série de moyens, d'attitudes et d'outils qu'il y parvient :

« Pero tengo una serie de herramientas por las cuales ocupar para poder interactuar con la ciudad, es como la condición de joven me motiva y me inspira [...] ¹³¹». (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

En soi, la condition de jeune ne peut expliquer l'ensemble des rapports à la ville; en ce sens, elle n'est pas déterminante ni déterministe en vertu d'un principe de causalité, mais elle engage un certain nombre de conditions et de conséquences où la construction sociale du jeune en devient un facteur important. Puis, en lorgnant du

¹³⁰ Traduction libre: Je crois que les gens commencent à comprendre petit à petit que le pouvoir transformateur du sujet jeune. Je ne crois que c'est quelque chose qui va se donner là. Je crois que nous allons devoir nous battre, encore nous battre, et toujours nous battre, parce qu'ici le sujet jeune ne te donne rien, nous sommes régis par la méritocratie, dans tous les domaines. Comme sujet, tu dois t'ouvrir des espaces et encore ouvrir des espaces, en jouant des coudes sur tous les fronts. Mais, ceci ne passe pas par une reconnaissance de la société envers la jeunesse avec comme base les étudiants, cela passe par une auto-identification de toi comme une projection du futur. (E-7, jeune militant dans un mouvement politique)

¹³¹ Traduction libre : « Mais je possède une série d'outils que je peux utiliser pour interagir (interactions) avec la ville, c'est en quelque sorte ma condition de jeune qui me motive et m'inspire ». (E-6, avec un jeune engagé dans le domaine culturel)

côté intergénérationnel, nous constatons qu'il y a un fossé dans l'interprétation du protagonisme de l'individu selon son appartenance sociale et qui se manifeste par une sorte de stagnation dans la pensée.

« Claro, el joven por ser joven se supone que tiene que ser protagonista de la historia, pero también hay un individualismo en las generaciones mayores que dicen: "yo ya no soy joven, se lo dejo a las futuras generaciones". Pero pasa que todas las generaciones hacen eso, todos terminan siendo adultos y se las dejo a las futuras generaciones. Este pensamiento no avanza, no hay avance, no permite desarrollar un pensamiento intergeneracional¹³²». (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé)

Une des caractéristiques contemporaines propres à l'étude des jeunes en milieu urbain (particulièrement dans les deux dernières décennies), est qu'il s'est donné une certaine transition depuis une conception plus conservatrice et fonctionnaliste à une version plus intégrale et holistique au sujet de complexe monde juvénile (Duarte Quapper, E-2, 2014). En quoi le fait d'appartenir à la jeunesse influence-t-il le rapport à la ville? Nous avons tenté par ce questionnement de tracer les contours de l'incidence effective sur les modes de représentation de la ville par les jeunes et comment leur condition sociale de « jeune » traduit un certain nombre de comportements et d'attitudes au sein des trajectoires du quotidien. En trois parties, nous exposerons les extraits des entrevues qui permettent d'identifier les zones de tension et les zones de contact propres aux trajectoires des jeunes interviewés.

¹³² Traduction libre : C'est clair, le jeune, par le fait d'être jeune suppose qu'il doit être protagoniste de l'histoire, mais aussi il existe une forme d'individualisme au sein des générations plus âgées qui disent : je ne suis plus jeune, je le laisse aux futures générations. Mais, toutes les générations font cela, tous deviennent un adulte et laisse le protagonisme aux futures générations. Cette pensée ne fait pas avancer, ne permet pas d'avancée, n'encourage pas le développement d'une pensée intergénérationnelle. (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé).

4.3.1. Des trajectoires différencierées

Une vision réductrice décrit le jeune comme étant à risque, sans aspiration claire, désintéressé du *rationnel* et submergé par le loisir et le divertissement. Dans une certaine mesure, cette vision retransmise notamment par les médias, les institutions, les familles, tend à marginaliser le jeune en le dissociant des « enjeux importants » puisqu'il n'y serait pas utile : « *Que es flaita, que siempre asaltan, que andan puro curaos, puede ser, pero no es todo, es como muy generalizable, cachay? Eso. Y por otra parte, como joven, que yo podría vivir el espacio, transformarme y transformarlo* »¹³³ (E-14, avec une jeune étudiante engagée auprès des femmes). Ce qui influence le positionnement du sujet jeune face aux avenues possibles de protagonisme social varie d'un individu à l'autre tout en montrant des caractéristiques similaires dans cette relation permanente entre le jeune et l'espace du quotidien :

« Claro, va a depender de tu historia, de tus relaciones que tengas día a día, de los saberes que vayas adquiriendo o entregando, como te digo, creo que es un posicionamiento político del sujeto en esta tensión permanente, en este caos que es la ciudad, que es el mundo al final [...] »¹³⁴. (E-15, avec une jeune travaillant dans l'entrepreneuriat des femmes)

Également, plusieurs jeunes femmes répondantes ont d'emblée évoqué que leurs revendications, spécifiques à leur genre, n'ont pris de l'ampleur que très récemment, comme rapporté lors d'un entretien : « *yo creo que la mujer chilena o joven, está más abierta ahora, hace hartos años, por lo menos seis años, que ha existido como una*

¹³³ Traduction libre : « Qu'il est rebelle, qui agressent ou volent, qui est souvent saoul, oui cela se peut et se voit, mais ce n'est pas tout, c'est toujours généralisé à l'ensemble des jeunes. Voilà. Et d'un autre côté, comme jeune, je peux vivre l'espace, me transformer et le transformer à mon tour ». (E-14, avec une jeune étudiante engagée auprès de femmes)

¹³⁴ Traduction libre : C'est clair, cela va dépendre de ton histoire, de tes relations, celles que tu as au jour le jour, des savoirs que tu vas acquérir ou offrir, comme je te dis, je crois que c'est un positionnement politique du sujet dans cette tension permanente, dans ce chaos qu'est la ville, qu'est le monde finalement [...]. (E-15, avec un jeune travaillant dans l'entrepreneuriat au féminin)

*reivindicación mas fuerte como de la mujer joven*¹³⁵ » (E-4, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme). Bien que ce constat ne s'ajuste pas à la réalité parce que, au Chili, les luttes pour les droits des femmes commencent au début du XX^e siècle, le fait de souligner le renforcement de la présence des femmes au sein des mobilisations publiques en tant que protagoniste marque une diversification des citoyennetés urbaines. Néanmoins, il demeure que les espaces d'expression citoyenne et spécialement les outils pour s'exprimer sont inégalement répartis sur le territoire :

« Estábamos centrándonos en un joven que es súper reflexivo, que es como súper crítico, pero no todas las mujeres somos iguales, hay mujeres que viven en un contexto que no tienen ese espacio para pensar de esa forma, cachay? ¹³⁶ ». (E-4, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

La reconnaissance des barrières d'accès aux espaces valorisant notamment la réflexion et l'analyse critique pour les jeunes femmes démontre la sensibilité des répondantes et des répondants : cinq répondants du genre masculin ont fait allusion à l'importance de l'inclusion des femmes dans les mouvements et les mobilisations citoyennes, au principe d'égalité entre les genres, particulièrement dans sa répartition spatiale. Enfin, habiter une ville n'est pas se fondre dans un creuset spatial et y développer des façons de faire en y étant déterminé par ses contours. Pour les répondants, il est important de penser l'individu comme l'acteur de sa réalité géographique par la construction territoriale qu'il opère dans le Monde qui l'entoure, mais aussi comme protagoniste de sa réalisation en tant qu'être qui fait sens.

¹³⁵ Traduction libre : Je crois que la femme chilienne ou jeune, est plus ouverte maintenant, et depuis plusieurs années, je dirais au moins six ans, qu'il existe une forme de renforcement des revendications des jeunes femmes. (E-4, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

¹³⁶ Traduction libre : Nous nous sommes centrés sur un jeune qui est très réflexif, qui est très critique, mais ce n'est pas toutes les femmes qui ont accès à l'égalité. Il y a des femmes qui vivent dans un contexte où elles n'ont pas d'espace pour penser de cette façon, tu comprends? (E-4 avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

4.3.2. Jeunes et État : zones de contact et de tension

Dans un monde aussi interrelié, rien ne peut être expliqué exclusivement à partir de l'espace de résidence ou de l'individu; l'imbrication multiscalaire des enjeux tout comme les dynamiques relationnelles entre société civile et institutions nécessitent l'analyse de la diversité des variables *possibles*. Même si une des tendances relevées dans nos entrevues condamne l'État tel qu'il est conçu aujourd'hui, les répondants comprennent qu'ils ne peuvent se contenter d'agir à l'extérieur des institutions formelles. « *Chile es un país super institucionalista, los políticos, los gobernantes, quiénes sean, siempre abogan por las instituciones, por el estado de derecho, son muy institucionalistas* ¹³⁷ » (E-11, avec une jeune engagée auprès des immigrants). Dans ce cas, comment nommer les frictions, les tensions, entre les institutions et les jeunes? Et s'il y a des « zones de contact » plus harmonieuses », en quoi sont-elles distinctives? Nous avons compris à travers nos entrevues que les jeunes se sentent membres d'une communauté politique locale, leurs trajectoires différencierées traduisant non seulement la singularité de leur parcours, mais également l'impact, peut-être même le conditionnement, dessiné par ce manque de confiance envers les institutions. Dans une large majorité, les répondants (15/17) situent leur vécu à l'intersection du multicritère et d'une approche déterministe (un facteur) comme explications rationnelles de leur vision du monde. À ce sujet, un jeune (E-16) révèle que :

« Es que son muchos factores los que te hacen ser o pensar ciertas cosas, o sea hay factores sociales que de todas maneras sí tienen que ver con el contexto en el cual naciste, la época, no sé dictadura, pos dictadura, los modelos educacionales en los que están inserto, también influye la familia, donde estás

¹³⁷ Traduction libre : Le Chili est un pays super institutionnaliste, les politiques, les gouvernants, peu importe leur position, prônent toujours du côté des institutions, l'état de droit, ils sont très orientés vers l'institution. (E-11, avec une jeune engagée auprès des immigrants)

viviendo, tus amigos, todo eso hace formarte una idea de lo que tú ves o cómo interpretar el mundo¹³⁸». (E-16, avec une jeune écologiste féministe)

Puis, la principale zone de tension pour huit des dix-sept interviewés est décrite comme une opposition entre ce que l'État offre en matière d'expression de la citoyenneté (ou à offrir) et ce que l'individu peut construire par ses propres moyens :

« Que el primero es como oposición al estado, como construir organización de sociedad civil, porque claro, como yo... es en el fondo un poco de ver... como el estado a mí no me ayuda mucho y no me da la posibilidad de opinar, de participar. Entonces yo hago algo que nace desde la ciudadanía, desde las comunidades, desde los barrios, desde no sé, lo que sea... y como ellos no me dan las soluciones, yo las busco por mi lado¹³⁹». (E-14, une jeune étudiante engagée auprès des femmes).

L'intérêt d'influencer son entourage est parfois réduit au noyau familial, bien que cette situation soit en cours de transformation par une hausse de la présence des jeunes dans l'espace public : « *Las disputas empiezan en la casa cuando uno decide contradecir a sus papas, que son de otras generaciones. Muchas respuestas que vienen ahora son puras respuestas que parten de la juventud y sus aspiraciones a una*

¹³⁸ Traduction libre : Ce sont plusieurs facteurs qui te font être ou penser certaines choses, mais il y a aussi des facteurs sociaux qui de toute manière ont à voir avec le contexte dans lequel tu es né, l'époque, comme la dictature, ou la post dictature, les modèles éducatifs dans lesquels ils sont insérés, la famille influence aussi, le lieu où tu habites, tes amis. Tout ceci te permet de former une idée de ce que tu vois et comment interpréter le monde. (E- 16, avec une jeune écologiste féministe)

¹³⁹ Traduction libre : C'est comme en opposition à l'État, comment construire une organisation de la société civile, parce que clairement, comme je dis... au fond, c'est voir un peu... comment l'État ne m'aide pas beaucoup et qu'il ne me donne pas la possibilité d'opiner, de participer. Alors, je fais quelque chose qui nait à partir de la société civile, depuis les communautés et les quartiers, à partir de je ne sais pas, ce qu'il se présente... et comme l'État ne me donne pas de solution, je les cherche de mon côté. (E-14, une jeune étudiante engagée auprès des femmes)

*sociedad más democrática*¹⁴⁰» (E-17, avec un jeune militant dans un mouvement pour la diversité sexuelle).

Mais encore, l'espace public apparaît menaçant et provoque l'insécurité. Ce qui justifie ainsi la rétraction aux cercles intimes, c'est l'absence de confiance dans les « autres anonymes ». Les jeunes veulent changer cette donne, sans toutefois reprendre le pouvoir d'influence tel qu'il a été durant la transition démocratique. Selon Duarte Quapper (E-2, 2014), les jeunes sont la plupart du temps abordés en tant que catégorie incomplète au regard des autres groupes sociaux exclus telles les femmes, les minorités culturelles, les aînés. Normal, nous dit ce sociologue de la jeunesse, puisque la matrice utilisée pour analyser cette catégorie sociale est analogue au patriarcat, au racisme, au système de domination de l'élite politico-économique locale, parfois même, mondiale. En continuité avec cette vision, une jeune engagée pour l'égalité femme-homme (E-2) nous dit : « *esa visión de juventud como ser incompleto, tú tienes que aprender, no tienes nada que enseñar todavía, nada que entregar* »¹⁴¹. Cela dit, les jeunes sont aussi une catégorie relationnelle polysémique : « *lo juvenil es lo relacional autoproducido y producido por a fuera* »¹⁴² (Duarte Quapper, E-2, 2014). Leur mode d'appropriation de la ville en est un de conquête (*conquista* en espagnol), une constante conquête de l'espace urbain et des façons de l'habiter. Des stratégies d'expressions citoyennes donnent naissance à la « *conquista* », elles font l'objet de la prochaine section. Néanmoins, le rétablissement de l'intégration entre État et société civile proposé par un répondant (E-17) consiste à

¹⁴⁰ Traduction libre : Les disputes commencent à la maison quand tu décides de commencer à contredire tes parents qui proviennent d'une autre génération. Plusieurs réponses qui apparaissent sont des réponses qui viennent de la jeunesse et de leurs aspirations à une société plus démocratique. (Entrevue 17, avec un jeune militant dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

¹⁴¹ Traduction libre : Cette vision de la jeunesse en tant qu'être incomplet, tu dois apprendre, tu n'as rien à enseigner encore, rien à apporter à la société. (E-2, une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

¹⁴² Traduction libre : Le juvénile, c'est le relationnel autoproduit et produit par le regard extérieur. (Duarte Quapper, E-2, 2014)

se voir telle une stratégie liant l'abstrait inconsciemment présent lorsque la société civile est abordée contrairement à la force et l'omnipotence de l'État :

« Entonces también en ese sentido verse como una estrategia como para de repente ligar estos dos estamentos que se ven tan disgregados, cachay. Lo estatal por un lado, así super grande, super potente, super omnipotente, cachay? Y la ciudadanía que se ve mucho como algo abstracto, que es como un conjunto de personas. Buscar como una forma de pacificar los vínculos para poder actuar después¹⁴³ ». (E-17, avec un jeune militant dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

Enfin, c'est par une relation encore plus imbriquée entre la société civile et l'État qu'il y a aura un processus de dialogue qui s'entamera, la première ayant un rôle à jouer dans la mutation des institutions si elle apprend à mieux s'organiser et se motiver :

« Es que la ciudadanía se atreva a pensar diferente y proponer alternativas de conducción. Falta una ciudadanía más organizada, un poco más empoderada, más valiente políticamente, un poco más critica. Yo creo que se debe apuntar a una ciudadanía más motivada. Sin embargo, creo que hoy en día, se generan cambios al nivel institucional. Hay de todo a ese nivel, también personas progresistas, hay visiones que uno tiene que apoyar y dejar de lado su discurso de siempre de que los políticos son todos lo mismo. La ciudadanía juega un rol importante en el cambio de las instituciones¹⁴⁴ ». (E-17, avec un jeune étudiant militant dans un mouvement pour la diversité sexuelle).

¹⁴³ Traduction libre : Alors aussi, en ce sens, se voir telle une stratégie pour possiblement lier ces deux (état et société civile) mondes qui sont tellement désintégrés. Il y a donc l'étatique d'un côté, super grand, super puissant, super omnipotent, tu comprends? Et il y a la société civile que est vue comme quelque chose plus abstrait, qui est comme un ensemble de personnes. Chercher une forme de pacifier les liens pour pouvoir agir après. (Entrevue 17, un jeune étudiant militant dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

¹⁴⁴ Traduction libre : C'est que la société civile devrait oser à penser différemment et à proposer des alternatives de conduite. Il nous manque une société civile plus organisée, un peu plus forte et autonome, plus courageuse au plan politique, un peu plus critique. Je crois que nous devons viser à une plus grande motivation de citoyens. Cependant, je crois qu'aujourd'hui, il se génère des changements au niveau institutionnel. Il y a de tout à ce niveau, aussi des personnes progressistes, il y a des visions que nous devons appuyer et mettre de côté notre discours de toujours du fait que les

Ainsi, l'utilisation d'une diversité de tactiques d'expression citoyenne par les jeunes dans l'espace urbain revient à dire qu'il se met en place un cadre où la société civile comprend son rôle et se met à l'épreuve. Nous en parlerons sous peu.

4.3.3. Stratégies d'expressions territorialisées et territorialisantes

Les stratégies employées pour marquer le territoire, parfois en vue de se l'approprier, sont bigarrées. Celles mises de l'avant par les jeunes interviewés s'ancrent dans une forme d'appartenance à des espaces d'expressions stratégiques dans la ville et ouvrant sur la quotidienneté des individus. Elles sont territorialisantes dans le sens où la stratégie conforte, défait, exprime ou modifie les territorialités existantes; il y a nécessairement un ou des éléments qui subissent une altération de leur état initial. Une forte majorité des répondants s'entend pour dire que ce qui se fait à l'échelle micro (quartier, commune) peut servir d'inspiration pour une intervention au niveau macro (ville) sans toutefois en calquer l'ensemble de ses principes. L'exemple de la fête en constitue une expression, un des espaces essentiels à la construction du sujet jeune et de sa vie nocturne, incarnée par une présence accrue dans la rue et sur les places publiques :

« O por ejemplo, la fiesta del Barrio Yungay también. Que dejan que toda una plaza, y todo, no sé, cuatro calles queden como vacías un tiempo, como pa' ir, cachay, apoderarse de la calle, porque eso como que no se vive mucho en Chile, diría yo. [...]Te apoderabas un poco de tu ciudad, cachay? la vives, como en espacios que normalmente uno no camina[...]. Bueno, y las marchas también.

politiciens sont tous les mêmes. La société civile a un rôle important dans la transformation des institutions. (E-17, un jeune étudiant militant dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

También cachay que es como una apropiación como desde el mundo juvenil de la calle y de la calle como medio de expresión¹⁴⁵». (E-14, avec une jeune étudiante engagée auprès des femmes)

D'autres stratégies, cette fois-ci découlant de l'informalité, se dégagent des propos des répondants, en voici quelques-unes :

- l'auto-organisation ou l'autogestion et l'autoformation sont au cœur des nouvelles pratiques;
- la mobilisation des savoirs « alternatifs et citoyens » particulièrement auprès de personnes n'ayant pas accès l'éducation postsecondaire;
- la création d'outils d'éducation à la citoyenneté, l'occupation d'espaces abandonnés classés patrimoniaux.

L'engagement sous-jacent au déploiement de ces stratégies s'inscrit dans un temps et un espace donnés; il n'est qu'assez rarement en continu et subit au contraire des ruptures constantes dans ses manifestations en fonction des enjeux en présence et de l'intérêt porté par les jeunes. L'usage d'une diversité de tactiques territorialisées apparaît alors comme un moyen d'assurer une présence plus constante.

« De todos los espacios uno puede rescatar las herramientas necesarias para lograr los objetivos que uno se proponga. Si me quedara solamente con la academia, definitivamente que no, y si me quedara solamente con la calle, posiblemente me sería mucho más difícil. Yo creo que siempre hay que buscar el equilibrio de los espacios... sí, porque si soy una socióloga de escritorio, difícilmente voy a tener conocimientos de la realidad social que me rodea y de

¹⁴⁵ Traduction libre : Ou par exemple, la fête du quartier *Yungay* aussi. Qui libère toute une place publique, et tout, je crois que ce sont quatre rues qui sont vidées pour l'occasion, pour faciliter l'accès, tu comprends. Et même pour s'approprier la rue, parce que cela ne vit pas vraiment au Chili, je dirais. [...] Tu t'appropries un peu de ta ville, tu la vies, dans des espaces où tu ne circules pas normalement. [...] Et aussi les manifestations, les marches. C'est aussi une appropriation, à partir du monde juvénile, de la rue, et de la rue comme moyen d'expression. (E-14, avec une jeune étudiante engagée auprès des femmes)

cómo mis compañeros pobladores han podido salir adelante si yo no tengo idea¹⁴⁶». (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

En ce qui concerne l'intensité des manifestations publiques, bien qu'une culture du pacifisme dans le choix des méthodes de revendication se dessine dans les propos des jeunes, la présence d'une certaine radicalité dans la manière de protester peut parfois permettre d'atteindre les personnes concernées selon trois de nos répondants.

« En el caso de las movilizaciones, de las protestas, yo considero que es super válido porque históricamente, radicalizar ciertas temáticas, o sea uno mismo lo puede encontrar violento a veces, pero el hecho de radicalizar una cosa, hace que esa temática llegue a la agenda. Entonces como estrategia, a veces es una buena estrategia para lograr... claro, no van a lograr los objetivos que piden ellos a nivel muy radical, pero sí van a poner la temática en agenda, sin poner la temática en discusión¹⁴⁷». (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé)

Ce qui amène à souligner l'importance de proposer des solutions plutôt que d'en rester à des constatations critiques des réalités vécues et observées. Au moins dix parmi les dix-sept répondants en parlent :

¹⁴⁶ Traduction libre : Dans tous les espaces, il est possible d'incorporer les outils nécessaires pour atteindre les objectifs que tu te fixes. Si je restais seulement dans l'académie, définitivement non, et si je restais seulement dans la rue, ce serait encore plus difficile. Je pense qu'il faut toujours chercher l'équilibre dans les espaces... parce si je suis une sociologue de bureau, je vais difficilement avoir des connaissances de la réalité sociale qui m'entoure et de comment mes compagnons des *poblaciones* ont pu aller de l'avant. (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

¹⁴⁷ Traduction libre : Dans le cas des mobilisations, des protestations, je considère qu'il est super valide, historiquement parlant, de radicaliser certaines thématiques. Il est possible de trouver cela violent parfois, mais le fait de radicaliser une chose permet que cette thématique se retrouve dans l'agenda. Alors, comme stratégie, il est parfois bon de l'utiliser pour atteindre... clairement, tu ne vas pas atteindre les objectifs qu'eux veulent à un niveau radical, mais tu vas au moins mettre la demande dans l'agenda, sans nécessairement discuter de cette même thématique. (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé)

« Hay momentos de agitación, establecerlo como la única estrategia, obviamente es insuficiente. Pero como un método más, es válido. El problema es que acá en Santiago, a pesar de que criticamos al estado porque es paternalista y tiene una perspectiva asistencialista sobre el ciudadano, no somos capaces de hacer propuestas, nos quedamos muchas veces en demandar cosas. Pero como ciudadanos, nosotros tampoco construimos propuestas y lo que es un tema pendiente de la ciudadanía, que se organiza¹⁴⁸ ». (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé)

La seule manifestation ou occupation de la rue perd de son poids si elle ne s'accompagne pas d'étapes subséquentes permettant de faire valoir la capacité à construire une proposition plutôt que de s'en tenir aux constats, aux revendications. L'intention derrière la stratégie d'expression citoyenne domine tout le reste selon une jeune entrepreneure sociale (E-15). Si elle n'est pas formulée explicitement, nul n'est tenu d'en prendre les résultats à des fins décisionnelles. Les convictions détiennent et propulsent la connaissance et la critique. Constamment mobilisées en tant que moteur de l'action collective, elles dépendent de la personne qui les met en pratique, mais également de l'espace octroyé à leur déploiement comme le suggère la citation suivante :

« Y no necesitamos más economía nosotros, necesitamos más fraternidad, necesitamos construir confianza y sinergia social, porque nos sentimos solos, el chileno se siente solo, pero no hace nada por eso, se auto aísla y la sociedad se construye también para sentirnos solos¹⁴⁹ ». (E-7, un jeune militant dans un mouvement politique)

¹⁴⁸ Traduction libre : Il y a des moments d'agitation. Les établir comme l'unique stratégie est bien sûr insuffisante. Mais il est une méthode de plus, qui est valide. Le problème est qu'ici à Santiago, même si l'on critique l'État parce qu'il est paternaliste et qu'il utilise une perspective assistancialiste sur le citoyen, nous ne sommes pas capables de faire des propositions, nous en restons souvent à l'étape de demander des choses. Mais comme citoyens, nous ne construisons pas de propositions et c'est un thème qui reste à résoudre par la société civile. (E-8, avec un jeune sans emploi récemment diplômé)

¹⁴⁹ Traduction libre : Et nous ne nécessitons pas plus d'économie, nous avons besoin de plus de fraternité, de construire une confiance et une synergie sociales, parce que nous nous sentons seuls, le chilien se sent seul, mais il ne fait rien pour cela, il s'auto-exclut et la société se construit aussi pour que nous nous sentions seuls. (E-7, un jeune militant dans un mouvement politique).

En réponse à cet « auto-isolement », le « nous » apparaît davantage tel un refuge et une défense que comme un espace de rencontres et d'échanges. Renforcer le capital social, une aspiration des jeunes répétée (en différents termes) dix fois sur les dix-sept entrevues, signifie apprendre à écouter les personnes. Ce n'est que dans des espaces ouverts et partagés que le jeune citoyen élabore le langage et les codes interprétatifs capables de rendre compte de ses rapports au territoire et à la collectivité. Ils cherchent dans les discours publics non seulement des réponses pratiques (et critiques), mais également des propositions relatives au sens et à l'identité, au lien social et à la cohésion sociale; il veut se reconnaître dans un ordre collectif. Mais le discours public actuel n'intègre pas les questions d'insécurité et de peur de « l'autre », d'exclusion socioéconomique ou de citoyenneté. De la reconnaissance de l'individualité à celle des identités collectives, c'est dans une certaine mesure la dignité humaine qui est ici en jeu :

« Pienso que el mayor obstáculo que tenemos las juventudes es esta visión paternalista y asistencialista y adultocentrista que tiene la sociedad, porque si tú te das cuenta, las organizaciones de las juventudes siempre son culturales o la mayoría de ellas son culturales, son muy pocas las que son organizaciones sociales, que hacen algo por la sociedad, como educar, transformar cosas, apropiarse, son muy pocas¹⁵⁰ ». (E-10, avec un jeune impliqué dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

Somme toute, quand il est question de stratégies d'expression de la citoyenneté, sont également interpellées les formes de savoirs sous-jacentes aux prises de position. En demandant aux participants comment ils arrivent à faire entendre leurs voix, nous

¹⁵⁰ Traduction libre : Je pense que le plus grand obstacle que nous avons nous les jeunes c'est cette vision paternaliste, assistancialiste et adultocentriste qu'a la société sur nous. Parce que si tu te rends compte, les organisations de la jeunesse sont toujours culturelles ou du moins, la majorité d'entre elles sont culturelles, il n'y a que très peu d'organisations qui sont sociales et qui font quelque chose pour la société comme éduquer, transformer les choses, l'appropriation, il n'y en a que très peu. (E-10, un jeune impliqué dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

avons forcément obtenu des réponses qui intègrent la notion de savoir et le processus d'acquisition de celui-ci. Bien que ces indicateurs ne soient pas géographiques à première vue, ils le deviennent par le fait que les processus cognitifs nécessaires à l'apprentissage se réalisent dans un contexte spatial donné.

4.4. Mobilisation des savoirs *citoyens*

En regardant de plus près notre étude de cas, nous pensons l'École de *SUR* en éducation à la citoyenneté, au sens large, en tant qu'espace d'innovations politiques, éducatives et urbaines. En questionnant les répondants au sujet du rôle qu'occupe l'éducation sur leur propension à participer et à s'intéresser à la vie publique en démocratie, nous constatons une certaine unanimité quant à la nécessité de briser les frontières symboliques empêchant les personnes de croire en leur « voix » :

« Entonces para mí tiene también que ver con eso, como con esta educación simbólica o ideológica, entonces la gente prefiere estar, entre comillas, tranquila donde está, no levantar la voz y eso como porque, entre comillas, deja contento a todo el mundo¹⁵¹ ». (E-16, avec une jeune écologiste féministe)

Également, sont idéologiques les barrières dans l'accès à l'information et à l'éducation; plus qu'une manifestation d'une réalité enracinée dans le système politique néolibéral, le choix individuel de se maintenir hors de celui-ci domine :

¹⁵¹ Traduction libre : Alors, pour moi, cela a à voir avec l'éducation symbolique ou idéologique. Les gens semblent préférer être, entre guillemets, tranquille où ils sont, ne pas lever la voix et de cette façon, laisser les autres être heureux. (E-16, avec une jeune écologiste féministe)

« Entonces, si bien, hay barreras para acceder a la información, a la educación y todo, creo que más, son barreras ideológicas o simbólicas¹⁵²». (E-2, avec un jeune engagé pour l'égalité femme-homme)

Sous tension, la conduite intellectuelle fascine, attire l'attention et l'admiration générale, tandis que lorsque le même discours se transmet dans l'action par l'intervention dans la rue, la répression en devient la réplique plutôt que les éloges auparavant formulés :

« Entonces ahí [...] es mucho más difícil porque los espacios intelectuales son valorados, es como “oh que intelectual eres, mira tú que eres tan culta, que bueno que tienes opinión” y no sé qué. Pero cuando ya una va con el cuerpo a la calle, se encuentra con la resistencia po » [...]¹⁵³». (E-2, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

Puis, se mettent en jeu différents savoirs et méthodes d'apprentissages qui possèdent la vertu de contribuer au renforcement du lien social entre parties intéressées :

« En este espacio, para la ocupación pública o de los vecinos por ese espacio, por ejemplo. Se ponen en juego otros tipos de saberes, estos saberes no formales o saberes ancestrales, que han sido dejados de lado, se ponen en juego temas identitarios así fuertes, o sea como constitución de ella, así como la vinculación, la permanencia en ciertos lugares, la aprehensión hacia ello, la historicidad, la carga emotiva, la carga histórica y lo encuentro como potente, así como un espacio y fuera también que es aprehendido, de aprehender, de tomar por la misma ciudadanía, por jóvenes también, por un montón de jóvenes¹⁵⁴». (E-6, avec un jeune impliqué dans le domaine culturel)

¹⁵² Traduction libre: Alors, même s'il existe des barrières pour accéder à l'information, à l'éducation et à tout en général, je pense que ce sont plutôt des barrières idéologiques et symboliques. (E-2, avec un jeune engagé pour l'égalité femme-homme)

¹⁵³ Traduction libre: Alors, là [...] c'est beaucoup plus difficile parce que les espaces intellectuels sont valorisés, c'est comme «Oh, comme tu es intellectuelle, regarde comment tu es culte, que c'est bien que tu aies une opinion» et je ne sais trop quoi. Mais, quand tu vas avec ton corps à la rue, tu te retrouves face à la résistance [...]. (E- 2, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

¹⁵⁴ Traduction libre : Dans cet espace, pour une occupation publique ou par les citoyens du quartier, par exemple. Il est mis en jeu d'autres types de savoirs, ces savoirs non formels ou des savoirs

L'enjeu de la préparation à participer, donc de s'outiller en matière de savoirs et d'actions, représente toutefois un poids, parfois un frein, à l'engagement dans des lieux où le jeune considère ne pas posséder les bases adéquates :

« Yo creo que eso es importante, como el tema de la preparación, el quizá sentir, si te vas a cualquier organización, ya sea cultural, política, social o comunitaria, decir quizá, yo no tengo las herramientas como para poder opinar, entonces se hace esta dicotomía un poco de decir, quiero, pero no sé, no... pero tampoco está como esta reflexión de decir, pero si yo me inserto voy a aprender, voy a poder leer, o desde la misma gente, de la experiencia, voy a empezar a formar como este conocimiento ¹⁵⁵». (E-13, un jeune engagé dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

Pour un des répondants (E-6), c'est un plaidoyer pour la constance du questionnement de « l'établi », envers soi-même (autocritique) autant qu'envers la collectivité, qui amène à la formulation d'une pleine citoyenneté et à son appropriation.

« Abogo par las instancias de apropiación, las instancias de develación, no sé cómo decirlo, pero de cuestionamiento, del hacerse y hacernos preguntas, tanto al colectivo, como a uno mismo, del estar constantemente cuestionándose y

ancestraux, qui ont été mis de côté, des thèmes relatif à l'identité, aussi fort que ça, ce que je veux dire, c'est la constitution de cette même identité... tel le lien, la permanence dans certains lieux, l'appréhension envers ceux-ci, la historicité, la charge émotive, la charge historique et je trouve cela très puissant, également comme un espace qui est appréhendé, de appréhender, de le prendre par la société civile, par les jeunes aussi, par beaucoup de jeunes. (E-6, avec un jeune impliqué dans le domaine culturel)

¹⁵⁵ Traduction libre : Je crois que cela est important, comme l'est le thème de la préparation, ce qui est possiblement le fait de sentir que si tu vas à n'importe quelle organisation, qu'elle soit culturelle, politique, sociale ou communautaire, de dire que tu n'as pas les outils pour donner ton opinion par exemple. Alors, il se crée une sorte de dichotomie de dire, je veux y aller, mais je ne sais pas comment. Il n'existe pas nécessairement une réflexion qui dit: mais si je m'insère dans telle organisation, je vais apprendre, je vais pouvoir lire, ou apprendre à partir des gens, de l'expérience, je vais commencer à créer cette connaissance. (E-13, avec un jeune engagé dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

replanteándose, creo que es importante¹⁵⁶». (E-10, avec un jeune engagé dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

Le sens que l'éducation revêt depuis le début de la dictature est passé de l'instruction à l'imposition d'un mode de pensée idéologique où l'information mise à disposition en est principalement une de divertissement et de maintien d'une ligne de pensée et d'action uniformisante. La multiplication des sources et des modes d'acquisition des connaissances permet de déconstruire, dans une certaine mesure, cette standardisation, afin de tendre vers un mode de pensée propre au sujet en débat et tenant compte de ses particularités :

« O sea para poder construir algo teniendo un conocimiento de qué es lo que se ha hecho, qué es lo se ha pensado, qué se ha discutido en torno a esos temas, para poder recoger los que nos parezcan pertinentes, criticar lo que también nos parezca criticable y poder construir una propuesta propia¹⁵⁷». (E-13, avec un jeune engagé dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

Le système d'éducation chilien, plus largement latino-américain, a été pensé pour reproduire le système dominant. Duarte Quapper (E-2, 2014) radicalise le diagnostic en affirmant que le système éducatif en vigueur au pays enseigne à ne pas réfléchir de façon critique, à ne pas participer; il inhibe le jeune dans la logique qu'il ne soit qu'un « récepteur vide » qu'il faut remplir de savoirs et de compétences.

¹⁵⁶ Traduction libre : Je plaide pour les instances d'appropriation, les instances de dévoilement, je ne sais pas comment le dire, mais je me réfère à celle de questionnement, de se faire et de nous faire se poser des questions, autant au collectif, comme à soi-même, le fait d'être constamment en train de se questionner et de repenser, je pense que cela est important. (E-6, avec un jeune étudiant)

¹⁵⁷ Traduction libre : Ou alors pouvoir construire quelque chose en ayant une connaissance de ce qui a été fait, de ce qui a été pensé, ce qui a été discuté en lien avec ces thèmes pour ensuite pouvoir reprendre ce qui nous apparaît pertinent, critiquer ce qui nous semble critiquable et ainsi construire notre propre proposition. (E-10, avec un jeune impliqué dans un mouvement pour la diversité sexuelle)

« Tener espacios de discusión y de poner sobre el debate las experiencias personales que uno ha tenido, a mí me parece que logra en primer momento unir estudios con experiencia, y más adelante me da la impresión de que va a ir siendo cada vez más empírico y más práctico lo que podamos co-construir entre todos¹⁵⁸ ». (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

Cela dit, la citoyenneté s'apprend dans l'exercice et la participation à des expériences concrètes. Ce pour quoi les jeunes répondants voient dans les expériences pratiques, des occasions pour développer des habiletés citoyennes telles que la prise de parole publique, la compréhension d'enjeux locaux et urbains ou encore l'esprit critique et d'argumentation sur les faits. Autrement dit, il trace le parcours des jeunes en vue d'augmenter ou de consolider leur autonomie. C'est une forme d'*empowerment*.

4.5. *Empowerment* : avoir, vouloir, pouvoir

Quel lien entre citoyenneté et *empowerment*? Lors des entrevues, une interrogation récurrente a mérité une attention particulière : si une citoyenneté urbaine active est ardemment pratiquée, est-ce qu'il y a une forme de renforcement des capacités et attitudes de la personne face à son environnement, urbain dans ce cas-ci? Pour une jeune engagée dans un mouvement écologiste (E-9), la compréhension du rôle du citoyen dans une ville comme Santiago constitue le premier pas vers une rupture de « *la relación instrumental de dependencia hacia el Estado y sus ramificaciones neoliberales*¹⁵⁹ ». Entrer en contact avec une diversité d'acteurs provenant de scènes politiques distinctes joue un rôle prépondérant dans l'acquisition de nouvelles

¹⁵⁸ Traduction libre : Avoir des espaces de discussion et mettre au débat les expériences personnelles qu'un a pu avoir, cela m'apparaît intéressant puisqu'il est possible d'unir les études avec les expériences. Et après, cela me donne l'impression que ce sera de plus en plus empirique et pratique ce que nous pouvons coconstruire entre tous. (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

¹⁵⁹ Traduction libre : La relation instrumentale de dépendance envers l'État et ses ramifications néolibérales. (E-9, avec une jeune engagée dans un mouvement écologiste)

connaissances et de pratiques, mais en est un davantage engageant le processus d'autoformation sur l'importance de voir et de décortiquer les facteurs convergents et divergents présents au sein des diverses scènes politiques. Par exemple, le sens commun de « l'être citadin » (*el ser ciudadano*), défini par un premier croisement de relations et de langages sociaux, entraîne des environnements distincts propices à l'émergence d'un lien social renouvelé ainsi que la mise en commun des savoirs et des pratiques. Ajoutons que le fait de plaider pour la médiation entre les parties plutôt que pour la légitimité d'un leader, une figure pensante, est ressorti à cinq reprises au cours des entrevues, dont nous citons un fragment :

« Sino que en esta post deconstrucción social y renovación del lazo social, abogo más por eso, por la mediación, por la puesta en común de situaciones y la resolución a partir de todo en ella. Entonces el poner figura de líderes, me es contradictorio. Entonces creo que es peligroso, esa figura¹⁶⁰ ». (E-16, avec une jeune écologiste féministe)

L'horizontalité des leaderships autant que l'ajout d'un aspect rotatif, incluant un changement de cycle afin de démocratiser l'exercice du leadership, apparaît comme un élément central à la mise en commun des expériences. Puis, ce qui dénote une complexité dans la façon de « gagner du pouvoir (*empowerment*) » réside dans la compréhension de la politisation au niveau de la société civile – et non au niveau institutionnel – puisqu'il existe la sphère politique comme telle, mais également « le politique » au quotidien. Le problème réside dans le fait que les jeunes, bien qu'ils considèrent impératif le renforcement de la politisation de la nouvelle génération, confondent le pouvoir avec l'influence en rejetant les formes traditionnelles

¹⁶⁰ Traduction libre : En plus, dans cette post déconstruction sociale et ce renouvellement du lien social, je plaide plus pour cela, pour la médiation, pour la mise en commun de situations et la résolution à partir de tout ce qu'elle représente. Alors, le fait de mettre des figures de leader, c'est pour moi contradictoire. Alors, je crois qu'elle est dangereuse, cette figure. (E-16, avec une jeune écologiste féministe)

d'incarner le pouvoir, la forme hiérarchique et concentrée tel que rapporté par une jeune femme entrepreneure (E-15) : « *como la influencia significa poder, nadie quiere perder ese poder jerárquico y los jóvenes están tratando de ganar espacios de poder, pero de arriba tampoco los quieren dar, si el poder nadie lo regala en bandeja* ¹⁶¹ ». Ainsi, la quotidienneté du politique gagne de plus en plus de terrain sur lequel s'ajoute la mise en réseau de géographies du quotidien dont nous traiterons quelques aspects dans la dernière section.

4.5.1. Les réseaux : mise en commun de l'action

Si la donne sociopolitique chilienne semble en cours de transformation, c'est un changement de paradigme qui devient essentiel pour sortir les jeunes, la prochaine génération à assumer le développement et le pouvoir, de la passivité enchaînée dans leur mode de faire et penser : « *yo creo que igual los paradigmas están cambiando un poco, que las nuevas generaciones, de las que me siento parte igual, están saliendo de la pasividad que vivieron en la décadas anteriores a fin de elaborar estos paradigmas* ¹⁶² » (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme). En prônant une lecture qui atteint et remet en question les principes soutenant l'ordre en place, les jeunes entament un décryptage des réalités au-delà de ce qui apparaît tangible; ils s'attaquent aux problématiques invisibilisées par des décennies de « pseudo-démocratie » tout en se réappropriant l'espace et le savoir au sein desquels le paradigme antérieur a pris naissance et s'est reproduit. En revanche, pour de nombreux répondants (10/17), il est utopique de penser, bien que nécessaire à l'idéal

¹⁶¹ Traduction libre : Comme l'influence signifie pouvoir, personne ne veut perdre ce pouvoir hiérarchique et les jeunes sont en train de gagner des espaces de pouvoir, mais depuis le haut, personne ne veut leur donner ce pouvoir. Si personne ne donne le pouvoir en cadeau, ni même sur un plateau. (E-15, une jeune travaillant en entrepreneuriat des femmes)

¹⁶² Traduction libre : Je pense quand même que les paradigmes sont en train de changer un peu, que les nouvelles générations, de celles dont je fais partie, sont en train de sortir de la passivité dans laquelle ils vivaient dans les décennies précédentes. (E-3, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme)

de la citoyenneté urbaine active, que le paradigme de développement actuellement en vigueur sera altéré. Mentionnons que les réflexions menées en ces termes jouent un rôle symbolique dans la constitution d'un horizon commun, même si utopique, il nourrit le sentiment d'idéal rêvé et projette l'action dans une perspective de rassemblement des jeunes au cœur d'une voix forte (E-15, avec une jeune travaillant en entrepreneuriat des femmes).

Le fait de pouvoir générer des réseaux, que ce soit lors de l'émergence d'une idée entre personnes ou groupes d'intérêts ou à l'étape de consolidation d'une approche territoriale par la mise en réseau d'acteurs et d'agents, le maillage entre les individus, les territoires et les connaissances constitue un pôle primordial sur lequel bâtir une mise en réseau de la citoyenneté urbaine active. C'est à plus de douze reprises que nous avons identifié l'expression « *insertarme en redes urbanas de personas, conocimientos y prácticas*¹⁶³ » en tant que matrice fondamentale de décloisonnement des idées émergeant des groupes en minorité, dont les jeunes, afin de les rendre disponibles et pertinentes pour d'autres et de les renforcer pour certains. Puis, c'est à travers la mobilisation d'informations et de conceptualisations que se déconstruisent les mythes :

« Queremos lograr construir algo, una propuesta que sea capaz de llegar a personas que precisamente no trabajan en torno a temas de género porque no sé, género qué es? Costura? No saben ni siquiera lo que es género. Entonces ese es el modo en que en este momento, como mujer ciudadana quiero tomar un rol más activo. Y para eso, nos encontramos en un proceso de autoformación¹⁶⁴ ». (E-11, avec une jeune étudiante engagée auprès des immigrants)

¹⁶³ Traduction libre : M'insérer dans des réseaux urbains de personnes, de connaissances et de pratiques.

¹⁶⁴ Traduction libre : Nous voulons tenter de construire une proposition capable d'atteindre les personnes qui précisément ne travaillent pas autour des thèmes reliés au genre, parce que je ne sais pas, mais qu'est-ce que c'est le genre? De la couture? Ils ne savent même pas ce que c'est le genre. Alors, ceci est le mode que je veux, en tant que femme citoyenne, dans lequel je veux occuper un rôle

Il est clair qu'avant de pouvoir passer à une consolidation du pouvoir citoyen, soit le potentiel maximal de représentation de la citoyenneté en tant que constituante du « progrès » social et politique, en phase avec un principe de sensibilisation et d'incursion dans des univers traditionnellement opposés, il y a un long et profond travail d'éducation à réaliser par le biais de l'institution formelle, non formelle et informelle (E-1, avec une jeune engagée pour l'égalité femme-homme). À travers l'apprentissage, non seulement en se soumettant à lui mais également en se rebellant contre lui et en innovant à partir de lui, le jeune définit son identité personnelle. De ce fait, selon Aguilera Ruiz, les institutions éducatives ne peuvent être les seuls à en monopoliser la fonction; elles cohabitent plus qu'elles entrent en compétition, avec les autres formes « moins formalisées » d'apprentissage dans l'espace social (Aguilera Ruiz, E-1, 2014). Ce qui apparaît significatif aux yeux des jeunes découle de la capacité à enseigner à apprendre par la réflexion et la critique, à transmettre des questions et à donner seulement que des pistes de réponses, des quêtes personnelles, à remettre en question plutôt que d'obéir à ce qui est communément établi. Est-ce en réduire cette perspective à la dichotomie entre instruction et éducation? Selon eux, c'est plutôt une redéfinition de l'éducation en tant que valeur, droit et processus, qui constitue l'essentiel de la demande sociale entourant l'éducation. Nous concluons ce point par cette éloquente citation :

« Tenemos que hacernos cargo de los procesos, de la historia, del reconocernos y el construir o deconstruir lo hecho. Entonces claro, por una parte, estamos constituidos por ese tipo de relaciones impersonales, individualistas, competitivas, pero por el otro, también hay un reconocimiento de ello y está la posibilidad de cambiarlo. Entonces creo que eso, que en tanto haya un reconocimiento que se caiga constantemente en ello, está la posibilidad de una

plus actif. Et pour ceci, nous nous retrouvons dans un processus d'autoformation. (E-11, avec une jeune étudiante engagée auprès des immigrants)

relación otra, de una otredad, de que está ahí¹⁶⁵». (E-6, avec un jeune impliqué dans le domaine culturel).

Pour au moins cinq répondants, les valeurs civiques transmises par l'éducation à la citoyenneté formelle peuvent facilement se convertir en endoctrinement, parfois une certaine forme de docilité conformiste. Bien que la neutralité (relative ou critique) dans le milieu académique apparaisse comme fondamentale, l'école devrait selon les répondants aspirer à former des citoyens « démocratiques », non conformistes, mais conformes à ce que demande le principe de démocratie établie.

Tout au long de ce chapitre, nous avons mobilisé les discours des jeunes recueillis sur le terrain par le biais d'entrevues, des récits qui transmettent une panoplie de vécus et d'expériences du présent, de l'urbain, de convictions et d'engagements critiques des codes et des systèmes actuellement en place. Bien que les *paroles* exposées soient un échantillon d'un ensemble plus vaste de réponses et de spécificités, il n'en demeure pas moins qu'elles reflètent la diversité des quêtes de jeunes Santiaguinos disposés, outillés et motivés à transformer les modes de production et d'appropriation de la ville, ce terrain des infinies épreuves et rencontres. La perception du monde et de la ville qui se dressent, de l'éphémère à l'éternel questionnement sur le rapport espace-société, ici ville-jeune, s'illustre à travers des interactions multiples, répétées ou uniques. Bref, le caractère situé des interactions dans le temps et l'espace, dévoile les frontières dressées par l'imaginaire autant que les continuités qu'il induit.

¹⁶⁵ Traduction libre : Nous devons nous charger des processus, de l'histoire, de notre reconnaissance mutuelle, de la construction ou de la déconstruction de ce qui est à faire ou est fait. Alors, il est clair d'une part, que nous sommes constitués par ce genre de relations impersonnelles, individualistes, compétitives, mais d'autre part, il y a aussi une reconnaissance de ces états et situations et la possibilité de les changer. Alors, je crois que ceci, tant qu'il y a une reconnaissance qu'il est possible d'y tomber constamment dans ces attitudes individualistes, il y aussi la possibilité d'une relation autre, d'une altérité, qui est là, présente. (E-6, avec un jeune impliqué dans le domaine culturel)

CHAPITRE V

MODES D'APPROPRIATION DE LA VILLE ET ÉMANCIPATION : DISCUSSION SUR LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

« City narrative is, as a result, both evident and enigmatic: knowing them is always experimental ». (Holston, 1999 : 155)

Les quêtes urbaines de la jeunesse santiaguinoise sont multiples, complexes, critiques, parfois maladroites ou mal construites, mais elles témoignent d'un sens de la citoyenneté qui va au-delà de la seule contestation de l'ordre établi. À partir des constats dégagés lors du chapitre précédent, nous avons effectué une analyse de second niveau par le truchement de nos concepts clés et de notre cadre théorique, ce qui nous a permis de répondre, bien que partiellement, à nos questions de recherche. Comme ultime étape de ce travail de recherche, nous procéderons à l'interprétation des résultats, en vérifiant la validité de nos hypothèses. Nous abordons pour ce faire les interactions des jeunes au sein des espaces urbains révélant chacune, à leur manière, des spécificités dans les modes d'habiter. Ensuite, nous chercherons à mettre en relief des formes de citoyenneté et des modes de satisfaction des besoins qui permettent la compréhension des degrés et des types d'appropriation de la ville par les jeunes. Ce faisant, nous aborderons les modalités d'expression et de conquête du protagonisme des jeunes. Enfin, c'est par un intérêt pour les conceptions, voire les visions des jeunes sur leur propre émancipation dans un cadre démocratique chancelant que nous arrêterons notre dernière section sur le champ des épistémès mobilisées et de l'*emporwerment*.

5.1. L'habitat urbain : l'espace habité et déshabité

Si les formes d'habiter la ville au sens d'un mode de perception et de vécu de l'espace sont multiples, les jeunes incarnent celles qu'ils croient pertinentes à leur démarche d'engagement territorial. Par conséquent, le rapport entre perception et ville se transmet davantage par la « ville perçue » que par le processus de perception de la ville. Il est naturel chez les jeunes de se représenter la ville à travers le prisme de leur propre expérience teintée des aspirations, des espoirs et des peurs, des préférences personnelles, sans regard à quel type d'attitude et de comportement elles entraînent. Le citadin jeune apprend à plonger dans une perspective qui fait appel au passage du monde extérieur « extra mental » vers l'intériorité (rationnelle) de l'esprit afin d'identifier les spatialités et les relations sociales avec lesquelles tisser de nouveaux rapports en vue d'enrichir ou d'interroger son expérimentation de la ville (De Castro, 1997; Lefebvre, 1976). Les territoires restent les principaux médiateurs des vies alors que les spatialités, de par leur mouvance, donnent à voir la diversité des actes et des réflexions qui émergent de leur expérience urbaine.

Si les références sociospatiales sont apparues comme une des caractéristiques de l'engagement territorial au regard d'une appropriation matérielle et symbolique de la ville, force est de constater que leur caractère changeant du fait de la mobilité des jeunes détermine l'intensité et le type de rapport à la citoyenneté. Métropole fortement centralisée, Santiago apparaît pour certains tel un « archipel d'îlots » distribué selon des patrons d'agencement homogènes isolant les parties entre elles. Une vision qui coexiste, au regard de la ségrégation sociospatiale imbriquée dans l'espace urbain avec celle de l'existence d'interconnexions entre les « îlots » qui permettent de saisir, par une pratique ponctuelle ou quotidienne, les disparités de la ville. C'est pour eux la substance urbaine, son contenu et son contenant qui encouragent une prise de position moins cantonnée sur des revendications locales, et

ouvrent sur une perspective ancrée dans plusieurs territoires intra urbains. Nonobstant ce constat, la mise en circuit des relations de tensions, manifestées sous forme d'interactions parfois violentes entre les jeunes et une autorité donnée, qu'elle soit de contrôle, de surveillance ou d'origine privée, engage une forme de « frontérisation » entre les zones de la ville.

Dans la diversité des résultats obtenus apparaît une évidence : la division entre les groupes sociaux, répartis de façon relativement homogène dans l'espace, ne se situe pas uniquement dans la perception, mais répond à des arrangements historico-sociaux particuliers qui s'imbriquent dans la structuration de la ville de Santiago, un phénomène par ailleurs présent dans plusieurs grandes villes sud-américaines (Rodriguez et Arriagada, 2004). Selon les répondants, même si l'affirmation antérieure n'est pas nouvelle dans l'analyse des phénomènes spatiaux urbains, elle n'en demeure pas moins niée ou diminuée en importance par la population, davantage celle qui protège ses acquis et ses « aisances » en matière d'homogénéité territoriale. Le risque, sur le long terme, le plus important aux yeux des jeunes se situe donc dans l'effet de banalisation entraîné par le phénomène ségrégatif sur la division sociospatiale.

De plus, les contraintes relatives à la routine quotidienne rencontrées dans l'espace urbain, ininterrompues et fonctionnant comme des frontières, limitent la diversité et la découverte des conduites du jeune dans l'espace et le temps. Les différents obstacles, tels la segmentation des choix de « consommation », l'appartenance à une catégorie d'âge ou de genre, les quartiers « fermés » ou « stigmatisés », parmi plusieurs autres, s'expriment tels des axes matériels de l'existence humaine et agissent tels des freins aux changements de « routine ». Comme nous le rappelle Giddens, les contraintes conditionnent les tissus formés par les trajectoires des sentiers de vie quotidiens, hebdomadaires [...] et globaux des personnes en interaction les unes avec les autres » (Giddens, 1987). À titre d'exemple, que les

jeunes puissent trouver réponse à leurs besoins à l'échelle locale, qui en est une de proximité, n'est pas une déficience en soi. Ce qui retient leur attention, c'est le fossé grandissant qui se dessine entre les biens qu'il est possible de se procurer et les services auxquels il est possible d'avoir accès selon la commune d'appartenance. Les barrières d'accès résultent de l'insuffisance de revenus ou d'une faible mobilité spatiale (conditions internes), mais également de conditions externes telles la concentration des offres spécialisées et de qualité supérieure dans les secteurs aisés ou encore l'indisponibilité de services de base (éducation primaire et secondaire, clinique de santé, etc.), illustrant explicitement la ségrégation de l'espace santiaguinois. D'une certaine façon, en ne fréquentant pas les zones que le Santiaguinos a stigmatisées, voire retirées de son imaginaire, il nie l'existence de la ségrégation en naturalisant son existence. Et c'est à ce moment que les jeunes activent¹⁶⁶ un *urbanisme citoyen* au sens où les stratégies qu'ils mettent en œuvre découlent d'une quête non seulement d'égalité et de justice, mais aussi, et surtout, éthique sur le plan de l'organisation spatiale.

5.1.1. Une quête de reconnaissance dans l'espace urbain

La cohabitation de deux types d'espace, un absolu (habité et figuré) au sens d'un monde tangible et matériel, et un abstrait (inhabité et mental) découlant des sens, des vécus et des perceptions, caractérise les modes de représentations de l'espace urbain chez les jeunes. Le premier type se construit dans un rapport aux objets existants et « dérivés de la réalité du cadre physique » construit sur des statistiques, des données, des règles, des mesures quantifiables, qui prennent racine dans un calcul méthodique plus objectif. Puis, l'espace qui naît des mots, baignés par la perception, l'opinion, la préférence, le choix argumentaire subjectif, et des actes manifestés par un

¹⁶⁶ D'un point de vue géographique, car il y a plusieurs facteurs qui doivent être pris en compte tels la mobilité, les inégalités économiques, l'accès au marché du travail, la discrimination basée sur le genre ou l'âge.

comportement ou un déplacement en réponse à un choix interprété par la pensée rationnelle et émotive. Aucune balise tangible ne divise ces espaces, ils s'entrechoquent ou entrent en dialogue tout en donnant lieu à une série de contacts de différentes natures et intensités : ouverture à un nouvel espace de rassemblement, fréquentations spatiales « innovantes » du point de vue des valeurs et de la mixité, création de nouveaux lieux d'échanges et de discussions, modification des trajectoires de quotidien, notamment.

Cela dit, nous concevons que la pratique de la citoyenneté dans un environnement dont quantité de menaces se manifestent, alimente une lecture parcellaire des réalités ayant cours dans la société et particulièrement dans le milieu urbain puisque des arguments de logique sécuritaire étiquetant des groupes sociaux comme « à risque », surtout ceux regroupant des jeunes, masquent les motivations et les fondements mêmes des pratiques citoyennes. Si les environnements ségrégés causent une forme de *souffrance* du fait de marquer physiquement ce à quoi les jeunes peuvent avoir ou non accès, tout en contribuant au renforcement d'un imaginaire de résistance nécessaire à l'atteinte d'une meilleure qualité de vie, il en résulte de ce constat la mobilisation du discours de justice urbaine dans la mesure où tous les citoyens doivent posséder le droit à un juste accès et à la jouissance des conjonctures qu'offre la ville. Pareillement, les jeunes agencent, mobilisent et mettent en œuvre différentes capacités critiques de jugement et d'action qui influencent de manière significative leurs représentations de Santiago; leurs pratiques spatiales combinent ainsi une myriade de registres de justification et de légitimité qui jouent comme autant de modalités d'émancipation spatiale et sociale (Boltanski, 2009). Les satisfacteurs qui valorisent une interaction constructive et harmonieuse se manifestent par un processus où il y a production d'une réponse par le jeune au lieu d'en rester un sujet, un consommateur, un spectateur. Il devient alors l'acteur qui choisit et met en branle les moyens autant que les ressources pour satisfaire ses besoins au sens de Max Neef,

sachant qu'il devra faire appel à un ensemble d'acteurs, d'agents, de matériel et de territoires pour y parvenir.

Néanmoins, un nouveau repère par rapport à la temporalité semble se dessiner pour les jeunes répondants. Les charges historiques relatives aux traumatismes dictatoriaux sont transcendées, sans pour autant être reléguées au *seul registre du souvenir*. Elles semblent se tailler une place centrale dans l'éducation et dans une moindre mesure, dans les institutions « gardiennes des héritages ». Plus que jamais, les participants souhaitent que les héritages passés agissent comme des propulseurs vers un plein épanouissement plutôt que comme des entraves se figeant dans une responsabilité saturée de mémoire faisant ombre au devoir qu'elle [la mémoire] représente dans le présent. En outre, la difficulté à circonscrire de nouveaux espaces effectifs en matière de débats et de propositions sur des aspects touchant entre autres l'équité dans la ville ou la mobilité intraurbaine, amène à un constat partagé par une large part des interviewés : la stagnation des gouvernements en la matière n'est pas seulement la responsabilité (faute) des gouvernants, mais aussi des citoyens qui ne reprennent pas leur fonction de défenseurs et de protecteurs de la démocratie. Ajoutons les lobbys des entreprises et des multinationales qui tiennent les gouvernements attachés aux dynamiques de marché et de profit.

Habiter un espace n'est pas se fondre dans un creuset spatial, y développer des façons de faire ou être déterminé par celui-ci. Il est essentiel de penser l'individu comme l'acteur d'une partie au moins de sa réalité géographique, — celle *du monde dont il s'entoure* — par la construction territoriale qu'il opère *dans le Monde qui l'entoure*, mais aussi comme l'acteur de sa réalisation en tant qu'être qui « fait sens » (Hoyaux, 2003). Au regard des résultats, les jeunes mobilisés pour des causes diverses, dont ils sont les principaux défenseurs, se voient comme des acteurs outillés sur les plans de la réflexion et de l'action, engagés dans une remise en question suffisante pour mener des opérations d'autocritique, de prise de recul, allant dans le sens d'une imbrication

entre réalités géographiques et réalités intimes. Certains jeunes se représentent les tensions spatiales proclamées à leur égard comme le produit d'une relation sociale particulière, conflictuelle, qui réfère à des pôles d'intérêts et d'interprétation contextuels. S'il y avait au préalable une reconnaissance de cette analyse, nettement subjective du fait qu'elle repose sur une « autoévaluation » des causes du conflit, il y aurait certainement déjà plus d'espaces de compréhension des mondes – juvéniles et adultes – *en opposition* et des amorces de processus qui encouragent le dialogue et la mise à plat des points de tensions. De là l'importance d'analyser les conventions implicites et sous-jacentes aux rapports sociaux ainsi que les relations politiques qui structurent et établissent les espaces de discussion¹⁶⁷. Le conflit ainsi nommé par les jeunes acquiert une forme de permanence qui menace à plus long terme un développement équilibré et visant l'égalité : il est bien un produit de la structure sociale qui ne donne pas à tous les groupes sociaux les mêmes moyens pour accéder aux objectifs que les agents considèrent comme souhaitables. En dépit de cette analyse, les tentatives de reformulation de la citoyenneté active se multiplient tout en ayant un impact à divers degrés sur les schèmes d'interprétation du monde.

5.2. Des modes d'appropriation pluriels pour la reconstitution de la citoyenneté

Nous avons tenté de conceptualiser la citoyenneté active à travers le regard de jeunes engagés dans la compréhension et l'activation du monde politique et social propre au contexte santiaguinois. Une tendance s'érige incontestablement dans les propos recueillis : la conjoncture sociourbaine et politique actuelle laisse entrevoir que des voies et voix émergent quant à l'apparition de modes et de canaux renouvelés en ce qui a trait à la construction de la citoyenneté. Les différentes formes d'exercice de la citoyenneté urbaine active offrent des potentiels multiples pour le développement

¹⁶⁷ Lefebvre (1991) a attiré l'attention sur l'importance d'analyser les idées implicites et profondes en lien avec les relations sociales et politiques qui structurent les espaces de participation.

d'une *humanité* plurielle, en accord avec le caractère multidimensionnel du monde urbain. En trois temps, nous

5.2.1. Modalité de construction de la citoyenneté : le droit de participer

Quand il y a besoin de recomposition du sens premier de la citoyenneté (le sujet ou l'acteur de droits et de devoirs), il s'accompagne nécessairement de processus satisfacteurs qui mobilisent un ensemble de ressources pour combler entre autres le besoin de participation. Les avancées en matière de droits, celles qui privilégient la participation citoyenne des jeunes à partir de leurs propres conditions d'existence, cherchant ainsi à contextualiser l'approfondissement de la vie démocratique au sein des sociétés, façonnent des expériences dans lesquelles la reconnaissance des droits par une prise en compte et une prise en charge formelles des codes et des règles institutionnelles, en devient une des principales constituantes. Il va sans dire que pour les jeunes, les processus qui mènent à l'obtention de tels ou tels droits sont aussi sinon plus importants que le résultat. Le fait qu'il génère des échanges, qu'il y ait une forme de pollinisation des idées et des pratiques par celles des autres, donne à voir la problématique sous distinctes facettes. La combinaison des modes de consolidation des droits, en parallèle des aptitudes ou des « capacités ¹⁶⁸ » (Monnet, 2007; Nussbaum, 2012), assure un résultat plus effectif tandis qu'inversement, une atteinte portée à un droit en particulier, telle l'organisation d'un rassemblement spontané dans un espace public, concourt à fragiliser les autres droits plus « acquis ». La question de justice minimum, soit assurer à un niveau acceptable la réalisation des potentiels de chacun semble alors devenir la revendication sur laquelle miser dans les discours et

¹⁶⁸ Les capacités comme base d'un nouveau paradigme pour mieux approcher le développement humain selon Martha C. Nussbaum, dont on connaît la proximité de pensée avec Amartya Sen. Elle fait de cette approche une *contre-théorie* alternative aux théories dominantes et en particulier à l'approche traditionnelle des performances socio-économiques par le PIB.

les pratiques de citoyenneté des jeunes : ainsi s'affirmara la dignité humaine. Si la perspective du respect des droits s'insère lentement dans les structures politiques du pays, sans pour autant en modifier les politiques et les codes, c'est en partie grâce aux nombreuses apparitions des jeunes dans les débats d'ordre public, entre autres sur le droit des femmes à décider de leur corps (loi sur l'avortement), le droit d'accès à une éducation de qualité ou encore, la loi anti-discrimination (diversité sexuelle). Lorsqu'il est question de promotion et de reconnaissance des droits de l'Homme, il est évident que deviennent proéminents les relations civiques, le renforcement des capacités et des droits de la jeunesse; ils constituent les assises éthiques essentielles à l'élargissement des attributs de la citoyenneté dans la constitution de l'identité du jeune. Même si le droit d'exercer le vote constitue encore une des formalités de la citoyenneté, ce sont les pratiques sociourbaines des acteurs et des citoyens qui donnent vie à cette dernière. Plus d'un processus et d'une itération entre différents types d'interactions sont nécessaires pour consolider une citoyenneté active, dans un temps long et « transmissible » d'un groupe, voire d'une génération à l'autre. Dès lors, une configuration inédite de la citoyenneté devient un besoin dans un environnement¹⁶⁹ où les jeunes sont plus habitués de recevoir l'appréhension des réalités ambiantes que de produire leur propre réalité.

La citoyenneté urbaine revêt aussi la conception d'habiter le territoire à partir de l'expérience cognitive et émotive de l'espace, dans ce cas, parfois instrumentale ou issue d'une intention non pressentie. Aux dires des interviewés, la participation constitue une voie d'engagement citoyen pour une appropriation accrue de la ville, au sens où elle devient une entité *sur* (substrat naturel et bâti) et *dans* (où on trouve en particulier l'univers du sens, mais aussi les rapports sociaux) laquelle des processus émergent et se concluent dans une forme de citoyenneté qui s'enracine en milieu

¹⁶⁹ L'environnement au sens d'une « affaire commune », un « bien commun », un objet éminemment collectif, donc politique, le terme politique étant associé à l'idée d'organisation collective et de dynamique de pouvoir au sein de la « cité » (Mayer, Marcuse et Brenner, 2009).

urbain. La corporalité et la visibilité dans l'espace comme mode d'appropriation de la ville influencent le rapport au politique, ces stratégies pénétrant lentement la sphère des acteurs jusqu'à l'amorce d'une prise en compte des demandes de la jeunesse.

Par ailleurs, la combinaison de satisfacteurs complémentaires pour un même objectif augmente la possibilité d'obtention de réponses exhaustives à des demandes formulées. Telles sont les répliques des jeunes en ce qui concerne leurs modes de participation, avec une nette tendance à ce discours chez les personnes impliquées dans un mouvement ou un parti politique. Par exemple, en utilisant une propagande-choc sur la question des droits des homosexuels (photoreportage dans l'espace public) tout en participant aux tentatives organisées de consultation des parties prenantes sur une loi anti-discrimination, le jeune combine la pseudo-réponse et le satisfacteur synergique pour combler le besoin d'identité, de protection, de compréhension et de liberté.

Dans la pratique du développement urbain, l'espace à créer est souvent et d'abord un espace d'écoute des besoins où la parole de l'ensemble pourra s'exprimer, se déployer, être reconnue, écoutée et entendue : mettre en place ce type d'espace constituerait déjà une sérieuse avancée selon notre étude (aussi nommé dans des mots similaires dans Carli et Ruiz, 2009). Qui plus est, les jeunes veulent inexorablement intégrer la notion de réciprocité, soit un espace où se construit une parole dans une logique de donner et de recevoir, qui rompe avec les traditionnels rapports de pouvoir, afin d'ainsi voir apparaître des jeunes (citoyens) experts de leur vécu et de leurs besoins aux côtés de spécialistes des domaines visés et d'autorités politiques. Il y aura alors une acceptation de négociation et de stimulation par l'autre acteur en jeu, cela entraînera des gains et des pertes tout en maintenant un processus de réciprocité. Dans cette perspective, la dynamique participative basée sur la réciprocité demande une conceptualisation de l'espace qui soit également subjective et qualitative : l'espace politique n'est pas uniquement rempli d'intérêts en concurrence, il est là

pour façonner des accords sociaux. Par conséquent, les espaces n'étant pas neutres du point de vue social, ils peuvent rendre certaines actions possibles et en restreindre d'autres, là où typiquement des jeunes ou d'autres groupes sociaux traditionnellement marginalisés se voient refuser l'accès d'un côté, mais surtout la possibilité de modeler, construire et ainsi, à terme, s'approprier la ville. Au demeurant, le divorce entre *la* politique et *le* politique ajouté aux formes de participation juvénile, dans lesquelles opèrent des logiques de répulsion, de refus et d'auto affirmation, continuent d'exacerber à leur tour la perception négative des autres groupes sociétaux face aux jeunes. En ce qui a trait aux espaces publics de débats et de délibérations, ils naissent à partir d'un certain nombre de questions dictées par les institutions qui les convoquent. Il a été souligné à maintes reprises l'importance de s'interroger sur « le qui » « pose les questions » et à quelles fins sont-elles posées, laissant poindre les risques inhérents dont l'instrumentalisation des discours ou la récupération d'idées. Les informations qui circulent en vue de participer sont le point de référence maximal sur lequel se préparer à participer; celles-ci peuvent être manipulées par les organisateurs tout comme elles peuvent avoir été sélectionnées sur la base de critères objectifs, non partisans et dans le but légitime de faciliter la préparation à participer.

D'autre part, notre enquête démontre que le sentiment de citoyenneté s'abreuve à plus d'une source et selon divers procédés générés soit par des finalités économiques où le territoire se résume à une ressource marchande, soit par des finalités politiques, culturelles et identitaires où le territoire se caractérise d'abord par une importante charge symbolique et émancipatrice, ces dernières étant caractéristiques des propos des jeunes. Les performances, au sens de la propriété du discours d'agir sur le monde, semblent ainsi dépasser le pouvoir des compétences réelles du jeune. Pourtant, la multipolarisation de ses préoccupations correspond bien à la construction d'une unité forte, celle de la cohérence de son monde. Ce monde est construit dans l'intention d'être le lieu quotidien d'une sécurité ontologique, l'expression de l'autonomie et du contrôle *corporel et mental* dans un quotidien plus ou moins prévisible.

5.2.2. Expérimentations protagoniques des jeunesse

Nous avons tenté de tracer les contours de l'incidence *effective des jeunes* sur les modes de représentation de la ville et comment leur condition sociale de « jeune » traduit un certain nombre de comportements et d'attitudes relatif aux trajectoires menant à un protagonisme social. De ce fait, n'étant peu ou pas appelés à être producteurs de l'espace, les jeunes doivent affronter divers paradoxes pour se bâtir une place où ils obtiennent reconnaissance, une justice relative à leur importance démographique, sociale et politique, générationnelle au sens de la génération future qui assurera la reproduction et le maintien de la société. Ils ne veulent plus être considérés comme étant en transition, des individus « incomplets »; le besoin se situe d'abord dans leur reconnaissance en tant que sujet. Ainsi, notre analyse nous porte à dire que la compréhension de la jeunesse ne peut pas se faire seulement en la voyant comme un processus de préparation et de transition vers la période adulte, encore moins dans les sociétés où les mutations démographiques, culturelles et productives collent à la jeunesse la tension entre rétraction et protagonisme, mais bien comme une entité sociogéographique matérielle déterminée qui peut [veut] accomplir et occuper une certaine forme de protagonisme urbain. Le changement réside dans la construction de « regards misant sur les potentialités des jeunes » comme le rappelle le sociologue Duarte Quapper (E-2, 2014) :

Las juventudes cobran vida, se muestran, nos muestran sus diferentes estéticas y podemos asumir entonces una episteme integradora, amplia y comprensiva de lo juvenil. La juventud niega existencia, porque ella encajona, cierra y mecaniza las miradas : hace rígido y superficial el complejo entramado social que hemos denominado las juventudes. Vamos por el camino de reconocer diferencias, aceptar diversidades, construir aspiraciones, y de esa forma

*construimos miradas potenciadoras de lo juvenil*¹⁷⁰. (E-2, 2014, avec un sociologue)

Un frein à la reconnaissance de la légitimité des jeunes en tant que protagoniste urbain encore largement présent dans les discours des acteurs politiques est celui du contrôle social associé à l'âge (appartenance à une classe d'âge) (E-7, avec des représentants de l'INJUV), un soi-disant passage de reconnaissance, obligatoire pour obtenir légitimité.

Les narrations des jeunes ne sont pas pour autant dénuées de parallèles envers les expériences positives ayant cours dans la capitale du Chili. Les exemples à citer touchent naturellement le travail mené sur le terrain dans les associations au sein desquelles ils participent, allant d'un plaidoyer pour une reconnaissance accrue des droits des femmes à des expérimentations sur la production et la diffusion de savoirs populaires. Pour des jeunes impliqués dans la vie sociale, politique et urbaine, selon des temporalités et des intensités diverses, il n'est pas tant question de rendre leur position plus forte, mais de polliniser d'autres individus et réseaux afin qu'ils puissent à leur tour occuper davantage les sphères protagonistes. Le cadre institutionnel dominant (toujours en vigueur au Chili) dans lequel s'inscrivent les identités collectives des jeunes se base sur des codes socioéconomiques, idéologiques et politiques, tels les étudiants, les jeunes de quartiers urbains populaires, les bandes urbaines. Nos résultats nous portent à croire que les jeunes veulent dessiner un nouveau «paradigme» en matière de reconnaissance identitaire : les identités des jeunes veulent se construire en relation aux espaces d'action et au «*mundos de*

¹⁷⁰ Traduction libre : Les jeunes prennent vie, se montrent et nous montrent leurs différentes esthétiques à partir desquelles nous pouvons assumer une épistémè inclusive, plus ample et compréhensive de ce que représente le juvénile. La jeunesse nie l'existence parce qu'elle enferme, referme et rend mécanique les regards : cela sonne rigide et superficiel le complexe dispositif social que nous avons nommé la jeunesse. Allons pour le chemin qui reconnaît les différences, accepter les diversités, construit des aspirations et de cette manière, nous allons construire des cadres qui dévoilent tous les potentiels des jeunes. (E-2, 2014, avec un sociologue)

*vida*¹⁷¹ » comme le genre, les préférences sexuelles, les interactions avec l'environnement, les droits des femmes, des autochtones, les modes de production de savoirs. Dès lors, il y a davantage une éthique globale, pour reprendre les mots de Krauskopf (2004), vis-à-vis des relations entre les genres, l'importance de la subjectivité, la tolérance et la solidarité, les narrations avec l'environnement naturel. Les compositions identitaires changeantes des jeunes, demandent un rapport adaptatif à une construction sociale qui peut, si légitimité de classe il y a, renseigner une société sur son « état de santé » (E-1, avec un anthropologue). En cela, Di Méo (1999) estime que l'identité collective ne saurait s'attacher irrémédiablement à une série donnée de particularismes empiriques, mais doit aussi se concevoir comme une façon de s'approprier au fur et à mesure le monde où l'on vit pour le mettre à sa main, c'est-à-dire le traduire en ses propres termes dans l'espoir de mieux s'y transposer concrètement. Parce que c'est la capacité à générer de l'espoir, à surmonter des peurs, à arbitrer les legs de la mémoire, à faciliter l'expression citoyenne sur les places urbaines, qui caractérisent l'effervescence des pratiques et des terrains nouveaux en matière de citoyenneté chez les hommes et les femmes interrogés. Certains (Entrevues 6, 9, 12, 16) parlent de l'urgence de créer des ponts intergénérationnels comme condition du dialogue et de la collaboration où l'espace pour les jeunes comme « producteurs culturels » incluant leurs propres codes et visions, ne soit pas seulement rituel : le chemin doit y être multidirectionnel. Parfois, l'amorce d'une déconstruction progressive des idées négatives sur les jeunes se matérialise dans un paradoxe : plus il y a d'espaces et d'occasions offerts en « exclusivité » aux jeunes, plus il y a une attention portée aux singularités de leur démarche avec en parallèle, un repli des jeunes sur une identité fixe, dissociée de son caractère si allégorique de mouvement et de changement. La prise de distance par rapport à leur statut social s'estompe au profit d'une pleine « lutte » de groupe « non-mixte ». Ainsi, dans cette perspective, bien que marginale, la posture critique consiste à mettre au jour les

¹⁷¹ Nous avons utilisé une expression mise de l'avant par deux chercheurs interviewés que nous traduisons par « mode de vies » ou « choix de vies ».

relations de pouvoir au cœur des questions sociales, afin de contrer l’aliénation et l’oppression représentées dans la sphère sociale, publique et politique. En choisissant un parcours parfois plus complexe, aux abords ou carrément à l’extérieur des frontières urbaines habituelles, la société assiste, bien que de façon inconsciente, à l’avènement de nouvelles pistes de réflexion et d’action qui émanent de la jeunesse chilienne post dictature (1985-2015). Si une conviction assez évidente sur leur pouvoir d’agir, intérieur et extérieur, s’illustre dans les propos de tous les répondants, bien qu’à différents degrés, il n’en demeure pas moins qu’il existe un conditionnement du sujet jeune qui le vulnérabilise, le relègue à une norme de catégorisation régissant les cadres et les profils dans lesquels le jeune devrait se retrouver. Somme toute, notre recherche montre que la ville constitue un vaste terrain d’expérimentations pour les jeunes qui se laissent déstabiliser par ce qu’il est possible d’y coconstruire.

5.2.3. L’engagement et la compétence citoyenne

Selon la majorité des participants, la compétence citoyenne implique le développement de savoir-faire, dont l’analyse de la dimension politique des conflits urbains, la maîtrise de stratégies d’argumentation et de communication, la connaissance des processus démocratiques, la mise en œuvre de stratégies d’action, et un savoir-être, notamment le sentiment de pouvoir-faire (*empowerment*), le sens de la responsabilité individuelle et collective, le souci du bien commun, de la démocratie et de la participation, la propension et l’attitude à s’engager, l’empathie, la proactivité du corps et de l’esprit¹⁷². C’est par l’intégration de tels savoirs que se construit un

¹⁷² Cette série de compétences ici mentionnée est une traduction à la fois linguistique et conceptuelle des réponses données par les jeunes. Nous les avons formulé ainsi afin de classifier sous une forme intelligible, des compétences ou des savoirs nommés spontanément dans les entrevues, non pas en lien avec les questions posées, mais lors de la description d’une expérience ou d’un vécu particulier dans lequel les attitudes, les comportements, les valeurs ou les compétences à adopter ont revêtu un sens important et particulier.

savoir-agir : savoir dénoncer, résister, choisir, proposer, créer, discuter, repenser, entre autres. Si l'engagement, et particulièrement l'engagement politique, correspond entre autres à un projet d'émancipation, il n'est pas accessible à l'ensemble des jeunes, loin de là. Tous les répondants interrogés ont spontanément souligné, avec un ton revendicatif pour certains, le fait que les inégalités socio spatiales, tant de l'accès à une éducation supérieure (tous niveaux) que de l'environnement et du milieu de vie de la personne (selon l'indice de qualité de vie ICVU), constituent des freins considérables aux dispositions sous-jacentes de l'engagement. En cela, le groupe étudié se considère choyé d'avoir la confiance et les conditions suffisantes pour prendre part à ce qu'ils nomment la « *conquista urbana* ». Qui plus est, outre les dispositions internes acquises via la sphère privée principalement familiale et la sphère publique reliée à l'éducation et aux opportunités multiformes¹⁷³, les lieux d'engagement fréquentés participent largement à l'émancipation citoyenne des jeunes et à leur « entraînement citoyen ». Choisir son lieu d'engagement suppose une affirmation identitaire (dont l'identité politique) et devient un acte d'espérance : il est possible de rompre l'aliénation et de changer les choses, là est le virage (le salut) tant attendu de la jeunesse chilienne. L'engagement correspond aussi à un acte de lucidité : il implique la reconnaissance de l'espace de liberté qui est le leur et plus encore, il mène à revendiquer, élargir et assumer cette liberté, avec ce que cela exige de courage. Cet engagement libre qui, à divers degrés et moments, permet aux jeunes de faire entendre leur voix en tant que protagoniste de la ville, nourrit et fait vivre la démocratie. L'espace public représente une dimension de la vie dans laquelle ils s'engagent librement sur les questions du vivre-ensemble, du juste et de l'injuste, du bien commun et de l'intérêt général. Cette dimension de la vie est, d'une certaine façon, individuelle, mais elle se transporte de plus en plus à l'échelle collective puisqu'elle compromet la parole, le corps, l'action, l'exploration des personnes grammaticales (au je, au nous, au vous), le fait de proposer, de revendiquer,

¹⁷³ Nous ne développons pas ici ces opportunités, car ce ne sont pas les variables propres à notre étude.

d'imaginer autre chose, de refuser, de faire émerger de nouvelles questions et de conseiller ceux qu'ils ont élus.

L'un des aspects capitaux dont il a été question lors des entrevues et des journées d'observation, est celui de la valorisation du collectif dans l'apprentissage et l'action, l'acte, voire le rite de passage d'une stratégie individualiste tournée sur les intérêts personnels vers une logique citoyenne incarnée par une conduite plus collectiviste. En outre, la question de stratégie s'impose : la dynamique collective permet la mise en commun des savoirs et le partage des ressources cognitives et d'action tout en favorisant le développement de compétences diverses. Ajoutées aux compétences, les jeunes reconnaissent que les émotions sont une forme de « perturbations géographiques ». De là, certains sentent la valeur et l'influence sur l'appréhension de la ville, des *bonnes* émotions (empathie, curiosité, bonté) qui ouvrent à « l'Autre » et des émotions plus négatives (haine, jalousie, préjugés) qui risquent d'entraîner des conséquences destructrices. À continuation, un référentiel tout aussi important que nous avons interrogé dans cette recherche : le savoir.

5.3. Épistémès et empowerment

Ce qui se trouve – ou se cache – derrière des mots comme « savoir » ou « culture » est doté d'une force structurante qui agit sur l'être des sociétés contemporaines, influant sur les formes d'ordre et d'existence tout en intervenant dans la constitution des êtres urbains. La complexité à faire la démocratie va de pair avec une crise du savoir : complétude, accès, transparence, validité, sont autant de constats des jeunes devant les modes actuels de production des connaissances, leurs finalités et les modes de transmission préconisés. Ce que les savoirs acquis au cours d'un processus d'éducation à la citoyenneté peuvent engendrer, c'est une prise de conscience au sujet des paradigmes méthodologique et idéologique sur lesquels ils sont construits et

comment ils conditionnent les modes d'interprétation d'un espace-temps. Non pas qu'un savoir soit meilleur qu'un autre, mais les outils pour l'acquérir, l'apprivoiser et le remettre en question ne se trouvent peu ou pas dans les milieux éducatifs formels. Le savoir au cœur de la pratique des jeunes en est un résolument citoyen, dans le sens où il répond à une appréhension du monde qui mobilise un discours et une culture digne d'une réflexion critique envers notamment les sources, la qualité de l'argumentaire, le positionnement de l'auteur d'où les savoirs sont extraits. Ces savoirs citoyens naissent dans l'expérience, dans l'urgence des multiples résistances ou dans la dynamique de projets innovants. Ils s'écrivent entre autres dans les médias et s'élaborent sur Internet, s'enseignent dans les milieux éducatifs de toute sorte où ils se conjuguent au présent et au futur, se coconstruisent par le croisement de diverses approches et disciplines, vécus et interprétations du monde. Les réseaux virtuels et réels au sein desquels circule l'information rendent le fait de « savoir » davantage tangible et atteignable pour la majorité, peu importe la profession ou le statut. C'est en reconnaissant leur [les savoirs] caractère multiforme, incertain, sans cesse à valider, à compléter et à recomposer que le jeune confère aux savoirs l'image d'une société en mouvement – ou qui a besoin de mouvement – « infiniment complexe à transformer ». Mentionné plus tôt dans le chapitre, faire appel à la distance critique est une requête légitime, d'autant plus si la traduction au savoir-agir en est la finalité. Il est dans ce cas-ci question de mobilisation des savoirs : pour les hommes et les femmes interrogés, mobiliser, ce n'est pas seulement *utiliser* ou *appliquer*, c'est aussi adapter, différencier, intégrer, généraliser ou spécifier, combiner, orchestrer, bref conduire un ensemble d'opérations mentales complexes qui, en les connectant aux situations et aux problématiques vécues transforment les savoirs plutôt que les « déplace ».

Le référentiel épistémique désigne à la fois le savoir, vu comme un actant dans les relations sociales et comme « un élément d'intersubjectivité, et non comme le contenu cognitif d'un savoir fixe » (Knorr-Cetina, 1998 : 2). Ainsi, les « pratiques

épistémiques » associées aux lieux de construction du savoir, à l'ensemble des croyances qui les sous-tendent, c'est-à-dire les opérations effectives qui permettent d'affirmer et d'infirmer un savoir, peuvent faire ressortir l'infrastructure relationnelle et émotive de la croyance, d'un rapport particulier au territoire. Cela aide à déplacer le regard sur un deuxième plan qui ne voit pas le savoir comme une « collection fixe de choses dignes de confiance par leur « facticité » (Knorr-Cetina, 1998 : 3), mais bien comme un instrument participant aux jeux de coulisses derrière les choses fixes. Au regard de cette lecture de l'épistémè, nous avons relevé dans les discours des jeunes un intérêt à comprendre, parfois à dénoncer, comment les politiques s'emparent des lieux et des savoirs en vue d'instrumentaliser le pouvoir à des fins qui ne vont pas dans le sens du bien commun. De là, il existe une nette tendance des jeunes à revendiquer la réhabilitation d'autres types de savoirs, d'habiletés, d'ingéniosités, propres à leurs champs de réflexion, leurs pratiques épistémiques, celles-ci étant révélatrices d'un questionnement sur les satisfacteurs proposés par Max Neef. La requête d'un savoir général ou particulier sur un univers donné, par exemple les droits des jeunes, transite via une série de cadres qui satisfont la « soif de savoir », par le biais de techniques normatives misant sur l'efficacité et la norme plutôt que sur la diversité des formes et des sources empruntées. Ainsi, il est difficile d'ignorer la prégnance dans le monde, des savoirs logico-formels et d'une certaine rationalité (Sauvé, 2013) : qu'en est-il alors d'autres types d'appréhension du monde?

La démarche d'apprentissage est composée de plusieurs questions et seulement de quelques réponses, de quêtes personnelles et de certains faits. Ce qui apparaît significatif aux yeux des répondants provient de l'enseignement qui progresse par la réflexion et l'interrogation, la transmission de questions et non de réponses encadrées, des quêtes et des étonnements au sujet du *Monde* qui les entoure, à remettre en question plutôt que d'obéir à ce qui est communément établi. Et cette vision ne se réduit pas à une simple dichotomie entre instruction et éducation. Aux dires des jeunes, c'est plutôt une redéfinition de l'éducation en tant que valeur, droit et

processus, qui constituent une part de l'essentiel de la demande sociale pour une réécriture de la citoyenneté. Ce sentiment « d'abnégation » des jeunes interviewés à qui revient la tâche d'exercer sans cesse une vigile critique, de lancer l'alerte, de porter parfois le fardeau des segments de la population qui se maintiennent loin et désintéressés de la chose publique, constitue un moteur de motivation qui nourrit la quête de citoyenneté des jeunes Santiaguinos. C'est par l'intégration de ces différents types de savoirs, scientifiques, citoyens, expérientiels, que peut se construire progressivement un savoir-agir, se matérialisant en stratégies de prise de position et d'action au sein des entités pour lesquelles les répondants se compromettent. C'est à ce moment que nous pouvons parler des opportunités « d'empowerment » représentées au sein des stratégies d'expression de la citoyenneté urbaine, des occasions de s'approprier un pouvoir-agir face aux situations d'entrave et d'aliénation, en vue de transcender ces conflits (internes et externes) vers l'émancipation. Un processus qui s'est enclenché pour quatre répondants sur dix-sept au contact des rencontres et des apprentissages dans le cadre de l'École de SUR, tandis que pour les autres c'est une combinaison entre la prise de risques, ceux de « faire différemment » ou de « formuler des demandes via des stratégies de présences dans l'espace public », et l'engagement dans une structure reconnue et légitime que l'empowerment naît et s'enracine. En outre, le renforcement de l'autonomie est réussi lorsqu'il y a des divers accords intersubjectifs négociés entre les parties en présence, un groupe de jeunes et une administration locale sur un projet de développement urbain par exemple. La quête d'*empowerment* se matérialise par un engagement critique : l'inclinaison à une participation active, à un intérêt marqué envers les intérêts de toutes et de tous, à prendre fait et cause pour la justice sociale au-delà du cadre normatif hégémonique. Ainsi, il est certainement question de reconstruction des relations entre État-citoyen, jeunes-adultes, voire entre maître-élève, pour des raisons contextuelles, dont le besoin criant en est un de recomposition des liens sociaux et de confiance envers les modes de gouvernance et de production de la ville.

En guise de conclusion de ce mémoire, par l'application du modèle de Max Neef, nous révélerons les aspirations des jeunes à s'approprier la ville par le biais de la citoyenneté; en cela, nous répondrons à nos questions de recherche. Puis, nous émettons des pistes de réflexion en prospective des sujets abordés dans le mémoire avant de revenir sur les étapes franchies pour atteindre nos objectifs de recherche.

CONCLUSION

Donde se van a registrar –seguro- nuevos pasos en pos de la conquista de una ciudadanía sin excepciones, entendiendo ciudadanía no como una entidad pasiva, sino como un tema central de y para una práctica incansable e infinita en aras de la igualdad, como estrategia hacia una democracia furiosa y como argumento inagotable para la desobediencia en las calles, por el cuerpo y las ideas (Delgado, 2007: 261).

Cette recherche s'est intéressée à l'appropriation de la ville par les jeunes qui empruntent des stratégies de mobilisation de savoirs, de pratiques et d'aspirations ayant l'objectif de remettre en question les aménagements urbains inégaux autant que les modes de production de la ville. En véhiculant de nouvelles formes d'occupations et d'engagements sociospatiaux, de jeunes Santiaguinos réinventent, à leur manière et leur rythme, l'existence urbaine tout en se confrontant à des carences de légitimité qui bloquent leurs contributions aux *débats publics*. Entre autres, parce qu'une matrice émergée dans un contexte dictatorial, élitiste et adultocentré, domine l'analyse des mouvements des jeunes et que le contexte sociopolitique actuel nourrit l'abandon du collectif en surestimant l'individualisme.

Nous avons appliqué partiellement le modèle de Max Neef à notre analyse empirique. Ce dernier se révèle efficace à plusieurs niveaux; il permet de démontrer comment une société forge sa culture par le choix qu'elle fait tant des besoins à privilégier que des façons de les satisfaire. En cela, un besoin n'est pas uniquement un phénomène de privation, il est le ressort d'une dynamique qui met en route et dévoile les potentialités des individus. En ajoutant à la dynamique des besoins – être, faire, avoir – le mode de l'interagir, ceux-ci peuvent davantage être mis en dialogue et en articulation avec l'environnement social et géographique, donnant dès lors lieu à un terrain fertile au développement à l'échelle humaine. Or, rappelons que les processus

de satisfaction des besoins sont asymétriques et participent au creusement du fossé entre les mieux et les moins bien nantis, constat dont nous avons fait la démonstration au moyen d'exemples caractéristiques de Santiago. De façon intrinsèque, les besoins ne sont pas hiérarchisés, mais organisés en un système que des réponses inappropriées – destructives, illusoires ou inhibitrices – peuvent nier. Si l'on conserve l'idée de Max-Neef selon laquelle tout besoin recèle un potentiel, il est alors possible de comprendre les conséquences des réponses inappropriées et d'en tirer des leçons pour renverser la situation. C'est en quelque sorte un constat implicite des jeunes face à certains échecs des institutions, des politiques publiques, bref de l'État, sur la satisfaction de leurs besoins. Les formes d'organisation, les structures politiques, les valeurs, les règles, les espaces, les contextes, les pratiques sociales, font partie des multiples et éventuelles réponses aux besoins des jeunes, particulièrement ceux de participer, de reconnaissance, de liberté et de compréhension.

À partir des données recueillies, nous avons pu saisir comment les besoins se vivent au regard du jeune et du milieu dans lequel il évolue, les institutions étant : la famille, le modèle socioéconomique et sociopolitique, le groupe social et/ou communautaire, le système économique en place, les stratégies d'éducation, la culture, le territoire d'appartenance. Il s'agit d'autant d'espaces où s'interprètent et se combinent les besoins. Autant certains satisfacteurs et biens disponibles peuvent limiter, dominer ou conditionner de manière négative l'existence, autant d'autres sont capables de stimuler les possibilités, d'encourager la créativité ou de renverser une situation, dans une perspective d'interactions positives et collaboratives entre les nécessités. Bien que la matrice utilisée permette un diagnostic des bases qui entravent et des facteurs favorisant la satisfaction des besoins, notre questionnement principal nous pousse à revenir sur une approche englobant les principes positifs qualifiant les aspirations des jeunes. La matière première qui a permis d'aboutir à un schéma synthèse s'est assemblée à partir des mots-clés tirés des entrevues réalisées dont la teneur transmettait des espoirs, des visions, des souhaits autant que des constats ancrés dans

la réalité quotidienne des jeunes sur les attitudes et les comportements à adopter pour « affronter » les tensions sociospatiales aliénantes. Les quatre catégories existentielles sont des attributs fondamentaux qui entrent en relation avec l'évolution; les satisfacteurs deviennent dès lors des façons d'être, d'avoir, de faire et d'interagir.

Des questions émergent de l'exercice, légitimes et normales pour ce type de processus, sans toutefois trouver réponse à partir des balises préalablement posées dans le cadre de cette recherche. À la lecture du tableau 6.1, une première piste de réflexion sur la portée de notre étude émerge. Par qui et comment combler les besoins selon les quatre catégories existentielles, considérant les ressources endogènes et exogènes des individus d'une part, et celles du système social de l'autre? D'un côté, nous trouvons des politiques publiques « homogénéisantes » selon les secteurs, égalitaires et « redistributives » en fonction de leurs fondements, de l'autre, des réponses collectives ou individuelles isolées et circonscrites à un groupe, mais créatives et cohérentes selon une lecture expérientielle des besoins. Le résumé présenté dans le tableau ci-dessous s'attarde aux connexions entre les catégories de besoins et reprend les termes mobilisés par les jeunes interviewés; des verbes, des valeurs, des qualités, des forces.

Tableau 6.1. Matrice synthèse des besoins selon quatre catégories existentielles

Besoin	Être	Avoir	Faire	Interagir
Subsistance	• Sens du partage, initiative, indépendance, modération	• Capacité d'entraide, accès à la diversité, politiques publiques, régulation	• Coopérer, aider, étudier, apprendre, interventions étatiques	• Impacts locaux et globaux de la consommation, conscience de la disponibilité des ressources
Protection	• Autonomie, sécurité citoyenne, reconnaissance des exclusions	• Système social, redistribution, politiques publiques, famille, réseaux, refus des injustices	• Coopérer, aider, évaluer, estimer, conscientiser, sensibiliser, savoir dénoncer	• Inclusion, intégration, valorisation des différences, mutualisation

Affection	<ul style="list-style-type: none"> Solidarité, empathie, paix, passion, intégrité 	<ul style="list-style-type: none"> Mutualité, lutte contre discriminations, valeurs et principes 	<ul style="list-style-type: none"> Interagir avec la diversité, partager, prendre soin, critiquer de façon constructive 	<ul style="list-style-type: none"> Espaces de rencontre et de partage, intimité, pacification des espaces
Compréhension	<ul style="list-style-type: none"> Esprit critique, curiosité, dépassement, persévérance 	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre discriminations, éducation, citoyenneté, cohérence 	<ul style="list-style-type: none"> Interactions avec la diversité, partager, prendre soin, critiquer de façon constructive, validité des stratégies 	<ul style="list-style-type: none"> Valoriser les différences, connaître les limites des écosystèmes, communautés éducatives
Participation	<ul style="list-style-type: none"> Humanité, critique, sens du commun, confiance, rigueur, éthique 	<ul style="list-style-type: none"> Responsabilités, devoirs, bien commun, droits, citoyenneté, refus des injustices, diversité d'acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Dialogue, délibération, négociation, exprimer, coconstruire, dévouement, argumenter, s'informer 	<ul style="list-style-type: none"> Espaces publics fertiles, émancipation, décentralisation, objectif du bien commun
Identité	<ul style="list-style-type: none"> Authenticité, sentiment d'appartenance, estime de soi, confiance 	<ul style="list-style-type: none"> Valeurs, normes, principes, refus des injustices, citoyenneté, engagement 	<ul style="list-style-type: none"> S'autocritiquer, s'engager, argumenter, s'informer, savoir dénoncer, revendiquer, proposer 	<ul style="list-style-type: none"> Interprétation exogène des acteurs sur l'identité, conscience de sa propre identité politique
Liberté	<ul style="list-style-type: none"> Respect, autrui, ouverture d'esprit, passion, autonomie 	<ul style="list-style-type: none"> Responsabilités, devoirs, droits, possibilités 	<ul style="list-style-type: none"> Prise de conscience, auto-critique, croissance 	<ul style="list-style-type: none"> Épanouissement sociétal, communautés éducatives
Oisiveté/Loisirs	<ul style="list-style-type: none"> Spontanéité, créativité, ouverture d'esprit 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport au temps, valeurs, possibilités 	<ul style="list-style-type: none"> Divertir, échanger, déconstruire le conditionnement du travail 	<ul style="list-style-type: none"> Épanouissements multiples, apprentissages par les pairs
Création	<ul style="list-style-type: none"> Diversité, imagination, audace, curiosité, nouveauté 	<ul style="list-style-type: none"> Capacités d'innover, de mettre en commun, esprit créatif 	<ul style="list-style-type: none"> Sortir des zones connues, s'engager, innover 	<ul style="list-style-type: none"> Espaces d'expressions citoyennes

Source : Matrice inspirée de Max Neef (1993) et créée par l'auteure du mémoire dans le cadre de la recherche. Les mots-clés sont une traduction de l'espagnol vers le français.

Dans la mesure où les acquis et les désirs des jeunes témoignent d'une forme d'autodiagnostic des rapports à la ville et pourquoi pas, à la vie, ils ne sont qu'un extrait d'un ensemble plus complexe de réponses à la satisfaction des besoins retenus

pour l'étude. Par ailleurs, les quatre catégories existentielles se sont révélées très éloquentes et congruentes aux formes de savoirs et de compétences que les jeunes mobilisent pour combler, de façon individuelle et collective, les exigences en matière de renouvellement des épistémès et des pratiques sociourbaines.

Finalement, la possibilité d'une relance du progrès social surgit à travers la reconnaissance de l'approche par les « capacités » (Monnet, 2007) à générer des satisfacteurs, des manières de penser les conditions du développement humain en ouvrant les choix de vie pour les jeunes, plus largement pour tout individu, indépendamment de son statut social. Par conséquent, l'approche déclarative que les droits promeuvent ne suffit pas; elle doit être complétée par un plein accomplissement du droit. Les « capacités » permettent de défendre un pouvoir d'être et d'agir également réparti contre tout ce qui l'empêche d'exister : âge, classes sociales, genre, origine ethnique, parmi d'autres. En outre, la matrice de Manfred Max-Neef, du fait du nombre de facettes que génère le croisement des neuf besoins fondamentaux tant avec les « catégories existentielles » qu'avec la qualité des réponses possibles, provoque en quelque sorte le déploiement d'une « surface de contact » plus large entre les systèmes qui s'explorent et se stimulent réciproquement.

Vers une appropriation inédite de la ville par les jeunes?

En ces temps plutôt inquiétants, où la sphère politique est dominée par une économie financiarisée et mondialisée, l'engagement citoyen devient une exigence de démocratie, en même temps qu'une revendication de celle-ci. D'un côté, en questionnant les jeunes sur des aspects plus théoriques, c'est leur irrévérence et leur puissance « philosophantes » qui ont révélé parfois l'audace, souvent la vision critique et constructive des environnements dans lesquels ils veulent développer et consolider une citoyenneté active. Un regard réflexif sur les matériaux sous-jacents à la naissance et essentiels à la croissance de la citoyenneté active, affiche les formes « abstraites » de la pensée matérielle tout en fournissant des éléments tangibles, bien

qu'épars et plus complexes à généraliser, sur les formes d'appropriation de la ville. Leur mode d'appropriation en est un de conquête, une constante exploration de l'espace urbain et des façons de l'habiter, d'y apprendre et d'y contribuer. Les jeunes ont ce pouvoir de dénonciation plus effectif et proactif, car ils se préparent pour un avenir qu'ils veulent façonner selon des valeurs et des modèles qui ont changé, que parfois eux seuls seront en mesure d'appliquer. Encore faut-il que ce soit dans l'esprit du bien commun et d'un développement humain plus équilibré entre société et environnement. Cela ne veut pas dire que cultiver un bonheur individuel soit incompatible avec l'engagement, l'aspiration à influencer et prendre part activement à la vie publique en société. C'est plutôt révélateur d'un écart apparent : d'un côté, un idéal de société en ville et de l'autre, la difficulté concrète de réaliser cet idéal. Face à l'urgence de l'enjeu, il y a une réponse qui parfois ressemble à du fatalisme : cette déconnexion entre le souhaitable et le possible est un des plus grands dangers qui guette la société selon Aguilera Ruiz (E-1, 2014).

Ce décalage, exacerbé en modernité même s'il naît dans l'Antiquité, entre la mise en commun des utopies et du *réalisable* dans la réalité matérielle, n'a jamais semblé aussi grand : le capitalisme ayant pénétré dans la plupart des pays du monde, il n'est pas faux de penser qu'il a uniformisé la pensée en rationalisant le rapport au territoire à une transaction de type mercantile. Par ailleurs, les problèmes urbains montrent à quel point les questions écologiques, sociales et urbaines sont indissociables, entremêlées dans un réseau d'interactions multiples. Leur solution fait appel à une épistémologie de la complexité et à l'intégration de divers types de savoirs, nécessaires au déploiement d'une approche critique¹⁷⁴ et holistique des réalités. Ainsi, le savoir et l'action ne sont pas deux moments distincts, l'un précédant l'autre; l'action constitue un creuset d'apprentissage. L'on pourrait évoquer l'alphabetisation

¹⁷⁴ Ici, « critique » fait référence à l'idée d'examen, de jugement évaluatif; le mot se rattache à la racine grecque *kritikos* : juger comme décisif.

politique comme modalité *sine qua non* dans l'avènement d'une quête allant au-delà de l'épanouissement personnel, celle qui s'échoit sur des convictions d'ordre collectif, pour le bien-être de la société.

Ce qui est révélé par-dessus tout par les jeunes demeure cette « urgence » de sortir d'un mode individualiste de penser la ville. Somme toute, « l'être citadin » (*el ser citadino*), défini par un premier croisement de relations et de langages sociaux, mobilise des environnements distincts propices à l'émergence d'un lien social renouvelé ainsi que la mise en commun des savoirs et des pratiques.

Dans notre recherche, nous avons voulu comprendre les modes de conceptualisation des espaces urbains et de la citoyenneté des jeunes. Les résultats demeurent parfois abstraits, mais sont illustratifs des actions tangibles témoignant du vécu subjectif des êtres urbains. Nous avons opté également pour un travail de terrain de type participatif, où nous avons été « partie prenante » des relations tissées avec les répondants et les intervenants-clés, puisque nous avons privilégié des méthodes accordant une place significative à l'expérience subjective quotidienne des jeunes dans leur milieu de vie. D'une certaine façon, nos méthodes de recherche les ont situé comme experts de leur vécu ce qui a suscité chez eux un éveil aux différentes questions soulevées autant qu'une certaine forme de participation à la construction d'un savoir caractéristique de leur époque, de leur conscience et de leurs pratiques. En cela, nous croyons avoir emprunté certains principes à la recherche-action qui ont, de fait, contribué au renforcement de conceptualisations de l'urbain par des jeunes ou à semer des pistes de réflexion sur leur condition.

En ayant mis de l'avant un type de recherche plutôt exploratoire, plusieurs portes se sont ouvertes à nous pour l'analyse, ce qui a engendré certaines difficultés en matière de choix de variables et de questions, mais nous a aussi encouragée à exploiter cette diversité afin d'en saisir toute la complexité. Dans des recherches ultérieures, qui

aborderont le rapport des jeunes à la ville, il est évident que les jeunes issus de milieux défavorisés, stigmatisés de par leur origine ethnique ou leurs convictions religieuses, n'ayant pas accès à l'éducation, devront constituer l'objet d'analyse. Il va sans dire que si la recherche ne s'intéresse pas à ces groupes sociaux, elle rend invisible un large pan de nos sociétés. Qui plus est, les inégalités actuellement affichées entre les jeunes et les générations adultes ne pourront qu'être reproduites, voire renforcées, si une réflexion active n'est pas menée en ce sens.

La ville est le lieu de changements, l'espace de manifestations qui interrogent le pouvoir. Les petites transformations encourues par des tactiques critiques de l'espace, public et citoyen, incitent les jeunes à y prendre part; là se situe une part de l'*empowerment* collectif par une mise en réseau des valeurs et des raisons sous-jacentes au besoin d'innovation sociale. Idéalement, la mutation et la croissance d'une ville pourraient être présidées par la recherche d'une harmonie entre les nouveaux besoins et la perpétuation de constructions et de symboles constituant des références claires du passé et de leur existence actuelle. La planification urbaine devrait tenir compte des fortes contraintes de l'environnement physique et social sur le développement de tous les individus, sur l'intégration de leurs aspirations individuelles, collectives et sociales, en agissant contre toute ségrégation des générations et des personnes de différentes cultures et provenances, lesquelles ont beaucoup à apprendre les unes des autres.

Si l'on arrive à faire en sorte que l'espace social qu'est la cité soit « investi » par les citoyens, qu'il y ait une identification du citoyen avec sa ville, alors nous aurons déjà fait un grand pas vers la ville *intelligente* au sens de la société « du savoir ». C'est dans cet esprit de questionnement des contradictions et des cohérences, faisant de la ville un lieu à la fois contraignant et transformateur pour les jeunes, que cette recherche a interrogé les sens de leurs pratiques de la ville et de leurs aspirations émancipatoires.

ANNEXE A

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ POUR LA POPULATION À L'ÉTUDE (VERSION ORIGINALE ESPAGNOLE)

CUESTIONARIO DE ENTREVISTA

Titulo (provisorio): Ciudadania urbana de jóvenes santiaguinos: protagonismo y expresiones ciudadana contemporáneas.

Etapas preliminares a la entrevista:

- Agradecer por participar de la investigación;
- Recordar la confidencialidad y la participación voluntaria a la entrevista, tal como la posibilidad de no responder a todas las preguntas¹⁷⁵;
- Mencionar que las informaciones sociodemográficas fueron tomadas mediante el cuestionario web (formulario online - <http://bit.ly/1xlnNbM>);
- Dar los objetivos de la entrevista (ver abajo);
- Mencionar que las respuestas se dan a partir de sus experiencias, percepciones, aspiraciones, deseos, vivencias, interpretaciones. No hay buena o mala respuesta;
- Dar los temas generales de la entrevista además de mencionar que hay preguntas preparadas y otras que van aemerger durante la conversación. Es mas bien un dialogo que solo una entrevista, por lo cual la llamamos semi-estructurada;
- Tengo preguntas preparadas pero no voy necesariamente a seguir las todas, es una guía muy flexible. Cualquier pregunta o duda, no dudes en hacérmela;
- Pedir el permiso por registrar la entrevista para facilitar el proceso de transcripción.

Objetivos de la entrevista

La entrevista semiestructurada es una de las herramientas metodológicas que permitirá la recolección de datos en el marco de la investigación en geografía. Además de las entrevistas con una muestra de sujetos que pertenecen a las juventudes (20), se cuenta con entrevistas con actores y informadores claves, observación directa y participativa en actividades de SUR y otras pertinentes al estudio, revisión de

¹⁷⁵ Los y las participantes han recibido las informaciones sobre el proyecto de investigación el día 5 de julio 2014 y los que se hicieron voluntarios para participar, leyeron el protocolo ético y firmaron el mismo documento.

fuentes documentarias tales como artículos científicos, prensa, obras, etc. Trataremos también entrevistar a líderes de opinión, líderes públicos, representante del gobierno, además de investigadores reconocidos por sus trabajos sobre los temas.

Objetivo específicos a la entrevista

- Recolectar sus percepciones y interpretaciones sobre la ciudadanía y el protagonismo de la ciudadanía;
- Identificar los temas críticos vividos por las juventudes de hoy, a partir de la experiencia y del punto de vista individual:
 - o Concepto 1: Expresiones urbanas
 - o Concepto 2: Ciudadanía
 - o Concepto 3: Capacidades ciudadanas (participación)
 - o Concepto 4: Actor /protagonista de cambio (Actor + cambio)
 - o Concepto 5: Procesos educativos
 - o Concepto 6 : Empoderamiento
- Temas de la investigación
 - o Lecturas de la ciudad a partir de la perspectiva social, cultural y geográfica (territorial)
 - o Participación ciudadana; Ciudadanía; Derechos ciudadanos
 - o Educación – formal y no institucional
 - o Territorio y sentimiento de pertenencia
 - o Identidad local y global
 - o Procesos urbanos territoriales
 - o Jóvenes y juventud
 - o Empoderamiento individual y colectivo
 - o Actores/protagonistas (de cambio)

CIUDAD (espacio de vida, territorio donde nace la sociedad, interacciones construido/subjetivo/ público/privado)

- 1) *¿Como te sientes en la ciudad de Santiago?*
¿Como describe tus interacciones con ella?
¿Cuales son tu percepciones de la ciudad?
¿Como percibes la calidad de vida en Santiago?
¿Que es para ti la « vida citadina »?
- 2) *¿Como en tu situación de mujer o hombre joven percibes la ciudad?*
¿Y como sientes que los “otros sujetos” te perciben como sujeto joven?
- 3) *¿ De que forma vives y sientes la ciudad de Santiago? ¿Crees que la experiencia diaria en la ciudad es distinta según tu nivel socioeconómico y tu lugar de vivienda?*
 - o *¿Según tu experiencia? – Ya me has compartido de cómo te sentías en la ciudad.*
 - o *¿Según tus conocimientos de la ciudad (distintas fuentes)?*

- *¿Según lo que te dice tu alrededor?*
- 4) *¿Para ti, cuales son los desafios (problemas/debilidades) mas importantes de la ciudad de Santiago? ¿Y las fuerzas y ventajas?*
¿Cuales son los temas públicos vigentes?
¿Cuales son la mayores dificultades encontradas para resolver los problemas de la ciudad?

CIUDADANÍA Y PARTICIPACION

- 5) *¿Como define la ciudadanía? Da una definición en tus palabras y según tu visión, lo aprendido, lo percibido, lo vivido.*
¿Que es ser ciudadano, ciudadana?
¿Que es la participación ciudadana?
¿Que significa para ti la ciudadanía?
- 6) *¿Cuales son las formas para ti tu ciudadanía?*
Describe una experiencia y cuales fueron tus aprendizajes. ¿Que has aprendido desde que te involucras en un comité, grupo de trabajo, asociación movimiento, o organismo?
- 7) *¿Crees que estas expresiones (de ciudadanía) tienen algún impacto? ¿En tu vida? ¿En el avance de la ciudadanía?*
- 8) *¿Cuales son tus impresiones (como describes) de las relaciones del Estado (nacional, metropolitano, local) con la expresión de la ciudadanía, es decir la expresión de la sociedad civil (en todas sus facetas)? (Describir lo que se entiende por sociedad civil)*
Espacios para expresiones
Políticas de gestión de las expresiones
- 9) *¿Existen algunos espacios donde puedes expresar tu ciudadanía?*
¿Cuales serian?
¿Como cualifica estos espacios?
¿Y su grado de incidencia en el territorio?
¿Como utilizas estos espacios? ¿Que te atrae participar de ellos?
¿Falta mas espacios, de que tipo?
 Tipos de espacios (como ejemplos):
 - a. *Formales – Institucionales (Gobierno, instituciones, municipalidades, universidad, etc. Donde la incidencia es garantizada por una ley o un mecanismo vinculante que asegura la continuidad en las demandas);*
 - b. *Informales – Desde la base (Calle, espacios públicos, organizaciones, movimientos, movimientos diarios. Donde la incidencia no esta garantizada por un mecanismo legislativo).*
 Cualificaciones del espacio:
 - c. Los espacios públicos como espacios de conversaciones, preocupaciones colectivas y que reflejan la diversidad social existente
 - d. Reflexión critica
 - e. Dialogo/intercambio

- f. Consultativo
- g. Incidencia política (ausencia/efectiva)
- h. Conversaciones (individuales/colectivas)

- 10) ¿Crees que la sociedad civil tiene un rol/papel importante en la gestión urbana y el desarrollo de la ciudad?
- 11) ¿Cuál sería la contribución de la ciudadanía, es decir la participación de la misma población, representada con su diversidad, a la construcción de una ciudad más inclusiva, democrática y equitativa?
- ¿Crees que la ciudadanía activa en la ciudad contribuye a un proceso de paz para consolidar y emancipar los ideales democráticos?*

JUVENTUDES – PROTAGONISMO URBANO DE JOVENES

- 12) En Chile, el 55% de los jóvenes está interesado en participar en organizaciones de causa social (INJUV, 2012). Sin embargo, actualmente existe una serie de brechas que dificultan que los jóvenes emprendan, participen o innoven socialmente, a pesar de tener el interés por mejorar las condiciones en las que viven ellos y sus pares. (Hay autores que consideran los jóvenes como un grupo marginalizado de la sociedad como las mujeres, las personas mayores, los inmigrantes).
- ¿Qué piensas de esta estadística? ¿Cuáles son, según tu experiencia, los obstáculos a que los jóvenes participen más? ¿Obstáculos individuales? Obstáculos provenientes de la comunidad, del estado, del espacio?*
- 13) ¿Hay una expresión tomada por distintos investigadores que dice “Las juventudes son una metáfora de la sociedad” ¿Qué te parece esta afirmación?
- 14) ¿Tienes una reflexión sobre tu condición/ rol de sujeto social joven, urbano y político?
- ¿Cuál fue el momento de emergencia de esta reflexión? Algun evento en particular?*
- 15) ¿Crees que los jóvenes tienen un papel/ un rol como “agente de cambio” en la transformación social de la ciudad de hoy?
- ¿Cuál sería tu rol/papel en el marco del desarrollo de la ciudad (participativa, inclusiva, equitativa)?*
- ¿Cómo sujeto social, el joven o la joven moldea la sociedad?*
- 16) ¿Conoces algunas políticas públicas sobre el tema de participación ciudadana de los jóvenes? ¿Si es que conoces una, a qué objetivo responde ella? ¿Has beneficiado de alguna medida de ella?
- 17) ¿Cuáles son tus estrategias para expresar: tus necesidades, tus ideas (creación, innovación), tus aspiraciones (largo plazo, deseos, sueños).
- 18) Cuáles son tus motivaciones a participar a la construcción y desarrollo de la ciudad?
- Al nivel de tu barrio? Al nivel de la ciudad entera?*

ESCUELA, PROCESOS EDUCATIVOS Y SABERES, EMPODERAMIENTO, LIDERAZGO

- 19) ¿Qué papel según tu experiencia juega la educación (institucional, non-formal, informal) en la construcción del sujeto joven?
¿Sientes que las instituciones de educación forman el sujeto joven a la ciudadanía, a la capacidad de reflexión, el pensar y el hacer, para ser un sujeto/actor social en la sociedad?
- 20) Cuales fueron tus motivaciones en inscribirte en la Escuela de Jóvenes de SUR?
- 21) ¿Como describes el proceso educativo general que has podido seguir en las instituciones educativas, es decir el conocimiento, el aprendizaje, las interacciones con el saberes y los expertos?
- 22) ¿Que tipo de liderazgo permite desarrollar la participación en un organismo, una asociación, un movimiento, un grupo?
- 23) ¿Cuales son los impactos de la educación a la ciudadanía sobre tu sentimiento de poder individual? Colectivo?
- 24) ¿Crees que la participación y la ciudadanía te permiten un empoderamiento?
Empoderamiento individual (tener, querer, poder)
Empoderamiento grupal o colectivo
- 25) ¿Cuales son las capacidades ciudadanas que quieres desarrollar?
¿Herramientas que te faltan? Debatir, reflexionar, participar, argumentar, interés, liderazgo
- 26) ¿Cuales son tus expectativas en cuanto a tu rol en calidad de ciudadano?
¿Cuales son tus motivaciones y aspiraciones mas importantes en cuanto al cambio y la transformación de la ciudad?
- 27) ¿Cuales serian las acciones que podrías poner en marcha?
- 28) ¿Crees que los procesos educativos desarrollados fuera de las instituciones publicas y formales permiten generar otro tipo de conocimientos? De competencias, de experiencias?

AGRADECIMIENTOS

ANNEXE B

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ POUR LA POPULATION À L'ÉTUDE (VERSION TRADUITE VERS LE FRANÇAIS)¹⁷⁶

QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE

Titre (provisoire) de la recherche : Citoyenneté urbaine de jeunes Santiaguinos : protagonisme et expressions citoyennes contemporaines.

Objectifs spécifiques de l'entrevue

- recueillir les perceptions et les interprétations sur la citoyenneté et le protagonisme de celle-ci;
- identifier les thèmes critiques pour les jeunesse d'aujourd'hui, à partir de l'expérience individuelle :
 - o Concept 1 : expressions urbaines
 - o Concept 2 : citoyenneté
 - o Concept 3 : capacités citoyennes (participation)
 - o Concept 4 : acteur/protagoniste
 - o Concept 5 : processus éducatifs
 - o Concept 6 : *empowerment*
- thèmes de la recherche
 - o lectures de la ville à partir d'une perspective sociale, culturelle et géographique (territoriale)
 - o participation citoyenne, citoyenneté, droits
 - o éducation formelle et non formelle
 - o territoire et sentiment d'appartenance
 - o identité locale et globale
 - o processus urbains territoriaux
 - o jeunes et jeunesse
 - o renforcement des capacités individuelles et collectives

VILLE

- 1) Comment te sens-tu dans la ville de Santiago?

¹⁷⁶ Pour la version traduite en français du questionnaire d'entrevue, nous avons opté pour une traduction partielle des éléments du guide d'entretien en ne retenant que les questions et les concepts-clés abordés. Comme le questionnaire a été administré uniquement en espagnol autant aux répondants qu'aux informateurs-clés, c'est la version originale en espagnol qui est la plus fidèle au terrain de recherche. Il faut s'y référer pour avoir la version complète.

Comment décris-tu tes interactions avec elle?

Quelles sont tes perceptions de la vie dans la ville?

Comment perçois-tu la qualité de vie à Santiago?

Qu'en est-il pour toi de la « vie de citadin »?

- 2) Comment, en ta qualité d'homme ou de femme te sens-tu dans la ville?
Comment penses-tu que les autres te perçoivent ou te décrivent en tant que sujet jeune femme ou homme?
- 3) *De quelle façon sens-tu, te sens-tu, vis-tu la ville de Santiago? Crois-tu que ton expérience quotidienne dans la ville est différente en fonction de ton niveau socioéconomique? De ton quartier d'appartenance? Du type de logement habité?*
- 4) Pour toi quels sont les défis (problèmes/faiblesses) les plus importants à relever pour la ville de Santiago?
Quels sont les thèmes publics les plus criants?
Quelles sont les plus grandes difficultés rencontrées pour résoudre les problèmes de la ville?

CITOYENNETÉ ET PARTICIPATION

- 5) Comment définis-tu la participation? *Donne-moi une définition dans tes mots et selon ta vision, ce que tu as appris, perçu ou vécu sur le sujet.*
Qu'est-ce que c'est pour toi être citoyen, citoyenne?
Qu'est-ce que cela signifie pour toi la citoyenneté?
- 6) Quelles sont les formes que tu utilises pour exprimer la citoyenneté?
Décris-moi une expérience et quels ont été tes apprentissages en la matière?
Qu'as-tu appris depuis que tu t'impliques dans un groupe de travail, une association, un mouvement, un organisme?
- 7) Crois-tu que ces expressions (de la citoyenneté) ont un impact? Dans ta vie?
 Dans les avancées générales concernant la citoyenneté urbaine?
- 8) *Quelles sont tes impressions (comment décris-tu?) les relations de l'État (national, métropolitaine, local) avec les expressions de la citoyenneté, celles de la société civile (selon plusieurs facettes)?*
- 9) *Existe-t-il des espaces spécifiques pour que tu puisses exprimer ta citoyenneté?*
Si oui, quels sont-ils? Comment les qualifies-tu?
Et le degré d'incidence engendré sur le territoire?
Comment utilises-tu ces espaces? Qu'est-ce que t'attires dans ces espaces?
Manque-t-il d'espace? De quel type? À quelles fins?
 Types d'espaces (à titre d'exemple)
 - a. Formels – institutionnels (gouvernement, institutions, municipalités, universités, etc. Où l'incidence est garantie pour une loi ou un mécanisme effectif qui assure la continuité dans les demandes);

- b. Informels – depuis la base (rues, espaces publics, organisation, mouvements, mouvements quotidiens. Où l'incidence n'est pas garantie par un mécanisme de type législatif).

Qualifications de l'espace (à titre d'exemple)

- c. Les espaces publics comme espaces de conversations, de préoccupations collectives, reflets de la diversité sociale existante
- d. Réflexion critique
- e. Dialogue/échange
- f. Consultatif
- g. Incidence politique (absence/effective)
- h. Conversations (individuelles/collectives)

- 10) Crois-tu que la société civile possède un rôle important dans la gestion urbaine et le développement de la ville?
- 11) Quelle serait la contribution de la citoyenneté, c'est-à-dire la participation des citoyens, à la construction d'une ville plus inclusive, démocratique et équitable?
Crois-tu que la citoyenneté active dans la ville contribue à un processus de paix qui aiderait à consolider et émanciper, vers des idéaux démocratiques?

JUVENTUDES – PROTAGONISMO URBANO DE JOVENES

- 12) Au Chili, 55 % des jeunes se disent intéressés à participer dans des organisations sociales (INJUV, 2012). Cependant, il existe actuellement plusieurs freins qui rendent difficile la participation, la prise d'initiative des jeunes ou l'innovation sociale par ceux-ci, malgré leur intérêt pour l'amélioration des conditions dans lesquelles ils vivent ainsi que les leurs. (Rappeler qu'il y a des auteurs qui considèrent les jeunes comme un groupe marginalisé de la société comme les femmes, les aînés, les immigrants).
Que penses-tu de cette statistique? Quels sont, selon ton expérience, les obstacles à la participation des jeunes? Des obstacles individuels? Des obstacles qui proviennent de la communauté, de l'État, des espaces?
- 13) As-tu une réflexion sur ta condition/rôle en tant que sujet social jeune, un rôle urbain et politique? *Quel a été le moment où a émergé cette réflexion? Un événement en particulier?*
- 14) Crois-tu que les jeunes ont un rôle en tant qu'agent du changement dans la transformation sociale de la ville d'aujourd'hui?
Quel serait ton rôle dans le développement de la ville?
Est-ce que le jeune peut inspirer la ville, la société?
- 15) Connais-tu des politiques publiques qui traitent du thème de la participation citoyenne des jeunes? Si tu en connais une, à quel objectif répond-elle? *As-tu déjà bénéficié de certaines mesures spécifiques à la jeunesse via une politique publique?*
- 16) Quelles sont tes stratégies pour exprimer : tes besoins, tes idées (création, innovation), tes aspirations (à long terme, des désirs, voire tes rêves).

17) Quelles sont tes motivations à participer à la construction et au développement de la ville? *Au niveau de ton quartier? À l'échelle de la ville entière?*

ÉCOLE DE CITOYENNETÉ, PROCESSUS ÉDUCATIFS ET SAVOIRS, EMPOWERMENT, LEADERSHIP

18) Quel rôle selon ton expérience joue l'éducation (formelle, non formelle, informelle) dans la construction du sujet jeune?

Sens-tu que les institutions éducatives forment le sujet jeune à la citoyenneté?
À la capacité de réflexion, de penser et de faire? Dans quel but?

19) Quelles ont été tes motivations qui t'ont poussé à t'inscrire à l'École de jeunes de SUR?

20) Dans le cadre de cette expérience, comment décrirais-tu le processus éducatif que tu as pu suivre à l'école (niveau supérieur)? Le savoir, les connaissances? Les apprentissages? Les compétences? Les interactions avec les étudiants, les professeurs?

21) Quel type de leadership permet de développer la participation et la contribution dans un organisme, un mouvement, un groupe, une association?

22) Quels sont les impacts de l'éducation à la citoyenneté sur ton sentiment de pouvoir individuel? Collectif?

23) Crois-tu que la participation et la citoyenneté te permettent une forme d'*empowerment*

Empowerment individuel

Empowerment collectif

24) Quelles sont les compétences et les capacités citoyennes que tu aimerais développer? Des outils te manquent? Débattre, réfléchir, participer, argumenter, intéresser, développer le leadership

25) Quelles sont tes attentes en ce qui a trait à ton rôle de citoyen? Quelles sont tes motivations et aspirations les plus importantes sur ton rôle et ta contribution au changement et à la transformation de la ville?

26) Comment penses-tu mettre en pratique ce que tu as appris et

27) Crois-tu que les processus développés à l'extérieur des institutions publiques et formelles permettent de générer d'autres types de connaissances? Des compétences? Des expériences?

REMERCIEMENTS

ANNEXE C

THÉMATIQUES D'ENTREVUE POUR LES INTERVENANTS-CLÉS (VERSION ORIGINALE ESPAGNOLE)

Fecha de la entrevista:

Lugar de la entrevista:

Organismo/Institución:

Nombre :

Edad:

Profesión :

Función/Ocupación/Título:

Sitio web :

- Descripción del organismo/institución/función
- Definición de la juventud
- Historia del protagonismo de las juventudes
- Impactos de la dictadura/cicatrices espaciales
- Espacios ciudad/políticos/sociales
- Construcción de la ciudadanía
- Participación ciudadana
- Derechos ciudadanos
- Procesos educativos formales y no formales
- Fabricación y producción de ciudad por los jóvenes
- Conflictos urbanos
- Emancipación/alienación
- Relaciones-interacciones con Institución/Estado

ANNEXE D

QUESTIONNAIRE WEB PRÉ-ENTRETIEN (VERSION FRANÇAISE TRADUITE)¹⁷⁷

Objectifs et méthode d'administration des questionnaires

L'objectif principal est de caractériser l'échantillon à l'étude en récoltant des données sociodémographiques sur la population. Le questionnaire web pré-entretien nous permet également de recueillir les impressions et certains vécus à travers des questions portant sur le sentiment d'appartenance au quartier et à la ville de Santiago. Le questionnaire a été envoyé par courriel, incluant les indications pour le remplir, ainsi que l'horaire des entretiens semi-dirigés, à la totalité des participants de l'École de SUR qui ont accepté de participer à la recherche. Certains (7) ont participé au questionnaire, mais n'ont pas été en mesure de répondre aux deux autres étapes de la recherche; leurs données ne sont pas utilisées dans l'échantillonnage, mais servent au cadrage de la problématique.

Modèle type de question

Question [explication]

Choix de réponses

Profil sociodémographique

Nom

Prénom

Quel est ton genre?

Femme

Homme

Transgenre

Autre

Quel âge as-tu?

Dans quel quartier de la ville de Santiago habites-tu?

Peux-tu confirmer l'adresse courriel à laquelle je pourrai te rejoindre pour l'entretien semi-dirigé?

Situation géographique et socioéconomique

¹⁷⁷ La version originale du questionnaire qui a été administrée aux participants est en langue castillane. Le questionnaire web pré-entretien est disponible à l'adresse internet suivante dans sa version originale : <http://bit.ly/1xlnNbM>. Nous avons inclus la version française pour en faciliter la compréhension. Sur le terrain, nous avons procédé ainsi : le formulaire a d'abord été rédigé en français, puis nous l'avons traduit en espagnol pour son administration aux participants.

Quelle est ta situation actuelle en ce qui a trait au logement?

J'habite dans un appartement avec ma famille.

J'habite dans une maison avec ma famille.

Je vis dans un appartement en colocation.

Je vis dans une maison partagée.

J'habite seul(e) dans une maison.

J'habite seul(e) dans un appartement.

Autre.

Si tu as habité dans une ou plusieurs autres communes, nomme-les dans l'espace réservé.

Peux-tu indiquer quel est ton plus haut niveau d'études terminé?

[Sélectionne le niveau académique le plus élevé que tu as terminé (Attention : le niveau achevé et non le niveau que tu réalises actuellement)]

Niveau primaire

Niveau secondaire

Niveau technique

Institut professionnel

Niveau universitaire – 1^{er} cycle (titre professionnel)

Niveau universitaire – 1^{er} cycle (titre de licence)

Niveau universitaire – 2^e et 3^e cycle (maîtrise et doctorat)

Niveau universitaire – diplôme d'études supérieures

Quelle est ton occupation actuelle?

[Sélectionne la ou les occupations qui décrit (vent) le mieux ta situation actuelle.]

Étudiant(e) à temps complet

Étudiant(e) à temps partiel

Professionnel à temps complet

Professionnel à temps partiel

Sans emploi

Autre :

Si tu es présentement étudiant, quel est ton domaine d'études?

Quelle est ou était ta situation socioéconomique lorsque tu étudies ou étudiais?

[Décrire ce qui t'a permis d'étudier. (Ex. un crédit avec aval de l'État, le revenu de tes parents, une bourse, etc.)]

Si tu travailles actuellement, peux-tu indiquer quel est le poste occupé et dans quel secteur? [Indiquer le poste de travail occupé (Ex. coordinateur, agent, chargé de projet, etc.), dans quel secteur (Ex. santé, éducation, etc.) et dans quel type de milieu (Ex. institutionnel, privé, public, etc.).]

En ta qualité de citoyen (ne), socialement catégorisé (e) en tant que jeune, comment pourrais-tu définir (en tes propres mots et expériences), décrire, l'accessibilité aux espaces d'expression(s) de tes besoins, tes aspirations, tes requêtes/demandes. [Répondre en qualifiant le type d'espace et qu'est-ce que celui-ci représente pour toi et selon différentes échelles : métropolitaine (aire métropolitaine de Santiago), locale, privé/publique, formelle/informelle.]

Actuellement, tu vis dans un espace urbain délimité géographiquement par des normes administratives, ce qui est usuellement nommé par « commune ». Dans ta commune, il existe possiblement des quartiers (espaces locaux plus petits que la commune) qui pourraient être décrits selon des facteurs qualitatifs (historiques, sociaux, culturels, etc.). Pourrais-tu décrire dans tes mots le quartier, le secteur, dans lequel tu habites présentement? [Écrire d'abord le nom du quartier ou du secteur, s'il en existe un. En deuxième lieu, décrire comme tu le perçois et quel est ton vécu récent dans ce quartier. Tu peux aborder différentes thématiques telles que l'architecture, les espaces collectifs, les activités sociales, l'organisation spatiale, la diversité, le sentiment d'appartenance, etc.]

Quotidiennement, tu dois faire plusieurs besoins tels que celui de travailler, d'étudier, de réaliser des activités sociales ou ludiques, ou de tout autre ordre, dans différents lieux de la ville de Santiago. Aussi, tu vois, observes, sens, vis, des situations que tu peux trouver agréables ou désagréables selon le lieu où tu te trouves. Comment pourrais-tu qualifier (décrire) ta relation avec la ville de Santiago, en mettant l'accent sur ton sentiment d'appartenance à celle-ci?

Le questionnaire est presque terminé. As-tu d'autres éléments à partager? N'hésite pas à écrire dans l'espace ci-dessous tes commentaires, tes suggestions, tes réflexions. Cet espace est pour toi!

Disponibilités pour un entretien semi-dirigé.

[Sélectionner dans la liste ci-dessous un minimum de trois plages horaires lors desquelles tu es disponible pour participer à une entrevue semi-dirigée. Cet entretien est d'une durée approximative de 45 minutes et comporte des questions de nature qualitative principalement. Si tu peux facilement te déplacer, l'entretien se réalisera dans la salle de réunion de SUR – Corporación (Maria Luisa Santander 0440, Providencia). Si tu ne peux pas te déplacer dans le lieu mentionné ci-haut, nous identifierons un lieu qui te convienne et qui présente les meilleures conditions pour la réalisation de l'entrevue.]

ANNEXE E

FORMULAIRE D'ÉTHIQUE ET DE CONSENTEMENT (VERSION ORIGINALE ESPAGNOLE)

FORMULARIO DE INFORMACION Y CONSENTIMIENTO (PARTICIPANTE MAYOR)

Titulo: Ciudadania urbana de jóvenes santiaguinos: protagonismo y expresiones ciudadana contemporáneas.

IDENTIFICACION

Estudiante responsable del proyecto : Léa Champagne
Departamento de geografía
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale centre-ville
Montréal (Québec)
Canadá H3C 3P8
Correo electrónico : champagne.lea@outlook.com

OBJETIVO GENERAL DEL PROYECTO

Esta investigación corresponde a una tesis de maestría en Geografía. Su autora es alumna de la Universidad de Quebec en Montreal (Université du Québec à Montréal/UQAM) de Canadá. La tesis busca estudiar como la formación a la ciudadanía activa de los jóvenes permite desarrollar nuevas expresiones y formas de participación ciudadana al desarrollo de la ciudad, hacia un espacio inclusivo.

CONTRIBUCION DEL PARTICIPANTE

Para realizar este proyecto, se le solicita a usted que participe a tres instancias metodológicas descritas a continuación:

1. En la semana del 7 de julio : Cuestionario enviado por correo electrónico de una duración aproximativa de 15 minutos y relacionado a temas generales del estudio y caracterización sociodemográfica (edad, lugar de residencia, ocupación, nivel de estudio, vida cotidiana en Santiago, pertenencia/identidad al barrio);
2. Desde la semana del 7 de julio hasta la semana del 25 de agosto (elección de una fecha/hora mediante correo electrónico o teléfono): entrevista individual semi-estructurada de una duración aproximativa de 45 minutos con preguntas generales y específicas (ver temas abajo) como también una conversación no

- estructurada;
3. Fin de semana del 8 al 10 de agosto : actividad grupal no obligatoria donde se va a realizar una actividad para identificar percepciones y interpretaciones generadas dentro de un contexto grupal.

Los siguientes temas serán objeto de las tres instancias, a distintos niveles y escalas, buscando conocer percepciones, interpretaciones, vivencias, experiencias, zonas de tensión, aspiraciones y conocimiento:

- Lecturas de la ciudad a partir de la perspectiva social, cultural y geográfica (territorial)
- Participación ciudadana, ciudadanía, ciudadanía urbana
- Educación: formal, informal y no-formal (no institucional)
- Territorio y pertenencia local
- Identidad(es), trayectorias,
- Expresiones
- Jóvenes y juventud, condiciones y construcción, genero
- Gobernanza urbana, empoderamiento individual y colectivo

BENEFICIOS Y RIESGOS

Su participación contribuirá al avance del conocimiento a través de una mejor comprensión de los elementos ligados al tema de investigación. No hay riesgo de malestar significativo asociado con su participación a esta entrevista. Sin embargo, debe tener en cuenta que algunas preguntas podrían hacerles revivir emociones desagradables relacionadas con memorias dolorosas. Usted está libre de no responder a una pregunta si se siente incómodo sin tener que justificarlo. El uso de un recurso apropiado se puede ofrecer a usted si usted desea discutir su situación. Es la responsabilidad de la entrevistadora de suspender o terminar la entrevista si ella siente que el bienestar del participante está amenazado.

ANONIMATO Y CONFIDENCIALIDAD

Para facilitar la compilación y la clasificación de las informaciones obtenidas, se le solicitará algunas informaciones personales como su edad, su lugar de residencia, su ocupación, entre otras. Toda la información obtenida será confidencial. La información estará despojada de sus datos que permiten la identificación. Solo la alumna responsable de la tesis, Léa Champagne, y su director tendrán acceso a ella. La información servirá únicamente a la realización de la tesis de la alumna y a la presentación de informes científicos a través de coloquios, de congresos, de asambleas o otros tipos de eventos a carácter científico, o publicación de artículo en revistas pertinentes. Las grabaciones y los formularios de consentimiento serán destruidos cinco años después de la última publicación.

PARTICIPACION VOLUNTARIA

Su participación es voluntaria y no implica ninguna remuneración. Siéntase usted libre de aceptar o de negarse a participar, y, si lo estima necesario, de suspender su participación, sin ningún perjuicio para usted o para su organización. Para facilitar la compilación y la clasificación de las informaciones obtenidas, se le solicitará algunas informaciones personales. La información servirá únicamente a la realización de la tesis de la alumna y a la presentación de informes científicos a través de coloquios, asambleas, artículos, en los cuales se respetará el anonimato de los participantes.

PREGUNTAS SOBRE EL PROYECTO O SOBRE SUS DERECHOS

Es posible contactar la persona responsable del proyecto para preguntas adicionales. También se puede hablar con el director Juan-Luis Klein sobre las condiciones de la entrevista y sus derechos como participante en la investigación: Juan-Luis Klein, PhD, profesor de geografía, UQAM, (514)987-3000 #8909, klein.juan-luis@uqam.ca.

La realización de esta investigación de maestría ha sido aprobada por el Comité de la investigación ética sobre los seres humanos por el Comité de Ética de Investigación para proyectos estudiantiles (CERPE) de la Facultad de Ciencias humanas de la UQAM. Para cualquier información adicional acerca de este comité o para formular una queja, se puede contactar a la coordinadora Anick Bergeron, dirigiéndose a su teléfono (001) 514-987-3000, extensión #3642 o por correo electrónico a la dirección siguiente : bergeron.anick@uqam.ca. También se le puede escribir a la dirección postal siguiente:

Université du Québec à Montréal
 Case postale 8888, succursale Centre-ville
 Montréal (Québec)
 Canada H3C 3P8

AGRADECIMIENTOS

Su cooperación es importante para la realización de nuestro proyecto y el equipo de investigación quiere agradecerle. Si desea obtener un resumen escrito de los principales resultados de esta investigación, por favor avisar la estudiante e añadir su correo electrónico al lado de su firma.

FIRMAS:

He leído este formulario de consentimiento y voluntariamente su consentimiento para participar en este proyecto de investigación. También reconozco que el investigador ha respondido a mis preguntas satisfactoriamente y me obtuve suficiente tiempo para pensar acerca de mi decisión de participar. Entiendo que mi participación en esta investigación es completamente voluntaria y que puede ser interrumpida en cualquier momento sin penalización alguna o justificación alguna.

Acepto participar a las tres instancias metodológicas de la investigación: la primera siendo autónoma mediante un formulario en línea, la segunda siendo en persona durante una entrevista y la tercera desplegada durante el tercer fin de semana mediante una actividad de tipo focus group. La participación es voluntaria, sin obligación, y usted se puede retirar cuando lo siente necesario.

Lugar y fecha : _____

Nombre (en letras imprentas) del o de la participante y correo electrónico

Firma del o de la participante

Léa Champagne

Estudiante de la maestría en Geografía y investigadora responsable del proyecto
champagne.lea@outlook.com

ANNEXE F

FORMULAIRE D'ÉTHIQUE ET DE CONSENTEMENT (VERSION ORIGINALE FRANÇAISE)

FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT (PARTICIPANT MAJEUR)

Titre du projet : Citoyenneté urbaine des jeunes de Santiago du Chili : protagonisme et expressions citoyennes contemporaines.

IDENTIFICATION

Chercheur responsable du projet : Léa Champagne
Département de géographie
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
Canada H3C 3P8
Adresse courriel : champagne.lea@outlook.com

BUT GÉNÉRAL DU PROJET

Vous êtes invité(e) à prendre part à ce projet qui s'effectue dans le cadre de la maîtrise en géographie. Son auteur est étudiante à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) au Canada. Le mémoire veut voir comment la formation à la citoyenneté active des jeunes permet de développer de nouvelles expressions et formes de participation citoyenne au sein de la ville, dans le but d'en faire un espace plus inclusif. (Pour connaître la contribution du participant et les thèmes traités, se référer à la version originale en espagnol qui a été administrée aux participants.)

PROCÉDURE(S) OU TÂCHES DEMANDÉES AU PARTICIPANT

Afin de réaliser ce projet de recherche, nous devons réaliser des entrevues enregistrées avec différents membres de la communauté ayant vécu les mutations territoriales entraînées par le développement minier. Ainsi, nous vous sollicitons pour un entretien d'une durée d'environ une heure.

AVANTAGES ET RISQUES

Votre participation contribuera à l'avancement des connaissances par une meilleure compréhension de comment la participation des citoyens à la prise de décision en matière d'amélioration de l'habitat urbain contribue à leur emporwerment individuel et collectif. Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à

cette rencontre. Vous devez cependant prendre conscience que certaines questions pourraient raviver des émotions désagréables liées à une expérience que vous avez peut-être mal vécue. Vous demeurez libre de ne pas répondre à une question ou plusieurs questions que vous estimatez embarrassantes sans avoir à vous justifier. Une ressource d'aide appropriée pourra vous être proposée si vous souhaitez discuter de votre situation. Il est de la responsabilité de l'interviewer de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue s'il estime que votre bien-être est menacé.

ANONYMAT ET CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu que les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et que seuls l'étudiante et son directeur Juan-Luis Klein auront accès à votre enregistrement et au contenu de sa transcription. Le matériel de recherche (enregistrements numériques et transcriptions codées) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés séparément sous clé au bureau de la chercheure responsable pour la durée totale du projet. Les enregistrements ainsi que les formulaires de consentement seront détruits cinq ans après les dernières publications.

PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est volontaire et ne comporte pas de compensation financière. Vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure, et que par ailleurs vous être libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas, les renseignements vous concernant seront détruits. Les données recueillies seront codées et dépouillées de leurs données identificatrices. Votre accord à participer implique également que vous acceptiez que l'équipe de recherche puisse utiliser aux fins de la présente recherche (articles, mémoires, thèses, conférences et communications scientifiques) les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Pour des questions additionnelles sur le projet, sur votre participation et sur vos droits en tant que participant de recherche, ou pour vous retirer du projet, vous pouvez communiquer avec le directeur de l'étudiante :

Juan-Luis Klein, PhD, professeur de géographie à l'UQÀM

Numéro de téléphone : (514) 987-3000 poste : 8909

Adresse courriel : klein.juan-luis@uqam.ca

Le projet auquel vous allez participer a été approuvé au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains par le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants (CERPÉ) de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM. Pour toute question ne pouvant être adressée à la direction de recherche ou pour formuler

une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter la présidente du comité par l'intermédiaire de la coordonnatrice du CERPÉ, Anick Bergeron, au 514 987-3000, poste 3642, ou par courriel à l'adresse suivante : bergeron.anick@uqam.ca.

REMERCIEMENTS

Votre collaboration est importante à la réalisation de notre projet et l'équipe de recherche tient à vous en remercier. Si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des principaux résultats de cette recherche, veuillez ajouter vos coordonnées ci-dessous.

SIGNATURES :

Je reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que le chercheur a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme ni justification à donner.

Titre du projet : Citoyenneté urbaine des jeunes de Santiago du Chili : protagonisme et expressions citoyennes contemporaines.

Signature du participant :

Date :

Nom (lettres moulées) et coordonnées :

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques du projet et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature du chercheur responsable du projet :

Date :

Nom (lettres moulées) et coordonnées

APPENDICE A

ORGANISME D'ACCUEIL SUR CORPORACION – ESTUDIOS SOCIALES Y DE EDUCACION

SUR Corporación – Estudios sociales y de educación a été fondé en 1978 à Santiago du Chili, par un groupe de professionnels et d'intellectuels qui s'était réuni pour créer un projet de centre d'information, d'étude et de recherche sur la réalité nationale chilienne et latino-américaine. D'abord, SUR a vécu sous la forme d'un centre de documentation qui publiait des bulletins d'informations au grand public et des recherches en développement social et en éducation. Dans les années 80, la revue *Proposiciones* a vu le jour et continue encore aujourd'hui d'être publiée et diffusée sur le site web de l'organisme. Afin de consolider son positionnement dans la recherche et l'éducation à la démocratie, SUR Corporación a opéré divers changements tels que la création d'écoles de leadership (pour étudiants, syndicats, mouvements sociaux, femmes), la réalisation d'études sur les changements opérés depuis la dictature militaire, l'élaboration de méthodes de formation axée sur le renouvellement de la démocratie. Durant la transition démocratique, l'organisme a réalisé plusieurs travaux de grande envergure, à l'échelle du pays, pour documenter les changements en milieu urbain. En 1987, SUR inaugure une école de planificateurs sociaux qui forme des dirigeants sociaux, des agents de développement local, des fonctionnaires municipaux, etc. Enfin, c'est après divers bouleversements au sein de l'organisme – fin du financement international et mouvement de personnel vers le gouvernement démocratique – que SUR a concentré ses énergies sur le thème de la « récupération ou rénovation » de l'espace public dans ses dimensions sociales, politiques et territoriales. Il se met alors à réaliser des études en partenariat avec les universités et les communautés. SUR définit le domaine (espace) public comme un lieu privilégié pour la constitution d'une citoyenneté participative dans une société fortement marquée par les inégalités sociales, économiques et territoriales.

Mission et objectifs

La mission de SUR, en tant qu'organisme de la société civile, est de participer à la formation et au renouvellement des acteurs sociaux et institutionnels démocratiques, en renforçant le rôle de la citoyenneté dans la sphère publique. SUR développe sa mission à travers une multitude de projets : des activités de recherche et d'étude liées

à la réalité sociale du pays, des propositions de développement social par des projets et des programmes locaux et régionaux liés au financement de fondations privées, des programmes de formation visant les dirigeants sociaux et les fonctionnaires d'ONG et de l'État afin d'implanter des politiques sociales. Il agit à titre de consultant auprès d'organisations sociales et publiques, il aide à l'exécution de projets liés entre autres à l'élaboration de nouvelles politiques publiques. Comme dernière mission, SUR diffuse et partage les résultats systématisés de ses études, de ses recherches et ses interventions à travers des publications éditoriales, des bulletins à grande diffusion, des séminaires, des conférences, des ateliers.

Secteur de recherche et d'action

- Ville, quartier et organisation
- Logement
- Communication et TIC
- Cohabitation, cohésion sociale et sécurité
- Développement social et municipal
- Écoles et cours de formation
- Genre et jeunes
- Faits et violence urbaine
- Environnement, territoire et citoyenneté

BIBLIOGRAPHIE

- Aedo Finlez, Carlos. 2011. *Participación Ciudadana y Democratización del Estado : Reflexiones en torno al panorama general de la participación ciudadana en Chile*. Editorial Académica Española, 108 p.
- Agrupación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos. 1990. *Respuesta de la Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos a la Comisión de Verdad y Reconciliación* (AFDD), Santiago, Chile, 26 p.
- Aguilera Ruiz, Oscar. 2009. "Los estudios sobre juventud en Chile: coordenadas para un estado del arte ». *Ultima Década* 17, 31 : 109–27.
- _____. 2008. "Políticas de Culturas Juveniles y Ciudadanías: Desafíos para la Sociedad Chilena en el Bicentenario ». *Revista Observatorio de Juventud*, Instituto Nacional de la Juventud, año 5, no. 20, Santiago de Chile.
- _____. 2006. "Movidas, movilizaciones y movimientos: etnografía al movimiento estudiantil secundario en la Quinta Región ». *Revista Observatorio de Juventud - Movilizaciones estudiantiles: claves para entender la participación juvenil*, Instituto Nacional de Juventud (INJUV), año 3, no.11, Santiago de Chile.
- _____. 2003. « Tan jóvenes, tan viejos. Los movimientos juveniles en el Chile de hoy ». Documento Café-Diálogos, Instituto Nacional de la Juventud (INJUV). Santiago de Chile.
- Aitken, Stuart. 2001. *Geographies of Young People : The Morally Contested Spaces of Identity*, London, Routledge, 232 p.
- Alvarado, Sara, Humberto Gómez, Ariel et María Cristina Sánchez León. 2014. "Jóvenes y participación política en el mundo contemporáneo: de la apatía a la antipatía por modos hegemónicos de vida ». In *En busca de las condiciones juveniles, sous la dir. de Alvarado, S. et Vommaro, P., Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales*, p. 227-253. [En ligne]. <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20150427013907/condicionesjuveniles.pdf>. Page consultée le 12 mai 2015.
- Asociación chilena de empresas de investigación de mercado. 2008. *Grupos socioeconómicos*. Estudio de mayo 2008. [En ligne]. <http://bit.ly/1Sn1EaD>. Page consultée le 10 mai 2015.

- Association internationale des villes éducatrices. 1990. *Charte des villes éducatrices : Villes éducatrices pour un monde meilleur*, Barcelone. [En ligne]. <http://bit.ly/1JhIX6r>. Page consultée le 10 septembre 2015.
- Augé, Marc. 1993. *Los no-lugares. Espacios de anonimato. Una antropología de la sobremodernidad*. Madrid : Gedisa, 128 p.
- Bacqué, Marie-Hélène, Rey, Henri et Yves Sintomer. 2005. « Introduction. La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique? ». In *Gestion de proximité et démocratie participative*, sous la dir. de Bacqué, M.-H., Rey, H. et Sintomer, Y. Paris, La Découverte « Recherches », p. 9-46.
- Balbo, Marcello, Ricardo, Jordan et Daniela Simioni. 2003. *La ciudad inclusiva*. Cuadernos de la CEPAL, Santiago de Chile, Publicaciones de las Naciones Unidas, 313 p.
- Banque Mondiale. 2013. « Données sur le Chili ». [En ligne], <http://donnees.banquemondiale.org/pays/chili>. Page consultée le 19 mai 2015.
- Banque mondiale. 2010. « Croissance annuelle du PIB (%) du Chili ». In *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke. [En ligne]. <http://bit.ly/1HklhcB>. Page consultée le 10 août 2015.
- Bárcena, Alicia, Frishman, Diane, Hopenhayn, Martín et Laura López. 2008. “Juventud y cohesión social en Iberoamérica : Un modelo para armar”, *Comisión económica para América Latina y el Caribe (CEPAL)*, Santiago, Chile. [En ligne] <http://www.cepal.org/es/publicaciones/3639-juventud-y-cohesion-social-en-iberoamerica-un-modelo-para-armar>. Page consultée le 15 mars 2015.
- Bárcena, Fernando. 1997. *El oficio de la ciudadanía. Introducción a la educación política*. Paidós. 304 p.
- Barrales Claudio et Mauricio Astorga. 2008. *Estudio de Valoración de las Escuela de Jóvenes Líderes de la Fundación IDEAS*. Étude non publiée, rendue disponible par SUR Corporación.
- Bassand, Michel. 1996. *Métropolisation et inégalités sociales*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 245 p.
- Baudelle, Guy. 2006. « La géographie sociale et la cohésion territoriale : une question d'échelles », *Presses universitaires de Rennes*, p. 89-97. [En ligne].

<http://books.openedition.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/pur/372>. Page consultée le 15 mars 2015.

Bauman, Zigmunt. 2011. *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Pluriel, 208 p.

Bédard, Mario et Catherine Trudelle. 2014. *Méthodologie et méthodes de la recherche en géographie : Notes et document de cours*. 10^e édition revue et augmentée. Université du Québec à Montréal : Coop UQAM Éditeur.

Bengoa, José. 1995. "La pobreza de los modernos", Centro de estudios Miguel Henriquez, Archivo Chile. 10 p. [En ligne]. <http://bit.ly/1VwFcvm>, Page consultée le 10 février 2015.

Bergeret, Jean-Marie. 1995. « La jeunesse comme phase transitoire et comme classe sociale », *Jugendhäuser*, Forum no. 164. [En ligne], http://www.forum.lu/pdf/artikel/3572_164_Bergeret.pdf. Page consultée le 15 octobre 2015.

Beristain, Carlos Martin et Francisca Riera. 2002. *Afirmación y Resistencia : la Comunidad como apoyo*. Bilbao, 220 p.

Blondiaux, Loïc. 2008. « Démocratie délibérative vs. Démocratie agonistique? Le statut du conflit dans les théories et les pratiques de participation contemporaines ». *Raisons politiques*, 2008/02, no. 30, p. 131-147.

Blöss, Thierry et Isabelle Feroni. 1991. « Jeunesse : objet politique, objet biographique », *Enquête*, no. 6, [En ligne], <http://enquete.revues.org/147>, Page consultée le 20 août 2015.

Boltanski, Luc. 2009. *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, NRF Essais, Gallimard, 114 p.

Borja, Jordi. 2003. *La ciudad conquistada*. Madrid : Alianza. 381 p.

Boudreault, Pierre - W. et Michel Parazelli. 2004. *L'imaginaire urbain et les jeunes*. Les Presses de l'Université du Québec, Québec. 388 p.

Brenner, Neil et Nik Theodore. 2002. "Cities and the Geographies of Actually Existing Neoliberalism", *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Antipode 34(3), p. 349-379. Malden: Blackwell Publishers.

Bresson, Maryse. 2014. « La participation : un concept constamment réinventé »,

- Socio-logos*. [En ligne]. <http://socio-logos.revues.org/2817>, Page consultée le 2 octobre 2015.
- Burstin, Haïm. 2010. « La biographie en mode mineur : les acteurs de Varennes, ou le « protagonisme » révolutionnaire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 1/2010 (n° 57-1), p. 7-24, [En ligne], www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2010-1-page-7.htm, Page consultée le 30 juillet 2016.
- Canovas, Julie. 2008. *Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine. Des alternatives à un système globalisé*. Paris, L'Harmattan, 190 p.
- Carli, Elena et Juan Carlos Ruiz. 2009. *Espacios públicos y cohesión social : Intercambio de experiencias y orientaciones para la acción*. Universidad San Alberto Hurtado, Santiago. URBAL- Espacios públicos y cohesión, 169 p.
- Carr, David. 2008. « Rights, duties and responsibilities ». In *The SAGE Handbook of Education for Citizenship and Democracy*, sous la dir. Arthur, J., Davies, I. et Hahn, C. p.20-29. London : SAGE British Library.
- Carr R., Paul. 2015. « Démocratie, alphabétisation politique et éducation transformatoire », Conférence donnée par Paul R. Carr le 25 février 2015, Séminaire du Centr'ÈRE, Université du Québec à Montréal, présentation power point en libre accès.
- Carrión Mena, Fernando. 1993. “De la violencia urbana a la convivencia ciudadana”, *Serie Gestión Urbana : Ciudad y violencias en América Latina*, p.5-22 [En ligne]. http://works.bepress.com/cgi/viewcontent.cgi?article=1015&context=fernando_carrión. Page consultée le 4 avril 2015.
- Castells, Manuel. 1987. *Capital multinacional, Estados nacionales y comunidades locales*, México, D.F.: Siglo XXI Editores, 127 p.
- Castells, Manuel. 1972. *La question urbaine*. Paris : François Maspero, 448 p.
- Castillo, Jorge et Daniel Contreras. 2014. « El papel de la educación en la formación del bienestar subjetivo para el desarrollo humano. Una revisión al caso chileno”, Programa de las naciones unidas para el desarrollo (PNUD), Fondo de las naciones unidas para la infancia (UNICEF). [En ligne] <http://www.cl.undp.org/content/dam/chile/docs/desarrollohumano/10619p%20-%20Libro%20informe%20desarrolloprod.pdf>. Page consultée le 10 septembre 2015.

- Cerda, Ana María, Egaña, Loreto, Magendzo, Abraham, Santa Cruz, Eduardo et René Varas. 2004. *El complejo camino de la formación ciudadana : Una mirada a las prácticas docentes*, LOM Ediciones, PIIE, 253 p.
- Chaux, Enrique, Lleras, Juanita et Ana María Velasquez. 2004. *Competencias Ciudadanas: de los estándares al aula. Una propuesta de integración a las aeras académicas*. Bogotá : Ministerio de Educación, Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Sociales, Departamento de Psicología y Centro de Estudios Socioculturales Internacionales, Ediciones Uniandes, 225 p.
- Claval, Paul. 2001. *Épistémologie de la géographie*. Paris : Nathan. 265 p.
- Coll, Jean-Louis. 2012. "La cuestión de la gobernabilidad de áreas metropolitanas y la solidaridad intercomunal : el caso francés ». In *Ciudad, poder, gobernanza*, sous la dir. de Arenas, F., Figueroa, O., Orellana, A. et Yáñez Warner, G., Collection RIDEAL, Série GEOLIBROS, no. 9, Eure libros. p. 77-91.
- Coll, Jean-Louis. 2001. « Santiago du Chili ou les contrastes du néolibéralisme », In. *Portraits de grandes villes : Société, pouvoirs, territoires*, sous la dir. de Thouzellier, C. et Jalabert, G., Collection Villes et Territoires, Presses Universitaires du Mirail, France.
- Colletta, Nat J. et Michelle L. Cullen. 2000. *Violent Conflict and the Transformation of Social Capital, Conflict Prevention and Post-conflict reconstruction*. Washington : The World Bank. 139 p.
- Colls, Rachel et Kathrin Horschelmann 2009. "The Geographies of Children's and Young People's Bodies", *Children's Geographies*, 7-1, p. 1-6.
- Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL). 2002. *Equidad, Desarrollo y Ciudadanía*, Serie Políticas Sociales.
- _____. 2001. *Capital social y políticas públicas en Chile*. Vol. 1 et Vol. 2, Serie Políticas Sociales.
- Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL) et Organisation Ibéroaméricaine pour la jeunesse (OIJ). 2004. *La juventud en Iberoamérica. Tendencias y urgencias*. Santiago, Chile. [En ligne]. http://www.rij.org/file_upload/publicationsItems/document/20120420162808_82.pdf. Page consultée le 10 avril 2015.
- Cornejo Santillán, Alfredo. 2015. « El imaginario social como campo de disputas por la significación de la segregación urbana ». *II Seminario Internacional sobre*

- Teoría Urbana*, 18-20 février 2015, Universidad Nacional de Colombia (Medellín). [En ligne]. <http://bit.ly/1NLB47T>. Page consultée le 20 mars 2015.
- Corporación Latinobarómetro. 2011. *Informe 2011*. Santiago de Chile [En ligne]. http://www.infoamerica.org/primera/lb_2011.pdf, Page consultée le 20 juin 2015.
- Cousiño, Carlos. 1997. "Juventud y tercera edad: Las nuevas categorías demográficas del siglo XX". *Revista Universitaria*, no. 53, p.20-29.
- Couve Castillo, María José. 2014. "Competencias de los pobladores : potencial de innovación para la política habitacional chilena ». *Revista INV*, Universidad De Chile. [En ligne]. <http://bit.ly/1JEPbrT>. Page consultée le 15 février 2015.
- Dalton, Russell J. 2006. *Citizen politics. Public opinion and political parties in advanced industrial democracies*. Washington, USA : CQ Press, 342 p.
- Dammert, Lucia. 2004. « ¿ Ciudad sin ciudadanos? Fragmentación, segregación y temor en Santiago », *Revista Eure*, Vol.XXX, no. 91, p. 87-96, Santiago de Chile. [En ligne]. <http://bit.ly/1SjnQIX>. Page consultée le 13 février 2015.
- Dammert, Lucia et Alejandra Lunecke. 2003. *Victimización y temor en Chile. Revisión teórico-empírica en doce comunas del país*. Santiago : Centro de Estudios en Seguridad Ciudadana, 49 p.
- Deboulet, Agnès et Héloïse Nez. 2013. *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*. Presses Universitaires de Rennes, Collection Res Publica, 138 p.
- De Castro, Constancio. 1997. *La geografía en la vida cotidiana. De los mapas cognitivos al prejuicio regional*. Barcelona: Ediciones del Serbal, 248 p.
- De Koninck, Rodolphe. 2001. « Du terrain à l'amphi : le mandat des géographes ». In *Géographie et société : vers une géographie citoyenne*, sous la dir. de Laurin, S., Klein, J.-L. et Tardif, C., Québec, PUQ, p. 123-138.
- De la Fuente. 2011. « Pour en finir (vraiment) avec l'ère Pinochet ». Les blogs du Diplo, *Le Monde Diplomatique*, 24 août 2011. [En ligne]. <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-08-24-Chili>. Page consultée le 10 mai 2015.
- Delgado, Manuel. 2007. *Sociedades movedizas. Pasos hacia una antropología de las calles*. Barcelona: Editorial Anagrama.

- De Mattos, Carlos, Ducci, María Elena, Rodríguez, Alfredo et Gloria Yañez Warner. 2004. « Santiago en la globalización: ¿Una nueva ciudad? ». *Ediciones SUR*, Santiago de Chile. [En ligne]. <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=16>. Page consultée le 4 juillet 2015.
- De Mattos, Carlos. 1999. "Santiago de Chile, globalización y expansión metropolitana: 10 que existía sigue existiendo ». In *EURE, Revista Latinoamericana de Estudios Urbanos y Regionales*, Santiago: Instituto de Estudios Urbanos y Territoriales, Pontificada Universidad Católica de Chile, Vol. 25, no. 76, p. 29-56.
- Di Méo, Guy. 1999. « Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales », *Cahier de géographie du Québec*, vol.43, no.118, p. 75-93. [En ligne]. <http://bit.ly/1PtlfoW>. Page consultée le 18 mars 2015.
- Dimitrova, Anna. 2005. « Le "jeu" entre le local et le global : dualité et dialectique de la globalisation ». *Socio-anthropologie*. [En ligne]. <http://socio-anthropologie.revues.org/index440.html>, Page consultée le 10 avril 2015.
- Doran, Marie-Christine. 2014. « Les effets de la performativité des droits dans un contexte d'obstacles institutionnels à la justice : le cas du Chili 1998-2014 ». *Cultures-Kairós*. [En ligne]. <http://bit.ly/1TvNuTd>. Page consultée le 13 août 2015.
- Duarte Quapper, Klaudio. 2013. "Acción Comunitaria con Jóvenes: Desafíos Generacionales ». *Última década*, Vol. 21, no. 39, p. 169-195. [En ligne]. <http://bit.ly/1OZ1hxD>. Page consultée le 4 mai 2015.
- _____. 2011. « Desafíos a los procesos investigativos en juventudes que plantean las condiciones juveniles de América Latina y El Caribe ». Red Conocimiento juvenil, Que sabemos y no sabemos sobre jóvenes y juventudes, edición Martha Lucia Gutiérrez Bonilla. [En ligne]. <http://www.redetis.iipe.unesco.org/publicaciones/redconocimientojuvenil.pdf>. Page consultée le 4 mai 2015.
- _____. 2007. « Debates sobre juventudes, la fuerza de lo político y lo cultural ». In *Proposiciones 36; Entre el sonido y la furia : Juventudes rebeldes de ayer y de hoy*, sous la dir. de Salazar, G. Vol. 36, p. 36-54, Ediciones SUR.
- _____. 2003. « Jóvenes, imágenes polares y tensiones. A propósito de participación política juvenil a treinta años del golpe militar contra el pueblo

- chileno”, *Archivo Chile Historia Político Social – Movimiento Popular*, Centre de estudios Miguel Enríquez.
- _____. 2001. « ¿Juventud o juventudes? Versiones, trampas, pistas y ejes para acercarnos progresivamente a los mundos juveniles”, *Revista Pasos*, no. 93, segunda época. [En ligne]. <http://bit.ly/1VmLnLS>. Page consultée le 20 avril 2015.
- _____. 2000. « ¿Juventud o juventudes? Acerca de como mirar y remirar a las juventudes de nuestro continente”, *Ultima década*, no. 13, CIDPA, Viña del mar, p. 59-77. [En ligne]. <http://bit.ly/1nyfJA2>. Page consultée le 4 mai 2015.
- Dubet, François, Tironi, Eugenio, Espinoza, Vicente et Eduardo Valenzuela. 1989. *Pobladores : luttes sociales et démocratie au Chili*. Paris : Logiques Sociales. L’Harmattan. 190 p.
- Dugas, Sylvie. 2006. *Le pouvoir citoyen – La société civile canadienne face à la mondialisation*. Montréal, Fides. 388 p.
- Fernández, Gabriela. 2001. “La ciudadanía en el marco de las políticas educativas”, *Revista Iberoamericana de Educación, Sociedad educadora*, Ediciones Organización de Estados Iberoamericanos (OEI). [En ligne]. <http://www.rieoei.org/rie26a08.htm>. Page consultée le 20 mars 2015.
- Fernández Drogue, Roberto. 2013a. “El espacio público en disputa: manifestaciones políticas, ciudadanía y en el Chile actual”, *Psicoperspectivas*, 12(2), p. 28-37. [En ligne]. <http://www.scielo.cl/pdf/psicop/v12n2/art04.pdf>. Page consultée le 15 février 2015.
- Fernández Drogue, Roberto. 2013 b. « Manifestaciones estudiantiles en chile. Un relato auto etnográfico de la indignación”, *Revista de Antropología Experimental*, no. 13., p. 101-112. Universidad de Jaén (España).
- Fèvre, Véronique, Gumuchian, Hervé et Claude Marois. 2000. *Initiation à la recherche en géographie : Aménagement, développement territorial, environnement*. Éditions Economica, Les presses de L’Université de Montréal, Paris. 425 p.
- Figueroa, Maximiliano. 2014. *Poder y ciudadanía: estudios sobre Hobbes, Foucault, Habermas y Arendt*. Ril editores. 152 p.
- Fleet, Nicolás. 2011. “Movimiento estudiantil y transformaciones sociales en Chile: una perspectiva sociológica ». *Polis* (Santiago : Universidad Bolivariana),

- no. 30. [En ligne]. <http://www.scielo.cl/pdf/polis/v10n30/art05.pdf>. Page consultée le 10 février 2015.
- Freire, Paulo. 1970. *Pedagogía del oprimido*. Montevideo, Tierra Nueva, n. d.
- _____. 1969. *La educación como práctica de la libertad*. 12 edición. Madrid : Siglo XXI, 160 p.
- Friedman, John. 2002. *The Prospect of Cities*. University of Minnesota Press, Minneapolis, 194 p.
- Galeano, Eduardo. 1981. *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*. Montevideo : Éditions Terre humaine, Plon, 467 p.
- Gárate Chateau, Manuel. 2012. *La Revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, Santiago : Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 589 p.
- Garcés, Mario. 2012. *El despertar de la sociedad. Los movimientos sociales de América Latina y Chile*. Santiago : LOM, 150 p.
- García Canclini, Néstor. 1995. *Consumidores y Ciudadanos. Conflictos multiculturales de la globalización*. México, Editorial Grijalbo, 199 p.
- Garretón, Manuel Antonio et Roberto Garretón. 2010. “La democracia incompleta en Chile: La realidad tras los rankings internacionales”, *Revista de Ciencia Política* (Santiago: Universidad Católica de Chile), vol.30, no. 1, p. 115-148.
- Garretón, Manuel Antonio. 2002. “La transformación de la acción colectiva en América Latina”, *Revista de la CEPAL*, no. 76, Santiago. p.7-24.
- Gaudichaud, Franck. 2014a. « La voie chilienne au néolibéralisme, Regards croisés sur un pays laboratoire », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent [En ligne]. <http://nuevomundo.revues.org/67029>. Page consultée le 2 mai 2015.
- Gaudichaud, Franck. 2014 b. « Progresismo transformista, neoliberalismo maduro y resistencias sociales emergentes : un análisis del nuevo gobierno Bachelet”, *Revista Observatorio Social de América Latina* (OSAL-CLACSO), Semestriel, p.131-156. [En ligne].<http://bit.ly/1Jfp4DV>. Page consultée le 13 février 2015.
- Gauthier, Benoît. 1997. *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de donnée*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 535 p.

- Giddens, Anthony. 1987. *La constitution de la société*. Paris, PUF, 474 p.
- Gimeno Sacristán, José. 2001. “La ciudadanía como metáfora para la educación : la inclusión educativa como condición del ciudadano”, *Política Educativa, Revista Docencia*, no. 15. [En ligne], http://www.abep.nepo.unicamp.br/site_eventos_alap/PDF/alap2004_409.PDF, Page consultée le 23 février 2015.
- Gómez, Juan Carlos. 2010. “Política, democracia y ciudadanía en una sociedad neoliberal, Chile 1990-2010”, Santiago: Editorial ARCIS CLACSO. [En ligne], <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/coedicion/gomez-leyton.pdf>, Page consultée le 13 février 2015
- Gravel, Nathalie. 2009. *Géographie de l'Amérique latine. Une culture de l'incertitude*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 339 p.
- Guell, Pedro. 2007. “Los soportes sociales del trabajo de hacerse jóvenes”, *Comentarios presentados a la Quinta encuesta nacional de Juventud*, Chile, Instituto Nacional de la Juventud (INJUV).
- Gutiérrez, Francisca et Nicolas Angelcos. 2013. « Reconstruction de la mémoire de la dictature par les jeunes militants syndicaux et “pobladores” au Chili », *Emulations*, no. 11. [En ligne]. <http://www.revue-emulations.net/archives/n11-memoire-et-sociologie/Gutierrez&Angelcos>. Page consultée le 15 février 2015.
- Hackworth, Jason. 2007. *The neoliberal city: governance, ideology, and development in American urbanism*. New York : Cornell University Press, 248 pp.
- Hägerstrand Torsten. 1970. “What about people in regional”. 9th European Congress of the Regional Science Association. In *Regional Science Association Papers*, vol. 24, Issue 1, p. 6-21.
- Hansotte, M. 2010. « Pour une méthodologie des intelligences citoyennes – Repères théoriques et démarches pratiques de terrain », *Réseau École et Nature, Comment habiter ensemble la Terre au-delà des frontières? Vers une éthique et des pratiques pédagogiques partagées*, p. 23-48, Actes de la Journée de réflexion organisée dans le cadre du congrès du Réseau École et Nature à l’Institut européen d’écologie, Metz, 26 mars 2010.
- Hart, Roger A. 1993. “La participación de los niños : de la participación simbólica a la participación autentica », Bogotá. In *Protagonismo infantil*, sous la dir. Liebel, M. Editorial Nueva Nicaragua. 46 p.

- Harvey, David. 2013. *Rebel cities: from the right to the city to the urban revolution*. Verso : London, 208 p.
- Harvey, David. 2007. *A Brief History of Neoliberalism*. New York : Oxford University Press. 254 p.
- Harvey, David. 1989. *The urban experience*. Baltimore : Johns Hopkins University Press. 312 p.
- Harvey, David. 1976. *Social justice and the City*, Cambridge. MA : Blackwell. 354 p.
- Hassenteufel, Patrick. 1997. « Exclusion sociale et citoyenneté ». *Cahiers Français*, no. 281, p 52-57.
- Hay, Colin. 2007. “The genealogy of neoliberalism”, In *National and regional experiments with global Ideas* Neoliberalism, sous la dir. De Roy, R.K., Denzau T., A. et Willet D., T., New York : Routledge, p. 51-70.
- Hojman, David. E. 1993. “Non-governmental Organisations (NGOs) and the Chilean Transition to Democracy”, *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y Del Caribe*, no. 54, p. 7-24.
- Holston, James et Arjun Appadurai. 1996. « Introduction : Cities and Citizenship ». In *Cities and citizenship*, p.1-21. Durham et Londres : Duke University Press.
- Holston, James. 1999. « Space of insurgent citizenship ». In *Cities and citizenship*, p.155-173. Durham et Londres : Duke University Press.
- Holston, James. 1999. *Cities and citizenship*. Durham et Londres : Duke University Press. 260 p.
- Hopenhayn, Martin. 2004. “La participación juvenil y política publica : un modelo para armar”, Congresso da Associação Latino Americana de População, ALAP, Caxambu, Minas Gerais, Brasil. [En ligne]. http://www.abep.nepo.unicamp.br/site_eventos_alap/PDF/alap2004_409.PDF, Page consultée le 20 avril 2015.
- Hoyaux, André-Frédéric. 2003. « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant: introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept de l'habiter ». *Cybergeo*, no. 216, p. 1-19. [En ligne]. <http://cybergeo.revues.org/1824>. Page consultée le 27 juin 2015.
- Instituto nacional de estadísticas (INE). 2014. « Compendio estadístico 2014 ». [En

- ligne]. <http://bit.ly/1Vpm2b1>. Page consultée le 2 octobre 2015.
- Instituto Nacional de la Juventud (INJUV). 2012. « Séptima encuesta nacional de juventud ». Gobierno de Chile, 176 p. [En ligne]. <http://bit.ly/1b1YLqo>. Page consultée le 10 décembre 2014.
- Isin, Engin. 2000. « Democracy, Citizenship and the City ». In *Democracy, Citizenship and the Global City*, sous la dir. Isin, E., p. 1-21. London; New York : Routledge.
- Jedlicki, Fanny. 2001. « Les exilés chiliens et l'affaire Pinochet. Retour et transmission de la mémoire », *Cahiers de l'Urmis*. [En ligne], <http://urmis.revues.org/15>, Page consultée le 10 février 2015.
- Jutras, France. 2010. *L'éducation à la citoyenneté : enjeux socioéducatifs et pédagogiques*, Presses de l'Université du Québec. 241 pages.
- Jouve, Bernard. 2003. *La gouvernance urbaine en questions*. Paris : Elsevier. 124 p.
- Kaufmann, Jean-Claude. 1996. *L'entretien compréhensif*. Paris : Nathan. 127 p.
- Klein, Juan-Luis. 2014. « Innovation sociale et développement territorial ». In *L'innovation sociale*, sous la dir. Klein, J.-L., Laville, J.-L. et F. Moulaert, Toulouse, ÉRÈS, p. 115-139.
- _____. 2012. « L'économie sociale et solidaire et la lutte contre la pauvreté en milieu local : le cas du Québec ». *RECMA Revue internationale de l'économie sociale*, no. 325, p.65-77, Éditions Érès.
- _____. 2011. « La mondialisation : de l'État-Nation à l'espace monde ». In *Le monde dans tous ses États. Une approche géographique*, sous la dir. De Klein, J.L. et Lasserre, F. (2^e édition), p.49-68. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- _____. 2010. « Les changements de paradigme en géographie et l'aménagement du territoire au Québec : les années 1970 », *Cahiers de Géographie du Québec* (Université Laval), Vol. 54, no. 151, p : 133-152.
- _____. 2008. « Territoire et régulation », *Cahiers de recherche sociologique* (Sociologie, UQAM, no. 45, p. 41-58
- Klein, Juan-Luis et Christine Champagne. 2011. *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*. Presses de l'Université du Québec, 352 p.

Klein, Juan-Luis et Frédéric Lasserre. 2011. « Une perspective géographique : pour la lecture de l'espace-monde ». In *Le monde dans tous ses États. Une approche géographique*, sous la dir. de Klein, J.L. et Lasserre, F. (2^e édition), p. 1-9. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Klein, Juan-Luis et Suzanne Laurin. 1998. « Citoyenneté active et conscience territoriale : perspectives pour un programme ». In Klein, J.L. et Laurin, S. *L'éducation géographique : formation du citoyen et conscience territoriale*, p. 237-242, Les presses de l'Université du Québec.

Knudsen Sanvig, Anne-Marie. 2007. “The Right To The City: Spaces Of Insurgent Citizenship Among Pavement Dwellers In Mumbai, India”, UCL development planning unit, DPU working paper no. 132. [En ligne], <https://www.bartlett.ucl.ac.uk/dpu/publications/latest/publications/dpu-working-papers/paper132>, Page consultée le 2 juin 2015.

Krauskopf, Dina. 2010. « Entretien avec Dina Krauskopf : La gestion de la crise doit faire de la jeunesse une priorité ». UNESCO, Service de presse. [En ligne]. <http://bit.ly/22rTphY>. Page consultée le 10 avril 2015.

_____. 2004. “Dimensiones de la participación en las juventudes contemporáneas latinoamericanas”, FLACSO Chile, Pensamiento Iberoamericano, no. 3, p. 165-182. [En ligne]. http://www.redligare.org/IMG/pdf/dimensiones_participacion_juventudes_contemporaneas_latinoamericanas.pdf. Page consultée le 30 août 2015.

_____. 1998. “Dimensiones críticas en la participación social de las juventudes”, *Participación y Desarrollo Social en la Adolescencia*. San José : Fondo de Población de Naciones Unidas 1998 (FPNU). [En ligne], <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/cyg/juventud/krauskopf.pdf>. Page consultée le 3 septembre 2015

_____. 1996. “Violencia juvenil : Alerta social”, *Revista Parlamentaria. La crisis social : desintegración familiar, valores y violencia social*, San José, Vol. 4, no. 3, pp. 775-801.

Laperrière, Anne. 1990. « L'observation directe ». In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de Benoît Gauthier, p.227-246, Québec : Presses de l'Université du Québec.

Leca, Jean. 1983. « Question sur la citoyenneté ». *Projet*, janvier-février, no. 171-172, p. 113-125.

- Lecannelier Bresciani, Luis Eduardo. 2006. "Del conflicto a la oportunidad : participación ciudadana en el desarrollo urbano", *Urbano*, Vol. 9, no. 14, p. 14-19, Universidad del Bío Bío.. [En ligne], <http://www.redalyc.org/pdf/198/19891404.pdf>. Page consultée le 10 août 2015.
- Lechner, Norbert. 2002. *Las sombras del mañana. La dimensión subjetiva de la política*. Santiago. LOM ediciones, 132 p.
- Lefebvre, Henri. 1976. *Espacio y política: el derecho a la ciudad*. Barcelona: Península, 157 p.
- Lefebvre, Henri. 1970. *La révolution urbaine*. Paris : Gallimard, 248 p.
- Lefebvre, Henri. 1968. *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos, 135 p.
- Lévy, Jacques. 2008. *L'invention du monde. Une géographie de la mondialisation*. Paris : Les Presses de SciencesPo, 405 p.
- Lévy, Jacques et Michel Lussault. 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin, 1033 p.
- Lévy, Jacques et Michel Lussault. 2000. *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*. Éditions Belin, 352 pages.
- Lipovetsky, Giles. 2003. *La Era del vacío. Ensayo sobre el individualismo contemporáneo*. Barcelona: Anagrama, 224 p.
- Mallard, Bruno. 1995. « Compte-rendu sur Manfred A. Max-Neef : Desarrollo a Escala Humana ». In *Tiers-Monde, Pauvretés* Tome 36, no. 142, sous la dir. de Lautier, B. et Salama, P., p. 475-489. [En ligne]. <http://bit.ly/1kA3Qx>. Page consultée le 25 janvier 2015.
- Mangabeira Unger, Roberto. 2015. « The Task of the Social Innovation Movement ». In *New Frontiers in Social Innovation Research*, sous la dir. de Nicolls, A., Simon, J. et Gabriel, M. p. 233-252. Palgrave Macmillan.
- Marques Pereira, Berengère. 2005. « Le Chili : Les femmes et la gauche. Une relation amicale ? ». In *Revue internationale de politique comparée* 2005/3 , Vol. 12, p. 365-378. [En ligne]. <http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politiquecomparee-2005-3-page-365.htm>. Page consultée le 25 novembre 2015.

Marshall Thomas Humphrey. 1950. *Citizenship and social class*, Cambridge, University Press.

Martinez, Emilio. 2008. "Los jóvenes habitan la ciudad : el espacio como recurso y vínculo social", *Instituto de la juventud* (INJUVE) España. [En ligne]. <http://www.injuve.es/sites/default/files/9204-08.pdf>. Page consultée le 12 mars 2015.

Márquez, Francisca, 2003. "Identidad y fronteras urbanas en Santiago de Chile", *Psicología en Revista*, Belo Horizonte, Vol. 10, no. 14, p. 35-51. [En ligne]. http://www.pucminas.br/imagedb/documento/DOC_DSC_NOME_ARQUI20041213154331.pdf. Page consultée le 10 avril 2015.

Max Neef, Manfred. 1993. *Desarrollo a escala humana : Conceptos, aplicaciones y algunas reflexiones*. Editorial Nordan-Comunidad. 77 p. [En ligne]. http://www.max-neef.cl/libros/desarrollo_a_escala_humana/. Page consultée le 10 décembre 2014.

Mayer, Margit, Marcuse, Peter et Neil Brenner. 2009. « La critique urbaine, une discipline fondamentale », extrait de l'article « Cities for people, not for profit », *City*, no. 13-2, p. 176-184. [En ligne]. <http://www.metropolitiques.eu/La-critique-urbaine-une-discipline.html>, Page consultée le 15 décembre 2014.

Mayol, Alberto. 2013. *El derrumbe del modelo: La crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo*. 2^e édition. Santiago : LOM, 165 p.

Mayol, Alberto et Carla Azócar. 2011. "Politización del malestar, movilización social y transformación ideológica: El caso Chile", *Polis (Santiago)*, 10(30), 163-184.

Mira, Andrea. 2011. "Crisis de representatividad y estallido social: una aproximación a la experiencia chilena". In *Polis*, no. 30. [En ligne]. <http://polis.revues.org/2232>. Page consultée le 17 février 2015.

Monnet, Éric. 2007. « La théorie des "capabilités" d'Amartya Sen face au problème du relativisme », *Tracés : Revue de Sciences humaines*. [En ligne]. <http://traces.revues.org/211>. Page consultée le 10 novembre 2015.

Moreno, Eduardo. 2014. « Street Public Spaces and Drivers of Urban Prosperity ». Dans le cadre de la Conférence internationale « The future of place : Streets as public spaces and drivers of urban prosperity », 2 septembre 2014, Buenos Aires, Argentine.

- Moreno Lache, Nubia et Alexander Rodriguez Cely. 2008. "Construcción de ciudadanos mediante lenguajes espaciales", *Folios*, 2^e époque, no. 28, p. 64-73. [En ligne]. <http://www.scielo.org.co/pdf/folios/n28/n28a06>. Page consultée le 10 avril 2015.
- _____. 2007. «Geografía y ciudadanía. Dos conceptos para tejer y reconstruir», *Didáctica Geográfica*, 3^e époque, p. 121-138. [En ligne]. <http://www.didacticageografica.com/didacticageografica/article/view/8/8>. Page consultée le 15 août 2014.
- Moulián, Tomas. 2007. *Anatomía de un mito*, Santiago, LOM, 364 p.
- Morissonneau, Christian et Sirois, Denis. 1985. « La quête du sens et du vécu : la phénoménologie en géographie », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol. 29, no. 77, 1985, p. 317-324. [En ligne]. <http://id.erudit.org/iderudit/021727ar>. Page consultée le 10 octobre 2015.
- Moulián, Tomas. 2010. « El sistema de partidos en Chile. 1990-2009 ». In *Democracia y antagonismos en el Chile contemporáneo : perspectivas post transicionales*, sous la dir. de Salazar, M et Osorio, A., Santiago: Ediciones Akhilleu. [En ligne]<http://sociologia.uarcis.cl/v3/moulian.pdf>. Page consultée le 15 décembre 2014.
- Mujica, Pedro. 2010. *La igualdad política. El significado actual de la participación ciudadana*, RL Editores, Chile. 148 p.
- Muñoz Tamayo, Víctor. 2004. « Imágenes y estudios cuantitativos en la construcción social de la juventud chilena. Un acercamiento histórico (2003-1967)», *Ultima Década*, Vol. 12, no. 20, p.71-94. [En ligne]. <http://bit.ly/1PCRLmK>. Page consultée le 28 août 2015.
- Ninacs A., Bill. 2008. Empowerment et Intervention : développement de la capacité d'agir et de la solidarité. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 140 p.
- Noseda, Veronica et Jean-Bernard Racine. 2001. « Acteurs et agents, points de vue géographiques au sein des sciences sociales ». *Revue européenne des sciences sociales*, Vol.21, p.65-79. [En ligne]. <http://ress.revues.org/647>. Page consultée le 15 décembre 2014.
- Nugent, Rachel. 2006. « Les jeunes et la mondialisation », *Population Reference Bureau (PRB)*, USAID, États-Unis. [En ligne]. http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnadh480.pdf. Page consultée le 10 mai 2015.

- Nussbaum, Martha C. 2012. *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*. Paris, Flammarion., série « Climats ». 300 p.
- Observatoire politique de l'Amérique latine et de la Caraïbe. 2013. Indice de Gini des inégalités au Chili, SciencesPo, [En ligne]. [lhttp://bit.ly/1R7Pbqm](http://bit.ly/1R7Pbqm). Page consultée le 12 juillet 2015.
- Observatorio de Ciudades Universidad Catolica (OCUC). 2012. “Plan de Santiago según grupo socioeconómico predominante y servicios de abastecimiento”, *Revue Foco* 76, no. 5, cartographie originale
- Opazo, Daniel. 2009. *Espacio transitorio. Producción, prácticas y representaciones del espacio público político en Santiago de Chile : 1983-2008*. Thèse de doctorat, Pontificia Universidad Católica de Chile, Chili, 346 p.
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). 2003. « De la libéralisation à une stratégie de croissance plus large », *Etudes économiques de l'OCDE* 17/2003, n° 17, p. 21-42. [En ligne], www.cairn.info/revue-etudes-economiques-de-l-ocde-2003-17-page-21.htm, Page consultée le 10 mai 2015.
- Oviedo, Enrique. 2000. « Participación ciudadana y espacio público ». In *Espacio publico, participación y ciudadania*, sous la dir. de Dascal, G. et Segovia, O., p. 19-34, SUR ediciones.
- Oxfam. 2015. « L'insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout ». Rapport thématique d'oxfam, Oxfam. [En ligne]. http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/ib-wealth-having-all-wanting-more-190115-fr.pdf. Page consultée le 2 octobre 2015.
- Oxhorn, Philip D. 1995. *Organizing Civil Society*. Pennsylvania State University Press, 243 p.
- Pagé, Michel. 2001. « L'éducation à la citoyenneté devant la diversité des conceptions de la citoyenneté ». In *L'éducation à la citoyenneté*, sous la dir. de Pagé, M., Ouellet, F. et L. Cortesão. p. 41-54. Éditions du CRP.
- Pagé, Michel, Ouellet, Fernand et Luiz Cortesão. 2001. *L'éducation à la citoyenneté*, Éditions du CRP, Sherbrooke. 182 p.
- Paillé, Pierre, et Alex Mucchielli. 2008. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 2^e édition, Paris : Armand Collin, 315 p.

- Paillé, Pierre. 2009. « Qualitative ». In *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, (3^e éditions), sous la dir. d'Alex Mucchielli, p.202-203. Paris : Armand Colin.
- Peñafiel, Ricardo. 2014. « Luttes pour le sens autour du point nodal de la démocratie participative : l'action contestataire transgressive face aux conceptions délégatives de la démocratie », Texte diffusé dans le cadre du Colloque étudiant « Amérique latine : perspectives multidisciplinaires », 8 mai 2015, Réseau d'études latino-américaines de Montréal (RELAM). Non publié.
- _____. 2012. « Le “printemps chilien” et la radicalisation de l'action collective contestataire en Amérique latine ». *Lien social et politiques*, no. 68, p. 121-140.
- Perrenoud, Philippe. 1999. « Transférer ou mobiliser ses connaissances? D'une métaphore à l'autre – Implications sociologiques et pédagogiques ». Texte de conférence au Colloque Raisons éducatives. Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Genève. [En ligne], www.unige.ch/fapse/SSE/teachers/perrenoud/php_main/php_1999/1999_28.html. Page consultée le 20 juin 2015.
- Perrineau, Pascal et Henry Rouanet. 2002. « Crise urbaine et citoyenneté ». *Agora débats/jeunesses*, Jeunes, engagement et démocratie, Vol. 30, p. 28-45. [En ligne]. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/agora_1268-5666_2002_num_30_1_2042. Page consultée le 1er octobre 2015
- Portes, Alejandro. 1989. « La urbanización de América Latina en los años de crisis ». In *Las ciudades en conflicto. Una perspectiva latinoamericana*. Montevideo : Ediciones de la Banda Oriental.
- Programa de las Naciones Unidas para los Asentamientos Humanos (ONU-Habitat). 2012. “Estado de las ciudades de América Latina y el Caribe: rumbo a una nueva transición urbana ». [En ligne]. <http://estaticog1.globo.com/2012/08/21/Estado-de-las-Ciudades-de-America-Latina-y-el-Caribe-2012.pdf>. Page consultée le 2 juin 2015.
- Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD). 2004. *El poder: ¿para qué y para quién ? Informe de desarrollo humano en Chile 2004*. Santiago, Chile. 323 p.
- _____. 2002. *Desarrollo Humano en Chile, Vol. I et II, Nosotros los chilenos: un desafío cultural*. Santiago, Chile. 357 p.

- _____. 1998. *Informe Desarrollo Humano en Chile – Año 1998: Las paradojas de la modernización*, Ediciones Mundi-Prensa. [En ligne]. <http://www.desarrollohumano.cl/ele98.htm>. Page consultée le 10 janvier 2015.
- Purcell, Mark. 2003. “Citizenship and the Right to the Global City: Reimagining the Capitalist World Order”, *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, no 3, p. 564-590.
- Putnam, Robert. 1993. *The prosperous community: social capital and public life*. The American Prospect, 13, 35-42.
- Raffestin Claude. 1982. « Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité, *Espaces et sociétés*, no. 41, p. 150-171. [En ligne]. <http://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00278669/document>. Page consultée le 9 novembre 2015.
- Raffestin, Claude et Bernard Elissalde. 1997. « Une géographie buissonnière », *Espace Temps*, Vol. 64, no. 1, p. 87-93. [En ligne]. http://www.persee.fr/doc/espat_0339-3267_1997_num_64_1_4027. Page consultée le 2 novembre 2015.
- Rettig, Raúl. 1991. *Informe Rettig*. Commission Nacional de Verdad y Reconciliación, Corporación Nacional de Reparación y Reconciliación. Tomo 1, Tomo 2, Tomo 3.
- Rodríguez, Jorge et Camilo Arriagada. 2004. “Segregación residencial en la ciudad latinoamericana”. *Revista Eure*, Vol. XXIX, no. 89, p. 5-24, Santiago de Chile. [En ligne]. <http://www.scielo.cl/pdf/eure/v30n89/art01.pdf>. Page consultée le 2 mars 2015.
- Rodríguez González, Sergio. 2009. “Nuevas Ciudadanías Juveniles: Individuación y Participación Adhocrática”, *Revista Observatorio de la juventud: Juventud, ciudadanía y participación : notas para la discusión*, Año 6, no. 22. [En ligne]. <http://bit.ly/1JjM3SG>. Page consultée le 10 août 2014.
- Rodríguez, Paula et Alfredo Rodriguez. 2009. “Santiago, una ciudad neoliberal”, *Cuestiones urbanas regionales*, Instituto de la Ciudad- Distrito Metropolitano de Quito, Vol.1, no. 1, pp.101-124.
- Rojas Symmes, Loreto. 2010. “Territorio, gestión urbana y democracia. Agenda ciudadana mas justas, sustentables e inclusivas”, *Consejo de Ciudadanía activa*, [En ligne]. http://hic-gs.org/content/InvURBANA_FIN_16-XII-10.pdf. Page consultée le 2 octobre 2015

- Roncayolo, Marcel. 1997. *La ville et ses territoires*. Paris, Folio, 558 p.
- Ruiz, Carlos. 1993. *Seis ensayos sobre teoría de la democracia*. Universidad Nacional Andrés Bello, Santiago. 197 p.
- Sabatini, Francisco et Isabel Brain. 2008. “La segregación, los guetos y la integración social urbana : mitos y claves”, In *Revista EURE - Revista De Estudios Urbano Regionales*, Vol., 34, p. 5-26. [En ligne]. <http://www.eure.cl/index.php/eure/article/view/1361>, Page consultée le 10 octobre 2014.
- Sabatini, Francisco et Gonzalo Cáceres. 2004. “Los barrios cerrados y la ruptura del patrón tradicional de segregación en las ciudades latinoamericanas: el caso de Santiago de Chile”. In *Barrios cerrados en Santiago de Chile : entre la exclusión y la integración residencial*. Santiago : Lincoln Institute of Land Policy/Instituto de Geografía, Pontificia Universidad Católica de Chile, p. 9-43.
- Salazar, Gabriel et Julio Pinto. 1999. “Actores, identidad y movimiento”, In *Historia contemporánea de Chile*, Tomo 1 (5 tomes). Santiago du Chili : LOM, 173 p.
- Salcedo, Rodrigo. 2011. “Una ciudad, muchas pobrezas : La transformación espacial y sociocultural de la pobreza santiaguina”, In *Lima_Santiago : reestructuración y cambio metropolitano*, sous la dir. de Fuentes, L., De Mattos, C. et Wiley, L., p. 277-292. Colección Estudios Urbanos UC.
- Sandoval, Mario. 2012. “La desconfianza de los jóvenes: sustrato del malestar social”, *Ultima década*, Vol.20, no. 36, p. 43-70. En ligne]. http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-22362012000100003&lng=es&nrm=iso, Page consultée le 25 mai 2015.
- _____. 2007. “Caracterización de la juventud chilena actual”, *Investigaciones CEJU*, Centro de Estudios en Juventud UCSH. [En ligne],
- _____. 2001. “Jóvenes: en busca de una identidad perdida”. Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica Cardenal Raúl Silva Henríquez.
- Santos, Boaventura de Sousa. 2011. “Épistémologies du Sud”. In *Études Rurales*, no. 187, p. 21-50. [En ligne], http://www.boaventuradesousasantos.pt/media/Epistemologies%20du%20Sud_EtudesRurales_187-2011.pdf. Page consultée le 29 novembre 2015.

- Santos, Milton. 2000. *La naturaleza del espacio. Técnica y tiempo. Razón y emoción*. Editorial Ariel, S.A. Colección Geografía. Barcelona – España.
- Sassen, Saskia. 2007. *Una sociología de la globalización*. Buenos Aires, Katz Editores, 323 p.
- _____. 2000. “The Global city: strategie site/new frontier”. In *Democracy, Citizenship and the Global City*, sous la dir. de Engin F. Isin, p. 48-61. Londres et New York : Routledge.
- Sauvé, Lucie. 2013. “Au cœur des questions socioécologiques : des savoirs à construire, des compétences à développer”, *Éducation relative à l'environnement*, Vol. 11. [En ligne]. <http://www.revue-ere.uqam.ca/PDF/volume11/11-1.pdf>. Page consultée le 10 mars 2015.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2006. “L’entrevue semi-dirigée”. In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, 4^e édition, sous la dir. de Gauthier, B. p. 293-316. Ste-Foy : Presses de l’université du Québec.
- Schnapper, Dominique. 2002. *La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine*, Paris, Gallimard.
- Schneider, Cathy. 1991. “Mobilization at the Grassroots”, Shantytowns and Resistance in Authoritarian Chile”, *Latin American Perspectives*, no. 18, p. 92-112.
- Schnapper, Dominique. 2000. *Qu'est ce que la citoyenneté?*, Paris, Éditions Gallimard, 320 p.
- Siino, Corinne et David Giband. 2013. « La citoyenneté urbaine pour penser les transformations de la ville », *Annales de géographie* 6/2013 (n° 694), p. 644-661. [En ligne], www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2013-6-page-644.htm, Page consultée le 10 janvier 2015.
- Silva, Armando. 2013. *Imaginarios, el asombro social*. Bogotá : Universidad Externado de Colombia. 334 p.
- Silva Eduardo. 2006. « Le Chili consolide la transition démocratique ». *Études* 5/2006 (Tome 404), p. 584-593. [En ligne]. www.cairn.info/revue-etudes-2006-5-page-584.htm. Page consultée le 4 mars 2015.
- _____. 1991. “The Political Economy of Chile’s Regime Transition: From Radical to Pragmatic Neo-Liberal Policies ». In *The Struggle for Democracy in*

- Chile, 1982-1990*, sous la dir. de Drake, P. and Jaksic, I., p.98-127, London : University of Nebraska Press.
- Silva, Patricio. 2007. "Estilos políticos y orientación tecnocrática bajo los gobiernos de Lagos y Bachelet", *Revista de Sociología*, Vol. 21, p. 79-105. [En ligne]. <http://www.facso.uchile.cl/publicaciones/sociologia/articulos/21/2105-Silva.pdf>. Page consultée le 3 mars 2015.
- Simard, Michel. 2004. « Cadre de vie, identité et migration des jeunes ». *L'imaginaire urbain et les jeunes*, sous la dir. De Boudreault, P.-W. et Parazelli, M., p. 91-112. Les Presses de l'Université du Québec, Québec.
- Stern, Steve. 1998. *De la memoria suelta a la memoria emblemática : Hacia el recordar y el olvidar como proceso histórico (Chile, 1973-1998)*. Santiago de Chile : Universidad de Santiago.
- Subercaseaux S., Bernardo. 2006. « La cultura en los gobiernos de la concertación. *Revista Universum* (Talca), Vol. 21, no. 1, p.190-203. [En ligne]. <http://bit.ly/1JKhXax>. Page consultée le 25 mars 2015.
- SUR Corporación – Estudios sociales y de educación. 2014a. "De la formación a la acción ciudadana: evaluación de impacto, proyecto de Escuela de líderes 2011-2014", Santiago. [En ligne], <http://elci.sitiosur.cl/de-la-formacion-a-la-accion-ciudadana/>, Page consultée le 25 février 2015.
- _____. 2014 b. "Escuela de Jóvenes 2014-2016 : territorio, identidad, género y generación". Document de travail fourni par SUR Corporación. Non publié.
- Swyngedouw, Éric. 2005. "Governance Innovation and the Citizen: The Janus Face of Governance-beyond-the-State", *Urban Studies*, Vol. 42, no. 11, pp. 1991-2006.
- _____. 2004. "Globalisation or Glocalisation: Networks, Territories and Rescaling", *Cambridge Review of International Affairs*, 17(1) : 25-48.
- Thomas, Gérard. 1998. "Pinochet, seize ans de dictature, *Libération*", 14 novembre 1998. [En ligne] http://www.libération.fr/monde/1998/11/14/pinochet-seize-ans-de-dictature_250885, Page consultée le 15 février 2015.
- Touraine, Alain. 1999. "Juventud y Democracia en Chile". *Revista Ultima Década*, N°8. Ediciones CIDPA, Viña del Mar. 27 p.

- Touraut, Caroline. 2005. "Étude dynamique des rapports à la citoyenneté d'acteurs incarcérés", *Champ pénal/Penal field*, Vol. II. [En ligne]. <http://champpenal.revues.org/453>. Page consultée le 10 avril 2015.
- United Nations. 2003. "World Youth Report : Young people in a globalizing world", *World Youth Report*, Chap.11, p. 291-309. [En ligne], <http://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/ch11.pdf>. Page consultée le 10 mai 2015.
- Velut, Sébastien. 2007. *Mondialisation et développement territorial en Amérique latine : Argentine-Chili*. Géographie, Volume 2. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III. [En ligne] <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00203388>
- Vergara, Pilar. 1986. "Changes in the economic functions of the Chilean state under the military regime", In *Military Rule in Chile*, sous la dir. de Valenzuela, S. J. et Valenzuela, A., Baltimore: John Hopkins University.
- Verschuur, Carl. 2003. 'L'empowerment, des approches contrastées : Études de cas en Amérique Latine'. In *Genre, pouvoirs et justice sociale*, sous la dir. de Verschuur, C. et Reysoo, F., p. 235-250. Genève : L'Harmattan.
- Vulbeau, Alain. 2011. 'L'éducation tout au long de la ville' *Revue SpécifiCITéS*, La Revue des terrains sensibles, no. 3, Éditions Matrices. [En ligne]. http://dautresregards.free.fr/index_fichiers/VILLEEDUCVulbeau.pdf. Page consultée le 10 février 2015.
- Waaub, Pierre. 1999. *La démocratie est-elle soluble dans l'école? Pédagogie de la démocratie et pratiques démocratiques dans les écoles*. Bruxelles : Labor, 95 p.
- Wacquant, Loïc. 2007. *Parias urbains, Ghetto, banlieues, Etat. Une sociologie comparée de la marginalité sociale*, Paris, La découverte, 331 p.
- Wattenberg, Martin. 2012. *Is voting for young people?* New Jersey, USA : Pearson Education.
- Welch, David. 2001. *The Struggle against Neoliberalism: New possibilities for Building Democracy, Civil Society and the Place of the Social Economy*, École de Service Social, Université d'Ottawa, 24 p.
- Winchester, Luc et Alfredo Rodríguez. 2001. 'Cities, Democracy and governance in Latin America', *International Social Science Journal*, Vol. 147, p. 72–83.

Ziccardi, Alicia. 2015. 'La dimensión urbana de la desigualdad'. Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), *Blog El país*, 5 avril 2015, [En ligne] <http://bit.ly/1PgWnMZ>, Page consultée le 6 avril 2015.